

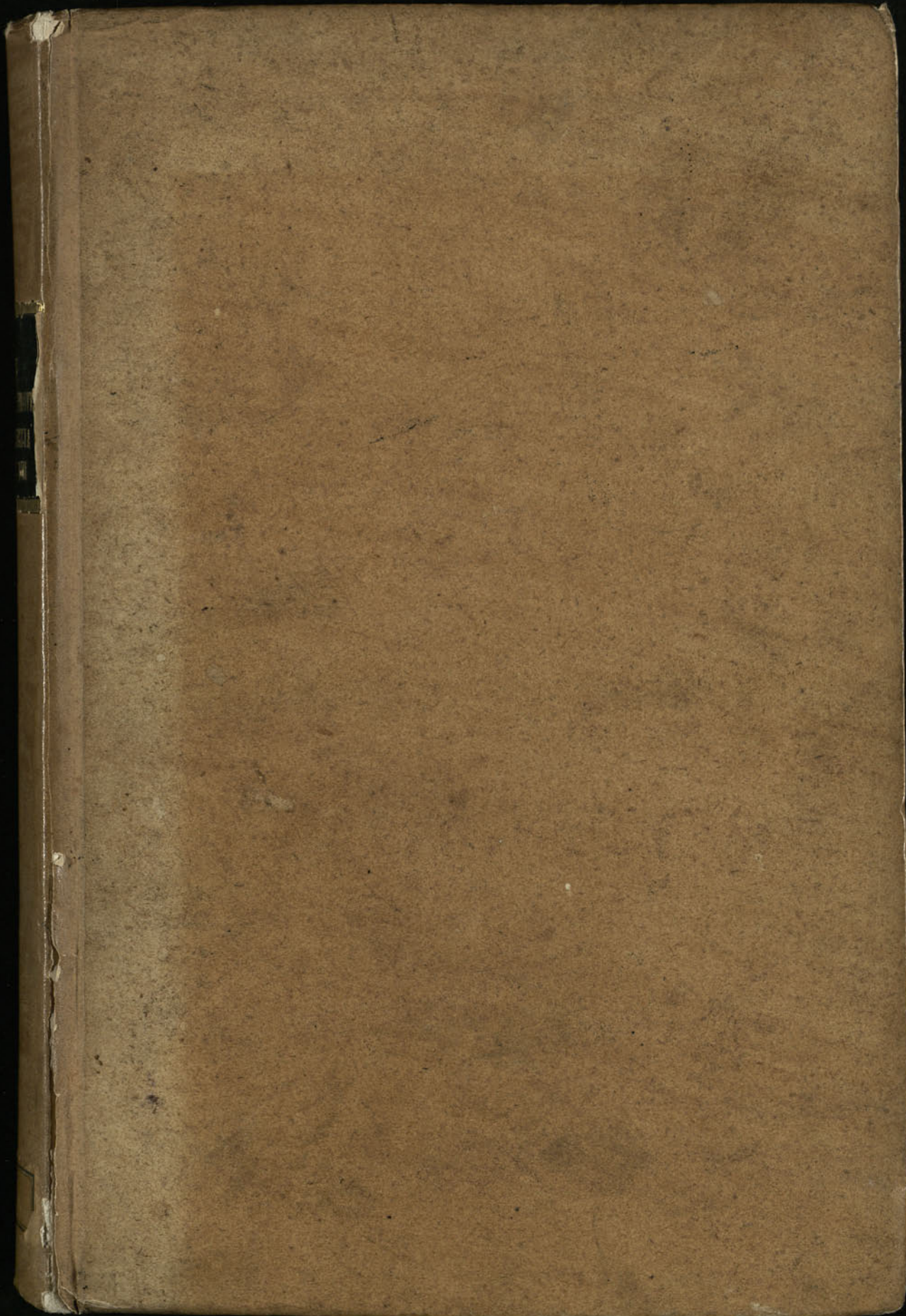


Consiglio regionale del Veneto

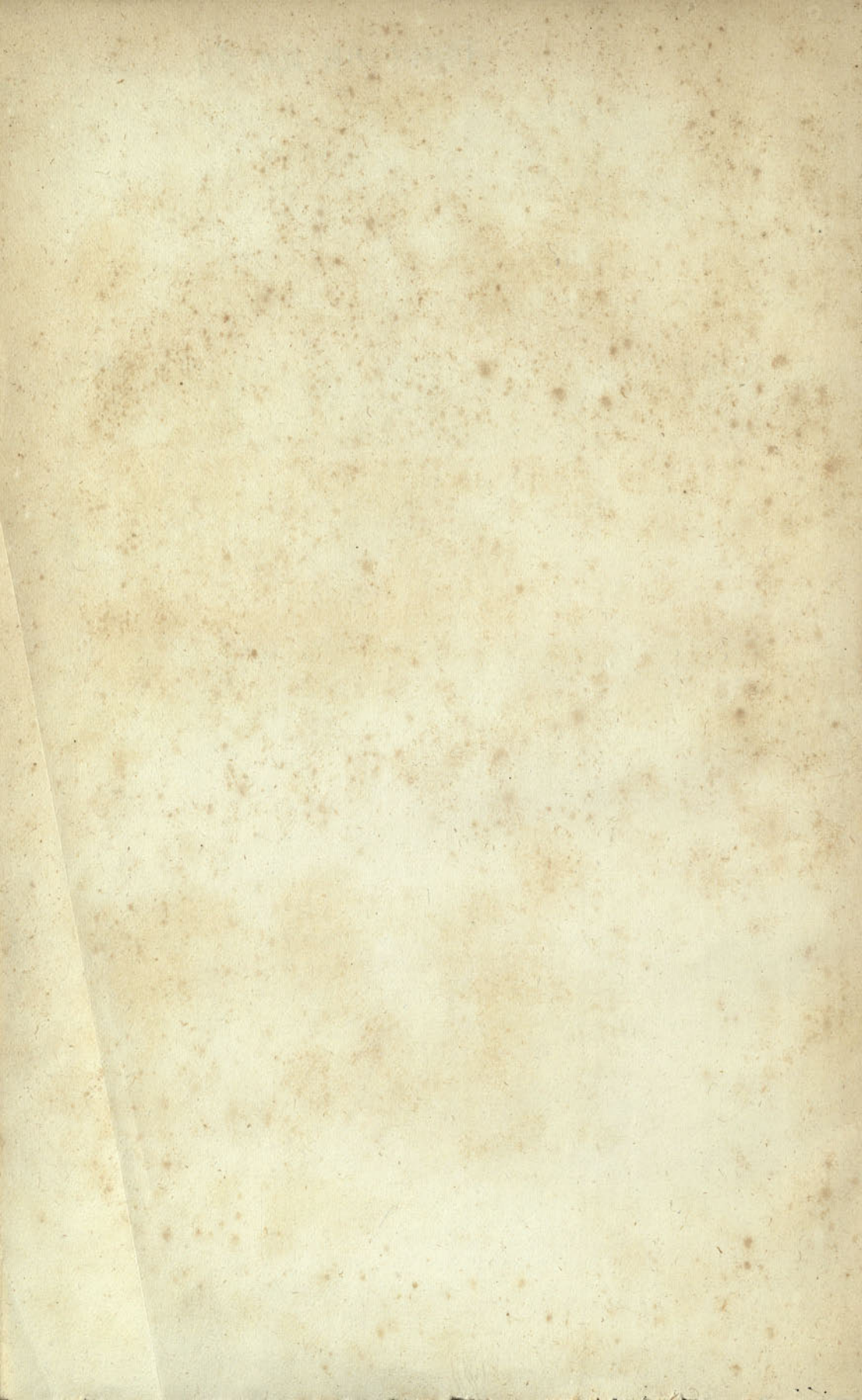
Questo libro proviene dalle raccolte della Biblioteca del Consiglio regionale del Veneto. Il suo utilizzo non commerciale è libero e gratuito in base alle norme sul diritto d'autore vigenti in Italia.

Per ottenerne una versione ad alta definizione a fini editoriali, rivolgersi al seguente indirizzo:

biblioteca@consiglioveneto.it



A 33



RACCOLTA

PER ORDINE CRONOLOGICO

DI TUTTI GLI

ATTI, DECRETI, NOMINE ECC.

DEL

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

NON CHE

Scritti, Avvisi, Desiderj ecc. di Cittadini privati
che si riferiscono all'epoca presente

Tomo VIII.



VENEZIA

Andreola Tipografo del Governo provvisorio

1849.



RACCOLTA

PER ORDINE CRONOLOGICO

DEI LEGGI

ATTI, DECRETI, NOMINE ECC.

DEI

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

PER

Scritti, Avvisi, Decreti ecc. di Giustizi privati
che si riferiscono all'epoca presente

TOMO VIII



VENEZIA

Andrèa Trivigno del Governo Provvisorio

1848



1 Luglio.

CARTEGGIO DIPLOMATICO
DEL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

CO' MINISTERI D'INGHILTERRA E DI FRANCIA

E CON LE AUTORITA' AUSTRIACHE.

N. I.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia ai Ministri degli affari esteri di S. M. la regina della Gran Brettagna e della Repubblica francese.

MILORD.

MONSIEUR.

Venise 4 avril 1849.

C'est au nom de l'humanité et de la justice, c'est au nom de la légitimité et de la liberté, que le peuple de Venise implore les effets aussi prompts que possible de cette médiation bienfaisante, que lui font espérer depuis plusieurs mois les Gouvernements des deux plus puissantes et plus libres nations de l'Europe. Nous allons rappeler des faits bien connus; mais nos malheurs nous y forcent: et le malheur, dignement supporté, quand même il serait dénué de tout autre droit, est à lui seul un titre auprès des coeurs généreux. Les droits du peuple vénitien sont, comme chacun sait, des plus anciens et des plus légitimes. Venise, sortie de ses lagunes comme une création du libre arbitre et de la persévérance humaine, comme une protestation violente contre la violence étrangère, fit de son histoire une conséquence immédiate de son origine; et tout en gardant son indépendance et son originalité noua d'honorables rapports avec les peuples les plus redoutés de la terre, et rendit quelques services à la civilisation par ses arts, à l'humanité par son commerce, à la Chrétienté par ses armes. Les moyens spontanés par les quels elle acquit et garda ses domaines; la façon dont elle perdit et ses domaines et son existence politique, concourent à témoigner de ses droits. Tout en lui promettant une liberté plus vraie que celle qui lui était connue, on la livra à une puissance qui n'avait alors sur elle pas même le droit du plus fort. La Sainte-Alliance, dont le rôle était de faire respecter tous les droits qu'on disait violés par la révolution et la guerre; la Sainte-Alliance ne songea pas a Venise. L'Autriche, dont les proclamations animaient les Italiens à la guerre contre la France dans l'espoir de recouvrer leur vie nationale et l'héritage de leur souvenirs; l'Autriche n'a pas tenu ses promesses. Les traités de 1815 ont subi des changements, que l'Europe a déjà reconnus. L'Angleterre et la France, qui ont

reconnu la légitimité du mouvement sicilien, ne pouvaient sans doute refuser leur appui à notre délivrance, dont la légitimité repose sur des fondements plus sacrés. Venise, en joignant ses forces, dans le moment de la lutte, à celles d'autres États d'Italie, n'en garde pas moins la propriété des ses titres, et le caractère unique, dont elle fait preuve même dans les présents efforts de sa résistance. Nous ne rappellerons pas les promesses dont l'Europe a retenti, ni ces paroles solennelles, où la pacification de la Péninsule était inséparablement liée à l'idée d'affranchissement, ni tous les témoignages de sympathie qu'eut Venise, et qui, dans son état, deviennent autant de promesses pour son avenir.

Si d'autres États italiens ont jadis rejeté les secours de la France, Venise était, en revanche, accusée du contraire : les journaux du temps en font foi. Et si quelqu'un, en son nom, a jamais osé s'associer à un refus non moins imprudent qu'ingrat, aucun de ses actes officiels ne saurait être cité qui ne prouvât notre gratitude et notre confiance. C'est ainsi que, dès le commencement, nous adressâmes au Gouvernement de S. M. Britannique des paroles dont la signification n'était pas douteuse. Mais quand nous aurions, à cet endroit-ci, des torts que nous n'avons pas, ce serait offenser des Gouvernemens tels que ceux des puissances médiatrices, que de penser qu'ils daigneraient saisir de si minces prétextes pour nous abandonner dans notre détresse.

En nous séparant un instant de notre peuple, et en assumant l'orgueil de mérites qui ne nous sont pas personnels, nous pouvons affirmer que le titre principal de Venise à l'appui des puissances, n'est pas tant ce qu'on lui a fait ou ce qu'on lui a promis, que sa propre souffrance et la manière dont elle sait l'endurer. L'histoire des révolutions ne présente pas beaucoup d'exemples d'un amour de l'indépendance allié avec un tel génie de sacrifices, qui paraît être devenu l'état naturel des esprits. Point de factions, point de tumultes, point d'ostentation, point de haines. La liberté nouvelle n'éteint pas l'ancienne piété : les habitudes d'une vie par trop pacifique font place à de rudes exercices, à des privations journalières. La durée de la résistance est elle-même un titre, puisqu'elle démontre que ce n'est pas une ivresse turbulente, mais une volonté réfléchie.

Tout en recommandant } à V. E.
 } à vous, M. le Ministre, } l'Italie tout entière, dont les intérêts sont solidaires, et dont la pacification, c'est-à-dire l'affranchissement, est devenu la condition indispensable de la paix de l'Europe, nous devons vous supplier de prendre dès l'abord en considération notre état, qui, faute de moyens économiques, ne saurait se prolonger sans donner gain de cause à notre ennemi. Ses délais sont calculés; il veut que la diplomatie de deux grandes puissances soit sa dupe, et qu'elle paraisse sa complice. Ce que Venise demande, c'est que le joug autrichien ne pèse plus désormais sur elle; c'est non pas qu'on lui rende tout ce que Campoformio lui a ôté, mais son nom au moins, et ce qui est strictement nécessaire à son existence. Elle se place sous le patronage associé de l'Angleterre et de la France, et leur abandonne le choix des moyens. La diplomatie, dans cette espèce de négociation, a

beau jeu, puisque notre délivrance n'est pas une révolution, c'est la reprise de nos droits historiques, de notre légitimité.

Au fait, Venise affranchie ne saurait donner de l'ombrage; Venise autrichienne serait une honte et un embarras.

Agréez { Monsieur }
 { Milord } l'assurance de ma profonde considération

Le Président du Gouvernement de Venise

MANIN.

*A' S. E. le Ministre aux affaires étrangères de S. M. la Reine
de la Grande-Bretagne.*

Londres.

*A' monsieur le Ministre aux affaires étrangères
de la République française.*

Paris.

VERSIONE.

Venezia, 4 aprile 1849.

In nome dell'umanità e della giustizia, in nome della legittimità e della libertà, il popolo di Venezia invoca, più prontamente ch'è possibile, gli effetti di quella benefica mediazione, di che da parecchi mesi gli hanno dato speranza i governi delle due più potenti e più libere nazioni dell'Europa. Noi venghiamo a rammentare fatti già noti; ma a ciò fare siamo costretti dalle nostre sventure: e la sventura, degnamente sofferta, ancorchè fosse spoglia di qualunque altro diritto, è da se sola un titolo presso i cuori generosi. I diritti del popolo veneziano sono, come a tutti è noto, i più antichi e legittimi. Venezia, sorta dalle sue lagune come una creazione del libero arbitrio e della perseveranza umana, come una solenne protestazione contro la violenza straniera, fece della sua storia una conseguenza immediata della propria origine; e custodendo sempre gelosamente la propria indipendenza ed originalità, strinse onorevoli relazioni co' popoli più rispettati della terra, e giovò non poco alla civiltà delle arti, alla umanità col commercio, al cristianesimo colle armi. I mezzi naturali mercè di cui ella acquistò e mantenne i proprii possedimenti; il modo con che perdette i possedimenti stessi e la esistenza politica, fanno luminosa testimonianza dei suoi diritti. Mentre le si faceva ampia promessa di una libertà, più vera di quella onde avea fatto sino allora esperimento, la si dava in servitù ad una potenza, che non avea a quel tempo sopra di lei nemmeno il diritto del più forte. La santa Alleanza, la quale s'era assunto l'incarico di far rispettare tutt' i diritti, che si dicevano violati dalla rivoluzione e dalla guerra; la santa Alleanza non agognava punto a Venezia. L' Austria, i cui proclami spingevano gl' Italiani a combattere contro la Francia, nella speranza di recuperare la propria nazionalità e il retaggio delle loro memorie; l' Austria non tene in alcun modo le sue promesse. I trattati del 1815 subirono alcuni mutamenti, cui l' Europa ha già riconosciuto. L' Inghilterra e la Francia, le quali riconobbero legittimo il movimento siciliano, non potevano certamente negare il loro appoggio alla nostra liberazione, la cui legittimità è posta sopra fondamenti più sacri. Venezia, unendo le proprie forze, nel principio della lotta, a quelle degli altri Stati d' Italia, non difendeva meno la proprietà de' suoi titoli e il carattere unico, del quale fa prova eziandio nei presenti sforzi della sua resistenza. Non ricorderemo le promesse che suonarono in tutta Europa, nè quelle parole solenni nelle quali la pacificazione della Penisola fu inseparabilmente legata all' idea d' affrancamento, nè tutte le testimonianze di simpatia ch' ebbe Venezia, e che, nella presente condizione, divengono altrettante promesse pel suo avvenire.

Se altri Stati italiani rigettarono il soccorso della Francia, Venezia, in cambio, fu accusata dell' averlo chiesto: i giornali del tempo ne fanno pruova. E se qualche-

duno, in suo nome, fu ardito di unire il proprio voto ad un rifiuto imprudente del pari che ingrato, tutti i suoi atti uffiziali additano la nostra gratitudine e la nostra fiducia. Con questi intendimenti, sin dal principio, noi abbiamo indirizzato al Governo di sua Maestà Britannica parole di un significato aperto e sincero. Se non che, quando pure avessimo per questo riguardo torti, che non abbiamo, stimeremmo di offendere la generosità dei due governi delle potenze mediatrici, se pensassimo ch' e' si degnassero di cogliere sì meschini pretesti per abbandonarci nella nostra disavventura.

Staccandoci per un momento dal nostro popolo, e assumendo l'orgoglio di meriti che non ci son punto personali, noi possiamo affermare che il titolo principale di Venezia all' aiuto delle potenze, è riposto, più che in quello che le si fece o di cui le si diede promessa, ne' suoi proprii patimenti e nel modo con cui ella li sa sopportare. La storia de' rivolgimenti politici non offre certamente molti esempi d'un amore dell' indipendenza accompagnato a tale spontanea disposizione ai sacrificii, da sembrare una condizione naturale degli animi. Quivi non partiti, non tumulti, non ostentazioni, non odii. La libertà novella non ispense l' antica pietà: le abitudini di una vita, troppo lungamente pacifica, sono mutate in rudi esercizi, in quotidiane abnegazioni. La durata della resistenza è per sè stessa un titolo, dappoichè dimostra, non esser ella un' ebbrezza turbolenta, ma una volontà maturata.

Nel raccomandare pertanto { a V. E.
 { a voi, signor Ministro, tutta l' Italia, i cui interessi sono solidali e il cui pacificamento, o a meglio dire affrancamento, divenne già condizione indispensabile alla pace di Europa, noi dobbiamo supplicarvi di considerar innanzi tutto la presente nostra condizione, la quale, privi siccome siamo de' mezzi economici, non potrebbe a lungo durare senza darla vinta al nostro nemico. I suoi temporeggiamenti sono calcolati: egli vuole che la diplomazia delle due grandi potenze sia tutta in inganno e che sembri complice con lui. Venezia chiede, che il giogo austriaco non pesi più ormai sopra di lei: non già che le si renda ciò che le venne tolto pel trattato di Campoformio, ma almeno che le sia renduto il proprio nome, e quello che è strettamente necessario alla sua esistenza. Ella si mette sotto la protezione alleata dell' Inghilterra e della Francia, lasciando ad esse libera la scelta dei mezzi. La diplomazia, in questa forma di negoziato, ha buoni patti; dappoichè la nostra emancipazione non è una rivolta, ma soltanto il ricuperamento de' nostri diritti storici, della nostra legittimità.

E in vero, Venezia libera, non potrebbe dar ombra ad alcuno: Venezia austriaca, sarebbe una vergogna e un impaccio.

Aggradite { Signore }
 { Milord } l' assicurazione della mia profonda considerazione.

Il Presidente del Governo di Venezia
MANIN.

A S. E. il Ministro degli affari esterni di S. M. la Regina
della Gran Bretagna.

Londra.

Al signor Ministro degli affari esterni della Repubblica francese.

Parigi.

N. II.

Il Ministro degli affari esteri di S. M. la Regina della
Gran Brettagna al sig. Manin, ec., ec.

(Questo dispaccio è stato ricevuto dal Presidente del Governo provvisorio di Venezia il giorno 10 maggio.)

Foreign Office, april 20 1849.

SIR.

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 4.e Instant, and to assure you in reply that Her Majesty's government have witnessed with great interest, not only the heavy sacrifices which the people of Venice have made during the last twelve months, for the purpose of maintaining the cause which they have exposed, but also the good order which during that period has been preserved within the city. But in regard to the desire expressed by you on behalf of your fellow citizens that Venice should cease to belong to Austria, Her Majesty's government can only say that the Treaty of Vienna, to which Great Britain was a party, assigns Venice as a part of the Austrian empire; and that the arrangement proposed by the British and French governments to the government of Austria in August last as the basis of negotiation, did not go to disturb that arrangement of the Treaty of Vienna. No change can be made in the political condition of Venice, except by the content and act of the imperial government, and that government has already announced its intention in that respect. Her Majesty's government then can only repeat with earnestness the advice which it has recently instructed Her Majesty's consul general at Venice to tender in its name to the government of Venice, namely that the Venetians should lose no time in endeavouring to come to an amicable arrangement with the Austrian authorities, as to the best means of re-establishing without collision the authority of the Emperor of Austria within the city of Venice.

I have the honor to be, sir,

Your most obedient, humble servant
PALMERSTON.

M. MANIN.

Venice.

VERSIONE.

Ufficio degli affari esteri, 20 aprile 1849.

SIGNORE.

Ho l'onore di parteciparvi la ricevuta della vostra lettera del 4 corrente, e d'assicurarvi, in risposta, che il Governo di S. M. ha osservato con grande interesse, non solo i gravi sacrificii fatti dal popolo di Venezia durante gli ultimi dodici mesi, col proposito di sostenere la causa da esso abbracciata, ma altresì il buon ordine, che fu mantenuto nella città per tutto quel periodo di tempo. Ma, riguardo al desiderio da voi significato in favore dei vostri concittadini, che Venezia cessi di ap-

partenere all' Austria, il Governo di S. M. può dirvi soltanto che il trattato di Vienna, a cui la Gran Bretagna intervenne come parte contraente, assegna Venezia come una porzione dell' Impero austriaco, e che il componimento, proposto dai Governi inglese e francese a quello d' Austria, nell' agosto passato, come base della negoziazione, non andava ad alterare in questa parte il trattato di Vienna. Nessun cangiamento può esser fatto nella condizione politica di Venezia, se non col consenso e l' opera del Governo imperiale; e quel Governo ha già annunziato la sua intenzione in questo riguardo. Il Governo di S. M. può quindi soltanto ripetere seriamente l' avviso, ch' egli ha recentemente commesso al Console generale di S. M. a Venezia, di comunicare in suo nome al Governo di Venezia; cioè, che i Veneziani non perdano tempo nell' adoperarsi di giungere ad un amichevole accomodamento colle autorità austriache, come il miglior mezzo di ristabilire senza collisione l' autorità dell' Imperator d' Austria nella città di Venezia.

Ho l' onore di essere, signore,

Obbedientissimo umilissimo servitoro
PALMERSTON.

Al sig. Manin.

Venezia.

N. III.

Il Ministro degli affari esteri della Repubblica francese al sig. Manin, ec., ec.

(Questo dispaccio è stato ricevuto dal Presidente del Governo provvisorio di Venezia il giorno 14 maggio.)

Venise.

Paris le 27 avril 1849.

MONSIEUR.

J' ai reçu la lettre que vous m'avez fait l' honneur de m' écrire le 4 de ce mois. Les nobles sentiments, qui y sont exprimés avec tant d' élévation et de dignité, m' ont y profondément touché. Personne plus que nous ne rend justice au courage, à la modération, à l' abnégation de tout intérêt personnel que le peuple vénitien a apportés à la défense de son indépendance. Si la liberté italienne eût été partout défendue ainsi, elle n' aurait pas succombé, ou du moins, en recourant à temps, après une honorable résistance, à la négociation, elle eût obtenu des conditions, qui lui eussent assuré une partie des bénéfices de la victoire. Il en a été autrement. Des fautes irréparables ont été commises, et les Vénitiens, qui n' ont pas à se les reprocher, doivent aujourd' hai, par la force des choses, en supporter les conséquences. Quelque illusion que puisse vous faire un généreux patriotisme, vous êtes trop éclairé, monsieur, pour ne pas comprendre qu' après les évènements accomplis, lorsque Venise continue seule, en Italie, à tenir tête à l' Autriche, le cabinet de Vienne ne saurait être amené à lui accorder une existence complètement séparée, qu' il lui refusait à l' époque même où il consentait à l' accorder aux Lombards. Pour l' y déterminer, il faudrait, ou des évènements au dessus de toute prévoyance humaine, ou une guerre générale, qui serait pour l' Europe, dans les conjonctures actuelles, une si terrible calamité, que vous même, monsieur, vous pouvez à peine la

désirer, votre haute raison ne vous permettant sans doute pas d'attendre pour votre patrie des avantages incertains et hypothétiques au prix d'une catastrophe universelle, dans la quelle Venise elle-même se trouverait peut être engloutie. Je vous en conjure donc, monsieur, n'essayez pas plus long-temps de vous dissimuler les nécessités de la situation; usez, pour ouvrir les yeux de vos compatriotes, de l'autorité que vous ont justement acquise vos talents et vos services, et sans perdre davantage un temps précieux, mettez à profit l'ensemble des circonstances, qui, aujourd'hui encore, peut disposer l'Autriche à traiter Venise avec plus de ménagemens, ou même a lui faire, sous une forme quelconque, des concessions importantes. Je n'ai pas besoin de vous dire que, si vous entrez dans cette voie, la France fera tout ce qui dépendra d'elle pour vous la faciliter. Vous saurez déjà, lorsque cette lettre vous parviendra, que tels sont aussi les sentiments et les dispositions du cabinet de Londres.

Agrééz, monsieur, l'assurance de ma haute considération.

E. DROUYN DE LHUYS.

Monsieur Manin.

VERSIONE.

Venezia
Parigi, il 27 aprile 1849.

SIGNORE.

Ho ricevuto la lettera, che mi faceste l'onore di scrivermi il 4 di questo mese. I nobili sentimenti, in quella espressi con tanta elevatezza e dignità, m'hanno profondamente commosso. Nessuno più di noi rende giustizia al coraggio, alla moderazione ed all'abnegazione di ogn'interesse personale, mostrati dal popolo veneziano nella difesa della propria indipendenza. Se gl'Italiani avessero dovunque propugnata in tal guisa la lor libertà, non avrebbero certamente soggiaciuto, od almeno, ricorrendo in tempo, dopo una onorevole resistenza, alle trattative, avrebbero ottenuto condizioni tali, da assicurarsi una parte dei benefizii della vittoria. Ma le cose andarono diversamente. Irreparabili errori furono commessi, e i Veneziani, che non hanno a farsene rimprovero, debbono oggidì, per la forza degli avvenimenti, sopportarne le conseguenze. Per quanta illusione possa farvi un generoso sentimento di Patria, la vostra perspicacia, o signore, dee comprendere, che, dopo i fatti compiuti, se Venezia volesse continuar sola, in Italia, a tener fronte all'Austria, il gabinetto di Vienna non potrebbe esser indotto a concederle una esistenza interamente separata, già negatale nel momento stesso in cui consentiva di accordarla alla Lombardia. Per determinarlo a ciò, sarebbero necessari o avvenimenti superiori a qualunque previdenza umana, o una guerra generale, che, nelle presenti congiunture, sarebbe per l'Europa sì terribile calamità, da poter appena voi stesso, signore, desiderarla; dappoi chè la vostra alta ragione non vi permette al fermo di attendere in favore della vostra Patria vantaggi incerti ed ipotetici, al prezzo di una catastrofe universale, nella quale Venezia stessa andrebbe forse travolta. Lasciate dunque, vi scongiuro, o signore, lasciate ormai di nascondervi le necessità della situazione presente: fate uso, per aprire gli occhi de' vostri compatriotti, di quell'autorità che vi siete acquistata a buon dritto coll'ingegno e coi vostri servigi; e senza perdere di vantaggio un tempo prezioso, traete profitto dal complesso delle circostanze che, oggidì stesso, può indur l'Austria a trattare Venezia con maggiore condiscendenza, od almeno a farle, sotto una forma quale che sia, concessioni importanti. Non è mestieri ch'io vi dica, che, se vi metterete per questa via, la Francia farà quanto sta in lei per agevolarvela. Al giungere di questa lettera saprete già essere identici a questi i sentimenti e le disposizioni del gabinetto di Londra.

Aggradite, signore, l'assicurazione della mia alta considerazione.

Signor Manin.

E. DROUYN DE LHUYS.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia al sig. E. De La Cour, incaricato d'affari della Repubblica francese a Vienna.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR.

Le 24 avril dernier, monsieur le Ministre aux affaires étrangères de la République française chargea monsieur Valentin Pasini, notre agent à Paris, de me faire connaître, qu'à son avis non différends avec l'Autriche seraient plus facilement arrangées, si nous entrions en négociations directes avec les Autorités autrichiennes, en nous assurant en même temps, que nous serions appuyés par les Ambassadeurs français et anglais à Vienne.

Le Gouvernement provisoire de Venise, qui a toujours suivis les conseils de la France, est disposé à les suivre même en cela, marchant par la voie qui lui a été tracée, pourvu qu'il en ait les moyens.

Monsieur le maréchal Radetzky, après avoir poussé vigoureusement le siège et bombardé Marghera, intima la reddition de la ville avec des conditions, qu'on pourrait à peine accepter si nos fortifications avaient été prises ou détruites.

Dans la réponse, que nous lui avons donnée, nous lui avons indiqué notre disposition à traiter même directement avec le Gouvernement autrichien. De cette déclaration il ne fit aucun cas, et continua énergiquement les hostilités par terre et par mer.

Toutefois nous persistons dans le désir de suivre le conseil de la France. Pour cela, il est nécessaire qu'il ait une personne à Vienne, qui puisse négocier en notre nom, et dont la sureté personnelle ne soit pas compromise. A cet effet, je m'adresse à vous, monsieur l'Ambassadeur, dont je connais les sentiments nobles et généreux, et qui ne pouvez pas être insensible à la condition qui nous a été faite par les événements, et je vous prie de vous intéresser pour obtenir un sauf-conduit au surnommé monsieur Pasini, à fin qu'il puisse se porter immédiatement à Vienne pour la négociation dont il s'agit, à l'égard de la quelle il a déjà reçu les instructions nécessaires.

Ce serait seulement pour éviter une perte de temps précieux, que j'oserai vous prier, monsieur l'Ambassadeur, de vous donner la peine, lorsque vous aurez obtenu le sauf-conduit, de le faire transmettre par l'intermédiaire de votre Gouvernement à monsieur Pasini.

Veillez agréer, M.^r l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

Venise 11 mai 1849.

Signé MANIN.

*A M.^r Lacour
Ambassadeur de la Rép. française
à Vienne.*

VERSIONE.

SIGNOR AMBASCIATORE.

Il 24 aprile ultimo, il signor ministro degli affari esteri della Repubblica francese, diede incarico al signor Valentino Pasini, di farmi sapere, che, per suo avviso, le nostre differenze con l'Austria potrebbero più facilmente comporsi, se entrassimo in trattative dirette con le Autorità austriache, assicurando nello stesso tempo, che troveremmo appoggio presso gli ambasciatori francese ed inglese, residenti in Vienna.

Il Governo provvisorio di Venezia, che ha sempre seguito i consigli della Francia, è disposto a seguirli anche in ciò, mettendosi per la via che gli venne segnata, sempre che gliene sia procacciato il mezzo.

Il signor maresciallo Radetzky, dopo avere spinto vigorosamente l'assedio e bombardata Marghera, intimò la resa della città a condizioni tali, che si sarebbero potute appena accettare, se le nostre fortezze fossero state prese o distrutte.

Nella risposta, che gli abbiám data, gli accennammo la nostra disposizione di trattare anche direttamente col Governo austriaco. Di questa dichiarazione egli non fece alcun conto, e proseguì energicamente le ostilità per terra e per mare.

Tuttavolta, noi persistiamo nel desiderio di seguire il consiglio della Francia. E per ciò abbiám d'uopo, che una persona sì rechi a Vienna, a trattare in nostro nome, e che la sicurezza personale di lei non sia compromessa. A tale effetto, io mi rivolgo a voi, signor ambasciatore, i cui nobili e generosi sentimenti mi sono noti, e che non potete essere insensibile alla condizione a che fummo condotti dagli avvenimenti; e vi prego d'interessarvi per ottenere un salvacondotto al sunnominato sig. Pasini, affinch'egli possa recarsi immediatamente in Vienna per le trattative di cui parliamo, intorno alle quali egli ha già ricevuto le istruzioni necessarie.

E, nel desiderio di non perdere un tempo prezioso, mi faccio ardito di pregarvi, signor ambasciatore, a prendervi il disturbo di far trasmettere il detto salvacondotto, tosto che lo abbiate ottenuto, col mezzo del vostro Governo, al signor Pasini.

Vogliate aggradire, signor ambasciatore, l'assicurazione della mia alta considerazione.

Venezia, 11 maggio 1849.

Sott. MANIN.

Al signor Lacour, ambasciatore della Repubblica francese

a Vienna.

N. V.

L'Incaricato d'affari della Repubblica francese a Vienna
al sig. Manin, ec., ec.

(Questo dispaccio è stato ricevuto dal Presidente del Governo provvisorio di Venezia, il giorno 19 maggio.)

LEGATION DE FRANCE A' VIENNE.

Vienne le 15 mai 1849.

MONSIEUR.

Je n'avais pas attendu la lettre, que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 11 de ce mois, pour m'employer officieusement en faveur de Venise. — A différentes occasions, j'ai entretenu les Ministres de S. M. imperiale de la position exceptionnelle de cette ville, et tout récemment encore je leur ai fait part, à la suite d'instructions émanées de mon Gouvernement, des propositions d'accomodement transmises par M.^r Valentin Pasini.

Je ne vous dirai point, combien j'eusse été heureux de contribuer à faire cesser un état de choses, dont la prolongation entraîne tant de sacrifices de la part des habitants de Venise. J'ai donc vivement regretté de ne pas avoir vu mes efforts couronnés de succès, ou du moins de n'avoir pu déterminer le cabinet de Vienne à entrer dans la voie d'une conciliation avec la ville, au nom de la quelle vous m'écrivez.

Mais il persiste à repousser, non seulement tout intermédiaire entre Venise et lui, bien plus encore toute offre de négociation émanée directement de cette ville elle-même.

C'est à ce titre qu'il refuse d'accorder à M.^r Valentin Pasini le sauf-conduit, qui lui permettrait de se rendre ici, sauf-conduit dont je lui ai fait la demande immédiatement après la réception de votre lettre.

M.^r de Schwarzenberg s'est borné à me répliquer que le Gouvernement de S. M. imperiale était fermement décidé à ne point traiter avec Venise; que par suite la mission de M.^r Pasini à Vienne n'aurait aucun but; et que du reste, si l'on avait, dans la ville assiégée, l'intention de négocier, on devait s'adresser à M.^r Radetzky, le quel était investi de tous pouvoirs à cet effet.

Je m'empresse de vous transmettre cette réponse, que j'eusse désirée de nature à vous satisfaire.

Je déplore donc qu'il n'en soit point ainsi, mais je crois devoir vous dire qu'elle est l'expression d'une pensée qui me semble fortement arrêtée.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

*Le chargé d'affaires de la
République française
E. DE LA COUR.*

A' Monsieur MANIN, etc. etc. etc.

VERSIONE.

LEGAZIONE DI FRANCIA IN VIENNA.

Vienna, 15 maggio 1849.

SIGNORE.

Io non ho aspettato la lettera, che ebbi l'onore di ricevere da voi in data dell'11 di questo mese, per adoperarmi officiosamente in favor di Venezia. In parecchie occasioni tenni discorso a' ministri di S. M. imperiale intorno alla posizione affatto particolare di cotesta città, ed anche recentissimamente comunicai loro, in seguito ad istruzioni emanate dal mio Governo, le proposizioni d'accomodamento trasmesse dal signor Valentino Pasini.

Non vi dirò quanto sarei stato felice se avessi potuto far cessare una condizione di cose, la cui prolungazione costa tanti sacrificii agli abitanti di Venezia. M'è riuscito dunque assai grave il non aver veduto coronate di buon esito le mie sollecitudini, od almeno il non aver potuto indurre il gabinetto di Vienna ad entrare nella via di una conciliazione con la città in nome della quale mi scrivete.

Esso continua a rispingere, non solo qualunque mediazione tra Venezia e lui, ma eziandio qualsiasi offerta di trattative, fatta direttamente da cotesta stessa città.

Per tale motivo esso ricusa di accordare al signor Pasini il salvocondotto, che gli permetterebbe di recarsi qui, e di cui gli feci ricerca tosto che ricevetti la vostra lettera.

Il signor de Schwarzenberg s'è limitato a ripetermi, che il governo di S. M. imperiale è fermamente deciso di non trattar con Venezia; che, in conseguenza, la missione del signor Pasini a Vienna non avrebbe veruno scopo; e che, del rimanente, se alcuno, nella città assediata, avesse intenzione di trattare, dovrebbe rivolgersi al signor Radetzky, il quale è investito di pieni poteri a tale effetto.

Mi affretto di trasmettervi questa risposta, che avrei desiderato di un tenore a voi soddisfacente.

Mi dispiace assai, che non sia stata tale, ma credo dovervi dire, esser essa la espressione di un pensiero, che mi sembra risolutamente deliberato.

Ricevete, signore, l'assicurazione della mia alta considerazione.

L'incaricato d'affari della Repubblica francese
E. DE LA COUR.

Al signor MANIN ecc. ecc. ecc.

N. VI.

Il tenentemaresciallo Haynau al Governo provvisorio di Venezia.

Dall'i. r. 2.º Corpo d'armata di riserva.

Padova li 26 marzo 1849.

AL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Dietro l'annessavi comunicazione ufficiale di S. E. il signor feldmaresciallo conte Radetzky dal quartier generale di Vespolato li 24 marzo 1849, l'avanzarsi vittorioso dell'i. r. armata nel Piemonte e la sconfitta totale delle armi sarde, seguita li 23 di questo mese presso Novara, è oramai un fatto, le di cui conseguenze riguardo lo Stato del Piemonte dovranno pure reagire sulle attuali circostanze della città di Venezia.

Da quella parte non avrà questa città d'attendere d'or innanzi ulteriore appoggio nelle proprie sue tendenze.

Non può sfuggire al Governo provvisorio che quelle medesime tendenze non siano più da sostenersi, e che la protrazione del presente stato di cose, pesantissimo per tutte le classi degli abitanti di Venezia, sarà immancabilmente seguita dalla totale rovina di questa poco fa ancora sì fiorente città.

Eccito quindi il Governo provvisorio di desistere dall'inutile resistenza, e di riconsegnare la città al legittimo suo sovrano, l'augusto Imperatore d'Austria.

Una pronta sommissione ed il ritorno al suo dovere farebbero ancora possibile l'accordare delle condizioni vantaggiose, non attendibili però qualora la città persistesse nella rivoluzione, costringendomi a estreme misure di rigore, i risultati delle quali, immancabili e tristi, vorrei risparmiare alla città di Venezia, sinora affascinata.

Il comandante dell'i. r. 2.º corpo d'armata di riserva

Il tenente maresciallo HAYNAU.

Il comandante in capo delle ii. rr. truppe in Italia, feldmaresciallo Radetzky, al Presid. dell'attuale Governo di Venezia.

ABITANTI DI VENEZIA!

Io oggi non vengo da guerriero o generale felice — io voglio parlarvi da padre. È scorso tra voi un anno intero di trambusti — di moti anarchici e rivoluzionarii, e quali ne furono le sinistre conseguenze! Il pubblico tesoro esausto — le sostanze dei privati perdute — la vostra florida città ridotta agli ultimi estremi.

Ma ciò non basta. Voi ora, dalle vittorie della mia valorosa armata riportate sopra le truppe vostre alleate, siete ridotti a vedere le numerose mie schiere arrivate al punto di assalirvi da ogni punto di terra e di mare, di attaccare i vostri forti, di tagliarvi le vostre comunicazioni, d'impedirvi ogni mezzo di lasciare Venezia. Voi così sareste abbandonati, tosto o tardi, alla mercè del vincitore.

Io sono arrivato dal mio quartier generale di Milano per esortarvi l'ultima volta — l'ulivo in una mano, se date ascolto alla voce della ragione — la spada nell'altra, pronta ad infliggervi il flagello della guerra sino allo sterminio, se persistete nella via della ribellione; via che vi farebbe perdere ogni diritto alla clemenza del vostro legittimo sovrano.

Io mi fermo vicino a voi, nel quartiere generale del corpo d'armata qui stanziato, tutto domani, ed aspetto *ventiquattro ore*, cioè *sino alle ore otto di mattina del giorno sei di maggio*, la vostra risposta a questa mia *ultima* intimazione.

Le condizioni immutabili, che chiedo da voi a nome del mio Sovrano, sono le seguenti:

Art. 1. Resa assoluta, piena ed intiera.

Art. 2. Reddizione immediata di tutti i forti, dei arsenali e dell'intera città, che verranno occupate dalle mie truppe, alle quali saranno pure da consegnare tutti i bastimenti e legni da guerra, in qualunque epoca siano fabbricati, tutti i pubblici stabilimenti, materiali da guerra e tutti gli oggetti di proprietà del pubblico erario.

Art. 3. Consegna di tutte le armi appartenenti allo Stato, oppure ai privati.

Accordo però dall'altra parte le concessioni seguenti:

Art. 4. Viene concesso di partire da Venezia a tutte le persone, *senza distinzione*, che vogliono lasciare la città per la via di terra o di mare, nello *spazio di quarant'otto ore*.

Art. 5. Sarà emanato un *perdono generale per tutti i sotto-ufficiali e semplici soldati delle truppe di terra e mare*.

Dal lato mio cesseranno le ostilità per tutta la giornata di domani sino all'ora sovraindicata, cioè, *le ore otto di mattina del sei di maggio*.

Dal quartier generale di Casa Papadopoli, li 4 maggio 1849.

Il comandante in capo delle ii. rr. truppe in Italia
RADEZKY feldmaresciallo.

N. VIII.

**Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia
a S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky.**

Dal Governo provvisorio di Venezia.

Il 5 maggio 1849.

ECCELLENZA!

Il tenentemaresciallo Haynau, con Nota 26 marzo p. p. N. 144, fece già al Governo provvisorio di Venezia quella intimazione di resa, che è sostanzialmente portata dai proclami di V. E. in data di ieri, acchiusi in un involto a me diretto.

Nel 2 aprile furono convocati i rappresentanti della popolazione di Venezia, a' quali il Governo diede comunicazione della detta Nota del tenentemaresciallo Haynau, provocando dall'Assemblea una deliberazione sulla condotta, ch'esso Governo doveva tenere nelle già conosciute condizioni politiche e militari dell'Italia. L'Assemblea dei rappresentanti ha unanimemente decretata la resistenza, e me ne diede l'incarico.

Al proclama dunque dell'E. V. non posso fare altra risposta che quella, che mi è già stata prescritta dai mandatari legittimi degli abitanti di Venezia.

Mi pregio poi di far noto alla E. V. che, sino dal 4 aprile, mi sono rivolto ai Gabinetti d'Inghilterra e di Francia, affinchè, continuando la loro opera di mediazione, vogliano interporre presso il Governo austriaco per procurare a Venezia una conveniente condizione politica.

Ho speranza di ricevere fra breve la comunicazione ufficiale delle benevole pratiche delle prefate alte potenze, specialmente dopo le nuove istruzioni, che ho trasmesse a Parigi il 22 dello stesso mese. Ciò non toglierebbe che le trattative potessero aver luogo anche direttamente col Ministero imperiale, ove la E. V. ciò stimasse opportuno per giungere ad uno scioglimento più facile e pronto.

Spetta adesso alla E. V. il decidere se, durante le pratiche di pacificazione, abbiano ad essere sospese le ostilità, per evitare un forse inutile spargimento di sangue.

Aggradisca la E. V. le attestazioni dell'alta mia stima e profonda considerazione.

MANIN.

*A S. E. il feldmaresciallo conte Radetzky, comandante in capo
delle ii. rr. truppe in Italia presso Mestre.*

N. IX.

Il feldmaresciallo conte Radetzky al Presidente dell'attuale Governo di Venezia.

Sua Majestà Nostro Sovrano essendo deciso di non permettere mai l'intervento di Potenze Estere fra Lui ed i suoi sudditi ribelli, ogni tale speranza del Governo rivoluzionario di Venezia è vana illusoria et fatta solamente per ingannare i poveri abitanti.

Cesso dunque dorinanzi ogni ulteriore carteggio et deploro, che Venezia subirà la sorte della guerra.

Dal quartier generale Casa Pappadopuli il 6 maggio 1849.

Il comandante in capo delle imperie regie truppe in Italia

RADETZKY feldmaresciallo.

N. X.

L'i. r. ministro del commercio cav. de Bruck al sig. Manin.

Nella risposta da Lei data il giorno 5 maggio al proclama dei 4 dello stesso mese di S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky, Ella fece allusione a dirette trattative col Ministero imperiale per giungere ad uno scioglimento più pronto e facile.

Quantunque non saprei in che potessero consistere queste trattative, pure, per esaurire ogni via di moderazione, sono autorizzato a prevenirla che mi trovo presente nel quartiere generale presso Mestre sino a domani alle ore otto antimeridiane.

Addi 31 maggio 1849.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Al sig. avv. Manin a Venezia.

N. XI.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a S. E. il cav. De Bruck, i. r. ministro del commercio.

Dal Governo provvisorio di Venezia.

Il 31 maggio 1849.

ECCELLENZA!

Nella mia lettera del 5 corrente, io aveva l'onore di annunziare a S. E. il feldmaresciallo conte Radetzky, che dal Governo provvisorio di Venezia erano stati invocati i buoni uffizii dei Governi francese ed inglese, affinché, continuando la loro opera di mediazione, contribuissero

ad ottenere per questo paese una conveniente condizione politica; ed aggiungeva che sarei disposto anche ad entrare in trattative dirette col gabinetto di Vienna, qualora esso feldmaresciallo trovasse ciò più opportuno per conseguire uno scioglimento più facile e pronto; che è quanto dire per ottenere più prontamente e più facilmente che fosse accordata a Venezia una conveniente condizione politica.

S. E. il feldmaresciallo, nella sua replica del 6 corr., ripulando l'idea di ogni mediazione, nulla diceva rispetto alle trattative dirette, le quali sembrarono anche escluse da S. E. il Ministro degli affari esteri in Vienna, che veniva sul proposito interpellato dall'Ambasciatore francese ivi residente.

Ora l'E. V., colla sua lettera d'oggi, dichiara essere autorizzato a trattare col Governo di Venezia, ond'io, ottenutane speciale abilitazione dall'Assemblea dei rappresentanti di questa popolazione, come dal decreto, di cui mi pregio unire un esemplare, ho l'onore di annunziare all'E. V. d'essere pronto e disposto ad intavolare le pratiche occorrenti per divenire ad un componimento, che assicuri una conveniente condizione politica al mio paese; ed a tal fine prego l'E. V. che si compiaccia accordare regolari salvocondotti a due cittadini di mia confidenza, che a questo effetto si porteranno a Milano, o in quell'altro luogo, che all'E. V. sembrasse più conveniente.

Gradisca l'E. V. le attestazioni della mia profonda considerazione.

MANIN.

A S. E. il cav. de Bruck, i. r. ministro del commercio.

Mestre.

N. XII.

Rapporto dei signori Giuseppe Caluci e Giorgio Foscolo sulla conferenza avuta con S. Ecc. il sig. cav. De Bruck, i. r. ministro del commercio.

Rapporto dei cittadini Giuseppe Caluci e Giorgio Foscolo sulla conferenza avuta col cav. De Bruck, i. r. ministro del commercio, il giorno 2 giugno 1849.

AL PRESIDENTE DEL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Dietro il mandato, di cui ci onoraste, noi ci siamo portati (2 giugno) presso il ministro imperiale cav. De Bruck, ed alle conferenze intervenne il tenentemaresciallo conte di Thurn.

Il ministro, fin dalle prime, rivolgendoci cortesi parole, ci disse che tenessimo un franco linguaggio, che l'Austria del passato non è quella del giorno d'oggi, che gli uomini, i quali al presente dirigono le di lei cose, sono di liberali principii, e comprendere pur essi aver avuto gli Italiani poche guarentigie, e queste pure talvolta non rispettate; che

quindi, onde piantare la base delle trattative, gli spiegassimo chiaramente cosa intendevamo colle parole di *conveniente condizione politica*.

In questa prima conferenza, noi ci eravamo proposti di porre innanzi la questione sotto il punto di vista che potesse aprire la via ad una specie di transazione; e perciò proponemmo l'assoluta indipendenza della città di Venezia, con un raggio di territorio, che rendesse economicamente possibile la di lei esistenza. — Gli osservammo, che difficilmente in altra guisa potrebbesi venire ad un soddisfacente componimento, mentre, non il fanatismo di pochi, ma il radicato convincimento di tutti abborriva dal perdere di nuovo la propria indipendenza; che ogni altro mezzo sarebbe stato respinto dal popolo e porterebbe indubbiamente dei nuovi mali; che nella storia e nella politica non è nuovo il caso di una città libera, come la stessa Germania ne offeriva non pochi esempi; che finalmente l'Austria da un tale trattato con Venezia avrebbe ottenuto grandi vantaggi, e colla immediata pacificazione, e coi rapporti commerciali, e con altri patti, sul cui dettaglio si sarebbe discesi, se il punto fondamentale fosse stato abbracciato.

A questo nostro discorso, il De Bruck ci rispose francamente: essere impossibili le trattative. Secondo esso, l'Austria avea fermamente deciso di riacquistare Venezia, e solo potrebbesi discutere sui patti della futura Costituzione. Aggiungeva ch'egli stesso era stato incaricato di apparecchiare quella del Regno Lombardo-Veneto, e che anzi, per dimostrarci su quali basi di libertà fosse fondata, discendeva a farcene lettura, invitandoci a dirgli quanto avessimo stimato migliore pel bene del nostro paese. E qui infatti ci diede lettura di un progetto di Costituzione pel Regno Lombardo-Veneto. Difficilmente potremmo darne un esatto ragguaglio. I punti fondamentali per altro sarebbero:

- a) Conservata l'integrità della Monarchia sotto un solo imperante;
- b) Il potere esecutivo, nel Regno Lombardo-Veneto, verrebbe esercitato da un luogotenente dell'Imperatore, in unione ad un Consiglio di stato;
- c) La capitale sarebbe Verona;
- d) Il potere legislativo spetterebbe ad un Senato e ad una Camera di deputati, eletti quasi con suffragio universale; e diciamo *quasi*, imperocchè i requisiti per essere elettori sono tali, che quasi tutti li hanno;
- e) Per appartenere al Senato sarebbe d'uopo od una dignità, od un forte censo determinato; ma per essere deputato nessun requisito speciale verrebbe richiesto, tolto l'età di 30 anni;
- f) Queste Camere avrebbero il pieno potere legislativo, eccettuate alcune materie, come la guerra e le relazioni estere, il cui trattamento spetta alla Dieta generale residente in Vienna, e nella quale gl'Italiani manderebbero i loro rappresentanti.

Fattaci lettura di questo progetto, il ministro concludeva con tre proposizioni, la cui scelta abbandonava a noi.

O, egli diceva, Venezia potrà formar parte di questo regno; o, se vuol conservarsi il carattere ed i vantaggi di capitale, l'Imperatore accorderà di formare due regni, uno Veneto, l'altro Lombardo, nel qual caso la capitale di Lombardia sarebbe Milano e del Veneto Venezia, e si

avrebbero Parlamenti Veneti, Parlamenti Lombardi: o finalmente se vuole staccarsi anche dalle proprie provincie e vivere isolata, la si porrà alla stessa condizione di Trieste, costituendola città imperiale, regolata da un proprio Municipio, il quale, in tempi determinati, trasmuterebbesi in Dieta.

A tali proposizioni noi concordemente risponderemo, che non potevamo spingerci in alcuna discussione, mentre saremmo usciti dalle nostre istruzioni: che soltanto assumevamo di riportare la cosa al nostro Governo, e che avremmo fatto tenere quanto prima al ministro una qualche risposta.

Così ebbe termine la conferenza, nella quale, senza spingere le trattative, avemmo campo di osservare su quali basi discenderebbe l'Austria ad un accomodamento con noi.

Venezia, 5 giugno 1849.

GIUSEPPE CALUCI.
GIORGIO FOSCOLO.

N. XIII.

I signori Caluci e Foscolo a S. Ecc. il cav. De Bruck.

Venezia li 3 giugno 1849.

ECCELLENZA!

Il Governo di Venezia, dietro la relazione da noi fatta, c'incarica di porgere a V. E. i proprii ringraziamenti per la benevolenza, ch' Ella gentilmente dichiarò di sentire verso la nostra città.

Riferimmo pure le tre proposizioni, che V. E. volle comunicarci, cioè: o di costituire un regno Lombardo-Veneto con apposito Statuto; o di dividerlo in due grandi sezioni, una Veneta, una Lombarda; o finalmente di rendere Venezia una città imperiale, con un proprio regime municipale. La decisione su tale proposito non può dipendere che dal voto dell'Assemblea, in cui il Governo fa la parte di relatore. In cosa sì grave, V. E. comprende per altro quanto importa che i punti della discussione sieno nitidamente precisati; nè certo noi abbiamo avuto la potenza intellettuale di tutto ritenere in ogni sua parte lo Statuto elaborato da V. E.; e quando pure molto lo ricordassimo, non possiamo pretendere che l'Assemblea stia sulla fede della nostra memoria. Aggiunga che sulla terza proposizione assai leggiermente abbiamo discorso, nè ci sarebbe possibile trasfondere in altri quell'idea chiara, di cui noi pure manchiamo. Sarebbe forse indiscreto dal lato nostro se chiedessimo copia di quello Statuto, di cui V. E. volle confidenzialmente farci lettura; ma V. E. vorrà perdonarci se invece la preghiamo che volesse sommaria-mente indicarci le basi fondamentali dello Statuto medesimo, e favorirci un'idea precisa delle guarentigie e dell'ordine costituzionale delle città di dominio imperiale. La somma gravità dell'argomento scusa abbastanza

questa nostra lettera, la quale ci porge occasione di protestarci col più sentito rispetto

Di V. E.

Umiliss. devotiss.

G. CALUCI.

G. FOSCOLO.

*A S. E. Carlo cav. De Bruck, ministro di commercio
di S. M. I. R. A.*

N. XIV.

S. Ecc. il sig. cav. De Bruck ai sigg. Caluci e Foscolo.

Onde appagare possibilmente il desiderio espressomi dalle Signorie Loro nel foglio 5 corrente, pervenutomi questa mattina a Parma, di conoscere più concretamente, non già le proposizioni, come piacque alle Signorie Loro di chiamarle, ma bensì le idee, ch'io ebbi occasione di sviluppare, dei varii modi possibili di stabilire la condizione politica di Venezia, come parte integrante della Monarchia costituzionale dell'Austria, nei limiti determinati dalla Costituzione dell'impero, io esporrò qui in succinto queste idee.

Non m'è dato di comunicar loro la chiestami copia dello Statuto, compilato pel regno Lombardo-Veneto a senso dell'art. 76 della Costituzione dell'impero, perchè trattasi appunto di semplice progetto, che deve riportare ancora la sanzione sovrana; ma ciò non toglie ch'io non ne possa tracciare qui per sommi capi i principii fondamentali, sì come quelli che sono, quantunque in senso più lato, consonanti colle concessioni intese per altri popoli dell'impero.

Prendendo pertanto in esame il primo punto di una Costituzione collettiva pel regno Lombardo-Veneto, lo Statuto contemplerebbe di garantire la propria nazionalità ai suoi abitanti, accordando loro, per mezzo di rappresentanti liberamente eletti, la parte competente nel Parlamento dell'impero per gl'interessi generali della Monarchia, e, quanto agl'interessi interni, di stanziare nella Dieta nazionale del regno le proprie leggi.

A meglio rafforzare e rendere più generalmente proficue le libertà costituzionali, sarebbe accordata una legge comunale, basata sopra i più larghi principii dell'autonomia dei Comuni, e così pure sarebbero applicati al regno Lombardo-Veneto i diritti fondamentali che precedono la Costituzione dell'impero, con quelle modificazioni che meglio corrispondano al genio della nazione, massime per ciò che riguarda l'indipendenza e la supremazia della Chiesa cattolica.

Passando ora a considerare la seconda ipotesi, cioè della Costituzione separata dei due territorii, Lombardo e Veneto, è ovvio il dedurre che le massime surriferite sussister potrebbero senza vitali modificazioni a beneficio di ognuno dei due territorii.

In tale combinazione di cose, la città di Venezia conserverebbe an-

cora l'inapprezzabile vantaggio di formare centro dei rapporti sociali, commerciali ed amministrativi delle venete provincie, e di ritrarre da questa l'indispensabile alimento alla propria prosperità e grandezza.

Nell'ultimo supposto, che contemplerebbe il caso dell'isolamento della città di Venezia, a parità di Trieste, si presenta spontanea la considerazione che Trieste, priva mai sempre di naturale territorio e circondata da nude montagne e da altipiani produttivi, fu costretta in ogni tempo di cercare nel lontano commercio i mezzi alla propria sussistenza ed al proprio incremento, mentre Venezia, capitale da secoli di un ricco territorio, seppe contrapporre alle eventualità del commercio le risorse più certe e più indipendenti dell'agricoltura e dell'industria.

Volendo ora segregarsi dalle sue provincie, rimarrebbe come capo reciso dal suo tronco e ridotta a cercare, con esito dubbio, nuove fortune, rinunciando alle proprie.

Il modo, del resto, con cui viene ad essere costituito Trieste, attesa la peculiarità della sua condizione topografica, consiste essenzialmente in questo, che la rappresentanza civica abbina in sè le attribuzioni della Dieta provinciale, esercitando queste in apposite tornate.

Avendo in tal guisa corrisposto all'interpellazione fattami, rimango col desiderio che la città di Venezia sappia risolvere il suo meglio, e presto, onde non soggiacere agli estremi pericoli della guerra.

Milano, 5 giugno 1849.

L' i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Ai signori Caluci e Foscolo

Venezia.

N. XV.

I sigg. Caluci e Foscolo a S. E. il sig. cavaliere
De Bruck.

Venezia, 9 giugno 1849.

ECCELLENZA!

Fino dal primo giorno, in cui fummo onorati di conferire con V. E., Ella ebbe la bontà di dichiararci che il nostro linguaggio doveva essere franco, perchè, solo dietro franche parole, si potevano gettare le basi di un utile e durevole accomodamento. V. E. dunque vorrà permetterci che francamente esponiamo il nostro pensiero.

Dichiarata dall'E. V. l'impossibilità di porre per base delle trattative l'indipendenza assoluta di Venezia, sul che appunto si aggiravano specialmente le nostre istruzioni, noi fummo costretti a nulla concretare, poichè portati sopra un campo diverso.

V. E. peraltro comprende che impossibile ci sarebbe stato il convocar l'Assemblea senza offrirle una concreta proposizione; ed a questo oggetto appunto scrivemmo posteriormente la nostra lettera del 3 corrente.

Ci duole il dirlo, ma la risposta, che n' avemmo, non migliorò certamente la nostra posizione. Denudiamo la cosa da ogni prestigio: quale offerta faremmo noi, fuorchè quella di discendere ad una semplice capitolazione? Si accerti, Eccellenza, che il popolo di Venezia, pieno ancora delle tradizioni di una libera vita, abituato ormai da quindici mesi all'indipendenza, affezionato maggiormente a queste nuove sue istituzioni, perchè comperate con sacrificii di sangue, non ascolterebbe nemmeno il Governo, se gli parlasse un tal linguaggio, e per la prima volta getterebbesi il seme della discordia, dell'anarchia.

V. E. ci disse, è vero, dover noi avere l'intimo convincimento che in Austria più non sono gli uomini del passato, che liberale è il ministero, che indubbiamente avremo libere istituzioni; ma le lontane speranze potranno mai indurre il popolo ad una capitolazione? Siamo certi, Eccellenza, di tutta la rettitudine delle di lei intenzioni; siamo certi che, se la di lei opinione non venisse seguita, ella per avventura si ritirerebbe; ma, dopo questo, che sarebbe di noi? Anche nel 1815 avemmo grandi promesse; pure V. E., spinto dalla propria lealtà, non poté disconvenire che non ci furono mantenute.

Ora invece non avremmo nemmeno promesse, ma nude speranze, e frattanto aprirebbe uno stadio di militare occupazione, di cui la durata non potrebbe calcolare.

Passiamo piuttosto, Eccellenza, ad un dato sicuro, il quale ci possa portare ad un effettuabile risultamento.

S. M. l'Imperatore, in una Notificazione del 16 settembre 1848, prometteva che del Lombardo-Veneto farebbe un Regno separato, tributario sì, ma avente una esistenza politica, e le cui guarentigie sarebbero state più ampie di quelle, che ora ci vengono accennate come progetto di probabile approvazione.

Se questo regno separato non divenne assolutamente impossibile, sia per noi il dato, su cui aprire le nostre trattative; e siamo certi che, specialmente applicando ad esse l'idea saggiamente accennata da V. E., di costituire Venezia la capitale del Veneto, noi verremo con late istruzioni onde terminare prontamente una guerra, la quale turba non poco il bene di tutto lo stato.

Eccellenza! il giorno in cui Ella assunse di sostenere le sorti di Venezia, assicurando così la durevole pacificazione dell'Italia settentrionale, si pose sul cammino di una vera gloria politica; progredisca in questo cammino, cerchi di cogliere la palma, ed avrà la benedizione del popolo, ed un nome onorato nella storia colossale di questi tempi.

Spiegato in siffatta guisa il nostro pensiero, dipendiamo da V. E., e cogliamo l'occasione di segnarci con profondo rispetto.

G. CALUCI.
G. FOSCOLO.

A S. E. il sig. cav. De Bruck, ec.

XVI.

S. E. il sig. cav. De Bruck ai signori Caluci e Foscolo.

Venezia.

Milano, l'11 giugno 1849.

La risposta in data 9 corr., con cui le SS. LL. vollero favorire la mia del 5 corr., non potea a meno di destare in me il senso dispiacevole, che non siensi abbastanza compresi i principii, che soli possono formare base ad un avvicinamento.

Mi si accenna che nelle trattative, da parte mia, non sarebbero offerte che *speranze*. Ma, o si voglia considerare la posizione del regno Lombardo-Veneto in faccia alle altre provincie dell'impero, ed in questa parte sta il fatto ormai compiuto della Costituzione 4 marzo prossimo passato, di cui ad ogni buon fine acchiudo un esemplare, la quale stabilisce per principio fondamentale ed indeclinabile che il regno stesso forma parte integrante della monarchia; oppure si voglia considerare la Costituzione speciale di queste provincie, ed avvisare in modo più concreto ai rapporti di un regno veneto col resto della monarchia e specialmente del regno lombardo, allora si presenta meglio definito il campo sul quale solo è dato di venire a trattative; le quali avrebbero per risultamento, non già speranze o promesse, ma la concessione effettiva di tutte quelle istituzioni che fossero compossibili col suaccennato principio della Costituzione 4 marzo prossimo passato — Rassicurate le SS. LL. che per tal mezzo arrivar si potrebbe ad una positiva e soddisfacente combinazione, e rimanendo così rimossi i dubbi che sembrano averne impedita l'iniziativa, non lascio la speranza che l'assennatezza di codesti cittadini, penetrati dalla gravità delle circostanze, non vorrà lasciarsi sfuggire la propizia occasione di concorrere col fatto proprio a stabilire la condizione futura della patria, anzichè abbandonarla all'esito non più dubbio nè lontano di una guerra micidiale e devastatrice.

Le Signorie Loro apprenderanno da questa leale e franca mia risposta, quanto io apprezzava il franco e leale loro linguaggio, e vorranno accettarla qual nuovo pegno del vivo desiderio che ho, di allontanare dai loro concittadini ogni maggiore disastro, e di contribuire nello stesso tempo, per quanto io possa, al loro benessere ed alla loro dignità nazionale.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Ai signori G. Caluci e G. Foscolo.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a S. E.
il sig. cav. De Bruck.

ECCELLENZA!

Come i miei incaricati ebbero l'onore di scrivere all'E. V. il giorno 15 del corrente, il Governo andava a convocare l'Assemblea dei rappresentanti, per comunicare alla stessa il tenore delle cose seguite, e specialmente quello della lettera, che l'E. V. si compiacque dirigere sotto la data dell'undici.

L'Assemblea, non sapendo prevedere a quali pratiche conseguenze possa condurre l'applicazione del principio posto nella succitata lettera dell'E. V., trovò di non poter prendere una determinata deliberazione, ma autorizzò il Governo a progredire nelle negoziazioni, per poi presentarle un trattato concreto.

Io quindi, nella speranza che si possa giungere a determinare le istituzioni del Regno ed i suoi rapporti con l'Impero, in modo che guarentisca il nostro ben essere e la nostra dignità nazionale, secondo le espressioni dell'E. V., invierò quali incaricati per le trattative i signori Giuseppe Caluci e Lodovico Pasini, e prego l'E. V. di farmi tenere pei medesimi il salvocondotto, e stabilire il luogo ed il giorno, in cui dovrebbero tenersi le conferenze.

Aggradisca l'E. V. le proteste della mia distinta stima e considerazione.

Dal Governo di Venezia, 17 giugno 1849.

MANIN.

*A S. E. il sig. Carlo cav. De-Bruck
i. r. ministro del commercio di S. M. I. R. A.*

N. XVIII.

S. E. il sig. cav. De Bruck al Governo provvisorio
di Venezia.

Poichè nella di lei lettera del 17 corrente mi viene espresso il desiderio di conferire con me sulle future istituzioni del Regno Veneto ed i suoi rapporti coll'Impero, in modo da guarentire il ben essere di codesti cittadini e la loro dignità nazionale, io mi presterò di buon grado un'altra volta ad assecondare in questa parte il desiderio medesimo, a risparmiar di maggiori disastri e rovine.

I due incaricati indicatimi vorranno quindi presentarsi il giorno di giovedì 21 corrente, alle ore otto antimeridiane, ai nostri avamposti militari, per essere accompagnati alla stazione della Strada ferrata presso

Mestre, ove si troverà pronto un traino apposito per condurli a Verona, dove io sarò per attenderli.

Milano, 19 giugno 1849.

L' i. r. ministro del commercio DE-BRUCK.

Al signor Daniele Manin a Venezia.

N. XIX.

Rapporto dei sigg. Giuseppe Caluci e Lodovico Pasini al Governo provvisorio di Venezia.

AL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

I sottoscritti, incaricati dal Governo di recarsi in Verona presso il ministro austriaco cav. De Bruck per proseguire le negoziazioni precedentemente incoate, espongono nel presente rapporto l'esito della loro missione.

L'Assemblea dei rappresentanti, nell'adunanza 16 corrente, dopo udito il parere di una speciale Commissione, considerando « che non erano *bene determinate* le proposte del ministero austriaco, e che quindi non si poteva prender sopra quelle una deliberazione *bene determinata*, passò all'ordine del giorno, affidando al Governo l'incarico di chiedere gli schiarimenti opportuni, e sopra quelli poi continuare o no esso trattato, salva la ratifica della stessa Assemblea. »

Il Ministro austriaco, nel suo foglio 11 giugno, per ciò che riguarda la posizione del regno Lombardo-Veneto rispetto alle altre parti dell'impero, si limitava puramente ad accennare il principio, secondo lui *fondamentale ed indeclinabile*, della Costituzione imperiale 4 marzo 1849, che cioè il regno stesso dovesse formar parte integrante della monarchia. In quanto poi alla Costituzione speciale di queste provincie, ed ai loro rapporti col resto della monarchia, ravvisava egli meglio definito il campo, su cui era dato di venire a trattative; e da queste, a suo credere, si avrebbe potuto avere per risultamento, non già *speranze o promesse*, com'egli per toglier un nostro dubbio si esprimeva, ma la concessione effettiva di tutte quelle istituzioni, che fossero trovate compostibili col suaccennato principio della Costituzione imperiale 4 marzo.

Per tal guisa, di tutti i principii, di tutti gli ordinamenti amministrativi contenuti nella Costituzione 4 marzo, il solo che, riguardo alle provincie italiane, non potea subire alcun mutamento, ma doveva rimanere intatto, era quello dell'integrità e della indivisibilità dell'impero; tutti gli altri potevano essere modificati, o non esser presi in considerazione all'atto di compilare quello Statuto speciale, in cui, giusta quanto prescrive eziandio l'art. 76 della Costituzione 4 marzo, doveano essere determinati i rapporti delle provincie italiane con le altre parti della monarchia.

Istruzioni corrispondenti a questa idea fondamentale, e conformi alle deliberazioni prese dall'Assemblea nell'adunanza 51 maggio, ci furono

date da questo Governo, dopo consultata la Commissione per le negoziazioni cogli esteri, eletta nel dì 16 corrente. Si partiva dal principio di un regno Lombardo-Veneto, legato alla monarchia austriaca col vincolo della unione personale, e con altri larghi ed indeclinabili nessi o rapporti, concernenti gli affari esteri, le vie di comunicazione, le dogane, il comando e l'uso delle forze militari, ec. ec. In coerenza di ciò, erano stati predisposti alcuni studii sulle istituzioni politiche più convenienti alle nostre provincie, e su quelle garanzie e quegli ordini amministrativi, dai quali non sarebbe dato di prescindere in uno Statuto veramente liberale, che avesse per iscopo di promuovere efficacemente la prosperità del regno, rispettando la dignità nazionale.

A noi però non fu porta occasione di fare alcun uso di questi studii.

Per adempiere all'incarico avuto, ci recammo a Verona il dì 24 corrente, ed apriamo le conferenze, riportandoci al principio espresso nella lettera scritta dal ministro il giorno 14; che, salva, cioè, l'integrità dell'impero, lo speciale Statuto di queste provincie potesse essere svolto liberamente ed indipendentemente da ogni altro articolo della Costituzione imperiale, e fosse perciò dato di comprendervi tutte le istituzioni compatibili coll'integrità dell'impero.

Ma, fin dal principio delle conferenze, il ministro ebbe a farci ben diverse dichiarazioni, e nulla affatto corrispondenti a quelle del suo foglio 11 giugno. Non solo non era egli disposto da parte sua ad indagare, d'accordo con noi, quali potessero essere le basi di una Costituzione speciale delle provincie italiane, compatibili con la integrità della monarchia; ma ci espose a dirittura che un progetto di Statuto per le provincie venete era stato da lui compilato d'ordine dell'Imperatore, alla cui approvazione doveva in seguito essere assoggettato; che ci avrebbe fatto lettura del detto progetto; ch'esso conteneva tutto quanto era possibile accordare alle provincie lombardo-venete, a soddisfazione dei loro bisogni ed a guarentigia della loro nazionalità; ch'egli avrebbe volentieri udito le nostre osservazioni sulle singole parti del progetto, ma che non per questo era in sua facoltà di farvi alcun essenziale cangiamento, come a lavoro, i cui principii fondamentali erano collegati cogli alti interessi della monarchia, e già fissati preventivamente dal Ministero centrale.

Noi abbiamo fatto ripetutamente, ma inutilmente, osservare al ministro come queste sue nuove e così assolute dichiarazioni non si accordassero punto col tenore non meno esplicito della sua lettera 14 giugno. Ciò non ostante, credemmo di dover egualmente pigliare conoscenza del progetto di Costituzione, già approntato dal ministro, come di un atto che, se non altro, ci rivelava i pensamenti e le intenzioni attuali del Governo austriaco riguardo all'Italia.

Tre furono i documenti, dei quali ci venne fatta lettura: 1.° Un manifesto del cav. De Bruck, quale ministro imperiale del commercio e dei lavori pubblici, da pubblicarsi nel caso che il suo progetto di Statuto fosse stato accettato. In questo manifesto erano accennate le basi principali dello Statuto, e se ne prometteva la futura concessione da parte dell'Imperatore, non già una pronta attuazione. 2.° Il progetto di Sta-

tuto per il regno veneto, da applicarsi anche al regno lombardo. 5.° Un progetto di legge comunale.

Il progetto di Statuto, comunicatoci dal ministro, non è una speciale Costituzione pel regno veneto, in cui, salva l'integrità dell'impero, sia provveduto ai particolari diritti e bisogni del nostro paese con adatte misure e con derogare, quando fosse stato necessario, alle altre clausole della Costituzione imperiale 4 marzo; è invece uno Statuto quasi affatto provinciale, un'appendice od un corollario della detta Costituzione imperiale, la quale dovrebbe sussistere in tutta la sua integrità anche per la Lombardia e la Venezia. Sono accordati al regno gli stessi diritti fondamentali della libertà della stampa, della libertà dell'associazione, della libertà personale, dell'inviolabilità del domicilio e delle corrispondenze epistolari, ec. ec.; ma questi diritti, nei casi di guerra o di turbolenze interne, possono essere sospesi. Tutti poi gli altri articoli della Costituzione imperiale debbono applicarsi al regno veneto ed al lombardo. Quindi deputati italiani al Parlamento generale dell'impero, una sola Marina ed un solo esercito per tutta la monarchia, un solo bilancio e Tesoro, un ministero centrale pegli affari d'industria e commercio, ed altri ministeri parimente centrali per le comunicazioni d'ogni genere, per le pubbliche costruzioni, per la polizia, eccetera. In aggiunta a ciò, ed in forza dello speciale Statuto, il regno avrebbe, per la trattazione degli affari concernenti meramente il comune o la provincia, de' Consigli comunali e provinciali, ed una Consulta di stato, o Congregazione centrale, presso il potere esecutivo. Questo potere esecutivo sarebbe esercitato nel regno, sotto la dipendenza del Ministero centrale dell'impero, da un governatore, assistito da un Consiglio di Governo. Il governatore ed i consiglieri del Governo sarebbero nominati dal re, tra *tutti* i cittadini dell'impero, e così pure sarebbero chiamati indistintamente i cittadini del regno, od i cittadini delle altre provincie dell'impero, agl'impieghi, il cui conferimento fosse di competenza del potere esecutivo.

La Dieta o Parlamento del regno sarebbe divisa in Senato ed in Camera dei deputati. Il Senato sarebbe composto, per tutto il Veneto, di 36 membri, eletti 24 dalle provincie, 2 dalle corporazioni scientifiche e 10 dal re. La durata in carica dei senatori sarebbe di anni dieci, e potrebbero essere rieletti o confermati. Per tutti sarebbe richiesta l'età d'anni 40; e di più, pei senatori eletti dalle provincie, un estimo di scudi 20,000.

La Camera dei deputati sarebbe composta di 72 membri, i quali durerebbero in carica per un quinquennio, ed al giorno della elezione dovrebbero aver compiuto i 30 anni. Le condizioni per l'elezione e l'eleggibilità dei deputati sono abbastanza larghe, ma, per la nomina dei senatori, ristrette oltremodo e viziose. Ogni nomina per le due Camere, ed ogni deliberazione dei senatori e dei deputati, dovrebbero farsi a voto palese.

I membri della Consulta di stato, sedente a lato del governatore, sarebbero eletti, 3 dal Senato e 5 dalla Camera dei deputati. Durerebbero in carica quanto le Camere, e siccome queste non sederebbero nell'anno che per un breve periodo di tempo, il governatore, negl'intervalli delle sessioni, si gioverebbe della Consulta.

Da ciò si rileva agevolmente che, tra il sistema di amministrazione ch'era in vigore in queste provincie avanti il marzo 1848, e quello ora immaginato, non havvi alcuna sostanzial differenza, salva la istituzione della Dieta e l'annuale sua convocazione. Ma questa istituzione del Senato e della Camera dei deputati, così com'è foggjata nel progetto di Statuto, non potrebb'essere al regno di alcun notevole giovamento, e sarebbe più un'istituzione di nome che di fatto. Imperocchè, tolti gli affari, la cui trattazione spetta ai comuni ed alle provincie, o sui quali sarebbe chiamata a deliberare la Consulta di stato; tolti quelli importantissimi, e veramente vitali, riservati al Parlamento imperiale ed al Ministero centrale, di nient'altro potrebbe trattare la Dieta del regno, se non se di qualche legge particolare, applicabile alle sole nostre provincie, e per la quale sarebbe poi sempre necessario il concorso e la sanzione del potere esecutivo centrale. Con siffatti ordinamenti politici, le nostre finanze non sarebbero amministrate nell'interesse del regno, concorrendo noi con una quota equa e proporzionale nelle spese generali della Monarchia; ma sarebbe invece mantenuta quella per noi gravosissima ripartizione delle imposte, che ha durato per 33 anni fino all'epoca gloriosa del marzo 1848.

Le tariffe doganali, le convenzioni commerciali cogli esteri Stati, sarebbero stabilite, non con riguardo speciale per le provincie italiane, ma secondo i bisogni e le convenienze economiche degli altri Stati della Monarchia.

Nessun rispetto si avrebbe per la nazionalità italiana, quando gl'impieghi del regno si conferissero indistintamente ad ogni cittadino della monarchia, e gl'Italiani, con ingiusto ed inaccettabile compenso, fossero chiamati a pubbliche funzioni nelle altre parti dell'impero. Al quale proposito della nazionalità giova avvertire, che, secondo lo Statuto, vi sarebbe, oltre la cittadinanza generale dell'impero, una cittadinanza speciale del regno, indispensabile per chi dev'essere elettore od assumere ufficii nei Consigli provinciali, nella Consulta di stato e nella Dieta, ma non necessaria per chi fosse chiamato dal potere esecutivo ai pubblici impieghi. E questa cittadinanza del regno, ed il diritto di prender parte negli affari del comune, per le complicatissime disposizioni contenute nel progetto di legge comunale, potrebbero agevolmente essere acquisiti dai cittadini delle altre parti dell'impero; ma con assai maggiore difficoltà ed in più lungo tempo dai cittadini degli esteri Stati; e particolarmente dai veri concittadini nostri, gli abitanti delle altre parti d'Italia. Infine, nessuna parte della flotta, nessuna parte dell'esercito, sarebbe costituita di soli Italiani, e risiederebbe stabilmente nel regno; con che forse è recata la più viva ed umiliante offesa al sentimento ed all'onore nazionale.

Per tutte queste considerazioni, attenendoci alle istruzioni avute dal Governo ed alle deliberazioni dell'Assemblea, noi abbiamo trovato che non era possibile continuare le trattative. Abbiamo esposto al ministro imperiale i principali motivi, pei quali il suo progetto di Statuto era da noi reputato non idoneo per le provincie italiane, e conseguentemente inaccettabile. Gli abbiamo dimostrato in ogni miglior guisa, come esso non corrisponda certamente ai bisogni morali del tempo e del paese, come

non possa valere a ripristinarvi la pace e la tranquillità; e come finalmente, malgrado le precedenti promesse, non sia da quello rispettata in alcun modo la nostra dignità nazionale.

E tanto più facilmente abbiain dovuto ritenere sciolta da parte nostra ogni negoziazione, che, interrogato il ministro sull'epoca e sul modo, in cui le nuove condizioni politiche sarebbero attuate, ed accennata la necessità, pel caso in cui si stipulasse un trattato, di un intermedio regime provvisorio, durante il quale fossero accordate sufficienti garanzie, e presi gli opportuni provvedimenti a salvaguardia di ogni nostro diritto pegli averi e per le persone, ed a tutela del debito pubblico e delle valorose nostre milizie, abbiain dovuto riconoscere che, nemmeno intorno alle condizioni di questo regime interinale, si avrebbe potuto giungere ad un equo componimento. Il ministro ci dichiarò apertamente che la Costituzione ed ogni ulteriore guarentigia, che l'Austria fosse per accordare alle provincie italiane, non sarebbero attuate se non dopo il termine della guerra, e dopo assicurata la pace dell'Italia e dell'Europa, e che intanto sarebbe stato inevitabile di assoggettare Venezia, come ogni altra parte delle provincie italiane, al Governo militare.

Venezia 25 giugno 1849.

GIUSEPPE CALUCI.
LODOVICO PASINI.

N. XX.

S. Ecc. il sig. cav. De Bruck al Governo provvisorio di Venezia.

Dopo le conferenze, ch'ebbero luogo in Verona nei giorni 21 e 22 corrente cogl'incaricati signori Caluci e Pasini, avviso superfluo di ritoccare ancora l'argomento della futura condizione politica di Venezia, giacchè ogni migliore illustrazione in proposito può aversi e dai precedenti miei fogli e dagli stessi signori prenommati, ai quali anche verbalmente non mancai di prodigare nell'argomento le più late e precise spiegazioni.

Relativamente poi agli altri oggetti, sui quali si aggirarono parimenti le conferenze, testè avute coi signori incaricati Caluci e Pasini, mi affretto a dichiararle, di concerto con S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky, che, ritenute ferme le condizioni accordate dall'E. S. nel proclama 4 maggio p. p., nulla osta di accordare e determinare ulteriormente quanto segue:

1. La carta monetata, così detta comunale, verrà ridotta a due terzi del valore nominale; e per i vaglia, su cui riposa la carta denominata patriottica, come pure per tutti i titoli provenienti da prestiti forzati, ec., la riduzione sarà della metà.

La detta carta avrà corso legale soltanto in Venezia per l'accennato diminuito valore, fino a tanto che, d'accordo col veneto Municipio, sarà ritirata e sostituita, il che dovrà aver luogo entro breve spazio di tempo. L'ammortizzazione poi di questa nuova carta dovrà seguire a tutto peso

del Municipio, mediante la già decretata annua sovrimposta in ragione di cent. 25 per ogni lira d'estimo, o con altre misure sussidiarie, onde affrettarne la totale estinzione, prevalendosi anche della creata Banca nazionale veneta, che viene a tale effetto conservata.

In riguardo di questo aggravio, non saranno inflitte multe di guerra, ritenendo però ferme quelle che furono già inflitte ad alcuni abitanti di Venezia, relativamente ai loro possessi di terraferma.

2. Verranno rispettati i diritti civili già acquistati in virtù delle leggi emanate dal Governo durante l'esistenza del medesimo.

3. Verrà ristabilito il cordone finanziario nel modo istesso, come esisteva prima della rivoluzione, per determinare la linea del Portofranco, restringendo intanto i posti finanziari di sortita.

4. Gli Uffici civili riprenderanno la loro denominazione, e gl'impiegati ritorneranno al posto da loro anteriormente occupato; e ciò fino a nuove disposizioni, tanto relativamente a loro, quanto alla nuova organizzazione, alla quale potessero soggiacere gli Uffici stessi.

5. Tutti i militari esteri di qualsiasi grado, come pure tutti gli ufficiali ed impiegati militari del medesimo rango, i quali erano anteriormente in servizio austriaco ed ai quali non si estende il perdono generale, accordato da S. E. il signor feldmaresciallo conte Radetzky, dovranno lasciare la città di Venezia, ed in generale l'impero austriaco, e si stabilirà, d'accordo col Municipio di Venezia, il modo del loro trasporto altrove per via di mare, a carico del Municipio stesso.

6. Le persone di condizione civile non native di Venezia, le quali non vi avessero già da tempo fissato il loro stabile domicilio, dovranno sollecitamente partire per la loro patria, sia nell'impero, sia nell'estero, promettendo che non avranno a provare la minima molestia.

7. Gli abitanti tutti di Venezia potranno liberamente rimanere in città, senza tema di molestie, ad eccezione di, al più, N. 40 persone, da nominarsi al momento della seguita occupazione, le quali dovranno lasciare la città assieme ai militari, come all'art. 5.

8. Se però qualcuno dei contemplati agli art. 5. 6. e 7. si facesse reo, dopo l'occupazione, di nuovi attentati a danno della pubblica tranquillità, e venisse condannato, in allora potranno essere prese in riflesso anche le colpe anteriori.

Queste sono le ultime condizioni, che S. E. il sig. feldmaresciallo conte Radetzky trova di accordare, ritenuto però che, se entro otto giorni non vengono accettate, dovranno ritenersi come non avvenute.

Quando venissero accettate, basterà che ne sia fatto consapevole S. E. il sig. tenentemaresciallo conte Thurn, comandante il 4.º corpo d'armata, ed in allora S. E. il conte Radetzky si darà certamente la cura di recarsi a Mestre per combinare l'esecuzione, assieme ai commissarii che verranno spediti come incaricati d'assistervi.

Io pure vi assisterò, e mi sarà sommamente grato di aver contribuito a salvare Venezia da quei disastri, ai quali colla guerra avrebbe dovuto miseramente soggiacere.

Milano 25 giugno 1849.

L'i. r. ministro del commercio DE BRUCK.

Al sig. Daniele Manin in Venezia.

XXI.

Il Presidente del Governo provvisorio di Venezia a
S. Ecc. il sig. cav. De Bruck.

Dal Governo provvisorio di Venezia il 1.º luglio 1849.

ECCELLENZA.

Ho comunicato all'Assemblea dei rappresentanti il rapporto, che i signori Caluci e Pasini fecero al Governo intorno alle conferenze avute con V. E. in Verona i giorni 21 e 22 giugno, e la lettera che mi faceste l'onore di scrivermi il dì 23 da Milano; e l'Assemblea stessa, nella sua sessione d'ieri, ha presa a scrutinio segreto, con 105 voti sopra 118, la seguente deliberazione:

« Udite le comunicazioni del Governo;

« Letti gli atti della corrispondenza diplomatica;

« Visto che le così dette offerte dell'Austria, rispetto al Lombardo-Veneto, da un lato non assicurerebbero i diritti nè rispetterebbero la dignità della nazione, e dall'altro si ridurrebbero a semplici promesse, prive di qualunque garanzia e verificabili a solo piacimento dell'Austria medesima;

« Visto che le offerte speciali per Venezia si ridurrebbero a disonorevoli patti di capitolazione;

« Udita la dichiarazione del Governo, che agli atti delle trattative sarà data pubblicità col mezzo della stampa, affinchè tra l'Austria e Venezia sia giudice l'Europa;

« L'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

Nell'atto che adempio al dovere di porgere a V. E. la presente comunicazione, non posso dissimularle il mio rincrescimento, che l'indole dei patti proposti abbia resa vana la nostra sincera intenzione di giungere ad un accomodamento reciprocamente onorevole e soddisfacente.

Aggradisca V. E. le attestazioni della mia profonda considerazione.

MANIN.

A S. E. il sig. cav. Carlo De Bruck i. r. ministro del commercio.

2 Luglio.

**ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.**

ORDINE DEL GIORNO 2 LUGLIO 1849.

Ore 12, seduta pubblica.

1. Lettura del rapporto sulle proposte relative all'annona.
2. Rapporto della Commissione militare sulla urgenza della proposta *Mainardi* relativa ai feriti.
3. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante *Ferrari Bravo* sulla legge elettorale.
4. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante *Mainardi* sopra una menzione dei fatti più onorevoli della nostra guerra.
5. Nomina del Presidente.
6. Nomina dei Vice-Presidenti.
7. Nomina dei due Segretarii.
8. Nomina delle quattro Commissioni permanenti.
9. Estrazione a sorte dei nomi dei rappresentanti per formare le tre Sezioni.

Sessione del detto giorno.

Presidenza del vicepresidente **LODOVICO PASINI.**

Il *presidente* legge una lettera del rappresentante *Renier* ed una del rappresentante *Casoni*, con cui si scusano della loro assenza dall'Assemblea, essendo occupati nel pubblico servizio; una del rappresentante *Papadopoli*, che non può intervenire per malattia; ed una del rappresentante *Priuli*, colla quale ei dà la sua dimissione dal carico di rappresentante, che non viene dall'Assemblea accettata.

Poscia vien letta una lettera del presidente dell'Assemblea, cittadino *Minotto*, colla quale, a nome della Commissione dell'Assemblea per l'annona, annunzia che il rapporto della medesima non avrebbe potuto, per l'importanza dell'argomento, essere in pronto che il domani.

Il *presidente*: Conseguentemente, non si può oggi trattare della prima proposta ch'era all'ordine del giorno.

Il *rappresentante P. Antonio Torniello*: Domando la parola. Per esonerare la mia coscienza, debbo esporre, e metter nelle mani della presidenza, questo pane, che mi fu consegnato in piazza, perchè sia mandato alla Commissione da noi altri eletta, subito, onde sia provveduto, e sollecitissimamente, perchè i bisogni sono urgentissimi. Il popolo è inquieto per ciò; non c'illudiamo, o miei signori; non istiamo a stancare il popolo, perchè il popolo è buono, ma, se il popolo verrà a stancarsi, la repubblica potrebbe riceverne danno.

Il presidente: Prego il rappresentante P. Tornielo a comunicare alla Commissione dove ha trovato questo pane ed ogni altra relativa notizia.

Il rappresentante Giordani D. Vespasiano: Domando la parola. Mi associo alla espressione del rappresentante P. Tornielo, perchè sia provveduto ai bisogni del popolo, per quanto riguarda il pane; ma non posso associarmi alla seconda parte della sua proposizione.

È vero che il popolo soffre, colpa l'alimento del pane confezionato a quella maniera; ma il popolo sa che noi abbiamo già con tutta premura cominciato ad investigare le cause, da cui deriva quella manipolazione del pane. So che il popolo, benchè soffra, è saggio, e che, per conseguenza, non darà motivi a tumulti, se dilazionata andrà la cosa di uno o due giorni, onde poterlo contentare nei suoi bisogni, alline di poter provvedere nel miglior modo possibile alle sue necessita.

La bontà, che ha dimostrato fino al presente, la tolleranza, di cui diede insigni prove, mi rendono certo che egli sarà ancora tranquillo nelle sue azioni; sapendo di scienza certa che l'Assemblea si dà tutta la premura perchè sia subito provveduto ai suoi bisogni anche in questa parte.

Il presidente: Prego tutti i rappresentanti, che avessero schiarimenti e consigli da dare alla Commissione, di affrettarsi di farlo entro la giornata. Il lavoro della Commissione sarà così più presto terminato, e più ricco di notizie.

Secondo l'ordine del giorno si deve leggere il rapporto della Commissione militare sull'urgenza della proposizione Mainardi, relativa a' feriti. Invito il relatore della Commissione militare a leggere il rapporto.

Il rappresentante Mainardi: La Commissione militare non ha potuto estenderlo, essendo troppo occupata. Credo che l'argomento non sia di spettanza tutt'affatto militare, e che quindi qualunque altra Commissione potrebbe deciderlo.

Il presidente: Ma quando la Commissione militare, nella seduta di sabato, accettò di fare oggi il rapporto sulla proposizione Mainardi, mi pare che dovrebbe essere approntato. Non eredo poi sia conveniente, nè anche secondo il Regolamento, incaricare ora del rapporto un'altra Commissione. Pregherei quindi la Commissione militare a presentare il rapporto per l'adunanza di domani.

Il rappresentante Varè: Siccome nominiamo oggi una Commissione militare, se la precedente non può, potrebbe occuparsene quella che nominiamo oggi.

Il presidente: La Commissione è composta e parecchi dei membri sono presenti.

Il presidente: Secondo l'ordine del giorno, si dovrebbe trattare di una proposta del rappresentante Ferrari Bravo sulla legge elettorale. Siccome egli fa parte della Commissione annunziata, non potè intervenire all'adunanza, e domanda che sia trasferito ad altra adunanza il suo rapporto.

Seguendo l'ordine del giorno, invito il rappresentante Mainardi a dare schiarimenti sull'altra sua proposizione, alla quale venne proposta un'aggiunta dal rappresentante Tommaseo. (*Legge la proposizione Mainardi.*)

Proposizione Mainardi.

« Una Commissione di tre deputati sia incaricata di raccogliere tutti i fatti di virtù cittadina e militare, che giornalmente succedono, e riferirli ad ogni adunanza dell'Assemblea, la quale intende retribuire a ciascun individuo benemerente le lodi e i compensi dovuti, e vuole che nessun fatto sia perduto, il quale possa valere a dar gloria nella posterità al popolo che rappresenta. »

Il rappresentante Mainardi: La proposizione parlà da sè. Credo che la rappresentanza convenga pienamente nella proposizione di assistere in questi momenti il popolo e confortarlo nella parte morale, dacchè il potere esecutivo è quello che ha la forza: io credo che la parte morale spetti tutta a noi.

Il presidente: Domando all'Assemblea se ella intenda di prendere in considerazione la proposizione Mainardi, coll'aggiunta Tommaseo.

Il rappresentante Tommaseo: Sull'aggiunta, domando la parola.

Il presidente: Il rappresentante Tommaseo ha la parola.

Il rappresentante Tommaseo (legge): Appena inteso quale atto io vi chiegga di gratitudine, d'umanità, di giustizia, consentirete, o cittadini, con me. Voi sapete la misera morte d'Agostino Stefani, muratore, che, offertosi al prode colonnello Cosenz per ire a dar fuoco là dov'era il nemico sul Ponte, e sospettato di tradimento, fu ucciso da'nostri. L'innocenza e il nobile ardire dell'uomo sono attestati e dall'autorevole parola del Cosenz, e dagli esami dell'auditore, giovane non men savio e buono che animoso e devoto alla patria. Sebbene la Commissione militare, accertata del fatto, sia per assegnare alla famiglia del defunto un sovvenimento, alquanto più largo del destinato agli operai che periscono servendo alla patria, io tengo tuttavia che sia debito dell'Assemblea stessa del popolo ammendare in modo solenne il fatto di pochi: i quali, del resto, in mezzo alla moltitudine affollata quel dì, sarebbe difficile discernere, e, scoperti, disumano punire, perchè, nell'impeto dello sdegno ed esasperati dalle comuni sventure e dai tremendi pericoli, riguardarono l'infelice come un nemico sul campo. Se fu troppo rapida l'ingiusta vendetta, non sia lenta, prego, la giusta ammenda. Ricordatevi che da più di un mese il sangue d'Agostino Stefani grida giustizia: tergete almeno da sangue innocente, per mani italiane versato, quel ponte, divoratore di vite, che ci costa tanto. Togliete dalla città buona e gloriosa l'augurio funesto, convertitelo in benedizione. Onorate la memoria del povero muratore, che si diede vittima per voi tutti, e affidando il suo nome al taccuino del Cosenz, parve legarlo alla gratitudine e pietà vostra. Imitate l'esempio dell'antica Repubblica, che, tutto che repubblica di patrizii tenaci della propria maestà, confessò con coraggio unico al mondo e non meno ammirabile di qualsia grande vittoria, confessò due volte d'aver commesso giudizio ingiusto, una sul capo di nobile, l'altra di popolano. E qui trattasi, non solo d'un innocente, ma d'un benemerito; e tanto più degno di riconoscenza ch'egli è un uomo di quel povero popolo, del quale la moderna libertà parla assai, poco pensa. Ma

la libertà verace è formata non tanto di fiaccamente esercitati diritti, quanto di generosamente adempiuti doveri.

Propongo all'Assemblea il seguente decreto; o s'altri ne consigliasse un più acconcio, io l'accetto fin d'ora:

« In nome di Dio e del popolo, l'Assemblea. — Ad onore di Agostino Stefani, muratore, che s'offerse a dar fuoco là dov'era il nemico sul Ponte, e, per isbaglio, fu ucciso da' suoi; oltre la pensione assegnata alla famiglia di lui dal dì della morte, un'iscrizione in luogo pubblico sarà posta per memoria del fatto. »

Posta dal presidente a' voti la presa in considerazione della proposta Mainardi, con l'aggiunta del Tommaseo, l'Assemblea l'ammette. Essa approva altresì la Commissione, proposta dalla presidenza, per riferirne, nelle persone dei rappresentanti Tommaseo, Mainardi, Francesconi, Benvenuti Adolfo, Foscarini Jacopo Vincenzo.

Il *presidente*, seguendo l'ordine del giorno, invita l'Assemblea a procedere alle nomine del presidente, dei vicepresidenti, di due segretarii e delle quattro Commissioni permanenti.

Fatta la votazione per ischede e lo spoglio dai segretarii, risulta eletto a presidente dell'Assemblea, con 49 voti sopra 89, il rappresentante Lodovico Pasiui. Il rappresentante Minotto ha 39 voti, ed 1 il Rev. padre TornIELLO.

Quindi risultano eletti a vicepresidenti, i rappresentanti Varè con 69 voti, e Minotto con 59. Il rappresentante Benvenuti B. viene dopo di essi con 25 voti. Sono confermati a segretarii, ambedue con 72 voti, i rappresentanti Pasiui Giovanni e Ruffini G. B.

I segretarii procedono allo spoglio delle schede, deposte dai rappresentanti per la nomina delle quattro Commissioni permanenti.

Il *presidente*: Durante lo spoglio delle schede per la nomina delle Commissioni permanenti, invito i tre rappresentanti Giustinian, Gerlin e G. B. TornIELLO, a procedere all'estrazione a sorte dei nomi dei rappresentanti per formare le tre Sezioni.

Segue l'estrazione dei membri che devono formar parte delle tre Sezioni nei mesi di luglio e di agosto.

Il *presidente*: I nomi saranno esposti domani mattina a mezzodi nelle sale delle rispettive Sezioni.

I rappresentanti sono invitati a riunirsi alle ore 12 per procedere in ogni Sezione alla nomina del presidente e dei segretarii.

Immediatamente dopo, vale a dire alle 12 e mezzo, si propone di tenere la seduta pubblica, nella quale l'Assemblea si occuperà de' seguenti argomenti: (*Legge l'ordine del giorno seguente.*)

ORDINE DEL GIORNO 5 LUGLIO.

Ore 12 meridiane.

Riunione delle Sezioni per la nomina dei rispettivi presidenti e segretarii.

1. Rapporto sulle proposte relative all'Annona.
2. Rapporto della Commissione militare sulla urgenza della proposta *Mainardi* relativa ai feriti.
3. Rapporto sopra la proposta de' rappresentanti *Mainardi* e *Tommaseo* per una menzione dei fatti più onorevoli della nostra guerra.
4. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante *Ferrari Bravo* sulla legge elettorale.

Ora si procede allo spoglio delle schede, e questo finito, sarà chiusa la seduta.

Il *presidente*: Effettuato lo spoglio delle schede, risultarono eletti a comporre le varie Commissioni permanenti:

Per la I. di Guerra e Marina: i rappresentanti *Casoni*, con voti 65; *Francesconi*, 61; *Cavalletto*, 59; *Mazzucchelli*, 57; *Mainardi*, 57; *Belluzzi*, 54; *Morandi*, 51; *Renier*, 50; *Benvenuti Adolfo*, 47; *Baldisserotto Francesco*, 45; *Rizzardi*, 51.

Per la II. di Finanza, Arti e Commercio: *Bigaglia* con voti 65; *Minotto*, 63; *Treves*, 63; *Errera*, 62; *Pesaro Maurogonato*, 61; *Della Vida*, 61; *Callegari*, 59; *Scarabellin*, 58; *Gierlini*, 54; *Reali*, 44; *Camerata*, 43.

Per la III. di Legislazione civile e penale: *Calucci*, con voti 64; *Avesani*, 63; *Benvenuti Bartolommeo*, 61; *Ruffini G. B.*, 61; *De Giorgi*, 56; *Bullo*, 54; *Foscarini Giorgio*, 52; *Rensovich*, 51; *Somma*, 48; *Lisatti Gio. Domenico*, 43; *Lunghi*, 39.

Per la IV. di Amministrazione interna, culto, istruzione e beneficenza: *Tommaseo*, con voti 62; *Malfatti*, 61; *Arrigoni*, 59; *Pasini Lovdevico*, 58; *Insom*, 56; *Comello*, 51; *Da Camin*, 50; *Priuli*, 36; *Trifoni*, 34; *Lattes*, 33; *Gasparini*, 27.

I membri componenti le singole Commissioni saranno invitati a tempo opportuno per procedere alla nomina dei rispettivi presidenti e secretarii.

La seduta è sciolta alle ore 4 e 1/4.

2 Luglio.

N. 906.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA COMMISSIONE MILITARE DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Ordina:

Le imbarcazioni dei pescatori, e, in generale, tutte le imbarcazioni dal litorale e dalla laguna vanno a mare, non potranno trovarsi in mare dal tramonto al levar del sole.

Chi violasse questo ordine, che avrà forza di decreto, sarà considerato come spia del nemico, e come tale giudicato dal Consiglio straordinario di guerra.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*

GIROLAMO ULLOA.

GIUSEPPE SIRTORI.

FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il segretario generale

L. SEISMIT DODA.

SIBILLONE

A RIME OBBLIGATE

improvvisato dai tre amici F. V. e D., sull'argomento dei palloni che gli Austriaci si preparano a mandare sopra Venezia.

Questo trovato un tal trovato egli è
 Che veduto di simili non n' ho.
 Neppur colà dove si beve il thè
 Creduto avrieno la laguna un *Po*.
 Vengau palloni, vengano; per me
 Colle mani alla cintola mi *sto*.
 In perigli maggior vissi di *fè*,
 Nè per balocco tal cura mi *do*.
 Certo il Vandalo mezzi altri non *ha*,
 E aver Venezia non ispera *più*,
 Se tali sciocchi tentativi *fa*.
 Ad un mio vaticinio or credi *tu*;
 Dirà la storia: ancor Venezia *sta*
 Dopo si lunghe prove, ed Austria *fu*.

IL TRIONFO DI VENEZIA

sciolta dal giogo Tedesco in marzo del 1848.

DI GAETANO BONSEMBIANTE

SONETTO.

Avvinto e stretto da ritorte odiose
 L'Adrio Leon gemea fremente in petto;
 E pieno di fermezza in truce aspetto
 Sfidava del destin l'ire orgogliose.

Ma in ripensar le avite prische cose
 Sdegnò que' lacci che il tenean ristretto,
 Scosse la chioma, e pien di caldo affetto
 Un urlo tal mandò che terror pose.
 A tal ruggito l'Aquila si scosse,
 L'ali spiegò con ciglio intimorito,
 Ed alla pronta fuga alfin si mosse.
 L'Austro la vide, e benchè pria si ardito,
 A tal vista la fronte si percosse,
 Fuggì repente timido e avvilito.

IL GIORNO 2 APRILE 1849.

DEL MEDESIMO.

SONETTO.

Riunita l'Assemblea con fermo core
 Per la causa italiana a coglier voti;
 Trovò che a questa tutti al par devoti
 Giurò resister sino all'ultime ore.
 L'Austro l'intese, ne fremè, dolore
 Ne risentì, e con strateggi ignoti
 Tutto tentò con arti, insidie, e moti
 Per rendere Venezia nel squallore.
 Ma la Diva dell'Adria che sedea
 Sul docile Leon, quanto assai forte,
 Una voce tuonò che si dicea.
 Mia diletta Vinegia, la tua sorte
 Bella sta scritta in Cielo, e ogn'alma rea
 Sol di viltà capace abbiassi morte. (*)
 Così le tue ritorte
 Cadranno infrante, ed i tuoi lunghi affanni
 Cangeransi in dolcezze fra brev'anni.

(*) Si allude all'iscrizione della medaglia coniatà dall'Assemblea li 11 aprile.

SULLA NOTTE DEL 24 GIUGNO 1849.

SONETTO

DELLO STESSO GAETANO BONSEMBIANTE.

D'un elettrico foco ardeva il Cielo
 Al tuon commisto che scuotea la terra;
 Il cannon micidial tuonava a guerra,
 Per cui sentia nell'alma un freddo gelo.

Ardente e nero il Ciel qual fosco velo
 Con lampi e tuoni par che il tutto atterra,
 Ed il bronzo marzial nella bufferra
 Mi pingeva di morte il fatal Telo.
 Ond' io gemente a quella Diva immago — (*)
 Prono per me pregai, pregai per tutti,
 Onde il voto dei giusti alfin sia pago.
 « Più non sarete in schiavitù reduetti,
 Una voce tuonò per l'aere vago,
 « Ed i Teutoni pria cadran distrutti.

(*) La Madonna di san Marco.

3 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL 1.^o CIRCONDARIO DI DIFESA
 ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 3 luglio 1849.

Nulla di rimarchevole negli ultimi tre giorni. Il nemico continua ad inquietarci con un fuoco ben nutrito, a cui le nostre batterie rispondono con vigore e buon esito.

Nessun progresso di sorta sul Ponte dal lato degli Austriaci.

La nostra batteria del gran piazzale è rimessa totalmente in buono stato; quella di s. Pietro è ultimata.

I nostri lavori procedono dovunque alacramente. Le nostre perdite, rispetto al continuo grandinare dei proiettili nemici, furono sinora di lieve momento. Pochi i feriti, pochissimi i morti.

Il tenente colonnello Comandante
 ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
 GIOVANNI MATHIEU magg.

PUBBLICATO PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il Segretario generale
 JACOPO ZENNARI.

3 Luglio.

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

Ieri il generale in capo, presidente della Commissione militare, rassegnò la Divisione navale, comandata dal capitano di corvetta *Bucchia*. Fu primo oggetto del generale di assicurarsi dello spirito onde vanno animati gli equipaggi dei legni da guerra. È malagevole al certo il leggere nel cuore degli individui, ma non già in quello delle moltitudini, quando se ne ha l'abitudine. Soldati, artiglieri della marineria e marinai, mostravansi soddisfatti della cura che avevano di essi i loro giovani ed animosi ufficiali. Ma soprattutto manifestarono somma impazienza di provare coi fatti ai loro conterranei, che gareggiar sapranno colle milizie di terra in valore ed in ogni atto di patriottismo. Diceva loro il generale, che, se le milizie dell'estuario eransi rese terribili mercè l'uso della baionetta, i marinai, per conseguire lo stesso scopo, correre debbono all'abbordaggio, e che in questa guisa l'ammiraglio Nieper con una debole fregata prese un vascello di linea presso Lisbona al re dou Michele.

Godeva l'animo al generale, osservando che quegli equipaggi punto non abbisognavano di sprone, e sembrava che dicessero: « Gli elogi che giustamente hanno riscosso i valorosi nostri militi in Mestre, in Marghera, sulle batterie che fronteggiano Venezia, allontanano il sonno dagli occhi nostri. »

Fra le altre prove non equivoche di fiera brama di combattere, ne offrì una il tenente di artiglieria di marina, *Galandrea*. Questi stava sul brick il *S. Marco*, e, da sergente promosso ufficiale, pregò i suoi superiori, che gli permettessero di continuare a servire da sergente, a condizione di rimanere sul bastimento, onorato di un nome tanto classico, e che tra poco incontrerà il nemico.

Il generale in capo osa assicurare il popolo della Venezia, che la Divisione navale, sebbene debole pel numero de' suoi legni, onorerà sempre il nome dell'antica regina dei mari.

Il tenente generale comandante in Capo
GUGLIELMO PEPE.

3 *Luglio.*

N. 3722.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

DIPARTIMENTO DELLA GUERRA

ORDINE DEL GIORNO.

Inesivamente a dispaccio odierno n. 1257 della Commissione militare di guerra e marina avente pieni poteri, viene assolutamente vietato agli ufficiali dell'armata, di qualunque grado ed arma, d'indossare, anche fuori di servizio, altro vestito fuorchè la militare divisa.

*Il direttore del dipartimento della guerra
capo dello stato maggiore gen.*

G. B. CAVEDALIS, generale.

3 *Detto.*

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI

DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 3 luglio 1849.

Presidenza del citt. **LODOVICO PASINI.**

L'adunanza principia alle ore 12 e mezza.

Si legge il processo verbale della precedente adunanza, che viene approvato.

Il presidente: La Commissione, che deve leggere il rapporto sulla *Annona*, fa sapere alla presidenza che il rapporto stesso sarà pronto entro un quarto d'ora.

In conseguenza, cominceremo dal secondo degli oggetti, che sono all'ordine del giorno, e quindi invito il relatore della Commissione militare a leggere il rapporto sulla urgenza della proposta Mainardi, relativa ai feriti.

Il rappresentante Benvenuti Adolfo, relatore della Commissione (legge).

Cittadini reppresentanti!

La proposta, fatta dall'onorevole collega Mainardi, di nominare nel seno dell'Assemblea una Commissione, cui fosse dato l'incarico di recare conforto di buoni uffizii e parole ai valorosi feriti, che si stanno raccogliendo quotidianamente negli spedali, o sono trasportati alle case loro, è tale argomento di onesta e ben meritata pietà cittadina, che dovette trovare pronta la via della mente e del cuore, ed avere pieno consentimento da noi tutti, ai quali venne affidato l'esame del disegno per riferirne ed averne la sanzione vostra.

Importa assai, nelle gravi condizioni di guerra in che ci troviamo, che i prodi nostri difensori ottengano più assai di ciò che può dare lo stato di ben regolati provvedimenti sanitarii e di condizioni assicurate per lo avvenire. È necessario, e doveroso che accorran a confortarli con paterna sollecitudine i rappresentanti del popolo, e sentano i bisogni loro, i loro desiderii, e ne procurino con ogni possa il più pronto e possibile accontentamento.

E di tali cure poi più particolarmente avranno mestieri quei coraggiosi, che, sebbene non educati alla guerra, nè facendo parte delle milizie nostre, osano affrontare le palle nemiche e ne sono colpiti, mentre, col più vivo patriottismo, lavorano operosamente a migliorare i ripari, ad aumentare le difese.

A questi la parola del conforto, dopo il danno patito, diventa necessità; e quindi le cure e le promesse, che a seconda del sofferto infortunio, e della famiglia loro, sarà destinata largizione d'aiuti. Avrà per tal uopo, questa rappresentanza dei deputati, ogni maniera di facilitazioni, sia per le note giornalieri dei feriti, sia per ottenere dai capi degli stabilimenti sanitarii ed altre autorità quell'appoggio ed assistenza, di che potessero abbisognare per condurre con buon effetto la missione loro.

Raccolti i fatti e le informazioni, e provveduto al miglior ben essere dei feriti, dovrà la Commissione destinata dall'Assemblea, che potrebbe essere costituita da tre de' suoi membri, fare un rapporto ogni otto giorni almeno, quando vi siano sedute.

L'urgenza quindi della proposta riconosciuta colla sua utilità, crede la Commissione militare di proporvi il seguente decreto:

In nome di Dio e del popolo.

È nominata una Commissione di tre rappresentanti, con mandato dall'Assemblea di recarsi quotidianamente a vedere i feriti per causa di guerra, sentirne i bisogni, e confortarli con ogni possibile provvedimento.

Di tali pratiche darà relazione in seduta pubblica a determinati intervalli.

Il *presidente*: La Commissione militare era chiamata a fare, prima di tutto, il rapporto sull'urgenza della proposta Mainardi; ma forse per essersi ritardato di tre giorni il rapporto stesso, ha creduto di accumulare e l'urgenza e il merito della proposta, ed ha fatto un rapporto complessivo. Siccome però, se si considera il proposto decreto come un decreto ordinario, sono necessarie le tre deliberazioni dell'Assemblea, e se si considera invece come progetto d'urgenza, basta una sola deliberazione, così dividerò in due parti la votazione sulle conclusioni del rapporto testè letto, per modo che sia prima votata l'urgenza della proposta Mainardi, e poscia venga votato sul progetto di decreto, proposto dalla Commissione militare.

Posta ai voti l'urgenza della proposta Mainardi, è ammessa.

Il *presidente*: Ora l'Assemblea è chiamata a decidere, se si ritiene sufficientemente illuminata dal rapporto della Commissione militare sul merito della proposta Mainardi.

L'Assemblea si dichiara sufficientemente illuminata, e quindi viene aperta la discussione sulle conchiusioni della Commissione.

Il *rappresentante can. Arrigoni*: Siccome vi hanno degli spedali anche nella città di Chioggia, dove vengono raccolti quei prodi, che sulle nostre fortificazioni espongono la propria vita, così io chieggo da voi, cittadini rappresentanti, che sia nominata una Commissione per confortare quelli che si stanno in Venezia sofferenti, ed un'altra pure per quelli che si stanno degenti a Chioggia.

Il *presidente*: La Commissione militare accetterà, credo l'aggiunta fatta dal rappresentante Arrigoni: ed in tal caso la invito a formularla, d'accordo col proponente.

Il *rappresentante relatore Benvenuti Adolfo*: La Commissione militare, d'accordo col rappresentante Arrigoni, propone che la progettata Commissione sia composta, invece che di tre rappresentanti, di cinque: i quali avranno anche il mandato di visitare gli spedali fuori di Venezia.

Il *presidente*: Allo scopo che la legge possa avere la sua piena esecuzione, credo che sarebbe opportuno di sostituire nel testo del decreto proposto dalla Commissione alle parole: *a determinati intervalli*, un periodo precisato di tempo.

Il *rappresentante Benvenuti Adolfo*: Non essendo regolare lo spazio tra una seduta e l'altra, si è detto *a determinati intervalli*. Tuttavia osservo che nella proposta di legge si disse: *ogni otto giorni quando vi sia seduta*.

Il *presidente*: Se pertanto la Commissione crede, le ultime parole del decreto verrebbero cambiate così: « Ogni otto giorni, se viene raccolta l'Assemblea, od altrimenti alla prima seduta ».

Posto ai voti il proposto decreto, così rettificato, fu approvato dall'Assemblea come segue:

Votanti	N.	93
Maggioranza assoluta	»	47
Pel sì	»	92
Pel no	»	1

Vengono poi nominati a componenti la Commissione così stabilita i rappresentanti Arrigoni Pietro, Treves Giacomo, Zennaro dott. Angelo, Torniello padre Antonio, Comello Valentino.

Il *presidente*: Ora debbo fare una comunicazione all'Assemblea.

Il rappresentante Priuli aveva ieri diretto un foglio alla presidenza per dare la sua dimissione; ma l'Assemblea ha deliberato di non accettarla, mostrando con ciò quanto le stesse a cuore l'indipendenza del voto, la libertà della tribuna.

La presidenza si fece dovere di notificare al rappresentante Priuli la deliberazione dell'Assemblea; ma ora egli diresse un secondo foglio, con cui insiste nella data rinunzia.

Io credo però che l'Assemblea, avendo deliberato ieri sull'argomento non vorrà passare ad una nuova deliberazione sull'argomento medesimo, sussistendo gli stessi motivi, per cui ieri non volle assentire alla dimissione data dal Priuli.

(Si dà lettura del foglio).

» Cittadino presidente.

Esprimo tutta la mia gratitudine all'Assemblea, ma non posso continuare nell'incarico di deputato.

Il presidente Manin in questo medesimo luogo ha giustamente detto, che nessuno può violentare l'altrui coscienza. La mia coscienza formalmente mi dice, che io non potrei più adempiere ai doveri di rappresentante del popolo.

Nessuna voce davanti a Dio, nessuna davanti la propria coscienza.

Venezia, 2 luglio 1849.

N. PRIULI ».

Il rappresentante Benvenuti: Il presidente del Governo Manin ha detto che non si può violentare la coscienza di nessuno; lo ha detto, quando un rappresentante, invitato a formar parte di una Commissione, dichiarò di non avere le cognizioni che sono necessarie a disimpegnare l'incarico che gli si voleva affidare.

La cosa è affatto diversa nel caso attuale, e qui non si tratta di cognizioni speciali; si tratta di cognizioni quali si richiedono in genere per servire la patria, per promuovere il bene pubblico.

Il rappresentante Priuli ha mostrato di ritenere d'avere queste cognizioni dal momento che accettò l'incarico di rappresentante, e lo ha convenientemente sostenuto, come abbiamo avuto occasione di convincersene appunto anche nell'ultima tornata, in cui fece una proposta approvata unanimemente dall'Assemblea.

Il motivo, ch'egli adduce per giustificare la sua rinuncia, non è dunque sufficiente; esso è quello identico, che l'Assemblea jeri dichiarò insussistente: ed io credo che non vorremo oggi accoglierlo, mentre si comprometterebbe la nostra dignità. Nell'interesse appunto della nostra dignità, io propongo che l'Assemblea dichiari di persistere nella sua deliberazione.

Posta ai voti questa proposta viene adottata.

Il presidente del Governo Manin: Fu doloroso molto pel Governo, e credo anche pel paese, l'inconveniente nato nella sera di sabato, e che ha dato luogo alla rinuncia presentata dal rappresentante Priuli, la quale saggiamente l'Assemblea non volle accettare nè la prima nè la seconda volta. Alla presidenza dell'Assemblea fu già presentato un rapporto, che dimostra come il Governo avesse prese antecedentemente delle misure nel sito dove credeva che si potesse manifestare il pericolo, ma non dove non credeva che il pericolo si potesse manifestare, e che subito dopo ha cercato d'impedire ulteriori disordini, ed ha ordinato una severa inquisizione perchè i promotori del movimento sieno riconosciuti e puniti, come debbono esserlo sempre, e particolarmente nelle condizioni presenti, perchè ho detto altra volta, e ripeto, che i più grandi nemici della nostra libertà sono i promotori dei disordini.

Il presidente: Invito il relatore della Commissione incaricata del rapporto sulle proposte relative all'*Annona*, a leggere il rapporto stesso.

Il rappresentante Minotto, relatore di detta Commissione (legge):

Le proposte intorno alle quali la Commissione venne dall'Assemblea incaricata di fare rapporto, sono due: la prima del rappresentante Ferrari Bravo, in cui, dopo accennati varii lagni che si odono generalmente, propone la nomina di una Commissione, composta di quattro rappresentanti, uno dei quali sia medico, sotto la presidenza di D. Manin, con pieni poteri su quanto concerne l'annona, da cui dipenda la Commissione attuale ed il Municipio, che possa chiedere aiuto dalle autorità e convocare l'Assemblea, e che faccia ad essa rapporto di tratto in tratto; la seconda del rappresentante don Vespasiano Giordani, in cui chiede s'indaghi l'operato dalla Commissione centrale annonaria, dando immediato conferimento di pieni poteri alle Commissioni annonarie speciali, poste in diretta comunicazione col Governo e colla Commissione militare.

Oltre a queste due proposte, ricevette la Commissione uno scritto del rappresentante dott. Nardo, in cui notata la sparizione di alcuni commestibili, propone indagare se vi sia in ciò monopolio, e raccomanda d'invigilare sulla salubrità dei cibi e del pane principalmente pel mantenimento della pubblica igiene.

Venne finalmente trasmessa una petizione, indirizzata all'Assemblea da molti cittadini, nella quale richiedonsi indagini sulle cause della cattiva qualità del pane, e sulla scarsezza delle farine gialle.

Da questa esposizione chiaramente risulta quale fosse il nostro mandato: esaminare, cioè, le provvidenze annonarie attuali, dire se possansi migliorare e come, ed esaminare i mezzi a tal fine suggeriti dai proponenti. Egli è inutile esporvi le difficoltà di un esame siffatto, nel brevissimo tempo a noi concesso: possiamo però assicurare non aver noi perduto un momento dacchè ci affidaste l'incarico, procurando, a così dire, di allungare il tempo accordatoci, utilizzandolo interamente; non avere trascurato alcun mezzo per venire in luce del vero, ed essere la franca e coscienziosa espressione dell'intimo nostro convincimento quanto diremo.

L'ordinamento delle cose annonarie nella nostra città è attualmente così disposto, che la suprema gestione n'è affidata al Governo, il quale tuttavia più specialmente si occupa della parte amministrativa soltanto, accordando piena fiducia ad una Commissione centrale, dotata di larghi poteri, preseduta dal delegato, la quale veramente dirige tutto ciò che in generale si riferisce all'annona. La imparzialità e la giustizia vuole ci fermiamo alquanto a discorrere su questa Commissione, fatta da qualche tempo bersaglio di molte accuse; e, se da un lato senza riguardo veruno accenneremo ciò che nella sua condotta non riputiam degno di approvazione, non ometteremo dall'altro ciò che ne risultò di valevole in parte a giustificarla. Tanto più ci crediamo in dovere di farlo, quanto che una delle proposte sulle quali dobbiamo farvi rapporto, accenna a lagni in proposito, e l'altra direttamente domanda che si facciano indagini sulla condotta della Commissione annonaria, e propone che i poteri attuali di essa sieno devoluti alle Commissioni annonarie speciali di circondario.

Molte accuse la pubblica voce, e, quello ch'è peggio, la stampa, esposè a carico della Commissione annonaria, ed è rincrescevole veramente il vedere come molte di queste, delle più gravi, siensi date senza

esatta cognizione dei fatti, essendo del tutto fallaci. Così, per darne qualche esempio, incolpossi di avere lasciata uscire come avareata gran copia di eccellente frumento, ed è fatto invece comprovato dagli atti di ufficio, essersi la Commissione annonaria sempre opposta alla uscita di ogni sorta di grani, perfino con la inobbedienza ad ordini superiori che la comandavano, ed essere seguite suo malgrado le poche esportazioni avvenute di grano già deperito. Si accusa di avere permesso esportazioni di baccalari, di olio e di altri siffatti generi; ma consta che non trattavasi di partite esistenti in Venezia, sì all'estero, le quali i negozianti introducevano, a patto solo che una metà od un terzo se ne lasciasse portare alla terraferma, dichiarando altrimenti di recare i carichi loro a Trieste. Per non perdere il tutto, doveva acconsentire la Commissione, diminuendo però quant'era possibile la proporzione della uscita, e col crescere delle stringenze, dopo l'arrivo del genere, negando perfino, attese le mutate circostanze, quanto aveva promesso. Le si fa colpa di avere trattenute in Venezia le conterie, mentre con ogni mezzo, e quasi con preghiere, ne procurò la esportazione fino a che fu possibile. Le si oppone di avere impedito l'esporto delle telerie, e lo fece solo per quelle bianche grossolane necessarie pel militare; ed è a queste tele qui conservate, che dobbiamo in gran parte la mirabile nostra difesa, poichè, mercè le migliaia di sacchi con esse lavorati, riparansi i danni che il cannone nemico fa contro i bastioni che i nostri prodi con tanto valore difendono. In fine, alla Commissione centrale facevasi carico di minuti disordini, che avrebbe spettato ad altri di togliere, quali gli abusi dei bottegai, che non si attengono ai prezzi del calmier, ed altri concernenti il pane cattivo o mal cotto per colpa dei fornai, e simili.

Queste accuse, ed altre tali, non ributtate da quelli che con piena conoscenza dei fatti il potevano, altrassero la pubblica disapprovazione sopra cittadini, che con moltissimo zelo ed alacrità prestavano a pubblico vantaggio l'opera loro.

Nè però si creda che vogliamo con ciò dar lode a quanto dalla Commissione annonaria si fece e si fa, chè, per imparziale giustizia, converremo potersi dessa in alcuna parte disapprovare: come, per esempio, dell'aver troppo tardi dato pensiero alla erezione di mulini sufficienti ai consumi; di non avere favorito abbastanza la importazione dei generi dalla terraferma; di non avere forse provveduto in maggior copia alle vettovaglie; di essersi mostrata tenace un po' troppo delle misure adottate e sorda ad alcune rimostranze di cittadini zelanti: ma a questi falli dee contrapporsi la incertezza della condizione in cui ci troviamo da tanti mesi, sicchè molti fra quelli, che oggi le danno biasimo, sei mesi fa mostraronsi previdenti assai meno; la scarsezza sempre crescente del numerario effettivo e la difficoltà dei momenti; inoltre il non potersi pretendere da uomini infallibilità e perfezione.

Perciò, mentre crediamo avervi alcune cose che si potevano far meglio, sicchè noi pure proporremo in appresso modificazioni e ripari, stimiamo avere la Commissione annonaria operato quanto meglio credeva e poteva, secondo le proprie viste, senza risparmiare cure e fatiche, in un incarico, che pur troppo è sovente odioso di sua natura.

Dalla Commissione centrale dipendono il Municipio in quanto si riferisce all'annona, ed altre otto Commissioni speciali, una per ciascun circondario elettorale, formate di benemeriti cittadini, i quali, senz'altro compenso che il merito di essere utili al proprio paese, si prestano ad invigilare più da vicino, ed in quei particolari cui non può estendersi la Commissione centrale, lo smercio dei commestibili. Le otto Commissioni speciali hanno i loro presidenti, i quali settimanalmente riuniscono per riferirsi le proprie osservazioni, e giovarsene, discutendo quelle misure che ciascuno stima migliori. È loro principale ufficio invigilare sui negozianti e bottegai, affinchè vendano i generi che posseggono della qualità ed ai prezzi che stabiliscono le mete, e particolarmente sui fornai, affinchè facciano pane buono e del peso legale. Al caso che loro si presenti qualche utile proposta di generale modificazione, o tale insomma che esca dai loro attributi, scrivono al Municipio, il quale dispone da sè, o l'accompagna alla Commissione centrale. Incredibile quasi è l'attività, con cui questi onorevoli cittadini si prestano a tutte le ore, col sacrificio d'ogni comodità loro, alle pazienti, e talvolta eziandio odiose incumbenze che assunsero, e grandissimo il vantaggio che ne deriva al buon servizio del pubblico ed al mantenimento della quiete. Solo duole il vedere, come fra queste Commissioni è quella centrale non regni tutto quel pieno accordo, che a quella unità di azione si converrebbe; del che è nobile causa la impazienza delle prime nel vedere adottate quelle misure, che credono necessarie al bene pubblico, e forse altresì la tenacità, qualche volta soverchia, di già notata, della Commissione centrale. Desidera la vostra Commissione che giunga a quei benemeriti cittadini ripetuto il voto che, piegandosi alquanto ambe le parti, si ristabilisca un accordo giovevolissimo al più facile e sicuro ottenimento dello scopo comune, al che hanno già in parte annuito.

Finalmente, a compimento della ordinazione delle cose annonarie in Venezia, avvi una Commissione specialmente destinata a promuovere l'attivazione di mulini da grano, ed invigilare sull'andamento di quelli, formata questa pure di cittadini più specialmente esperti in quella partita, dei buoni effetti delle cui prestazioni avremo occasione di parlare in appresso.

Considerato il sistema, con cui l'annona è ordinata, cade in acconcio di esaminare due delle proposte sulle quali versa il presente rapporto.

Il rappresentante D. Vespasiano Giordani vorrebbe si accordassero pieni poteri alle Commissioni annonarie di circondario, poste in comunicazione diretta col Governo e con la Commissione militare. Con ciò si verrebbe a togliere affatto la Commissione centrale annonaria esistente; e noi già dicemmo francamente come stimiamo quella benemerita ed utile, sicchè, poste pure le imperfezioni avvertite ed altre che avremo più innanzi a notare, i beni da essa operati prevalgono di gran lunga, a tal che stimiamo che abbiasi a conservarla. Inoltre, persuasi che in massima giovi piuttosto centralizzare che no, crediamo utile una Commissione unica, che regoli e mantenga di concerto le otto parziali. Non consigliamo quindi che adottisi la proposta.

Il rappresentante Ferrari Bravo suggerisce invece che si elegga una

Commissione annonaria di quattro rappresentanti, uno dei quali almeno sia medico, cui presieda Manin, con pieni poteri, e dalla quale dipendano la Commissione annonaria, il Municipio e le Commissioni speciali. La Commissione trova ben giusto, anche a soddisfazione della opinione pubblica, che l'Assemblea prenda parte attiva in cosa di tanto rilievo quale è l'annona.

Esposto il nostro parere sulle modificazioni, delle quali crediamo utilmente suscettibile l'attuale sistema annonario, passiamo ora in rassegna le condizioni del paese in questo riguardo, esaminando se vi abbia qualche via per tentare miglioramenti.

Quanto all'approvvigionamento, senza entrare in particolari, diremo risultarci dai fatti esami, se non vi è tutta quell'abbondanza che si vorrebbe, aversi però sufficiente provvigione per un tempo non breve, massime dei generi di prima necessità. Importa tuttavia procurare con ogni mezzo che ci vengano altre provvigioni per via di terra o di mare, ed è la vostra Commissione d'avviso non si abbia a trascurare alcun tentativo per giungere a tale scopo. La Commissione centrale accorda agl'introduttori di commestibili il cambio in effettivo di una quantità di carta pari ad una porzione del valore di quelli, con un vantaggio notevolissimo sul cambio che fa la piazza. Se però si considera il grave pericolo che incorrono della perdita dei generi, e forse altresì della vita, coloro che qui li recano, non parrà forse allettamento bastante il cambio suaccennato; tanto più che gl'introduttori devono vendere a prezzi inferiori a quelli del calmere, perdere sempre una parte sulla carta che loro si caugia dalla Commissione centrale, e molto più sull'altra che ricevono in pagamento, e che le pratiche necessarie per le verificazioni opportune, fanno talora riuscir loro difficile o lungo ottenere il cambio dalla Commissione annonaria. Pegli animali da macello introdotti si danno premi stabiliti, ed a noi sembrerebbe che questa misura avesse ad estendersi a tutti i viveri di prima necessità. Due obbietti però facilmente si affacciano: la mancanza di numerario e la difficoltà di prevenire gli abusi. Vorremmo che, senz'affatto disperare pel primo, si tentasse almeno un altro appello all'effetto dei cittadini, a pro' della generale sussistenza; crediamo poi non potersi guardare il secondo come irreparabile; e ad ogni modo meglio varrebbe incorrere il pericolo di qualche abuso, che trascurare un tale mezzo di approvvigionare il paese. Spetterà poi alle autorità militari di terra e di mare il vedere come possa venire agevolato da esse il miglior esito di queste misure, al che si sa essersi di già cominciato a dare pensiero, adottato avendosi un piano di approvvigionamento spalleggiato appunto dal militare.

Nella fiducia che questi o simili mezzi, o fortunati avvenimenti ci aprano una via agli arrivi dall'estero, non è cura meno grave quella di conoscere ciò che si possiede, e farne buon uso. Le misure adottate in proposito dalla Commissione annonaria ci sembrano, se non perfette, molto opportune.

Infatti, con determinazione 6 luglio 1848, ordinò a tutti i negozianti, depositarii, bottegai e venditori di commestibili, bevande e combustibili, di notificare con giuramento ogni quindici giorni le quantità di

quegli oggetti che hanno ed il luogo ove si attrovano, sotto pena di multa non mai minore d'un quinto del valore e qualità di quelli non notificati. Con altra del 29 maggio 1849, confermò l'obbligo delle notifiche, aumentando la pena alla confisca totale del genere ed altre pene *proporzionate alle circostanze*; inoltre gli Uffici d'ordine pubblico vennero incaricati d'invigilare sui depositi che si fossero celati, o denunciati minori del vero. Malgrado tutto ciò, più volte la pubblica voce, come accade sempre in circostanze siffatte, parlò di depositi clandestini; ma abbiamo verificato che ogni qualvolta si fecero indagini, o nulla rinvenni, od oggetti già regolarmente notificati. Se si consideri il sommo interesse che ha il popolo di scoprire tali frodi, se ve ne fossero, e la difficoltà di celarle a tutti, nasce ragionevole fiducia che non ve ne abbia di fatto.

Un dubbio, che potrebbe tuttavia nascere ai più diffidenti, si è che certi negozianti scaltramente dessero ad alcune famiglie a custodire parte de' generi di loro spettanza. A togliere pertanto questo pericolo, e ad evitare l'altro eziandio che alcune famiglie, per soverchio egoismo e paura, tenessero presso di sè larghe provviste di ciò onde più si scarseggia in paese, si proporrebbe che si estendesse l'obbligo delle notifiche dei commestibili, bevande e combustibili a quelle famiglie, le quali avessero provvigioni per più che una settimana dei primi, per più che un mese del resto. Conosciuta così la totale quantità dei generi esistenti in paese, starebbe nella saggezza di chi invigilasse sull'annona, il metter mano o no su queste proprietà dei privati, secondo l'entità loro, la urgenza dei bisogni e le circostanze.

Un altro pericolo, che sussiste malgrado la esattezza delle notifiche, sta in ciò, che i bottegai tengano i generi nei magazzini e lascino vuoti i loro fondachi, o rifiutino la vendita. Invigilano però, e molto zelantemente, contro questo disordine le Commissioni speciali di circondario, avvertendo per altro essere lodevole ritegno di alcuni bottegai quello di non dare a ciascuna famiglia che misurata quantità di tali generi, affinchè taluni facendone esuberante provvista, non abbiano poi altri ad esserne privi. Non mancarono di quelli tuttavia che lasciarono il fondaco vuoto, col pretesto che per la calda stagione i loro generi colà avrebbero patito danno; ma vi fu posto pronto riparo. Ad evitare il bisogno di ricorrere a mezzi clamorosi e violenti, giova per altro far sì che il calmere lasci ai venditori un ragionevol guadagno.

Maggiormente difficile si è la distribuzione della farina gialla, e la difficoltà di trovarne ad ogni istante si è uno dei più grandi motivi di lagno del popolo. Essendovi formentone in molta copia, ed i mulini dando, come vedremo, un prodotto sufficiente ai bisogni, importa molto indagare la causa di questo disordine, che non dovrebbe sussistere. La distribuzione della farina gialla si faceva fino l'altro ieri ai mulini; dandosene a ciascun bottegaio una quantità determinata da una nota che la Commissione annonaria aveva redatto, dietro le indicazioni fornitele dai commissarii d'ordine pubblico, dei presuntivi consumi di ciascheduno. Nel dubbio che alcuni bottegai avessero più del bisogno pel loro smercio, altri meno, le Commissioni di circondario hanno ora assunto di ripartirsi

la farina e distribuirla ai bottegai in proporzioni da esse determinate. Questa misura può tornar utile in quanto che, vedendo quei cittadini più dappresso l'andamento della vendita, è loro più facile regolare equamente il comparto del genere: ma, adottatasi ieri soltanto, non ci fu dato saperne l'esito, solo essendoci risultato che nel mattino non vi furono disordini. Potrebbe accadere tuttavia che, per qualsiasi motivo, qualche bottegaio non vendesse in giornata tutta la farina ricevuta, e indurrebbe a crederlo l'essersi qualche volta trovata in commercio farina sobbollita o marcita. Non sarebbe quindi inopportuno che i bottegai avessero a tener nota di quelli cui sogliono vendere giornalmente la farina, e delle quantità, riscontrando di tratto in tratto la verità delle date indicazioni. Con ciò si scoprirebbe altresì se alcuni ingordi compratori facessero incetta del genere, lasciandone gli altri mancanti.

Una partita, sulla quale anche i più contrarii ai calmieri non potrebbero certo negare la utilità d'introdurli, sarebbe sugli erbaggi od altri vegetabili freschi, siccome generi che vengono dall'interno dell'estuario soltanto nè si possono celare senza che deperiscano prontamente. La molta variabilità dei prezzi bensì esigerebbe che s'incaricassero persone speciali, di piena fede, che li mutassero con quanta frequenza occorresse. Divenuti questi erbaggi di uso sì generale pei poveri, è necessario impedire che vi sia chi lucri soverchiamente sui loro guai.

Per la macinatura del frumento e formentone ebbe a riscontrare la Commissione aversi sufficiente prodotto dai mulini a vapore, attivati alla stazione della strada ferrata, a S. Girolamo, alla Giudecca e sul piccolo cavafango a vapore. Se però sconcertansi i meccanismi di alcuno di questi, non potendosi fare depositi, ne viene tosto un dannosissimo incaglio, tanto più che una sola macchina conduce parecchie macine. Visitati i diversi mulini, avemmo a riscontrare inoperosi solo quelli del cavafango, per una rottura avvenuta nella caldaia, cui entr'oggi doveva ripararsi, e ivi notammo pure una comunicazione viziosa di moto con una catena, alla quale si sta approntando un rimedio, che tutto induce a sperare efficace.

Avvi poi la spiacevole circostanza dell'essere i mulini della strada ferrata e di S. Girolamo su quell'estremo lembo della città, in cui giunsero talvolta le bombe dell'inimico. Perciò si costruirono alla Giudecca i fabbricati di legname pel collocamento dei mulini condotti da tre macchine locomotive, e si fecero al di sotto del luogo ove queste van collocate fornelli appositi per potervi bruciare il carbon fossile, invece del coke, il quale ogni dì più va mancando. In quattordici giorni si compirono tutti gli edifizii di legname, ed il collocamento di due locomotive, ed è quasi pronta la terza, essendosi ogni cosa disposta per guisa che basti trasportarvi dalla stazione i mulini e metterli in opera. Non pertanto, occorreranno due a tre giorni almeno al trasporto ed adattamento, durante il qual tempo la macinazione va di necessità in parte a rimanere sospesa. Pei mulini di S. Girolamo, che non si potrebbero trasportare senza un lavoro di alcuni mesi, cercossi di fare qualche difesa alla parte del fabbricato che contiene la macchina.

Tra questi mulini, quelli della strada ferrata lavorano farina bianca

d'alcune specie di frumento, le quali non sono suscettive di mescersi con la segala per la panizzazione, e farina gialla; quelli della Giudecca e del cavafango macinano farina bianca pel militare; quelli di S. Girolamo farine di frumento e di segala, le quali si mescono come vedremo.

Per avere un maggiore prodotto, tale da supplire alle momentanee sospensioni di lavoro, altri 12 piccoli mulini si stanno adattando alla macchina a vapore della Fabbrica tabacchi, i quali agiranno fra tre a quattro giorni, ottenute che si abbiano dall'Arsenale alcune ruote occorrenti; inoltre si sta ponendo in opera alla Giudecca la macchina, che era sulla barca il Conte Spaur, la quale condurrà pure varii mulini, ma esige per essere attivata un lavoro di poco meno che un mese. Di più si rinvennero e si fecero costruire gran parte di piccoli mulini a mano di due pietre sovrapposte, molti dei quali misersi in opera alla Casa d'industria, a quella di correzione ed al Bagno, e molti pure se ne allestirono per cederli ai privati, i quali possano così, facendone l'acquisto per sè, o meglio per cinque a sei famiglie in comune, provvedersi delle farine occorrenti. Tentaronsi pure macinini affatto analoghi a quelli che impiegansi pel caffè, i quali però sono ben lungi dal dare utilità proporzionata alla fatica, poichè con due uomini, da mutarsi ad ogni due ore, si frangono all'ora due terzi di sacco di formentone, i quali stacciati danno un tredicesimo soltanto di farina, gli altri dodici tredicesimi dovendo inviarsi al mulino, dove esigono per la loro compiuta macinatura altrettanto tempo e forza che il formentone non infranto.

Si disse più addietro come nel mulino a S. Girolamo si macinassero farine di frumento e di segala, che poi si vendono miste. Essendo questo un punto, dal quale provengono molti lagni e dubbiezze, dobbiamo occuparcene di proposito.

Essendovi in Venezia notevoli quantità di segala, la Commissione annuaria, desiderosa che i grani esistenti durassero più a lungo che fosse possibile, decise che il pane, anzichè di solo frumento, avesse a farsi per metà di farina di frumento e metà di segala, e pubblicò questa sua determinazione in un avviso del dì 16 giugno 1849. Di più, ad oggetto di aumentare ancora la quantità del pane, risolse di stacciare la farina in modo da lasciarvi il più minuto cruschello, la cui proporzione è di un 8 a 10 per 100. Questa misura porta l'altro vantaggio rilevantissimo, che il prodotto dei mulini, il quale vedemmo appena bastante ai consumi, di altrettanto si aumenta. Ma di questa seconda misura economica non pubblicò avviso di sorta, adducendo che stimava sufficiente il non avere nell'avviso succitato 16 giugno parlato di *fior di farina*, ma di *farina* soltanto. Da ciò però nacque in gran parte il malcontento del pubblico, il quale, non avvertendo a quella sottile distinzione, e vedendo il pane ruvido e bigio, inferiore a quello pel militare, composto di solo fiore di farina di frumento e di segala, attribuiva a malvagità del proprietario del mulino o dei fornai la presenza del cruschello, facile a riconoscersi con la stacciatura delle farine. Di qui molte accuse, ragionevoli sì, ma ingiuste pel fatto.

Ad ogni modo, avvi una verità che non conviene dissimulare, cioè la maggiore facilità di fare adulterazioni in queste farine miste, che nelle

pure, o introducendovi maggior proporzione del dovere di segala o di cruschetto, od anche aggiungendovi estranee sostanze, e ciò molto più in un mulino di cui si tratta, ove, per la grande perfezione dei meccanismi, si ottengono separate molte qualità di prodotti, che conviene mescolare dappoi, non volendo il solo fior di farina. Egli è perciò che la vostra Commissione trova indispensabile che la macinatura e la mescolanza si facciano sotto gli occhi di persone scevre d'ogni sospetto. Ora, non si può a meno di confessare, che recò spiacevole sorpresa il vedere all'incontro quelle operazioni che, come dicemmo, si fanno al mulino di S. Girolamo, interamente affidate al direttore di quello, sig. Oexle; tanto più che nel locale medesimo vi sono grandi quantità di crusche accumulate per lo passato, delle quali fanno parte i cruschetti, sicchè facile sarebbe separarveli con una semplice stacciatura per aggiungerne poscia maggiore quantità ai prodotti della odierna macinatura, ritirando altrettanto fiore. Ora dobbiamo dichiarare espressamente non aver noi il menomo dato di sospettare che ciò nè altra frode si faccia; anzi dobbiamo riferire che, dietro alcune voci sparse in proposito, l'Oexle invitato aveva la Commissione annonaria a fare indagini sul modo suo di procedere. Ma quella fiducia, che può accordare ad un privato un altro privato, non istimiamo possa accordarla chi agisce per terzi, meno una pubblica amministrazione, e meno ancora poi quando il pubblico palesa sull'argomento la sua diffidenza. Di più, un fatto che doveva maggiormente porre in guardia la Commissione annonaria si è, che nel passato consta quasi con sicurezza, che, per colpa di chiunque si fosse, nella segala macinata pel militare aggiuguevansi le spazzature del mulino, le quali, benchè di per sè non molto impure, attesa la nettezza del luogo, erano tuttavia certo inferiori al fiore di farina col quale mutavansi.

Interrogata su ciò la Commissione annonaria, rispose che a sorveglianza del mulino di S. Girolamo aveavi:

- I. L'ingegnere Milesi, incaricato d'invigilare sull'andamento generale;
- II. L'Ufficio finanziario, senza saputa del quale nulla entrava od usciva;
- III. La guardia civica, uno della quale stava anche nel piano superiore;

IV. Il personale di servizio quasi tutto, il quale, per un costante suo malumore e diffidenza verso il direttore, ed alcuni de' principali lavoratori, sarebbe stato ben lieto di poterli cogliere in fallo;

V. Finalmente disse che era sua intenzione di nominare una espressa Commissione, la quale di tratto in tratto, saltuariamente, visitasse quello stabilimento.

A ciò però è da notarsi che l'ingegnere Milesi altro incarico non aveva, come è ben naturale, e come risulta dalla di lui lettera di nomina, che d'invigilare sulla macchina e sui meccanismi, e se voleva guardare più in là, i mugnai facevano il viso dell'armi; e che ora più non vi si trova, essendo alla Giudecca. Che l'Ufficio finanziario poco guardava alla qualità, e non era sempre al mulino, sicchè quando, per esempio, vi ci recammo l'altro ieri alle 4 e mezza pomer., non vi era alcuno di esso. Che la guardia civica non poteva, nè sapeva, uè aveva diritto di fare esami od indagini; che era facile ad alcuni operai fare

quella frode che stimavano più opportuna senza intervento degli altri ed in ore di loro assenza; che finalmente una Commissione a visite saltuarie non era sufficiente rimedio. A piena guarentigia quindi dell'interesse del pubblico ed a tranquillare la opinione su tale rapporto, gioverebbe che l'annona affidasse ad un'amministrazione di piena sua confidenza la sorveglianza assoluta e continua delle macinature e dei miscugli nel mulino, lasciandone poi la direzione all'Oexle od affidandola ad altri, come meglio credesse. Nè vale il dire che si potrebbero ritrarre campioni per fare confronti, attesochè nella grande quantità dei prodotti si può, concedeteci un trito proverbio, tosare la pecora senza farla gridare, nè cioè dee tollerarsi. A riparare in altro modo ai suaccennati pericoli, proponevano le Commissioni di circondario di ritirare separate le farine di frumento e di segala; ma questo mezzo parrebbe di scarso effetto, in quanto che nella seconda si potrebbe sempre impunemente far qualche frode, e dovrebbero poi sempre fidare nel solo direttore del mulino pel miscuglio dei varii prodotti della macinatura. Inoltre forse che ne verrebbero ritardi nella consegna delle farine, e probabilmente anche imperfezioni nella mescolanza per angustia di locali o per poca abitudine.

All'uscire però dai mulini non cessa ogni pericolo di adulterazione delle farine, le quali, consegnate liberamente ai fornai, nelle proporzioni valutate necessarie ai loro consumi, possono da essi pure o ridursi più abbondanti di cruschetto stacciandone parte del fiore, per farne pane fino da vendersi come di lusso, od aggiungendovi altre sostanze estranee procuratesi comunque, e specialmente cruschetto. La sorveglianza in tal caso diviene più difficile d'assai, in quanto che trattasi di luoghi separati e distanti. A ciò però si ripara mercè l'attività delle Commissioni annuarie di circondario; ed affinchè queste meglio potessero prestarsi all'ufficio loro e dare maggiore sicurezza, la vostra Commissione loro propose che, essendo i commissarii al numero di 58, e 68 essendo i fornai, s'aggiungessero 10 altri membri, e facessero in guisa che ciascun membro sorvegliasse un dato fornaio, sicchè apparissero distinti i buoni effetti delle prestazioni di cadauno. Questa misura credesi già a quest'ora adottata dietro quanto ci disse il cittadino Crichi, presidente della Commissione annuarie del III circondario, e che presiede anche le adunanze settimanali ed ha la rappresentanza per tutti gli altri di lui colleghi. La Commissione indagò inoltre se constasse che nessun fornaio avesse piccoli mulini e depositi di sostanze d'altra natura, e n'ebbe negativo riscontro in tutti i sestieri. Trovò pure utilissimo il suggerimento che le Commissioni annuarie speciali ed i commissarii d'ordine pubblico d'ogni sestiere avessero saggi del miscuglio normale di farine, per farne confronti con quelle che rinvenissero presso i fornai sorpresi all'atto dello impasto del pane. Starà pure al membro della Commissione annuarie speciale l'invigilare che la cottura si faccia a dovere, e non si spinga con un colpo di fuoco per guisa che, acquistando durezza la esterna corteccia, rimanga l'umidità imprigionata a vantaggio del peso. Quanto ai miscugli di avena, fagioli, piselli ed altre sostanze delle quali si è molto parlato, dalle ricerche fatte in tutti i sestieri non ci risultò che siasi presentato alcun pane quale documento di queste falsificazioni, e

quello che venne esaminato come cattivo, trovossi nulla contenere di estraneo od altro che potesse dar luogo ad accuse fondate.

Qualche misura crede pure la Commissione che si dovesse adottare sulla vendita del pane bianco, la quale, per l'affollamento di cui è cagione, produce inconvenienti parecchi, e sarebbe forse utile generalizzare la misura da alcuni panattieri adottata di darne solo unito al pane misto in una certa proporzione stabilita, facendo distribuire a varii negozi tutto quello che si lavora, anzichè riserbarne la vendita ad alcuni soltanto.

Un fatto, riferito alla Commissione e da notarsi, è quello di una trattoria, in cui si vendette a 48 centesimi un pane bianco e di bella apparenza, ma assai più piccolo di altro egualmente bello, che in una trattoria prossima vendevasi a 42 centesimi; questo mostrerebbe il bisogno di una vigilanza anche su quegli stabilimenti.

Conchiusioni.

Avremmo desiderato, o cittadini, potere più tranquillamente riflettere su cosa di tanta rilevanza, prima che venire ad esporvi le conchiusioni del nostro rapporto; ma abbiamo creduto più utile impiegare nella ricerca dei fatti la maggior parte del tempo che per esso ci venne concesso, e vorrete con la discussione e coi lumi vostri rettificare qualche abbaglio in cui fossimo per avventura caduti, la stringenza del bisogno non permettendo una dilazione ulteriore.

La vostra Commissione adunque unanimemente propone:

1. Che non giovi ammettere la proposta del rappresentante don Vespasiano Giordani, che ci abbiano a dare pieni poteri alle Commissioni annuarie parziali, con sopprimere la Commissione centrale.

2. Che la proposta del rappresentante Ferrari Bravo meriti di esser accolta, con quelle aggiunte o modificazioni che la cognizione dei fatti acquistata ha rese necessarie, per dare alla proposta di legge, da concretarsi in esito alla discussione ed alle deliberazioni dell'Assemblea, quel tenore che può meglio valere a renderla veramente proficua allo scopo cui si mirò nel proporla.

3. Che si stabiliscano premii sulla introduzione di tutti i generi di prima necessità, come già si pratica pegli animali, rimettendo al potere esecutivo il fissare l'importo e le cautele opportune.

4. Che si obblighino anche le famiglie a notificare le provviste che hanno di commestibili per più che una settimana, di bevande e di combustibili per più che un mese.

5. Che stabiliscasi da persone probe e di piena fede un calmier pegli erbaggi, da variarsi ogni qualvolta lo esigessero le circostanze.

6. Che i biadaiuoli debbano dare nota delle famiglie cui vendono farina gialla solitamente, ed in quale quantità.

7. D'istituire un'amministrazione sotto la cui stretta e continua sorveglianza abbiano luogo la macinatura ed i miscugli delle farine al mulino di s. Girolamo.

8. Che il pane bianco debba ripartirsi fra i varii venditori in una proporzione stabilita con quella del pane misto che tengono.

I rappresentanti membri della Commissione

FERRARI BRAVO GIOVANNI.

GASPARINI CESARE.

MALFATTI BARTOLOMEO.

NARDO DOMENICO.

GIOVANNI MINOTTO, *relatore.*

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, l'Assemblea rimette l'esame delle proposizioni ad una Commissione, e fissa il momento in cui il rapporto dovrà essere presentato. Interpello quindi l'Assemblea se intenda di aprire immediatamente la discussione su questo rapporto, o se la vuole riportare ad un'altra adunanza.

Io propongo per mia parte che il rapporto sia prima stampato perchè sia da tutti conosciuto.

Questa proposta viene adottata.

L'ordine del giorno chiama il rapporto sopra la proposta dei rappresentanti Mainardi e Tommaseo per una menzione de' fatti più onorevoli della nostra guerra.

Il *rappresentante Tommaseo (legge)*: La riconoscenza è non tanto mercede de' benefizii passati, quanto stimolo a nuovi; e se agli uomini è debito sacro, a' popoli che aspirano a libertà, è lieto augurio. Però questa Commissione, o cittadini, vi raccomanda accettiate la proposta del raccogliere da ogni parte gli esempi di civile generosità e di guerriero coraggio, che sorgono in mezzo a noi, e udirne la relazione nelle vostre adunanze, e poi darla in luce, come in Francia suol farsi degli atti di virtù, che l'autorità pubblica ha per uso di premiare, col più misero in vero de' premii, il danaro. Sarà degno di noi, e più accomodato alle presenti angustie, che i fatti onorevoli abbiano intanto commemorazione di lode; e che lascinsi a tempi più riposati le medaglie e i costosi monumenti, segni di stima ormai troppo dall'adulazione o dalla vanità profanati. Per accertare i fatti onorevoli, giova che i commissarii, a ciò deputati dall'Assemblea, entrino in corrispondenza co' Municipii e co' capi delle milizie; ma giova più ancora ch'eglino stessi di tanto in tanto conversino con le milizie e col popolo, ne conoscano le disposizioni vere, e ne riferiscano all'Assemblea. Gli eletti del popolo debbono pur qualche volta sentire la viva voce del popolo: e i governanti, che dall'Assemblea ebbero tante prove d'annegazione e fiducia, debbon godere che l'Assemblea sia dal popolo amata. Già l'autorità ch'ella acquistasse sovr' esso, non sarebbe che a protezione dell'ordine; e quali servigii abbia renduti l'Assemblea francese agli amici dell'ordine, i moti dell'anno passato vel dicono. Noi, grazie al cielo, non n'abbiamo a temere di simili: ma, se non per tali necessità, per altre ragioni di tutta convenienza, la Commissione propone che i deputati tutti del popolo, dovendo far atto dell'ufficio loro, abbiano un segno che li dia a riconoscere; e questo il più modesto e il più semplice, per esempio un nastro tricolorato al braccio sinistro: o qual altro a voi meglio piace.

Fatto che merita, non solamente menzione d'onore, ma pubblica ammenda, si è quello che cagionò la morte d'Agostino Stefani, la quale già troppo v'è nota, e sulla quale spendere più lunghe parole sarebbe un far torto all'umanità degli animi vostri.

Se non può l'Assemblea sanare i mali della patria, tutti ne conosca i beni, e li faccia conoscere a conforto e ad esempio. E conforto d'esempi aspettiamo con grande brama massimamente da quelle milizie che sui veneti legni portano tanta parte delle nostre speranze. Ah si! la marineria veneta s'adoprerà ardita a vincere le gravi difficoltà, da tanto lunghi e non volontarii riposi accumulate sovr'essa. Non lascerà, quant'è in lei, che i legni nemici, insultando a queste acque testimoni di tante vittorie, ci affamino; si rammenterà di quattordici secoli di navale grandezza; riguarderà con emulazione operosa le nobili prove delle milizie terrestri: e siccome gli allori di Milziade tolsero il sonno e accrebbero il cuore a Temistocle, così l'ardimento de' combattenti a Marghera e sul Ponte, ispirerà i marinai; e le mura di legno, così come Atene, salveranno Venezia.

La Commissione vi presenta le due seguenti proposte:

I. » Una Commissione di nove rappresentanti, tre per Chioggia, sei per il resto dell'estuario, raccoglierà i fatti di generosità civile e di militare coraggio, per riferirne ogni otto di all'Assemblea, e poi divulgarli nella Gazzetta.

» A tal fine la Commissione si volgerà ai capi delle milizie ed ai Municipii; e visiterà ella stessa le milizie ed il popolo, per sempre meglio affratellare i differenti ordini di cittadini.

» Il segno, a cui riconoscere i rappresentanti, sarà un nastro tricolorato al braccio sinistro.

II. » Ad Agostino Stefani, muratore, che si offerse a dar fuoco là dov'era il nemico sul Ponte, e, per isbaglio fu ucciso da' suoi, oltre la pensione assegnata alla famiglia di lui dal dì della morte, un'iscrizione in luogo pubblico sarà posta per memoria del fatto. »

Il *presidente*: Adesso che l'Assemblea ha udito il rapporto, domando se intende che si proceda subito alla discussione, o che sia differita ad altro giorno.

Quelli, che intendono che si proceda subito alla discussione sono pregati di alzarsi. (*Approvato.*)

Il *presidente*: C'è nessuno che domandi la parola sulla questione generale? non essendovi alcuno, allora incominceremo dalla prima parte del decreto.

Posta a' voti, è approvata. Egualmente viene approvata la seconda parte.

Il *presidente*: È adesso da porre ai voti la terza parte, cioè: *il segno, a cui riconoscere i rappresentanti, sarà un nastro tricolorato al braccio sinistro.*

Il *rappresentante avv. Benvenuti*: Domando se s'intenda che il segno debba essere portato da tutti i rappresentanti, o da quelli soltanto che fanno parte della Commissione.

Il *rappresentante Tommaseo*: Qualunque rappresentante faccia atto

pubblico in nome dell'Assemblea, quando desidera essere riconosciuto in qualsiasi occorrenza, porta quel segno. Sappiamo quanti servigi abbiano resi i rappresentanti dell'Assemblea francese all'ordine pubblico, presentandosi nei tumulti. Noi non abbiamo pericoli di tumulti; ma può essere in certi casi opportuno che un rappresentante parli al popolo per isviarlo da quei passi, in cui qualche malvagio volesse sospingerlo. In questi casi il rappresentante ha bisogno di essere riconosciuto; giova però ch'abbia un segno.

Il *presidente*: Allora pregherei la Commissione di separare l'articolo, per fare un'aggiunta al nostro Regolamento. Mi pare che questa disposizione generale, che giova molto al servizio che possono rendere i rappresentanti, non sia necessario di frammetterla a queste altre disposizioni, e, se in ciò si conviene, potrà anzi formar soggetto di un'altra deliberazione. (*Approvato.*)

Il *presidente*: Resta a deliberare sull'ultima parte della proposta, quella riguardante l'uccisione di Agostino Stefani.

Il *rappresentante Varè*: Sul fatto, che diede motivo a questa proposta, dev'essere stato aperto un processo contro coloro, i quali hanno ucciso lo Stefani. Nel processo deve certamente essersi agitato se lo Stefani era sì o no reo di quello, di cui lo accusavano coloro che lo hanno ucciso. Da quanto consta a me, il processo non è ancora finito; nè io credo che per questo debba sospendersi la deliberazione proposta dal rappresentante Tommaseo, perchè, a mio avviso, la rappresentanza del popolo può in piena coscienza affidarsi alle parole del tenente-colonnello Cosenz: ma credo dall'altro lato che sarebbe sconveniente che, dopo che la rappresentanza del popolo decise essere morto in servizio della patria lo Stefani, ci fosse un'autorità giudiziaria subalterna, che indagasse ancora sopra la cosa.

Perciò interpellerei il capo del dipartimento della giustizia del Governo a dirmi su che il processo si fonda, e se il Governo si prenderebbe la cura di trasmettere le deliberazioni dell'Assemblea al tribunale criminale, affinchè ogni indagine sul fatto dello Stefani cessasse.

Il *rappresentante Calucci*, capo del dipartimento della giustizia: A me non consta che questo processo sia terminato. Non saprei ancora indicare a qual punto l'autorità criminale lo abbia portato. Qui però si tratta di prendere una deliberazione, la quale andrebbe ad assorbire la competenza medesima del tribunale criminale. Ed io sono d'avviso che l'Assemblea abbia ad attendere che l'autorità competente, appieno verificato il fatto, ci dia essa medesima la prova dell'innocenza dello Stefani. Allora la patria riconoscente potrà fare l'espiazione, per così dire, del doloroso avvenimento e dare una memoria di riconoscenza allo Stefani.

Il *rappresentante Tommaseo*: Avrei ancora indugiato a far la proposta, che feci ieri, intorno all'espiazione che è debita alla memoria dello Stefani: ma trenta giorni son già passati da quella ingiusta e misera morte, e ancora, secondo le norme della lentezza austriaca, ancora il tribunale criminale non ha compita l'opera sua. (*Applausi vivi e prolungati.*)

Io non coglierò questa occasione per manifestare un desiderio le-

gittimo, che è desiderio di molti, cioè, che nella processura criminale in questo lungo spazio di sedici mesi fosse introdotto un qualche miglioramento degno dei tempi, e del nome, assunto da noi, di Repubblica. Solamente dirò che, giacchè questa opportunità ci si porge di correggere, almeno in un fatto particolare, la lentezza abituale della giustizia in questi tempi e in questi luoghi, che noi chiamiam liberi, noi dobbiam cogliere tale opportunità come fausta.

Abbiamo due documenti sotto gli occhi, i quali, per dir così, vi dispensano dal giudizio che il Tribunal criminale sarà per dare: l'uno è la testimonianza del prode colonnello Cosenz, e l'altro una memoria data a me dallo stesso auditore che fece le indagini. Questa è memoria privata, ma che però ha autorità di pubblico documento.

(Si dà lettura dei due documenti.)

Il *rappresentante Tommaseo*: Dietro gli schiarimenti avuti, anche senza che d'ufficio l'Assemblea comunichi il suo desiderio al tribunale, io credo che esso si affretterà a rendere giustizia alla memoria dello Stefani. Possiam dunque aspettare nella fiducia che esso compirà il suo dovere al più presto. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Allora domanderò alla Commissione se d'accordo intenda che si possano pubblicare le altre due disposizioni, che credo possano stare da sè.

Porro ai voti il complesso delle due proposizioni antecedenti. Quelli, che ammettono il complesso, sono pregati di alzarsi.

Viene approvato il complesso.

Terminato lo spoglio delle schede per la nomina della Commissione, risultarono eletti:

Tommasèo	con voti	73	} per Venezia
Varè	»	»	46	
Correr	»	»	32	
Benvenuti Adolfo	»	»	26	
Talamini	»	»	20	
Canella	»	»	18	} per Chioggia
Arrigoni	»	»	70	
Renier	»	»	64	
Zennaro	»	»	29	

Il *presidente*: Passeremo adesso al quarto punto, cioè alla presa in considerazione della proposta del rappresentante Ferrari Bravo sulla legge elettorale.

Invito il rappresentante Ferrari Bravo a leggere la sua proposta, e dare gli schiarimenti opportuni.

Il *rappresentante Ferrari Bravo* legge la sua proposta:

Alla presidenza dell'Assemblea de' rappresentanti dello Stato di Venezia.

Il sottoscritto rappresentante domanda l'urgenza per la seguente proposta di legge:

L'Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia.

Considerando che, a tenore dell'art. 47 della legge 24 dicembre 1848, il mandato degli attuali rappresentanti cessa allo spirare di sei mesi dal di della prima riunione dell'Assemblea attuale;

Considerando che, avvenuta la prima riunione il giorno 15 febbraio anno corrente, cesserebbe col giorno 15 agosto prossimo venturo inclusivo il mandato dato dagli elettori ai rappresentanti dell'Assemblea suddetta;

Considerando che, nelle supreme circostanze del paese, sarebbe improvvido il lasciar mancare anche per un sol giorno la rappresentanza dello stato; ed improvvido del pari il divenire alla di lei creazione, con precipitazione e sotto l'influsso di possibili stringenti vicende di guerra;

Considerando che molte e lunghe sono le formalità delle elezioni, e che, d'altra parte, l'esperienza dei singoli casi, e le circostanze dei tempi, persuadono della necessità di riforme della legge elettorale summentovata, le quali deggiono necessariamente precedere i lavori elettorali;

Decreta:

Art. 1. È statuito che, al cessare del mandato dei rappresentanti all'attuale Assemblea, che spira a tutto il giorno 15 agosto prossimo venturo, subentri una nuova Assemblea di rappresentanti dello stato di Venezia, alla quale sia dato procedere alla propria costituzione formale, anche nel giorno 16 agosto suddetto.

Art. 2. Una legge speciale provvederà a sistemare i termini del mandato; la durata ed il numero dei rappresentanti; la capacità elettorale e di eleggibilità; l'epoca della preliminare convocazione; ed ogni altra disposizione d'interesse elettorale.

Art. 3. All'effetto dell'articolo precedente, la Commissione permanente di legislazione della presente Assemblea, è incaricata di prendere in esame la legge elettorale governativa 24 dicembre 1848, N. 8542; e di proporre all'Assemblea, con ragionato rapporto, impreteribilmente pel giorno 5 luglio p. v., in un progetto di legge elettorale complessivo, da discutersi in adunanza pubblica, tutte quelle modificazioni, delle quali l'esperienza e la condizione dei tempi mostrassero la necessità.

Art. 4. In caso che si rendano necessarie istruzioni pei lavori elettorali, od altre disposizioni esecutive, la Commissione stessa ne farà tema dei suoi studii successivi, sui quali sarà tenuta di produrre il proprio rapporto, e le proposizioni che saranno del caso, 48 ore dopo che la nuova legge elettorale sarà stanziata dall'Assemblea per l'analogha discussione.

Art. 5. Al presidente dell'Assemblea è affidata l'esecuzione del presente decreto, nelle parti che a tenore dell'interno Regolamento gli spettano.

Venezia, 30 giugno 1849.

Intorno la convenienza di questa proposizione, credo che le considerazioni, che precedono il decreto, abbastanza la dimostrino. Osservo solamente che, nell'ordine del giorno, è stato dato a questa mia proposta l'idea di una innovazione alla legge elettorale, che servi di base per la presente Assemblea. Le mie modificazioni a quella legge elettorale, come ognuno deve avere inteso dal loro tenore, non sono che d'interesse affatto secondario. L'interesse principale della proposta si è che, nei supremi momenti in cui ci troviamo, il paese non resti neppure un'ora senza la rappresentanza del popolo. Questo è l'oggetto principale della mia proposta, la quale spero, sotto questo riguardo, sarà presa in considerazione.

Il *presidente*: Interrogherò l'Assemblea se intenda di prendere in considerazione questa proposta del rappresentante Ferrari Bravo. Trattandosi di affari d'importanza, seguiremo il Regolamento e adatteremo lo scrutinio segreto.

Alcuni rappresentanti, appoggiandosi al fatto del giorno innanzi, in cui una proposta fu presa in considerazione per alzata e seduta, insistono perchè, anche rispetto a questa del rappresentante Ferrari, si proceda collo stesso metodo di votazione. Il presidente quindi mette alla votazione se, per questo caso, l'Assemblea voglia adottare tal modo. Per alzata e seduta è adottato.

Il *presidente*: Metterò ai voti per alzata e seduta la presa in considerazione della proposta del rappresentante Ferrari Bravo.

Esperita la prova e controprova, venne adottata la presa in considerazione.

Il *presidente*: La presidenza proporrebbe che nella prossima adunanza, che sarà domani o dopo domani certo, sia questa proposta del rappresentante Ferrari Bravo passata alle Sezioni, perchè merita un esame particolare, e perchè ogni Commissione scelga un commissario come prescrive il Regolamento per l'esame e pel rapporto definitivo, da farsi più tardi all'Assemblea. (*Approvato.*)

Il *presidente*: Il rappresentante Ferrari Bravo ha la parola. Io credo che sia sopra un fatto personale.

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Se avessi creduto che le onorevoli parole del rappresentante Tommaseo, relativamente al fatto dello Stefani, in ciò che concerneva l'azione del tribunale criminale, avessero riguardato una censura al tribunale criminale stesso, avrei immediatamente domandato la parola per confutare la sua opinione, e per farmi propugnatore delle necessarie libertà dei tribunali giudiziarii.

Credo però che questo non sia stato lo spirito delle parole del rappresentante Tommaseo, ma che invece egli abbia data la censura alla lentezza delle leggi austriache. Nondimeno, per torre ogni dubbio nel pubblico, e standomi a cuore vivamente l'onore del corpo a cui appartengo, mi sono creduto in dovere, perchè non avevo tutte le necessarie cognizioni, di rivolgermi tosto al presidente del tribunale criminale, affinchè m'informasse dello stato in cui si trova la procedura contro lo Stefani, la quale procedura non fu altrimenti incoata per giudicare le azioni di un morto (perchè la morte estingue ogni indagine, a meno che

non vi sia espressa domanda per qualche oggetto, onde vi si proceda) ma per investigare la condotta degli uccisori.

Il sig. presidente mi fece il favore di dirigermi questa risposta, che mi permetto leggere all'Assemblea, se alcuno non vi si oppone. (*Legge*):

« Signor consigliere!

« Il fatto avvenuto il 30 maggio venne partecipato al tribunale il 31, ed immediatamente si procedette all'ispezione e sezione del cadavere, incamminando pure immediatamente la relativa investigazione, alla quale si dovette procedere anche per via di requisitoria all'autorità militare, locchè naturalmente importò qualche remora indispensabile. Alcune delle requisitorie, scritte all'autorità militare, furono evase; ma manca ancora il riscontro ad interessante Nota 5 giugno p. v. diretta all'Auditorato di guarnigione per l'esame del generale Ulloa, constando da riscontro 7 giugno N. 2777, del predetto Auditorato che l'accennata requisitoria per la sua evasione sia stata rimessa alla competenza dell'Auditorato del primo circondario. La Prefettura centrale d'ordine pubblico, che con Nota 19 del ridetto mese di giugno, era stata interessata ad indicare la dimora di alcuni testimonii importanti, con sua responsiva pervenuta il dì 28, nell'indicare la dimora di quei testimonii, avvertiva che non avea potuto diffidarli a comparire dinanzi questo tribunale, perchè erano occupati nei lavori del Ponte della strada ferrata.

Risulta dagli atti quanto basta per ritenere che Agostino Stefani sia stato sventuratamente ritenuto traditore della patria, quando invece prestavasi ad eseguire un ordine ricevuto dal maggiore Enrico Cosenz, e che sia stato quindi, per un tristissimo equivoco, la vittima del furor popolare.

Lo scopo del tribunale è quello di scoprire gli autori della interfezione dello Stefani, e, per raggiungerlo, le indagini sono lunghe e difficili, avuto specialmente riguardo all'immenso numero di persone che presero parte nel fatto.

Venezia 3 luglio 1849.

« Il suo PELLESIANA. »

Questa risposta credo giustifichi abbastanza la condotta del tribunale, che, come diceva, mi stava a cuore render nota all'Assemblea ed al pubblico.

Il *rappresentante Tommaseo*: Dalla lettera del presidente apparisce che la innocenza dello Stefani è fuori di dubbio, che le inquisizioni del tribunale non versano se non sull'indagine dei colpevoli: l'Assemblea può dunque procedere all'ammenda che è debita alla giustizia.

Quanto alla interpretazione, che il consigliere Ferrari Bravo, onestamente da par suo, dà alle parole mie, certamente egli ha colto nel segno. Aggiungerò alcune parole che ho scritte, perchè sia più esatta l'espressione del mio sentimento. (*Legge*):

Fatto è che una morte violenta è accaduta sopra uomo, qualunque fosse la condizione e vita sua, sospettato di tradimento, il quale fu lapidato a furore di popolo; lapidato per voler distruggere il Ponte; men-

tre l'ingegnere Milani, ch'io non accuso, ma il cui consiglio ognun vede che non ha salvata la patria, quegli che ostinatamente consigliava di non distruggere il Ponte, è tuttavia colonnello. Fatto è che quest'atto, sul qual bisognava che la coscienza pubblica fosse subito rassicurata e diretta, da più d'un mese è lasciato nel buio. Io ne ho chiaramente accagionate le istituzioni austriache, non gli uomini austriacanti, quantunque a me paia che, in cosa sì strettamente attenente alla salute pubblica, i giudici potessero trovar modo di porre più prontamente in aperto la verità, acciocchè il popolo, dalle lentissime lentezze della giustizia togata, non colga pretesto a fare le sue troppo spedite giustizie. E parlando del popolo, intendo di coloro che, ne' momenti dell'ira, se ne fanno interpreti troppo liberi, e troppo violenti ministri. Non è nè vezzo nè piacer mio assalire le intenzioni degli uomini, quando posso incolpare il contagio delle abitudini e la miseria de' tempi. Ma non posso mutare alle cose i nomi e l'essenza, non posso ammirare il tribunal criminale per insolita velocità in questo fatto. Della libertà sua non dubito; solamente ne vorrei l'esercizio alquanto più vivo.

Il *presidente*: Il rapporto della Commissione sulle cose annonarie fu dato alla stamperia, e non potrà essere dispensato ai rappresentanti prima di domani a mezzodi. In conseguenza, la presidenza proporrebbe che non si tenesse seduta domani, ma invece dopo domani a mezzogiorno, per la discussione sopra quel rapporto, e per la presa in considerazione di una proposta, presentata da lungo tempo dal rappresentante Lunghi, di un progetto sui dibattimenti criminali, sulla quale proposta furono dalla Commissione di legislazione preparati alcuni lavori.

La seduta è levata alle ore 4 e 1/4.

ORDINE DEL GIORNO 5 LUGLIO.

Alle ore 12 riunione delle Sezioni per l'esame della proposta Ferrari Bravo sulla legge elettorale.

Seduta pubblica — Ore 4 pom.

1. Discussione intorno alle proposte fatte dalla Commissione per l'Annona.
2. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante Lunghi sui dibattimenti criminali.
3. Deliberazione sul distintivo dei rappresentanti.

4 Luglio.

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

A perpetuare la memoria del valoroso tenentecolonello Rosaroll, che periva il giorno 27 giugno p. p. della morte degli eroi alla difesa del

Ponte della strada ferrata, il generale in capo, assecondando i voti dell'armata, ordina che la nuova batteria sulla prima piazzetta di quel Ponte porti d'ora in poi il nome di *Batteria Rosaroll*.

Il generale in capo, presidente la Commissione militare con pieni poteri, GUGLIELMO PEPE.

4 Luglio.

N. 343.

IL CONSIGLIO DI REGGENZA DELLA BANCA NAZIONALE VENETA

Avvisa

Che resta fissato il giorno di venerdì 6 luglio p. v., alle ore 12 meridiane, per l'abbruciamento nella Loggetta di S. Marco della somma di L. 270,850, derivata in causa estinzione di Vaglia rilasciati dalle Ditte tassate; e ciò col solito intervento del commissario governativo, del podestà di Venezia, di un membro della Camera di commercio, e del presidente della Banca. Subito dopo verrà ammortizzata anche la somma di L. 300,000 di piccole cedole monetate, cambiate con quelle da L. 50 e L. 100.

Il presidente P. F. GIOVANELLI.

Il regg. cass. ANGELO LEVI.

Il regg. seg. GIO. CONTI.

5 Detto.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL 1.^o CIRCONDARIO DI DIFESA
 ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 5 luglio 1849.

Il fuoco nemico, che si rese nella giornata di jeri più gagliardo, era aumentato dalle sue batterie sul lembo della laguna, che, ad onta della grande distanza, avevano ripreso le offese.

La nostra batteria di s. Antonio, principale bersaglio dei suoi colpi, non ne soffriva che lievi danni; e le nostre perdite non meriterebbero menzione, se non fosse stato il doloroso incidente d'una bomba nemica, la quale, cadendo è scoppiando sopra il gran piazzale, colpì pressochè mortalmente il prode capitano d'artiglieria, *Colussi*, e recò nello stesso tempo gravi contusioni al suo collega *Martini* ed al tenente *Vit* dell'artiglieria di marina.

Non ostante il continuo grandinare delle bombe nemiche, la nostra truppa, senza eccezione di sorta, si prestò ai lavori comandati colla massima alacrità e con mirabile sangue freddo.

Il tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

PUBBLICATO PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO
Il Segretario generale
JACOPO ZENNARI.

5 *Luglio.*

N. 138o.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE

DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Il 1.° tenente Adriano Musolo, il 1.° tenente Marco Tardinovich, il tenente Bigatti, appartenenti al 2.° battaglione 1.° reggimento di linea veneto, il 1.° tenente Giuseppe Pastori del battaglione veneto napoletano, ed il capitano del Genio Saibante, vennero messi in disponibilità dalla Commissione militare di guerra e marina, per la loro trascuratezza al servizio, giusta quanto venne rapportato dai loro immediati superiori.

Venezia, 4 luglio 1849.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale
L. SEISMIT DODA.

5 *Detto.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

Il Consiglio straordinario di guerra presso la Commissione militare di guerra e marina con pieni poteri.

Viste le domande di congedo dei primi chirurghi dott. Lorenzo Marzani del fu Lorenzo, dott. Cristoforo Bevilacqua del fu Matteo, e del

secondo chirurgo dott. Mario Loredan del fu Girolamo, tutti e tre addetti alla Marina di guerra;

Viste le risultanze del processo;

Visto il decreto 19 giugno p. p. N. 66 della Commissione militare con pieni poteri:

Ha giudicato:

Essere applicabile per i due primi, cioè per il dott. Marzani e il dott. Bevilacqua, il detto decreto della Commissione militare, e non applicabile per il terzo, cioè per il dott. Loredan;

E quindi:

Doversi dichiarare atto di viltà in faccia al nemico la domanda di congedo dei dottori Lorenzo Marzani e Cristoforo Bevilacqua, ed essere puniti colla pubblicazione dei loro nomi nel presente giudizio.

Il presidente FRANCESCO SAN MARTINO, *colonello.*

Il maggiore auditore Giovanni Dario dott. Manetti.

Vista e confermata, si pubblici e si eseguisca.

La Commissione

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*

GIROLAMO ULLOA.

GIUSEPPE SIRTORI.

FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale

L. SEISMIT DODA.

6 *Luglio.*

N. 281.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE

DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

La Compagnia di fanteria Ungherese viene trasformata in Compagnia di artiglieria con le competenze spettanti al corpo dell'artiglieria terrestre. Il sig. tenente colonnello *Mezzacapo*, ispettore di dell'arma, ne assumerà il comando.

La Commissione

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*

GIROLAMO ULLOA.

GIUSEPPE SIRTORI.

FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale

L. SEISMIT DODA.

6 Luglio.

**ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI
DELLO STATO DI VENEZIA.**

Sessione del 5 luglio 1849.

Presidenza del citt. **LODOVICO PASINI.**

La seduta comincia a ore 4 e 1/4.

Letto il processo verbale, viene approvato.

Il rappresentante *Priuli* sale alla tribuna e legge:

Cittadini rappresentanti!

Se le parole che pronuncierò da questa tribuna saranno franche, io vi prego di accagionarne il mio forte sentire; se la mia voce sarà tremante, io vi scongiuro incolparne la non lieve mia agitazione.

La vostra generosa insistenza ha squarciato un orribile quadro, che da sabato sera mi stava fitto dinanzi gli occhi. Con quel quadro davanti, era languido il mio patriottismo, nullo il mio buon volere, schiava la mia coscienza. Voi usaste verso di me con indulgenza quasi eccessiva, e quella tela squarciossi.

Ripresa ora la calma, presento alla presidenza, ai deputati, e particolarmente all'avvocato Benvenuti ed al Manin, i dovuti atti di grazia, e vi chiedo di accordare perdono alla passata mia resistenza, che sarebbe in oggi una colpa, e direi quasi un delitto. Così potesse la mia voce alta levarsi fino al Governo, ed io il pregherei, per mia parte, distruggere qualunque traccia di quella tremenda scena.

Già il presidente Manin, da questa stessa tribuna, ha compilato di quel tristo avvenimento il processo, ha pronunciato la sentenza, ed ha emessa la più severa condanna, qualificando gli autori tutt'altro che patriotti.

Ora ritorno vostro collega, riprendo la libertà della parola, sicuro che la presidenza ed il Governo sapranno far rispettare, come accennò avanti ieri il presidente Pasini, *l'indipendenza del voto e la libertà della tribuna*. Ed io prometto che non sarò a nessuno secondo nella franchezza del voto; perocchè, fiero mai sempre di questa franchezza e della mia libertà, in qualunque evento, ho sempre liberamente dischiusi i miei sensi. Io vi prometto del pari, che, sempre alieno dalle alte cure ed amante della vita privata, non per ciò mancherò di servire con tutta l'anima e con tutte le mie poche forze il mio paese in quei pubblici rami di amministrazione, che si confanno col mio genio, colle mie inclinazioni, e che sono compatibili colla scarsa mia intelligenza e colla mia non robusta salute.

Cittadini rappresentanti! Queste parole io ripeteva, affinchè sappiassi quanto è forte il mio amore per questa carissima patria, quanto l'anima mia faccia pregio della benevolenza dei miei concittadini, e qual pugnale mi abbia fitto nel cuore chi si attentò di distruggerla. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Nelle Sezioni dell'Assemblea, furono eletti a commissarii per riferire sulla proposta relativa alle nuove elezioni i rappresentanti Calucci, Varè e Pincherle.

I rappresentanti Papadopoli e Canal fanno sapere che, per essere indisposti, non possono assistere alle adunanze.

Si apre la discussione sul rapporto intorno la cosa annonaria. La parola è al rappresentante Varè.

Il *rappresentante Varè*: Io domando la parola sull'insieme del rapporto, o per meglio dire sull'insieme delle sue conclusioni; non per far rimprovero alla Commissione, che ha raccolto in pochissime ore un gran numero di fatti e dimostrò grande studio e grande amore a ciò che doveva fare, con grande imparzialità; ma per la chiarezza della discussione che andasse a succedere.

Osserverò che le conclusioni del rapporto non sono tanto determinatamente formulate, che si possa passare ai voti su di esse in forma di decreto; specialmente la più importante, la *seconda*, quella che deciderebbe della proposta Ferrari-Bravo, ne parla in forma che richiederebbe si può dire altro rapporto, altra Commissione. (*Legge quel brano di rapporto.*)

Io trovo anche che non è stato bene determinato se vogliasi creare una Commissione invece dell'altra Commissione annonaria centrale che esiste, o fare due Commissioni centrali, una subordinata all'altra, e porre così una ruota di più nel sistema, già troppo complicato.

In terzo luogo, io trovo che in queste conclusioni non sarebbe molto chiaramente distinta la questione di massima dalla questione di persone; distinzione che sempre bisogna esattamente conservare, e certo poi conservare accuratissimamente dove ci sono delle recriminazioni e dei lagni, i quali non alle massime, ma alle persone si riferiscono. Perciò, quando si suggerisce all'Assemblea dei rappresentanti di conservare o no la Commissione annonaria, in qualche modo viene fatta confusione, se si possa conservare *una* Commissione, o *quella* Commissione che esiste. Io vorrei che la discussione da premettersi fosse isolatamente sulle massime, e dopo ammesso e stabilito l'ordinamento delle massime, cioè come debba essere fatta l'amministrazione centrale della cosa annonaria e come debbano essere dipendenti le amministrazioni secondarie; allora, ma allora soltanto, si parlasse di persone sulle quali l'Assemblea potrebbe decidersi, o esplicitamente nominandole, o implicitamente accordando o no al potere esecutivo il diritto di nominarle.

In quarto luogo osservo che la proposta del rappresentante Ferrari-Bravo parlerebbe di Commissione a pieni poteri, la qual Commissione a pieni poteri dovrebbe esser preseduta dal capo del potere esecutivo, che aveva già precedentemente pieni poteri. Appoggiando questa proposta, il rapporto, dopo aver detto che a questa Commissione si darebbero pieni poteri, vorrebbe che l'Assemblea legasse le mani a questa nuova Commissione da nominarsi e le traccerebbe la via. Per esempio, se la Commissione a pieni poteri che si stabilisse, credesse necessario di non instabilire sull'introduzione di tutti i viveri premio alcuno, opinando che, per esempio, l'alto prezzo dei vini sia incentivo bastante a fare

che del vino quanto possa venire, venga, e che non occorra aggiungere un premio il quale non altererebbe di gran lunga il prezzo: se la Commissione a pieni poteri non credesse chiamare a notifica le provviste per otto o dieci giorni, che avessero le famiglie, ed entrare così nelle pareti interne delle famiglie senza assoluto bisogno, perchè *il governar troppo somiglia moltissimo al governar male*: se la Commissione a pieni poteri non avesse queste opinioni, nascerebbe un conflitto. E noi, abbiamo o no fiducia in questa che andiamo a nominare oggi? Ma l'accordare illimitata fiducia e il destinare pieni poteri, e poi legare le mani e tracciare una strada determinata, non sarebbe che una contraddizione.

Ciò premesso, e vista anche l'opportunità che il potere esecutivo, in momenti del più grave pericolo e delle più gravi stringenze, sia il più possibile concentrato, dopo che noi già abbiamo sottratto alla pienezza dei poteri dati ad un capo solo, pochi giorni fa, tutta la parte che si riferisce al militare (e credo abbiamo fatto benissimo); se oggi noi andiamo a sottrarre altra parte importantissima, facciamo certamente un potere esecutivo così smembrato che la cosa pubblica, invece d'andare sollecitamente, andrà certo più in lungo.

Per questo avea domandata la parola prima della discussione parziale; proponendo che il rapporto della Commissione (che contiene l'esposizione molto accurata di moltissimi fatti e di moltissimi desiderii reali, che certo erano in parte fondati e giusti del popolo, siccome risulta dalle accurate indagini della Commissione), invece di dar luogo alle otto deliberazioni proposte dalla Commissione, desse luogo ad una deliberazione sommaria; che, si passasse il rapporto, come espressione di molti bisogni e molti desiderii del popolo, al potere esecutivo, invitandolo a provvedere.

Nello stesso tempo, l'Assemblea destinerebbe alcuni dei propri membri a cooperare col Governo, perchè provvedimenti vengano presi pronti, energici, radicali; ma senza legare ad ogni momento l'azione dei poteri.

Sotto questo punto di vista, io vengo a proporre le due deliberazioni seguenti:

1. L'Assemblea rimette al capo del potere esecutivo il rapporto della Commissione, fidando ch'egli prenderà sull'importantissimo argomento dell'annona tutti quei pronti e radicali provvedimenti che valgano a soddisfare i bisogni ed i giusti desiderii del popolo;

2. Nomina una Commissione di cinque suoi membri, incaricati di sorvegliare l'operato di tutti gli uffici esecutivi sull'annona, di studiare assiduamente tutti gli oggetti relativi, e di rappresentare al Governo ogni disordine che le risultasse, ed ogni provvedimento che reputasse opportuno.

È ben inteso, per parte mia, che quando domando al potere esecutivo che prenda pronti, energici, radicali provvedimenti, non intendo solamente sulle cose e sull'ordinamento, ma sì anche sulle persone, in quanto che questo fosse nostro giusto desiderio.

Il *presidente*: Il rappresentante Pesaro ha la parola.

Il *rappresentante Pesaro*: Egli è con molta esitazione che io monto

a questa tribuna per discutere sul rapporto della vostra Commissione: sia perchè ho pochissima abitudine di parlare al pubblico, sia perchè si tratta d'argomento grave assai e delicato, sul quale l'esperienza prova che in tutti i luoghi, in tutti i tempi, in circostanze analoghe alle nostre, il popolo e la stampa si sono occupati sempre con una certa passione: passione, ch'è giustificata dalla gravità ed importanza dell'argomento medesimo.

Ed io, avendo avuto in questi ultimi tre o quattro mesi molte volte contatto colla Commissione annonaria, ed avendo presa conoscenza di molte doglianze, che contro di essa si movevano, mi sarei altamente sorpreso della contraddizione che esisteva fra i varii reclami, i quali molte volte partivano da principii e tendevano a scopi totalmente diversi, se appunto l'esperienza non dimostrasse come sia sempre difficile il soddisfare negli oggetti annonarii a tutti i desiderii, come sia difficile conciliare insieme i tanti opposti interessi dei produttori, dei negozianti all'ingrosso, dei negozianti al minuto, e dei consumatori; e quanto sia difficile l'ottenere su questo argomento la piena adesione dell'opinione pubblica, considerando specialmente che quasi tutti ne parlano e ne giudicano, tanto quelli che conoscono i fatti, come quelli che non li conoscono; tanto quelli i quali, conoscendoli, li giudicano esattamente, come quelli che, pur conoscendoli, ne traggono le più erronee conseguenze.

Io non vengo qui a fare l'apologia della Commissione centrale; io non vengo a dire che, nei quattordici lunghi mesi della sua gestione, essa non abbia mai commesso errori: non dirò neppure che non abbia mai ingiustamente rigettato qualche richiamo; ma dirò che bisogna far grande distinzione tra le massime generali e i dettagli, ossia tra le massime e la pratica applicazione delle medesime. Quanto ai dettagli, la responsabilità certamente pesa tutta sulla Commissione centrale, che aveva pieni poteri per la esecuzione; ma in quanto alle massime generali, il Governo deve dichiarare lealmente che queste erano state da lui pienamente approvate; il quale Governo, come voi ben sapete, era costituito così: dal 22 marzo all'11 agosto era composto di varii ministri, ognuno dei quali rispondea del fatto proprio; dall'11 agosto in poi il presidente del Governo aveva pieni poteri; il referato sull'annona apparteneva ad un Comitato di finanza, del quale io non faceva parte, avendo solamente uno speciale referato sopra gli affari della Banca nazionale, sui prestiti e simili; ma di cui pure faceva parte il rappresentante Malfatti, uno dei membri della Commissione che fece il rapporto, sul quale ora discutiamo. Dal 10 marzo in poi, il Governo fu suddiviso in varii Dipartimenti, ed io ebbi il referato di quanto riguardava l'annona; e quantunque le doglianze che si fanno, si riferiscano più specialmente, e dirò anzi esclusivamente, a fatti precedenti al 10 marzo, od a fatti che nel 10 marzo erano, per così dire, irreparabili, non dispiacerà a nessuno, io credo, che dilucidi qui alcuni fatti, i quali serviranno a completare la prova che il Governo ha fatto quanto umanamente era possibile in quelle date circostanze, per migliorare ed aumentare l'approvvigionamento di questa città. Questa discussione forse sarebbe stata risparmiata, se la vostra Commissione, nella grande urgenza del momento, avesse avuto il tempo materiale d'interpellare il

Governo sopra alcuni fatti, che le sono rimasti ignoti, e non fosse stata costretta dalla necessità, di giudicare in alcuni casi sulle prime impressioni, mentre ella medesima confessa che l'argomento aveva bisogno di lunghi studii e di matura riflessione. La questione, come era stata posta il primo giorno, era assai semplice e netta. Era stato detto: *il pane da per tutto o quasi per tutto è cattivo*: a questo inconveniente bisogna riparare. Questo inconveniente poteva dipendere da due cause: o dalla cattiva qualità della farina, o dal cattivo sistema di panificazione, o da ambedue queste cause. L'indagarle, il prendere subito energici ed efficaci provvedimenti, ecco qual era il primo, l'urgente dovere dell'Assemblea in quello stesso giorno. Al contrario, avendosi voluto contemporaneamente fare inchieste sul passato e provvedere all'avvenire, abbiamo, per fare più presto, perduto più tempo.

Affrettiamone oggi almeno la discussione.

Qual è, o signori, il problema, che si dà risolvere a tutte le Commissioni annonarie, passate, presenti e future? Il problema è questo: procurare che in un paese assediato vi sia la maggior quantità possibile di provvigioni, al miglior prezzo possibile, della miglior qualità possibile.

Studiate tutti i reclami, che furono fatti contro l'attuale Commissione annonaria, e troverete che sempre si riferiscono ad uno di questi tre elementi, *qualità, quantità, prezzo*, o a due di essi, o talvolta a tutti tre insieme.

Però il problema così posto è insolubile. Lo dimostrano tale la logica e la scienza; e lo provo facilmente. Ogni qualvolta violentemente si fissano prezzi bassi, necessariamente il commercio d'importazione è scoraggiato. Ogni qualvolta si tolgono dal consumo tutti gli oggetti di qualità inferiore, quantunque salubri, naturalmente gli approvvigionamenti durano un tempo minore. Al contrario, quando i prezzi sono alti, allora il contrabbando e il commercio regolare portano l'abbondanza, i privati mettono mano alle loro scorte, e diminuisce il consumo generale. Gli stessi vantaggi si ottengono, mettendo in consumo anche gli alimenti di qualità inferiore. In conseguenza, debbo dirlo, bisogna scegliere dei due partiti l'uno: o aumentare, direi quasi, le sofferenze, prolungando la durata dei viveri, o lasciare che i viveri durino meno e diminuire le sofferenze.

In questo modo, io vi ho provato che il problema così posto era insolubile, od almeno vi avrò provato che era di una soluzione assai difficile. Dovete dunque ammettere che la Commissione annonaria ha lottato contro gravi difficoltà. Però, nel nostro caso, vi erano molte altre speciali difficoltà che meritano particolare riguardo.

Per esempio: il giorno stesso in cui (nel maggio 1848) fu istituita la Commissione annonaria, in quello stesso giorno era stato stabilito un calmere sulle farine; un mese prima era stata proibita l'esportazione delle granaglie. Il proibire l'esportazione dei grani in aprile 1848 era assai ragionevole e giusto, perchè avevamo l'imminente pericolo di un blocco; ma è innegabile, e tutti sanno, che il commercio manda i suoi generi là solamente dove è libero di ritirarli a suo piacere. E se questa misura, giusta nel caso concreto ed accidentale, assicurava in qualche

modo al paese i generi che vi esistevano, portava però necessariamente l'effetto di scoraggiare le introduzioni nuove. Infatti, se esaminate da quell'epoca in poi, troverete che le importazioni dei grani per conto dei privati furono minime.

Eguualmente il calmiera sarà stato forse una misura necessaria in quel momento di agitazione; ma è certo che il calmiera porta l'effetto che il commercio dei grani essendo inceppato, le importazioni diminuiscono.

Bisogna essere convinti del fatto che là solamente è abbondanza dove il commercio è libero, e che tuttociò che incatena il commercio produce carestia. Volete vederne una prova? Alcuni nostri concittadini, negozianti e proprietari di terre nelle provincie vicine, avrebbero assai facilmente allora fatto portare le loro granaglie in Venezia, per garantirle da ogni pericolo; ma dovettero preferire un pericolo lontano ed incerto, al danno certo di vendere qui i loro generi a prezzo minore di quello che valevano in terraferma; ad un prezzo ch'era determinato, più che dalle circostanze generali del commercio, dalle circostanze locali del paese. (*Mormorio.*)

La Commissione annonaria non poteva e non doveva togliere il divieto dell'esportazione, nè modificare la legge del calmiera. Per togliere il divieto dell'esportazione, bisogna lasciar tempo al commercio di avviarsi; per togliere il calmiera, bisogna aspettare un momento di abbondanza e di perfetta pubblica tranquillità. Io dico dunque che fu opportuno di conservare le due leggi; ma solamente osservo che l'approvvigionamento generale del paese fu impedito in qualche modo da esse.

Un'altra circostanza notevole era questa. Non la sola Venezia nell'anno scorso era agitata, tutta l'Europa lo era; e quando vi è rivoluzione e guerra, naturalmente nasce una stagnazione in tutti gli affari commerciali ed una conseguente minore quantità di cambiali in commercio. E siccome il commercio di Venezia si fa tutto con l'estero, perchè Venezia non produce nulla, così per approvvigionarsi ha bisogno o di esportare danaro, o di rinvenire cambiali.

Il fatto è che tanto scarseggiavano queste cambiali per l'estero, che gradatamente aumentarono i cambi ad un limite veramente straordinario, e da questo conseguiva una maggior carestia e si accresceva nel tempo stesso la difficoltà d'importare generi in Venezia.

Inoltre, era stata impedita anche l'esportazione del danaro effettivo, di maniera che non avevamo cambiali per provvederci all'estero, ed avevamo l'impossibilità legale di portare danaro all'estero. Di modo che non restava altro che un commercio di permuta. Da ciò nacquero ben tosto nuove e grandi difficoltà, perchè fu necessario studiare quali fossero le merci esistenti in Venezia, alle quali si potesse senza pericolo e senza danno rinunziare. Di quelle stesse merci, che erano pur necessarie per Venezia, bisognava fare un calcolo, e domandare quanto deposito si dovesse conservare intatto, quale quantità ne occorresse, per quanti mesi. Da questa origine sorsero varie doglianze, in quanto che molti volevano che si aumentasse d'assai l'esportazione, calcolando il tempo della resistenza e del blocco più breve, e considerando che, au-

mentata l'esportazione, più facilmente si sarebbero introdotti altri generi. Molti invece volevano che questa esportazione fosse assolutamente proibita, per paura che i generi alla fine mancassero. Di maniera che la Commissione annonaria doveva continuamente lottare colle opposte esigenze di quelli che volevano l'esportazione, e di quelli che volevano impedirli o ridurla a minime proporzioni. Però, a queste difficoltà si aggiungeva un'altra assai più grave, quella della carta monetata. Voi sapete che dal mese di ottobre abbiamo cominciato a non aver in circolazione se non se carta monetata. Ben presto cominciò il disaggio sulla carta; il disaggio necessariamente fece sparire dal commercio tutto il denaro effettivo, e portò un inevitabile incarimento di tutti i generi. La difficoltà di trovare denaro effettivo e di fare commercio all'estero mediante cambiali, produsse in conseguenza, e produce un blocco che direi artificiale, e ch'è irremediabile, perchè prodotto dalla carta monetata. Perciò abbiamo tentato più volte di porvi riparo, e si potrebbe raccogliere un volume delle note scritte dal Governo di Venezia a tutti i Governi italiani, per ottenere che la nostra carta avesse in qualche modo circolazione anche fuori; ma in nessun luogo questo ci è riuscito.

Interrogate tutti quelli che sono negli affari, ed essi vi diranno quanto ostacolo abbia recato all'approvvigionamento la carta monetata e la difficoltà di trovare cambiali per l'estero. Un altro imbarazzo grave e particolare di Venezia era il difetto di mulini. Fu detto della Commissione che abbia ritardato a porvi riparo, e sopra di ciò la Commissione centrale presentò una memoria, in cui si giustifica. Ad ogni modo, costò grande fatica il rimediare a questo inconveniente, a cui fu a quest'ora, per quanto era possibile, già riparato.

Un'altra difficoltà gravissima, contro la quale abbiamo lottato, fu il cambiamento impreveduto delle circostanze, in conseguenza degli avvenimenti politici, in quanto che nessuno avrebbe potuto immaginarsi che gli avvenimenti prendessero quella piega; nessuno avrebbe creduto in marzo, quando abbiamo salutato con tanta gioia il grido di guerra, che le cose avessero dovuto finire così. Ognuno avrebbe potuto pensare che, dal lato di terra, la guerra potesse esser incerta; ma che, dal lato di mare, la flotta sarda da un momento all'altro scomparisse, e l'austriaca, lungi dal rimanere appiattata in Pola, ci facesse un blocco così rigoroso, nessuno certamente lo avrebbe preveduto. Io non dico che questo fosse stato impossibile, tanto è vero che è avvenuto; ma dico che era improbabile, ed i governi devono regolare la loro condotta più sulla probabilità degli avvenimenti che sulla semplice loro possibilità.

Non ostante, per facilitare in qualche modo la importazione, ad onta delle difficoltà della carta monetata, il Governo e la Commissione annonaria avevano pur fatto qualche cosa. Imperocchè il Governo aveva cominciato intanto dal fare un appello alla carità patria dei cittadini, perchè cambiassero la carta in denaro. A questo appello risposero con molta generosità, perchè oltre 500,000 lire furono raccolte, mediante il solo compenso del 5 per 100, a cui alcuni anche rinunziarono.

A questa somma, il Governo aggiunse presso a poco altrettanto,

micchè un milione circa fu distribuito a quelli che importavano viveri, specialmente dalla Romagna.

Certamente, il Governo non avrebbe mancato di fare per suo conto molti ulteriori acquisti di grani, se avesse avuto materialmente modo di provvedersi di denaro effettivo.

Ma sapete quante crudeli delusioni ebbe a soffrire il Governo.

La Romagna, che ha un forte debito verso di noi, aveva promesso di mandarci 100,000 scudi, e non ne mandò che 30,000 in carta moneta. Questi furono tutti distribuiti dalla Commissione annonaria a quelli, che portarono farine e bovi dalla Romagna.

Il Piemonte, che ci aveva promesso 600,000 lire al mese, da gennaio in poi, non ne spedì che 200,000, e siccome eravamo creditori di 135,000, spese nel ristauo dei suoi bastimenti, si può considerare come nullo il sussidio avuto da quella parte.

Genova aveva promesso un milione in effettivo, e pur quello ci mancò.

Cosicchè, abbandonati da tutti, noi abbiamo lottato, si può dire, senza mezzi contro difficoltà le più gravi. Però, anche per la circostanza dei cambi, che la Commissione annonaria offeriva a quelli, che importarono viveri, nascevano naturalmente molte querele, perchè molti necessariamente ne rimanevano esclusi. Ma quelli, i quali credono che in questi ultimi mesi non sieno entrati molti viveri in Venezia, si convincerebbero ben facilmente del contrario, esaminando i molti reclami di coloro, che non poterono essere esauditi nelle loro domande di cambio, non per mancanza di buona volontà, ma per fisica impossibilità di soddisfarle.

Il risultato però di tutti questi fatti fu questo, che al principio del blocco, vale a dire nell'aprile 1848, avevamo in Venezia lo stesso approvvigionamento che in aprile del corrente anno: fatto questo di grande importanza, che sparge molta luce sulla condotta della Commissione annonaria, essendo pur qualche cosa il conservare, dopo tanti mesi e ad onta di tante difficoltà, intatto il deposito. E questo fu ottenuto, impedendo ai proprietarii dei grani di macinarli, affinchè tutte le farine, che si consumassero, dovessero essere importate dall'estero senza pregiudizio del deposito.

Questo fatto stesso però fu cagione di molte e giuste querele, perchè i proprietarii dei grani dicevano: voi mi obbligate a non esportare la mia merce, a tenere infruttuosi i miei capitali, a conservare a mie spese questi generi, a lasciarli deperire.

Pure, ad onta di tutte queste querele, il Governo insistette ed ottenne il bellissimo risultato di avere in città dopo tanti mesi, la stessa quantità di grano, che vi si trovava in principio della guerra.

Di più, per taluni oggetti importati, sia per la via di mare, come dalla terraferma, si diedero premii, e si tolsero tutti i dazii anche di uscita, aprendo l'adito a un grande commercio colla terraferma di zucchero, caffè, manifatture e simili, ed offrendo così ai contrabbandieri un grandissimo lucro.

Inoltre si vendettero sigari, con ribasso notevole, a tutti quelli che

portavano generi dalla terraferma, ottenendo in tal modo il doppio vantaggio di vendere le nostre merci, e di offrire un'occasione facile di spendere la carta monetata al pari.

In qualche modo, nel rapporto della Commissione è detto che si poteva approvvigionare di più la città.

Quanto ai privati, era impossibile, come abbiamo detto, fare di più. Per quanto riguarda il Governo, è facile la risposta.

Il Governo, quando aveva denaro, in aprile 1848, ha acquistato subito oltre 65,000 staia di grano, colle quali, non solo provvide al bisogno delle truppe in tutto questo tempo, ma ne possedeva, nel giorno 16 giugno 1849, una quantità che corrispondeva ad oltre due terzi del deposito generale, e della migliore qualità.

Successivamente, non fu più possibile fare nuovi acquisti, perchè il Governo non aveva più denaro effettivo, ma solamente carta monetata.

Ora tutti comprenderanno che, volendo cambiare alla Borsa una grande somma di carta monetata, se pure ciò fosse stato possibile, ne sarebbe conseguito un così forte disaggio che i prezzi di tutte le merci sarebbero sull'istante enormemente aumentati, e la perturbazione nei cambi e nel commercio sarebbe stata così grande, che il danno avrebbe di gran lunga superato il vantaggio.

Dietro queste osservazioni generali, pregherò uno dei segretarii di leggere una nota della Commissione annunziata, in risposta ad una delle osservazioni contenute nel rapporto.

Il segretario legge quanto appresso :

Ritardo nell'erezione de' mulini.

« Sino dal maggio 1848, la Commissione spedì apposito incaricato a Padova ed a Treviso per acquistare quante pietre da macina si potessero ivi rinvenire, ed alcune ne vennero infatti tradotte a Venezia. Immediatamente dopo la presa di Vicenza, la Commissione, col mezzo dell'ingegnere Milesi e del Municipio, ordinò a Milano l'acquisto di altre mole da macina, che non poterono essere spedite a Venezia perchè frattanto gli Austriaci avevano occupate le sponde del Po. Se ne curò allora l'acquisto a Sinigaglia, e s'incaricò persona apposita di comperarne il maggior numero possibile; con questo mezzo si ottenne il compimento del numero delle mole necessarie per ventitrè macine attivate alla Strada ferrata. Con queste, e col mulino a S. Girolamo, si vedeva provveduto allo stretto bisogno della popolazione; ma di più si erano fatte esaminare dall'ingegnere Meduna tutte le pietre da macina qui esistenti, e di cui erasi ordinata la notifica sino dal giorno 26 giugno 1848, e si calcolava di approfittarne in caso di necessità, specialmente di quelle di ragione del sig. Bigaglia, che infatti ora si stanno adattando alla Fabbrica tabacchi. Di più, si cercò sempre di eccitare la costruzione di mulini a mano nei comuni esterni, e lo si fece, non solo con parole, e con iscritti esistenti negli atti d'Ufficio, ma con essere difficili nell'aderire alle domande di esportare farine per quei comuni. A merito di questo sistema e di questi eccitamenti, esistono in Chioggia e Pellestrina

tauti mulini a mano che suppliscono del tutto alla macina delle farine gialle necessarie per quei paesi, ove se ne fa molto consumo. La Commissione poi sempre si adoperò a tentare il mezzo di far venire altre mole; ed appena conosciuti i rovesci di Novara, spedì immediatamente l'ingegnere Meduna in Romagna, con ordine di cercarne a qualunque patto e qui farne tradurre la maggior quantità possibile. Si prestò egli con tutta alacrità, ed alla metà di aprile erano giunte in Venezia delle pietre da macina, unite alle quali altre che quivi eransi rinvenute si composero quindici coppie di pietre. Si diede tosto mano alla costruzione dei relativi mulini, incaricandosi del progetto, direzione e sorveglianza dei lavori gl'ingegneri Milesi, Cappelletti, Meduna, Collalto; ed i sigg. Minotto e Pincherle. Si requisì la macchina d'asfalto alla Giudecca, per avere la necessaria forza motrice onde animare otto mulini; si chiese e si ottenne il piccolo cavafango capace di altri quattro; si chiese pure il grande cavafango, ma il tempo troppo lungo che occorreva per applicarlo a questo nuovo uso, ne fece abbandonare l'idea. Si requisì quindi la macchina fissa, denominata *Co. Spaur*, onde collocarla alla Strada ferrata per animare altri tre mulini che civanzavano, ed altri cinque da costruirsi colle pietre Bigaglia. Così si dovevano avere in complesso 20 mulini, che, aggiunti ai 23 prima esistenti, facevano ascender a 43 il numero dei mulini a vapore esistenti in Venezia, oltre quello di S. Girolamo.

« Gl'ingegneri, incaricati dell'esecuzione di questi lavori, avevano assicurato che sarebbero tutti compiuti in pochi giorni, ed a perfezione: invece i mulini alla macchina d'asfalto non furono attivati che il giorno 16 giugno p. p.; il cavafango, benchè attivato da molti giorni, non dà quasi nessun prodotto, perchè sempre vi avvengono interruzioni; per la macchina fissa occorrerà ancora, secondo il rapporto della Commissione, circa un mese, tanto più che, attesa l'attuale condizione della città, devesi trasportare essa pure alla Giudecca.

« Quanto la Commissione abbia cercato di affrettare la fine di questi lavori, può più d'ogni altro accertarlo il cittadino Pincherle, che pure vi si prestò con tutto l'impegno, ma era impossibile fare di più. La Commissione incaricò pure l'ingegnere Meduna di nuovi studii pei mulini a mano, e cessò poi dall'ingerirsi su questo argomento della costruzione dei mulini, allorchè venne istituita dal Governo un'apposita Commissione ai mulini, cioè alla fine di maggio. Questa pure si adoperò per costruire mulini a mano, parte da collocarsi nelle Case d'industria e di correzione, e nel Bagnò, parte da cedersi ai privati; e dispose che le mole Bigaglia fossero collocate alla Fabbrica dei tabacchi: ma sino ad ora dai primi non si potevano ottenere certi risultati, e le seconde non sono ancora in attività.

« In conclusione: sino al giorno 16 giugno, non si ebbero altri mulini, se non quelli ch'erano stati disposti dalla Commissione sino dall'anno scorso, e non si potè approfittare delle mole Bigaglia, sulle quali la Commissione stessa aveva calcolato pel caso di necessità; dal 16 giugno in poi, si aggiunsero a questi i mulini della Giudecca e del cavafango, danti un medio prodotto sino ad ora di circa 70 staia al giorno,

attivati mercè le disposizioni emesse dalla Commissione, tosto conosciuta la probabilità di un blocco. Sono ancora inattive tre coppie delle mole qui pervenute per le cure della Commissione; sono inattive le mole Bigaglia; tutte le lusinghe della Commissione, fondate sull'assicurazione degli uomini d'arte, vennero deluse; nessun effetto potevasi ancora ottenere dai provvedimenti emessi dalla nuova Commissione ai mulini: eppure, tanto pel pane quanto per le farine gialle, venne sempre, e prima e dopo il 16 giugno, provveduto ai *reali* bisogni della popolazione, meno qualche strettezza affatto momentanea, dipendente o dal caso, o dal desiderio di taluni di provvedersi di più che pel bisogno giornaliero, o, finalmente, da qualche meno opportuna disposizione non già della Commissione, ma d'altri. »

Il *rappresentante Giordani (Legge)*: Nè quanto disse il precedente oratore, nè il rapporto della Commissione incaricata a versare sulla mia ed altre proposizioni, acquieta l'animo mio nè l'altrui può acquietare, e meno ispirare nel popolo paziente quella fiducia che attende da fatti dimostrativi, da robuste immediate disposizioni, e da persone dalle quali possa sperare un più soddisfacente risultamento di quello che abbia fino ad ora ottenuto.

Persisterò nondimeno nel primo sistema di discrezione, abborrendo di personalizzare. Mi è però necessario di osservare che le stesse parziali mancanze, che non poterono sfuggire alla lealtà del rapporto, sono tali che, se anche funeste non avessimo a considerarle per il molto più che la Commissione annonaria avrebbe potuto fare, e per il molto che non avrebbe dovuto omettere, giustificano la pubblica e popolare e intellettuale disapprovazione verso la Commissione suddetta.

Non dobbiamo illuderci: quando si tratta d'interessi, che nella parte più viva toccano individualmente il popolo di ogni classe, qual è appunto l'annona, la prima fiducia bisogna attenderla dalla opinione pubblica sui membri addetti a così laborioso ed importantissimo ufficio.

Cospicue, integerrime, conoscitrici pur anco de' varii articoli di vetovaglia, ravviso negli individui che compongono attualmente l'Ufficio centrale; ma ritengo bensì idonee queste loro qualità nei casi ordinarii, ma non le ritengo tali, e lo dimostra l'esperienza, nei casi eccezionali soltanto.

Questo mio sentire fu prevenuto dall'Assemblea colla nomina di una Commissione militare a pieni poteri, senza però in alcuna guisa offendere la delicatezza di chi ne aveva avuto fino a quel momento l'incarico; chè anzi li vediamo con vera compiacenza valutati nel consiglio e nella operosità della straordinaria Commissione.

Non mi si potrà negare certamente che due mezzi di offesa e di pericolo d'allontanare ci presenti l'ostinato nemico; quello dell'assedio, e fu provveduto, e tutto di si provvede per difendersi a qualunque costo, come i rappresentanti del popolo ad unanimità hanno deliberato e promesso; l'altro del blocco terrestre e marittimo, e senza mancare alla deliberazione ed all'impegno contratto con la patria, e può dirsi con tutte le altre nazioni, vi si deve in pari guisa straordinariamente provvedere.

Egli è a tale oggetto urgentissimo che, senza deplorare le giornate decorse dalla mia mozione, confortato anzi dal conoscere nell'insieme del rapporto vieppiù incalzante la necessità di provvedere, dirò che in questi supremi momenti è necessario provvedere con quella positività e robustezza, cui si mancò per l'avanti. A questo futuro scopo specialmente fu rivolta la mia mozione di sabato. Non lo vedo raggiunto dal rapporto e dalla proposizione della Commissione. — Non è più tempo di mezze misure, nè di riguardi personali.

Convien cominciare dal sapere con certezza ciò che resta di enti di ogni specie di alimento appresso chiunque. Bisogna riconoscere il numero di quelli da alimentarsi. Allora solo si avrà il quoto individuale di alimento comportabile colla salute e colla resistenza, e per quanto tempo. All'azzardo ned alla infedeltà di private dichiarazioni non si devono abbandonare gli estremi destini della patria.

A subordinato mio parere, senza l'innesto della finanza nel magazzino, non si riparano i fatali ognora più crescenti disordini, che angariano la popolazione, possono compromettere il buon ordine, e rendere pericolante la difesa di una città assediata e bloccata. Coll'ingiusto ed arbitrario degrado della carta immancabilmente garantita, i venditori di magazzini operano un monopolio sopra i rivenditori in dettaglio, e questi, non solo si riscattano di quello ad essi imposto da' primi, ma vi aggiungono il loro proprio senza misura, a peso enorme dei compratori al minuto. Prudenza esige di non connotare persone, ma molte botteghe simulatamente sfornite tengono in altri luoghi di che rinfrancarsi e si rinfrancano alla spicciolata maliziosamente, o per negare talvolta di averne, o per giustificare l'estrema e saltuaria alterazione dei prezzi.

Tolga il cielo che io proponga di fiscare alcun che ad alcuno nè di privati, nè di negozianti. Bensì per conto del Governo dovrà tenersi il tutto disponibile, e lo si pagherà, di volta in volta che si dispone, in moneta corrente, con un lecito commisurato vantaggio pel proprietario del genere, che poscia si rivenderà ai dettagliati contro pagamento di volta in volta con pari moneta corrente, e con lecito commisurato vantaggio verso di loro. Per questo solo mezzo potrà impedirsi il mercimonio, e raggiungere senza ingiustizia a quella positività di esistenza di vettovaglie e di tempo, che nell'attuale nostra condizione rendesi indispensabile.

Ad esecuzione pronta, severa, diligente e giusta di tali provvedimenti, mi associo al rapporto che propone una Commissione, ma non in quella parte che vuole la vecchia serbata; e sostengo essere necessaria la creazione di una nuova Commissione annonaria, cui sia presidente Manin, salve sempre le Commissioni speciali, la quale, con pieni poteri in questa parte, si aggiunga all'altra Commissione militare di difesa a pieni poteri, senza però che l'una si meschi nella giurisdizione dell'altra, ma si prestino vicendevole mano forte per l'adempimento delle analoghe operazioni rese necessarie nella imperiosità delle circostanze.

Sembrami che il precedente oratore voglia la Commissione giustificata per quello che finora operò sull'annona dal principio; che il monopolio, cioè, in questi casi eccezionali sia utile per racchiudere e con-

servare le vettovaglie e quindi impedirne lo scialacquo e prolungare il più possibile la penuria, e quindi la mancanza dei mezzi di sussistenza.

Io non entro nella discussione e meno nella soluzione di siffatto gravissimo problema, che sarebbe di pubblica economia; e che, quando pur prevalesses l'idea del monopolio, sarebbe stato d'uopo temperarlo con opportune disposizioni, le quali non lo abbandonassero a sole mani e avidità private, ma contemporaneamente lo neutralizzassero con quei pubblici provvedimenti, che sotto altri governi, non solo in simili circostanze, ma in altre ancora meno stringenti, furono adottati, o con acquisti e depositi per conto erariale, o con premi d'introduzione, o finalmente con quella positività di riscontri effettivi, che affacciassero una esistenza notoria di vettovaglie, e bilanciassero la ignota ed arcana degli speculatori monopolisti.

Intempestiva però sarebbe in adesso e dolorosa soltanto la investigazione del passato, atteso che il paese trovasi in tali stringenze da dover conoscere cosa siavi di che vivere per poter valutare quella distribuzione che prolunghi possibilmente la sussistenza, e quindi la difesa della città assediata e bloccata e della sua indipendenza.

A questi due scopi mirava essenzialmente la proposizione, che ho creduto di mia coscienza, e come uomo e come cittadino, di assoggettare ai voli bene ponderati di quest'Assemblea, che ogni dì più rendesi responsabile verso il buono ed intelligente popolo che rappresenta.

La prima parte della mia proposizione si dirige ad una conoscenza di fatto che va ad essere quasi immutabile, dacchè poco ormai viene introdotto nella severità del blocco terrestre e marittimo.

A cogliere il frutto di questa prima parte, si potrebbe premettere dalla Commissione, che propongo d'istituire, la diffida a ciascheduno di dichiarare ciò che trovasi ad avere, sotto la comminatoria che se nell'incontro che si facesse, fosse rinvenuta alcuna maliziosa occultazione, s'incorrerebbe in una colpa punibile secondo il rigore delle leggi militari.

La seconda parte della mia proposizione mira ad impedire lo scialacquo, che pur troppo finora ebbe luogo, specialmente riguardo al vino, ed imporre una giudiziosa e necessaria temperanza: basta in questo stato di cose vivere, e vivere sani. Un tale scopo però non si può raggiungere se non se dietro la cognizione positiva di tutto quello che esiste, e della popolazione che ne abbisogna.

Appunto per ciò ritengo necessaria la durezza delle Commissioni di circondario, la prima cura delle quali dovrà essere di riconoscere ed il numero dei venditori in dettaglio, ed il numero dei consumatori, per potere ai primi distribuire i viveri, ed ai secondi nella rivendita imporre, secondo i loro mezzi e la loro condizione, un limite conveniente.

Non posso a meno, per ultimo, di toccare una conseguenza, che non è dell'immediato mio proponimento annorario, ma che pure va a riflettere a migliorare l'insieme dell'attuale e futura nostra condizione finanziaria.

Viene per tal modo impedito l'abuso di ogni aggio qualunque della carta monetata nello smercio dei commestibili, poichè la stessa re-

gola, che nella disposizione e pagamento dei generi sarà per tenere la Commissione coi proprietari dei generi e coi dettaglisti, si dovrà conservare nella rivendita verso i consumatori, salvo quell'equo riguardo, che assicuri ed ai primi ed ai secondi un lecito differenziale profitto.

Il rappresentante *Minotto*: La Commissione nominata da quest'Assemblea, non aveva per oggetto di occuparsi dell'annona interamente, ma di occuparsi di ciò che da alcuni rappresentanti, relativamente all'annona, era stato proposto.

Molte cose sono state dette a questa tribuna, e, per quanto mi sia studiato tener dietro alla discussione, vorrà certo l'Assemblea compatirmi, se non mi si affacciano tutte alla mente coll'ordine che desidererei. Parlerò quindi dietro le poche note che fatto mi sono.

La vostra Commissione avrebbe vivamente desiderato di pensare ai bisogni presenti ed a quelli avvenire, senza farsi a riandare sul passato. Poco fa il rappresentante *Giordani* egregiamente avvertiva che questa investigazione del passato pareva a lui pernicioso; ma osservo che fu la proposta del rappresentante *Giordani*, che ha costretta la Commissione a queste indagini.

Infatti, egli, nella sua proposta, domanda un esame di tutte le operazioni della Commissione centrale, fatte anche col soccorso e coi lumi delle Commissioni parziali, per conoscere se e quali sieno state pregiudizievoli gravemente, e suscettibili di censura dal canto dell'autorità competente. Questa fu la ragione per cui la Commissione fece le indagini, le quali, però, la Commissione non fece avventatamente; ha cercato invece, in tutti i modi possibili, scoprire il vero, e lo avrebbe fatto per via del Governo, se, come il rappresentante *Pesaro* avvertì, la strettezza del tempo non lo avesse assolutamente impedito.

Dirò di più, che i lumi avuti dalla stessa Commissione annona, in quanto che riferivansi a molti decreti o lettere governative, parve forse alla Commissione potessero a sufficienza mostrare quale stata fosse la condotta, e spiegare quali le opinioni del Governo in proposito. Ciò nullameno, ripeto, sarebbesi ben volentieri la Commissione prevalsa anche dei lumi del Governo, e credo che delle cose dette dallo stesso rappresentante *Pesaro*, molte si accordino con quelle riferite dalla Commissione.

Che se pure accennò la medesima a qualche cosa di non affatto approvabile nella Commissione annona, vide egualmente e riflettè alle difficoltà, che vi si opponevano. Ed in quanto a ciò, il dichiaro apertamente, o signori, sono persuaso che i riguardi personali si possano usare quando non si tratti della salute del paese, ma quando di questa è discorso, nessuno meno di me è disposto ad usare riguardi personali, e credo che tutti debbano tacere in faccia alla salute del paese, e che allora si debba parlare a cuore aperto. Credo che, quand'anche si fosse partiti da una contraria prevenzione, allorchè dall'esame dei fatti risulta una verità, se anche questa è contraria all'opinione concetta dal pubblico, abbiasi ad avere il coraggio di esporre la propria opinione e dire: *i fatti asseriti non sono veri*, anche se l'opinione del pubblico non è d'accordo con quella della Commissione.

Quanto si fece dietro rigorosissimo esame, portò la Commissione alle già emesse conclusioni, ed in queste fermamente persiste.

Dico adunque: accordo che la Commissione annonaria non abbia fatto forse tutto quello che avrebbe potuto fare, ma questo non basta; bisognerebbe vedere se altri in sua vece avessero potuto fare *tutto* quello che si poteva; e questo io non credo; bisognerebbe vedere se altri in sua vece avessero fatto meglio e questa sarà cosa possibile, ma non certa.

La proposizione che più avversa quella della Commissione, sarebbe quella fatta dal rappresentante Varè, la quale vorrebbe che, invece di discutere sulle conclusioni del rapporto, si rimettesse questo al Governo e si nominasse poi una Commissione, che sorvegliasse quanto riguarda l'annona.

Primieramente devo osservare una cosa detta dal Varè, a giustificazione della Commissione. Egli ha detto che il conferire pieni poteri alla Commissione proposta dal rappresentante Ferrari Bravo, e dar poscia alcune norme sulla condotta da tenersi relativamente all'annona, implicherebbe contraddizione; e questo infatti sarebbe vero. Prego però il rappresentante Varè a voler riflettere che, nel contesto del rapporto, e nelle conclusioni del medesimo, non si disse già di adottare le proposte del rappresentante Ferrari Bravo, quali vennero da lui scritte, bensì si accenna ad alcune modificazioni da farsi.

Quindi, una delle modificazioni poteva essere appunto quella dei pieni poteri; ed in questo caso sussistevano tutte le altre proposte, che nelle conclusioni del rapporto si facevano.

Quanto a me, lo confesso, ed in questo non so quale sarà l'opinione de' miei colleghi, crederei che una Commissione, incaricata di sorvegliare soltanto, potesse esser utile, ma non condurre a quei decisivi effetti che si desiderano, perchè noi già abbiamo le Commissioni parziali che sono numerose e sorvegliano da vicino.

Se miriamo, d'altra parte, che queste stesse Commissioni speciali hanno sopra di loro la Commissione centrale (sulla cui conservazione o meno deciderà l'Assemblea, ma che tuttavia sussiste) e che sopra questa Commissione sta il Governo, il quale fa adesso quello che il rappresentante Ferrari Bravo vorrebbe fosse fatto dalla Commissione annonaria da eleggersi dall'Assemblea, risulta che la sorveglianza attualmente esiste, quantunque sarebbe forse desiderabile che l'Assemblea avesse a conferire poteri maggiori in questa parte di quelli che hanno attualmente le autorità. Il conferire poi poteri siffatti, ed in questo modo, a persone di fiducia piena dell'Assemblea, pare sia stato lo scopo del rappresentante Ferrari Bravo nelle sue proposte, e quello pure della Commissione nello accoglierle.

Non mi associerò quindi alla proposta Varè, siccome l'ha formulata.

Il rappresentante Tommaseo: Domando la parola.

Il presidente: Debbo annunziare all'Assemblea che il rappresentante Ferrari Bravo ha deposto sul banco della presidenza una nuova proposta di legge:

Proposta di legge.

L'Assemblea dei rappresentanti dello stato di Venezia:

Considerando che per la più retta amministrazione della giustizia nell'applicazione delle leggi, è sommamente richiesto che sia guarentita la piena indipendenza dell'ordine giudiziario;

Considerando che il bisogno di questa indipendenza de' giudici tanto più si fa manifesta, quanto più sono difficili le circostanze dei tempi;

Considerando che l'ordine pubblico ha la principale sua base sulla confidenza del popolo nella retta amministrazione della giustizia;

Decreta:

Art. 1. I giudici sono inamovibili.

Art. 2. Sotto la denominazione di giudici sono compresi tutti i magistrati che si trovano in esercizio di giudicatura civile, criminale e mercantile, tanto cioè, i capi come i membri di un corpo collegiale giudiziario delle istanze superiori ed inferiori, quanto i giudici singoli di prima istanza ed i loro sostituti.

Art. 3. L'effetto della disposizione enunciata all'art. 1. è che gl'individui indicati all'art. 2. non possano essere nè destituiti, nè contro lor voglia traslocati, o pensionati, come pure che non possa esser loro negata o tolta la pensione o gratificazione, nei casi ne' quali avessero diritto a chiederla ed ottenerla o fosse stata loro concessuta, se non che in conseguenza di una sentenza di condanna emanata dall'autorità giudiziaria, e passata in cosa giudicata.

Art. 4. Il potere esecutivo è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Questa sarà posta nel primo ordine del giorno per la presa in considerazione. La parola è al rappresentante Tommaseo.

Il rappresentante Tommaseo sale in bigoncia e legge: Se alla Commissione d'annona, qual è, voi voleste, o cittadini, sovrapporre una Commissione nuova, non togliereste via i vecchi mali, ne aggiungereste, se non altri, due molto gravi, il contrasto de' poteri, e la lentezza: nocereste, cioè, alle due cose delle quali abbiam di bisogno, quanto di polvere e di pane, la concordia ed il tempo. Nè lasciare la prima Commissione qual è, voi potreste, quando è notissimo che parecchi di quelli che la compongono, alle deliberazioni di lei prendano di rado parte; onde le doglianze del popolo o di non pochi del popolo cadono sopra poche persone esposte all'odio e all'ire in momenti pericolosi. Io credo che siccome accusare le loro intenzioni senza conoscere tutti i fatti sarebbe ingiusto ed inutile all'uopo nostro, siccome ingiusto sarebbe il non rendere ad essi lode del bene che desiderarono fare; sarebbe d'altra parte rendere loro assai tristo servizio, condannandoli a rimanere bersaglio alle querele e agli sdegni. L'opinione di tutti così fortemente manifestata (e anche questo è fatto) merita che non si disprezzi o s'affronti: che s'ella s'inganna, rimarrà sempre luogo alla vecchia Commissione di dimostrare con gli errori altrui la propria saviezza e di ripararli. Una prova diversa è debita al popolo, debita all'Assemblea, debita

a quella stessa Commissione, di cui si lagnano tanti. Oud'io proporrei una Commissione nuova, preseduta da Daniele Manin, composta di dodici, i quali, tutti uniti, dapprima stabilirebbero le norme generali secondo le quali operare, e poi quattro per settimana provvedessero all'applicazione di quelle.

Il più grave fatto accennato dal relatore è, agli occhi miei, il poco accordo che passa tra la Commissione centrale e le secondarie, le quali esso relatore attesta essere benemerite della città. E renderannosi più benemerite ancora se, invece di passare, con giro austriaco, per il Municipio in tante faccende o troppo minute o troppo gravi, entreranno in corrispondenza diretta con la Commissione primaria; se avranno facoltà d'imporre multe e castighi fino a certa misura, acciocchè i trasgressori impuniti non insolentiscano e non si beffino, come accade, del nobile loro zelo; se finalmente una Commissione s'istituirà per ciascuna parrocchia, composta di quattro, e quinto il parroco, nella quale abbian luogo tutti i già provati delle otto Commissioni, e altri lor pari. Una Commissione per parrocchia potrà vigilare attentamente ai bisogni del popolo meglio che un commissario per fornaio; giacchè non al solo pane si dee dare pensiero. Il parroco in tutti i luoghi, massimamente in Venezia, in tutti i tempi, massime nel presente, è di necessità chiamato in parte d'ufficio siffatto, sì perchè meglio di tutti conosce le condizioni intime di ciascheduna famiglia, sì perchè può con la sua autorità risparmiare di molti provvedimenti odiosi e impotenti. Ma dopo usata la voce del prete; dopo fatte da esso ingiungere per obbligo di coscienza le notifiche de' generi di vittuaglia, che ciascuno ha; dopo fatto promulgare, per bocca d'esso prete, che le denunce di tali generi non solamente non sono delazione rea, ma debito di buon cittadino; bisogna por mano alle pene e dare esempi che sostengano la moralità della legge. Si sa che farina a dieci centesimi la libbra può aversi, purchè si paghi in moneta; si sa che da un dì all'altro non possono i generi sparire, e, all'alzarsi del prezzo, ricomparire, siccome fanno; si sa che quest'anno gli approdi nel verno furono più copiosi del solito; e che il maggiore consumo di certe cose non rende ragione della totale subitanea mancanza. Non sarebbe impossibile computare per approssimazione l'ordinario e straordinario approvvigionamento della città, l'ordinario e straordinario consumo, per indi dedurre quante possano restare delle cose necessarie alla vita; non sarebbe impossibile, dalle persone adoperate a trasportare tal sorta di generi, e lavorarli e custodirli, sapere quanti ne siano entrati e quanti ne restino. Ma a tali particolarità non deve discendere l'Assemblea; basta istituire l'autorità, e porre il principio secondo il quale essa debba con pieni poteri operare. Ella s'intenderà col Governo sul modo di raccorre qualche po' di moneta per le compere, e di aver generi per via di crediti che sieno risparmio di danaro; ella non dimenticherà quel che concerne la vendita del pesce, ch'è tanta parte del vitto e non poca del commercio veneziano, dimenticata da taluni, acciocchè appaia per nuovo fatto come Venezia, e nelle cose della guerra ed in altre, faccia le viste d'ignorare le origini splendide e l'unica natura sua. Essa vedrà come bisogni moltiplicare i mulini a mano, a vento, a corrente, caso che ca-

lamià segua a quelli che abbiamo: vedrà quanto convenga permettere i dolci, per dare il vitto a soli quelli che senza ciò perirebbero d'indigenza; essa distribuirà pane bianco a tutti o a molti fornai, acciocchè non si vegga quello spettacolo, che fa insieme maraviglia, terrore e pietà, di povera gente affollata ad una bottega, e donne incinte, donne con bambini in collo, che aspettano lungamente il momento d'averne un pane a contanti; aspettano senza disordine, aspettano senza lamento.

Ma quello che sopra ogni cosa varrà a scemare gli abusi e dar vero risparmio, egli è il provvedimento preso nel blocco del tredici, che di ciascuna famiglia sappiasi il numero, sappiasi, perciò, quanto pane o farina le si debba ogni dì; che la quantità data sia riconosciuta per via di biglietti, i quali attestino che il fornaio non ha fatto frode a questi per fare favore a quelli; che la farina gialla sia serbata pel povero; che il pane bianco sia pure rincarato, salvo pei malati e i bambini. A questi un attestato del medico insieme e del parroco darà pane bianco. E se non un medico per ciascuna Commissione di parrocchia, un medico si richiederebbe per due o tre di esse Commissioni almeno, acciocchè il pane quotidiano non diventi una bomba quotidiana nello stomaco delle genti, acciocchè il collera, che forse s'appressa, non trovi i corpi tristamente disposti al contagio.

Conchiuderò con due belli e felici e facilmente imitabili esempi. Anni fa sotto l'Austria, il Municipio di Venezia provvide alla carestia facendo pane e vendendolo, e imponendo per tal forma un calmier di fatto, al quale i fornai obbedivano facendo al prezzo medesimo pane più buono ancora. Il Municipio dia esso il modello del pane ben cotto e giusto di peso: se approdi vengono, approprii a sè i generi commestibili, e venda quelli a tal prezzo che il mercante onesto ci possa non perdere. Così il Municipio, o chi facesse per esso, avrebbe un lucro da rivolgere a beneficio de' poveri. A' quali pensò nella parrocchia de' Santi Giovanni e Paolo il collega nostro Bigaglia, e con altri benemeriti mise insieme una somma, con la quale fornire ai più necessitosi pane e legna a men prezzo assai del comune. La pia istituzione potrebbesi dilatare; e, come nel blocco del tredici, dare a più poveri un foglio, mercè del quale i fornai venderebbero ad essi il pane un tanto di meno.

Queste e altre cose che la Commissione vedrà. Giova intanto che l'Assemblea abbia dimostrato al popolo quanto le stia a cuore il suo bene; come ella gli sia riconoscente della carità patria, di che tanto costantemente fa prova. Io veneratore, non adulatore, del popolo, non ne avevo, confesso, così pieno concetto; non lo credevo sì buono, cioè sì grande. Perchè la bontà intelligente, perseverante, generosa, è grandezza.

Il *presidente*: In conseguenza di questo discorso, il rappresentante Tommaseo fa la seguente proposta (*legge*):

La Commissione annonaria centrale sarà composta di dodici, presieduta da Daniele Manin.

Ogni parrocchia avrà la sua Commissione annonaria speciale, composta di cinque, tra' quali il parroco. Queste corrisponderanno direttamente con la Commissione centrale, e avranno facoltà di punire con multe fino al valore di lire cento. Per multe più gravi, e altre pene, scriverà alla Commissione centrale.

Questa, nelle prime adunanze, stabilirà le norme generali, secondo le quali operare. Quanto all'applicazione e agli affari ordinarii, quattro dei commissarii sederanno alla volta loro per settimana.

Nuove norme generali non saran prese senza il consiglio di tutti e dodici (tranne il caso d'impossibilità per alcuno), e senza la presenza o del presidente, o del vicepresidente, che sarà un d'essi dodici.

La Commissione centrale riceverà sole quelle querele e richieste, che riguardano massime generali; o quelle pure che riguardano fatti speciali, se rigettate dalla Commissione della parrocchia, alla quale il ricorrente appartiene.

A Chioggia, presederà, secondo le norme poste dalla Commissione centrale, il suo Comitato.

Il rappresentante Calucci ha la parola.

Il *rappresentante Calucci*: Mi sembra che la questione debba essere posta sotto il suo vero punto di vista.

Non è solamente questione di pane e di persone; è questione di forma governativa.

Allorquando si è conosciuto il pericolo di Venezia, saggiamente quest'Assemblea deliberò che il potere si dovesse concentrare, quindi proclamò il Governo dittatorio.

Al giorno d'oggi certamente il pericolo non è punto diminuito, e per conseguenza noi dobbiamo conservare il potere proposto.

Se la Commissione annonaria fosse stata eletta dall'Assemblea, io comprendo che, non piacendo le persone, o non piacendo i principii seguiti, si potesse cambiarla; ma la Commissione annonaria non fu nominata dall'Assemblea, fu nominata dal Governo; e se ora si vuole sostituire alla Commissione annonaria, nominata dal Governo, una Commissione annonaria con pieni poteri, nominata dall'Assemblea, la questione non si porta sulle persone, ma si porta precisamente sulla forma governativa.

Io credo che, in questo momento, per nessuna ragione sia utile lo scindere in qualunque parte il potere governativo.

Si vuole sostituire al potere centrale e dittatorio, il potere più lento che vi possa essere, cioè il potere di Commissioni, e questo certamente non potrà portare nè unità di mezzi, nè rapidità di mosse.

L'abbiamo fatto rispetto alla Commissione militare, ed era giusto di farlo, imperocchè il presidente del Governo ha dichiarato più volte che delle cose militari egli non è intelligente; ma, se lo facessimo ora anche per la parte annonaria, io domanderò: a cosa si ridurrebbe il potere del Governo?

Ricordiamoci che siamo in una città assediata. I poteri militari li ha una Commissione, il potere annonario lo si vuol dare ad una Commissione; e domando io, quali interessi vi possono essere in una città assediata, fuorchè quelli di difendersi e di procurare i mezzi del proprio mantenimento?

Ogni sottrazione di poteri, che noi facciamo al Governo, io credo poi che nel caso nostro sia esporsi ad un pericolo futuro più grave.

Il popolo, fino dal principio della rivoluzione, pose grande fiducia

in una persona. Questa fiducia fa sì che il popolo sia tranquillo, e molte volte abbiamo veduto alcuni leggieri movimenti cessare alla voce di questa persona; ma se noi un po' alla volta le torremo tutti i poteri, il popolo perderà pure della sua fiducia, e noi perderemo una delle più forti difese, che possiamo avere per l'interna sicurezza, per l'interna tranquillità.

Mi pare che la proposta del rappresentante Varè provveda a tutto.

Nella prima parte dell'ordine del giorno si propone di passare il rapporto della Commissione al Governo, non solo per provvedere a' bisogni, ma anche per secondare i desiderii della popolazione.

In questa voce si comprendono molte cose, ed io credo che il Governo avrà abbastanza intelligenza per vedere quali siano questi desiderii.

Nella seconda parte della proposizione, vi è un grande vantaggio; cioè quello di mostrare che l'Assemblea non resta fredda ai bisogni della popolazione, se elegge una Commissione, la quale assiste il Governo nello studiare ed indagare i mali, nel proporre i mezzi migliori per ripararli. Credo certamente che chi ha fiducia in questo Governo, accorderà che le di lei proposte saranno valutate.

Mi pare che, potendo ottenere un tale risultamento senza esporsi al pericolo di cambiare così bruscamente la nostra forma governativa, sia accettabile più di ogni altra la proposta del rappresentante Varè.

Il *presidente*: Se nessun altro domanda la parola sulla discussione generale, la discussione generale è chiusa. Adesso passeremo alle discussioni parziali, trattando le une dopo le altre le varie proposte che furono presentate. Prima, abbiamo le otto proposte della Commissione, che ognuno conosce perchè comprese nel rapporto già distribuito. Poi, abbiamo una emenda, che si allontana più d'ogni altra dalle conclusioni della Commissione e ch'è totalmente esclusa dal primo articolo del rapporto; ed è quella del rappresentante don Vespasiano Giordani, cioè una Commissione annonaria di nove membri con pieni poteri, cui sia presidente Manin, aggiunta alla Commissione militare di difesa con pieni poteri, con che però l'una non s'immischi nell'altra. Poi abbiamo la proposta del rappresentante Varè, alla quale il rappresentante Calucci ha data la sua adesione. Poi, la proposta del rappresentante Tommaseo.

Ora, come quella che più di tutte si discosta dalle proposizioni della Commissione, io porrò a' voti la proposta Giordani.

Se nessuno domanda la parola in particolare e solamente su questa proposizione, si passerà alla votazione.

Il *rappresentante Calucci* vorrebbe porre a' voti prima quella del Varè.

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, porremo a' voti prima quella del Giordani, perchè mi pare che si discosti più d'ogni altra dalle proposizioni della Commissione.

Il rappresentante Giordani ha la parola.

Il *rappresentante Giordani*: Associandomi alla proposta del rappresentante Tommaseo, ritiro la mia.

Il *presidente*: Allora restano due sole, quella del dott. Varè e quella del rappresentante Tommaseo, e finalmente le conclusioni della Commissione: metteremo dunque a' voti la proposta Varè.

Il rappresentante Giustinian: Mi pare che quella del Tommaseo si allontani più di quella del Varè dalla proposta della Commissione.

Il presidente: Quella del Varè si allontana, mi pare, più di quella del Tommaseo.

Si dovrebbe metter a' voti quella che propone l'ordine del giorno e che non parla d'istituire particolari Commissioni. L'Assemblea vuole essa invertire l'ordine della votazione? o vuole che si proceda prima alla votazione della proposta Varè? (*L'Assemblea adotta di votare prima sulla proposta Varè.*)

Si deve votare prima la proposta Varè; v'è alcuno che chiegga di parlare? altrimenti metteremo a' voti separatamente per alzata e seduta l'una parte dopo l'altra.

Il rappresentante Varè: Domando la parola per avvertire che, essendo due le parti della proposta, se la divisione fosse domandata sarebbe di diritto. Però, come autore della proposta, osservo che sono logicamente legate fra loro. Per ciò io mi fido che saranno presi sull'importantissimo argomento dell'annona quei pronti e radicali provvedimenti che valgano a soddisfare i comuni desiderii; per ciò credo che il Governo potrà fare questo, in quanto vi sia una Commissione dell'annona che controlli ogni esercizio degli Uffici esecutivi, e avverta il Governo dei disordini che nascono. In quanto a me, le due parti sono legate, e non rimetterei semplicemente senza altra deliberazione il rapporto della Commissione al Governo, quando non ci fosse anche la nomina della Commissione.

Il rappresentante Tommaseo chiede la parola: Ormai i bisogni del popolo dinanzi all'Assemblea e i desiderii dell'Assemblea dinanzi il popolo son posti in chiaro. Acciocchè non paia che noi in questi momenti difficili vogliamo detrarre all'autorità di veruno dei governanti; acciocchè s'eviti l'apparenza di ogni meschina passione, ch'è lontana certamente così dall'animo mio, come, o cittadini, dai vostri; io mi associo di buon grado alla proposta del collega Varè, perchè già in quella proposta è dimostrato chiaramente che le cose sinora non procedettero come dovevano, ed è insieme dichiarata la nostra fiducia nel presidente Manin.

Il rappresentante Ferrari Bravo: Domando la parola per rettificare un fatto. La vostra Commissione non avea obbligo di fare proposizioni sopra persone, ed è per questo che non le fece. Con ciò rispondo al collega Varè. Trovo che la Commissione, proposta dal rappresentante Varè, è una Commissione senza nessun potere, che non sarebbe che subordinata al Governo; essa non farebbe che l'ufficio di denunziatrice; mi pare che questo non sia altrimenti conforme alla dignità della nostra Assemblea. Io però m'associo agli altri rappresentanti, che desiderano di non implicare in questi momenti l'azione del potere esecutivo. Parmi che vi sia un rimedio, e che parrebbe essere efficacissimo. Io mi faccio un dovere di proporlo all'Assemblea. Il rimedio è che questa Commissione, poichè non ha fin qui se non che l'incarico d'indagare e rappresentare al Governo gli abusi, abbia altresì la facoltà di poter farsi riconoscere, sicchè i suoi suggerimenti sieno presi in considerazione; e se quella non trovi che a questi suoi suggerimenti sia dato il debito ascolto,

abbia la facoltà di convocare l'Assemblea, perchè si faccia a decidere tra il conflitto che potrebbe nascere tra la Commissione e il Governo.

Il rappresentante Varè: Io veramente credeva che, quando una Commissione di cinque rappresentanti del popolo avesse fatto una proposta a cui non fosse prestata attenzione, e questi cinque rappresentanti del popolo, investiti di un mandato speciale dall'Assemblea, richiedessero al Governo che l'Assemblea fosse raccolta; io credeva che non vi potesse essere dubbio che il Governo la convocasse. Se per altro si crede di dover farne menzione speciale, e dire che questa Commissione avrà diritto di convocar l'Assemblea, io non mi oppongo.

Il rappresentante Bartolommeo Benvenuti: Il rappresentante Ferrari-Bravo ha detto che sarebbe compromessa la dignità dell'Assemblea.

Io credo che l'Assemblea non comprometta per nulla la propria dignità. Certo, l'Assemblea serba la propria dignità rispettando la propria deliberazione, in forza della quale concentrava, per quanto era possibile, tutto il potere esecutivo, persuasa che in questo unico modo si potesse raggiungere lo scopo, che contempliamo, di resistenza.

Si è fatta, è vero, una eccezione, ma questa fu fatta perfettamente d'accordo col Governo; la Commissione nominata altra volta dall'Assemblea avrebbe seriamente pensato prima d'invadere la sfera del potere esecutivo, senza che quello ne fosse persuaso. L'Assemblea serve alla propria dignità, provvedendo affinchè non vi sia anarchia di poteri, e questa nascerebbe se vi fossero tre Commissioni tutte con pieni poteri. Si è detto da un rappresentante che queste Commissioni non dovrebbero immischiarsi le une negli affari delle altre; ma chi è che segni una linea di divisione nella pratica? tutte le mansioni si confondono le une colle altre.

Ogni Commissione ravvisa una stretta relazione tra gli oggetti più lontani e l'oggetto della sua missione, spinta a ciò dal proprio zelo. Da ciò nascerebbe conflitto, nascerebbe il peggiore di tutti i mali, l'anarchia dei poteri.

Io prego d'osservare che la istituzione della Commissione annonaria aumenterebbe gl'inconvenienti in confronto di quelli, a' quali potrebbe dar luogo la Commissione militare.

Tutto ciò, che si riferisce all'annona, è strettamente collegato col l'ordine pubblico; qualunque misura presa risveglierebbe molti malumori. Ora, come volete che il buon ordine sia mantenuto da una Commissione con pieni poteri, e che poi l'annona sia affidata ad un'altra commissione con pieni poteri? Nascerebbero delle collisioni, e la sostanza sarebbe che ognuna darebbe la colpa non a sè, ma all'altra; la responsabilità si diminuisce, e così in somma si perde lo scopo, che noi tutti abbiamo avuto in mira, lo scopo, che è tanto necessario nelle nostre circostanze, quello dell'unità della forza.

Il presidente: Metto dunque a' voti complessivamente la proposta del rappresentante Varè, a cui ha dato la sua adesione il rappresentante Tommaseo.

Risultato della votazione:

Votanti	94
Maggioranza assoluta	48

Pel sì	67
Pel no	27

(Applausi.)

Il *presidente*: La proposta è ammessa; ora si deve passare alla nomina dei membri della Commissione.

La seduta è sospesa per mezz'ora, così i rappresentanti potranno preparare le schede; alle 3 e 3¼ sarà ripresa l'adunanza per fare l'appello nominale.

La seduta viene sospesa e ripresa alle ore 3 e 1¼.

Il rappresentante Tommasini è invitato dal presidente ad assistere allo spoglio delle schede, essendo assente un segretario.

Risultano eletti a membri della Commissione i rappresentanti:

Pasini L.	con voci	49
Giustinian	»	44
Tommaseo	»	41
Giordani	»	35
Bigaglia	»	31

Il rappresentante *Bigaglia*: Io non ho specialmente in questo argomento le necessarie cognizioni. Credo che sia dovere di prestarsi in tutto quello, di cui la patria ha bisogno, ma credo altresì che sia debito di un rappresentante di non accettare un incarico, quando abbia la coscienza di non poter soddisfare un obbligo, che non può disimpegnare. Crederei adunque di dispensarmene.

Il *presidente* domanda all'Assemblea se intenda di dispensare il rappresentante *Bigaglia*.

La dispensa è accordata; ed invece del *Bigaglia* forma parte della Commissione il rappresentante G. B. Tornielo, ch'ebbe dopo di lui maggior numero di voci, cioè 25.

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno abbiamo la *Presa in considerazione di una proposta del rappresentante Lunghi sui dibattimenti criminali*.

Credo di avvertire l'Assemblea, che questa presa in considerazione doveva essere fatta tre mesi fa; ma, non essendosi raccolta l'Assemblea in questo intervallo, non ha avuto luogo.

Sopra questo argomento però, la Commissione di legislazione ha fatto degli studii preparatorii.

Invito, quindi, il rappresentante *Lunghi* a leggere i proprii schiarimenti.

Il rappresentante *Lunghi* dice che basterà la lettura della prima parte del progetto essendovi la riassunzione del suo discorso (*legge*):

Sono bene significanti l'espressioni del decreto 24 marzo 1848: « È restituito agli imputati il diritto naturale della difesa ».

Era intendimento che il difensore, a cui erasi palesata la procedura, dietro le risultanze, ed il voto consultivo del giudice istruttore, discutendo in fatto ed in diritto, potesse meglio fermare l'opinione del retto giudicare.

Imperfetto però si accusa il provvedimento; si paventa l'influenza dell'istruttore, sebbene non entri nel giudiziale consiglio.

Dopo di aver esso sostenuto un lungo intralciato travaglio, non può essere indifferente per le imperfezioni, che fossero svelate dal difensore, e se lasciò travedere la predisposizione all'imputato.

E merita particolare considerazione, che se in un processo figura l'istruttore come giudicato, siede alternativamente giudice de' suoi colleghi. Basta il cenno, che potrebbe sorgere un delicato reciproco riguardo.

Il decreto non poteva essere che il passaggio al sistema dei dibattimenti, che provoco, ed a cui si congiunge l'indispensabile bisogno del pubblico ministero adottato in Inghilterra ed in Francia, e che Montesquieu intitolava *ammirabile istituzione*.

Non v'ha peggior consiglio di quello che attentare improvvidamente all'edificio della legislazione. Ma resta nel progetto intatta la parte riguardante le pene, dove per ingenua opinione sarebbe assai pregevole la latitudine lasciata al criterio del giudice.

Rimangono le regole di competenza, e tutta l'attuale procedura.

Soltanto si solleva la società dal peso di fornire gli assessori negli esami. Fu creduto un tempo, che dovessero essere guarentigia della personale sicurezza. L'esperienza ha diversamente dimostrato: giammai fu frenato un abuso. L'uomo colle sue passioni porta il vizio nelle migliori istituzioni, ed invano si potrebbe fare richiamo alle prime credute idee. Sarebbe ora inutile provvedimento, e si potrebbe aggiungere che, nel primordio della procedura, si esige tutta la segretezza, e la loquacità non frenabile degli assessori sarebbe pericolosa.

Alla pubblicazione della legge che piacesse di sanzionare, tutti i processi compiuti sarebbero destinati al dibattimento.

In quelli dove già fosse aperta l'inquisizione, si dichiara che terrà luogo dell'atto di accusa, ed il pubblico ministero requisisce gli atti ulteriori al compimento, tralasciando i confronti, fuorchè nei casi di urgenza, perchè riservata questa prova all'importanza del dibattimento.

Nei processi che seguiranno, interviene il pubblico ministero per la stesa dell'atto di accusa, sorveglia l'andamento degli atti, e fa istanza per le operazioni necessarie.

Pertanto minima sarebbe la differenza nel corso della procedura.

È illimitata la confidenza, che ora si lascia all'istruttore, che con equa difficil lance deve ad un tempo preparare le prove del delitto, e sgombra di nubi dimostrare l'innocenza.

Troppo tardi talora il Consiglio giudiziale scopre, ed invano deplora irreparabili mende.

L'ingegno più perspicace, l'incessante attenzione e la lunga esperienza lasciano pur desiderare, e non bastano in qualche caso a togliere l'errore.

Il pubblico ministero, che sarebbe l'organo della legge parlante, il vendicatore della società oltraggiata, si unirebbe ad assistere e sorreggere l'istruttore, e presenterebbe un innesto previdente e salutare.

Nè potrebbe nascere confusione di attribuzioni, se rimane l'istruttore più confortato e sicuro.

Spariscono le fallaci intelligenze, e la verità richiesta di buona fede,

segnerà le luminose sue tracce, e farà porre solide basi all'attrito del dibattimento.

Benchè imperfettamente, indicherò i principali oggetti di questo grand'atto.

La viva voce del prevenuto, la confusione, la menzogna, i sensibili effetti delle diverse impressioni, da cui trovasi dominato, e, se fosse designato vittima di un querelante sleale, i segni del conforto e della confidenza.

I testimonii, che, investiti della dignità di servire all'ordine pubblico, non si esporranno a men vere asserzioni, e più ancora perchè atterriti dalla immediata procedura con arresto, quando risultassero spergiuri.

La spassionata dialettica di chi presiede, l'avveduto obbiettare delle contraddizioni ed inverisimiglianze, l'utilità dei confronti, con tanta solennità eseguiti, e la facoltà di far comparire e sentire qualunque persona sulle insorte novità.

Il pubblico ministero, coll'imponente linguaggio della legge, farebbe sentire la sua indeclinabile posizione, e senza personali riguardi, instando perchè il meritato castigo scenda sul delinquente.

Il difensore, con robusta eloquenza, con distinto sapere, con carità sentita, cerca di risolvere od attenuare la colpa, e sono ultime le parole del prevenuto.

Tutto questo complesso presenta l'ammirabile superiorità del dibattimento sulla nuda esposizione fatta col mezzo della scrittura, interprete sempre imperfetta dell'azione e della parola.

Passo alla sentenza, che si potrà dire anticipata dalla curiosa aspettazione degl'intelligenti uditori, i quali al momento formano l'opinione giudice dei giudici stessi; sarebbe una sorveglianza, un avvertimento che allontana la prevenzione ed innalza i giudici al di sopra di ogni debolezza.

Reso così perfettamente istruito il Consiglio degli otto giudici, trovasi sciolto dall'imbarazzo delle sempre incerte e tortuose regole state scritte sulle prove, e obbedendo a quella violenta insuperabile persuasione, risultata dal dibattimento, pronuncia per intimo senso la condanna o l'assoluzione; e senza essere ligi nè all'Inghilterra, nè alla Francia, che si arrestano a queste due sole formole, adottando la romana sapienza *non liquet*, può soggiungere l'espressione dell'incertezza della propria coscienza.

E finalmente, quando i voti dei giudici fossero pari, più che la vendetta pubblica si userebbe un riguardo all'umanità, ordinando aver luogo l'opinione più favorevole all'imputato.

Questa serie di ottimi provvedimenti sul pubblico giudizio e sulla formazione della sentenza, furono da me presi, quasi letteralmente, dal decreto 8 settembre 1807, ch'ebbe vigore fino alla cessazione del regno d'Italia.

Si era allora spiegato il desiderio di avere anche i giurati. Ma Napoleone dichiarava al corpo legislativo, che le circostanze d'Italia non gli permettevano di pensare a tale stabilimento.

Non corriamo ciecamente al meglio, e siamo contenti del dibattimento, fondato sull'autorità del passato. Giudici bene istruiti ed onorati sieno i nostri giurati nel fatto, e decidano in diritto con anima fredda, libera, incorrotta ed illuminata.

Conchiudo con Beccaria: *Pubblici sieno i giudizi e pubbliche le prove del reato . . . perchè il popolo dica: noi non siamo schiavi, e siamo difesi.* Nell'epoca memoranda del 1791, il governo di Lombardia lo incaricava della riforma del sistema criminale, e noi facciamo plauso al genio fulminatore della tortura.

Più tardi, Mario Pagano diceva essere il dibattimento, custodia della libertà, trinciera contro la prepotenza, indice certo della felicità nazionale.

E senza poi ricorrere ai lontani tempi di Atene e di Roma, ove si disputava fra i più illustri cittadini l'onore della pubblica accusa; noi possiamo rallegrarci, o signori, che quasi tutte le nazioni dell'Europa, od hanno adottato i pubblici giudizi, od hanno almeno conosciuto questa verità intuitiva. No, non è un lampo di luce fuggitiva, che possa lasciare l'incertezza. Io ne ho provata la più intima persuasione, e, senza le interruzioni delle sedute pubbliche dell'Assemblea, avrei da oltre tre mesi adempito all'obbligo assunto di dimostrare l'insufficienza di un decreto, che non ha provveduto al sacro diritto di difesa. La istituzione del pubblico ministero, ed il giudizio orale che ho proposto, saranno il compimento del voto del mio cuore, e della giusta comune aspettazione. Siano un'altra volta aperte le minori sale di questo palazzo, e ricevano il postliminio del dibattimento. Sarà così anche in mezzo alla procella raddoppiato il timore del malvagio, l'innocenza sarà più protetta, la difesa più ampia e vantaggiosa. E torneranno i miracoli della veneta eloquenza, che saprà rendere segnalati benefici all'umanità infelice.

L'argomento è di grande interesse sociale in ogni governo, ed in tutti i tempi, ed anco nelle attuali penose angustie ben meritevole, o signori, delle sapienti e sollecite vostre considerazioni. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Invito l'Assemblea a votare per alzata e seduta sulla presa in considerazione del progetto del rappresentante Lunghi.

La presa in considerazione è adottata.

Il *presidente*: Avendo la Commissione permanente di legislazione già fatto alcuni studii sul progetto, l'esame e rapporto, che devono precedere la discussione, saranno dati alla stessa Commissione di legislazione, la quale s'impegna di dare il rapporto fra pochi giorni.

Adesso dobbiamo deliberare sull'ultima parte dell'ordine del giorno, cioè sul distintivo dei rappresentanti.

Dopo udite varie proposte, il *presidente* osserva ch'è quistione da rimettersi per una ulteriore diffinitiva proposta ai questori dell'Assemblea.

L'Assemblea annuisce, e dopo convenuto sull'ordine del giorno, si proroga fino a martedì.

Lettera del rappresentante Priuli, letta dal presidente dell'Assemblea nella sessione 2 luglio corrente.

« Egregio cittadino presidente dell'Assemblea !

» Allora che, nel decorso gennaio, il secondo Circondario elettorale mi nominò a rappresentante del popolo, conobbi la gravità e l'importanza del mandato che mi veniva conferito.

« Fedele a questo mandato, non mancai di assistere alle regolari adunanze, usando del diritto impartitomi con franchezza e coraggio, senza deviare giammai dai limiti del dovere e dei riguardi parlamentarii.

« Una ingrata e non meritata dispiacenza, che poteva tornarmi fatale, mi ha ora convinto che io non sarei più in grado di usare liberamente di questo diritto.

« Dissi dispiacenza *non meritata* perchè la proposizione da me, con tutto riguardo e sommissione esternata nella secreta adunanza di sabato scorso nè poteva interpretarsi, nè fu interpretata sinistramente da' miei colleghi.

« Dissi *non meritata* perchè, nell'adempiere al mandato ricevuto dal popolo, corrisposi con riconoscenza alla gratitudine dimostratami dal popolo stesso, procreatore di quella numerosa infantile famiglia, a cui dedicai da molti anni le mie povere cure, e direi quasi tutto me stesso.

« Dissi *non meritata* perchè, coll'aiuto di Dio, nel corso della mia vita già declinante, non ho giammai offuscato il mio onore, la mia fama, ed il vero e leale mio patriottismo.

« Ma questo medesimo sentimento ardentissimo di patriottismo mi costringe a dimettermi in oggi dall'impartitomi incarico, appunto perchè mi sarebbe impossibile l'esercitarlo.

« Aggiungesi la necessità di riposo, altamente domandato dallo stato presente della mia affievolita salute.

« Nel cessare di essere rappresentante del popolo, voglio avere il conforto di poter dire: *ho cessato di essere rappresentante del popolo perchè ho adempiuto al mio dovere, e perchè ho sentito il convincimento di non poterlo più adempiere.*

« Col dovuto rispetto mi dichiaro.

« Venezia, li 2 luglio 1849.

« Sott. NICOLÒ PRIULI ».

7 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL PRIMO CIRCONDARIO DI DIFESA

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 7 luglio 1849.

Nella scorsa notte il nemico, il quale, negli ultimi tre giorni di fuoco oltre l'usato gagliardo, s'era avveduto non poter domare la costanza dei difensori delle nostre batterie, tentò di ottenere colla sorpresa quanto non gli era riuscito di vincere colla forza.

Ad un'ora circa dopo la mezzanotte, scoppiava un brulotto nemico fra la terza e la quarta delle nostre traverse sul Ponte, senza però recare alcun danno. Mezz'ora più tardi, alzavasi un pallone aerostatico dalla parte di Campalto, e quasi contemporaneamente scuoprivansi due altre barche incendiarie, scendenti il canale di sinistra. Nel mentre che sulle medesime si dirigeva la nostra attenzione ed il nostro fuoco, riusciva ad un distacco nemico di approdare di soppiatto sotto la nostra batteria *S. Antonio*, e di scalarne il parapetto all'improvviso.

La riserva maggiore, accorsa dopo pochi istanti sotto il comando del capitano di piazza *Mestrovich*, composta di Gendarmi, Cacciatori del Sile e 1.° di linea, si avventò con irresistibile impeto sugli assalitori, che ricacciò, dopo breve ma disperata resistenza, dalla batteria.

In questo mentre la piroga la *Brillante*, comandata dal nostruomo *Privato*, fattasi arditamente innanzi, coglieva il fuggente nemico da un lato, mentre *S. Secondo* lo bersagliava dall'altro; di modo che a ben pochi di quelli che disperatamente lanciavansi nell'acqua, riusciva di sottrarsi all'eccidio.

È in nostre mani intatto uno dei brulotti nemici.

Il coraggio e la presenza di spirito, con cui i nostri ufficiali e soldati affrontarono l'attacco nemico, meritano ogni lode.

Il tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

Il capo dello stato maggiore
GIOVANNI MATHIEU magg.

La Commissione militare nel pubblicare il presente rapporto, mentre si loda della condotta degli ufficiali e militi di ogni arma in generale, ha già ordinato le indagini le più scrupolose per iscoprire se si possa apporre a negligenza o trascuranza di taluno l'avvenuto della

notte decorsa, per procedere contro i colpevoli a rigore delle leggi di guerra.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE

Il Segret. gen.

L. SEISMIT-DODA.

PUBBLICATO PER INCARICO DEL GOVERNO PROVVISORIO

Il Segretario generale

JACOPO ZENNARI.

7 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE

DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Bullettino della guerra.

Ore 2 mezzo pom.

Dopo poche ore dell'assalto, la batteria S. Antonio faceva fuoco da tutti i suoi pezzi.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*

GIROLAMO ULLOA.

GIUSEPPE SIRTORI.

FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale

L. SEISMIT DODA.

7 Detto.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

Decreta:

1. È accettata la rinuncia presentata nel giorno 30 giugno p. p. dagli attuali membri della Commissione annonaria centrale.

2. Ai rinunzianti sono sostituiti nel detto ufficio i cittadini:

COLETTI AGOSTINO.

CORRER PIETRO.

FARIO PAOLO.

GRIMANI MICHELE.

LOCATELLI ROCCO.

MOSCHINI CARLO.

PASINI LODOVICO.

3. Essi nomineranno tra loro il Presidente, conservando tutt' i poteri delegati alla Commissione centrale e tutte le sue attribuzioni.

Il presidente MANIN.

7 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ, EC. DEL VII. CIRCONDARIO.

Avviso.

Qualunque dimostrazione contro i Bottegaj altro effetto non porterebbe che confusione e la necessità di chiudere le Botteghe.

La Commissione Municipale di questo Circondario continua ad occuparsi per iscoprire se vi sieno depositi occulti di generi.

Ogni Cittadino a cui constasse esistere un qualche deposito occulto di qualunque commestibile, è pregato recarsi presso questa Commissione all' Ufficio del Presidente, in Ruga a San Silvestro, N. 974, od al domicilio di ciascuno dei sottoscritti individui della Commissione, e si promette di condurre sul luogo la persona stessa che ne avesse il sospetto, onde possa essere del tutto informata la popolazione.

Venezia 2 luglio 1849.

ANTONIO DAL CERÈ - PIETRO CASTELLAN - GIOV. ARGENTONI - FRANCESCO MORO.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MILITARE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ EC. DEL VII. CIRCONDARIO.

AVVISO.

A togliimento del monopolio che taluno vorrebbe fare sugli Erbaggi comperando a viva forza dalle barche che arrivano in ore straordinarie al Mercato per incettare il genere e rivenderlo a prezzo di capriccio, presi gli opportuni concerti con la Prefettura d' Ordine Pubblico, è assolutamente proibito, fino a nuova disposizione, di comprare-vendere all' ingrosso PATATE e FAGIUOLI dopo che sarà suonata l' ora del mezzogiorno.

Tutte le barche che arriveranno alla piazza dopo quell' ora dovranno darsi in nota subito al *Negoziante d' Erberia* al quale sono dirette.

Il Mercato dei sopraddetti generi sarà fatto la mattina, cominciando alle ore 4 antimeridiane.

Contro chi osasse tumultuare, sarà proceduto con tutto quel rigore che meritano i perturbatori dell'ordine.

Venezia 4 luglio 1849.

La Commissione

ANTONIO DAL CERÈ - PIETRO CASTELLAN - GIOV. ARGENTONI - FRANCESCO MORO.

7 Luglio.

PREGHIERA DELL' OPPRESSA ITALIA

AI LIBERI CITTADINI DEL NUOVO MONDO

FRATELLI AMERICANI!

I più formidabili abitatori del vecchio mondo, cittadini della libera Europa, sordi alle voci di umanità e di giustizia, non solo hanno abbandonata la tradita infelice Italia, ma da tutte parti fieramente discendono a dilaniare il seno fecondo di questo giardino di natura, di questo sacro immortale asilo delle arti, di questo venerando santuario dei più celebri antichi monumenti.

La città eterna, l'eroica Roma, resa ora per magnanimo inaudito coraggio tanto illustre quanto l'antica, senza aver recata ad altri alcuna offesa, senza colpa sua propria, senza programma politico, in truce strana maniera, reclamante acerba vendetta dalla mano di Dio e degli uomini, venne ferocemente e più volte barbaramente aggredita, mitraagliata, bombardata. Oh iniquità! Quei proiettili infernali, se poco colpirono i suoi cittadini, molto offesero i suoi preziosi capi d'opera d'arte, appunto per eternare fino alla più tarda posterità l'infamia del commesso orrendo assassinio. Cercherà forse invano colà il peregrino le tele più classiche di Rafaello, di Tiziano, di Coreggio, i marmi più insigni di Fidia, di Michelangelo, di Canova e dirà: chi fu il brutale che osò profanare questo dei Genj delubro sacrosanto?

Fratelli dell'opposto emisfero, inorridite! Roma fu bombardata dal popolo che si vantava il più incivilito della terra, da quello che senti battere in cuore primo sovrumano palpito di libertà, che primo franse le abbominate regie catene; e questo popolo tanto gentile, ora si forma (oh vergogna!) complice e ministro disonorato di tirannide, di barbarie, e di dispotismo.

Ma altra innocente ed infelice Italiana Città, a Roma seconda sorella, nel pianto si strugge, ed eroica mendica non trovando pietà alcuna nei fratelli del vecchio emisfero, si prostra a chieder pietà e soccorso ai fratelli generosi ed umani del nuovo libero Mondo. Questa sventurata regina dell'Adria, creatrice di sè medesima, per quattordici secoli di sè stessa immacolata e possente Signora, per iniqua frode, per turpe ladroneccio, per successivi esecrati trattati, era stata fatta schiava abietta dell'austriaca maledetta dominazione. Venezia coraggiosa seppe frangere questo giogo infernale; ma il vandalo scellerato da tredici mesi la adocchia inviperito, e per terra e per mare la bombarda, la fulmina, la stringe, la smunge, la affama.

Americani, soccorso, pietà! Fu un Italiano quello che primo approdò sul vostro deserto ignoto continente, e per quella immortale scoperta, Voi col progresso dei secoli, vi siete innalzati al rango di possenti, libere, e formidabili nazioni. Mostrate Voi alle nostre inerudite potenze di Europa cosa sia la gratitudine, la giustizia, quale sia il nobile dovere di tutelare degli oppressi fratelli i sacri conculcati diritti, e Voi, benché disgiunti da immenso mare, volate con cento e cento navigli, a proteggere, a salvare questa troppo disgraziata, troppo martoriata, e sempre tradita Italia.

GIOVANNI TOPPANI.

8 Luglio.

N. 1650.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE

DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Affine di facilitare l'arrolamento nei corpi attualmente sussistenti della milizia veneta,

Decreta:

Art. 1. Restano abrogate le disposizioni inerenti al decreto 25 maggio 1848 N. 6093 del Governo provvisorio della repubblica veneta, con cui la iscrizione militare veniva limitata alle truppe regolari, ed esclusivamente devoluta al centrale Deposito a S. Biagio di questa città.

Art. 2. Tutti i Comandi di corpi o di legioni potranno direttamente accettare in servizio dei medesimi quegli individui, che vi si presentassero all'arrolamento, ed avessero le qualificazioni necessarie, previo;

a) regolare esame sulla loro idoneità fisica, in concorso del medico o del chirurgo di legione;

b) la prova che gl'individui stessi non appartengano ad altri corpi attualmente costituiti.

Art. 3. Il tempo obbligatorio del servizio durerà sino al termine della guerra.

Art. 4. Sussistono le paghe, le competenze e le altre condizioni rispettivamente in corso per cadaun corpo o legione.

Art. 5. I suddetti Comandi sono strettamente obbligati di notificare i nuovi inseriti tanto al commissario di guerra respiciente il corpo, quanto al Comando del predetto centrale Deposito.

Art. 6. Questi ultimi terranno regolari registri per le rispettive incombenze.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*

GIROLAMO ULLOA.

GIUSEPPE SIRTORI.

FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segr. gen. L. SEISMIT DODA.

9 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.*Bullettino della guerra.*

Una ronda, avanzatasi jeri sera alle ore 9 di buon tratto oltre alla linea degli avamposti, venne a scoprire due barche nemiche, ch'essa attaccava con un vivo fuoco di fucileria.

Le nostre batterie ben presto obbligarono l'inimico a ritirarsi.

Nella supposizione ch'esso attivasse qualche ulteriore lavoro, si avanzarono due piroghe per molestarlo con vivo fuoco di mitraglia — Ottenuto di fatti l'intento, fu spedita altra ronda, la quale trovò nel luogo stesso un morto e delle armi nemiche.

L'accaduto non recò verun ritardo nel proseguimento dei nostri lavori, i quali, come di solito, vennero nella notte ultimati.

Le nostre perdite durante le scorse 24 ore si limitano a due soli feriti.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE

Il Segretario gen.

L. SEISMIT-DODA.

9 *Detto.*

N. 138o.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.

Facendo seguito al decreto 23 maggio 1848 N. 6093 del Governo provvisorio della Repubblica Veneta ed alle istruzioni del Dipartimento della guerra 21 febbraio 1849 sulle norme dell'arruolamento,

Decreta :

Art. 1. Che dalle Commissioni, già stabilite per l'arruolamento in Venezia ed in Chioggia, saranno destinati gl'individui che si presentano per entrare nel militare servizio a quel Corpo che liberamente preferiranno ;

Art. 2. Oltre alle suddette Commissioni, vengono autorizzati i Co-

mandi dei Corpi e delle Legioni attualmente sussistenti, ad accettare direttamente in servizio dei medesimi quegli individui che vi si presentassero all'arruolamento, ferme le norme suaccennate, e più precisamente secondo i §§ 2, 4, 5, 6 13 e 14 delle stesse, ed inoltre passando d'intelligenza col rispettivo Commissario d'ispezione, se in Venezia, o di Circondario, se altrove:

Art. 3. Gli arruolamenti, fatti come all'articolo precedente, saranno notificati alla Commissione centrale d'arruolamento ed ai Commissari che hanno l'ispezione dei Corpi per le relative incombenze;

Art. 4. Il tempo obbligatorio del servizio durerà sino al termine della guerra.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*
GIROLAMO ULLOA.
GIUSEPPE SIRTORI.
FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il segretario generale

L. SEISMIT DODA.

10 Luglio.

N. 4923-1958 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avvisa

Che non potendosi usare ulteriormente per ora del pubblico ordinario Macello a S. Giobbe, vi venne provvisoriamente sostituito il fabbricato detto Stallone a Rialto.

Che in esso, e giammai fuori di esso per verun motivo o pretesto, dovranno fino a nuove disposizioni essere macellati gli animali tutti da mettersi in consumo, mentre sussiste sempre in pieno vigore, e quindi deve essere di eguale pieno effetto anche relativamente al succitato locale detto Stallone, l'attuale Regolamento.

I gelosi riguardi pertanto che col detto Regolamento contemplessi di tutelare, saranno sempre a tutto potere garantiti mediante la più attiva vigilanza, e mediante quelle misure di necessario rigore con le quali senza distinzione sarà sempre punito chiunque vi trasgredisce.

Il podestà, GIO. CORRER.

L' Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segr. A. Licini.

SULLE CONDIZIONI DELL'AUSTRIA A VENEZIA.

Nel Supplemento alla *Gazzetta di Milano* del 4 luglio corr. N. 185, fu pubblicato il carteggio del feldmaresciallo conte Radetzky, e del ministro imperiale, cav. de Bruck, col Governo di Venezia, già stampato in questo foglio del 4.º corr. N. 175.

Alla pubblicazione dei documenti, il foglio milanese fa seguire queste parole:

« Dalla premessa nuda esposizione dei fatti, e dal riportato carteggio, tornerà facile il rilevare, che, anche dopo le migliorate condizioni politiche dell'Italia, mercè la cooperazione dell'Austria, dessa non cessò pertanto di stendere generosa la mano della riconciliazione agli abitanti di Venezia, coll'assicurar loro una politica esistenza, fondata, come per tutto il regno Lombardo-Veneto, sopra istituzioni patrie e liberali, e coll'offrir loro, oltre il resto, la conservazione del porto franco, il parziale riconoscimento del debito pubblico coll'ammortizzazione del medesimo a carico municipale, l'esenzione perciò di ogni multa di guerra, nonchè l'assoluto perdono per la maggior parte, ovvero le più clementi facilitazioni pei più compromessi.

« A queste condizioni e a queste cure, consigliate al governo austriaco dal desiderio soltanto di risparmiar, come fu già accennato, il sangue e le ruine di una città sì preziosa, venne nel modo che ora tutti conoscono corrisposto.

« A chi pertanto siano ad attribuirsi le evenibili ed ormai inevitabili conseguenze, giudicherà l'Europa. »

Noi non abbiamo mestieri di giustificare presso i nostri concittadini la deliberazione quasi unanime dell'Assemblea dei suoi rappresentanti, che rifiutò di aderire alle proposte fatte dal governo austriaco, mentre i nostri concittadini pienamente conoscono quali conseguenze rovinose sarebbero risultate dall'accettazione di quei patti. Ma poichè da ambe le parti si fa appello al giudizio dell'Europa, e gli esteri delle condizioni nostre possono non avere conoscenza esatta, crediamo spediente far alcune brevi osservazioni, che anche agli esteri dimostrino la inaccettabilità dei patti proferiti, e che nè meno in questa circostanza Venezia ha demeritata la fama di moderazione e di assennatezza, che pochi omai le contendono.

Le proposte austriache da un canto riguardano la condizione politica delle provincie lombardo-venete, e dall'altro i patti di resa della città di Venezia.

In quanto alle condizioni politiche, il ministro imperiale, cav. de Bruck, con la sua lettera dell'11 giugno decorso aveva dichiarato, che dalle negoziazioni si avrebbe ottenuto per risultamento la *concessione effettiva* di tutte le istituzioni occorrenti ad assicurare il *nostro benessere* e la *nostra dignità nazionale*, purchè fossero *compossibili* col principio

della integrità dell'impero, manifestando la speranza che avremmo approfittato della occasione *di concorrere col fatto proprio a stabilire la condizione futura della patria.*

Consta in vece dal rapporto 23 giugno decorso dei cittadini Giuseppe Calucci e Lodovico Pasini (documento N. XIX inserito in questa Raccolta), che il ministro cav. de Bruck escludeva sin dal principio il nostro concorso nel determinare le istituzioni di queste provincie ed i loro rapporti coll'impero, poichè aveva già approntato egli stesso un progetto di Statuto, e ne dichiarava immutabili le basi fondamentali, sottraendolo così ad ogni discussione.

Consta inoltre:

1. Che quel progetto di Statuto non presentava sufficienti guarentigie ai nostri diritti, ai nostri interessi, alla nostra dignità nazionale; segnatamente perchè la trattazione di tutti gli affari che costituiscono la vera vita politica ed economica della nazione, era portata a Vienna, e presso un Parlamento, ove i nostri deputati sarebbero stati chiamati a votare sopra proposte e dietro discussioni in lingua che non conoscono;

2. Che anche quel progetto poteva dall'imperatore essere totalmente disapprovato, o essenzialmente alterato;

3. Che le istituzioni in quel progetto stabilite, non erano attuabili se non *dopo il termine della guerra e dopo assicurata la pace dell'Italia e dell'Europa*; di modo che, in luogo di essere *concessioni effettive*, si riducevano a mere *promesse* d'istituzioni future, a tempo indeterminato ed incerto;

4. Che infrattanto sarebbesi assoggettata Venezia, come ogni altra parte delle provincie italiane, al governo militare.

Ciò quanto alle condizioni politiche proposte per le provincie lombardo-venete. Rispetto poi ai patti particolari di resa per la città di Venezia, contenuti nel foglio 25 giugno decorso del cav. de Bruck, osserveremo in generale che, bene considerati, lungi dal presentare concessioni favorevoli, si risolvono tutti in altrettante punizioni.

In particolare poi noteremo:

1. Molti patrimoni di Veneziani e di esteri qui dimoranti sono oggimai quasi per intero costituiti di carta monetata, e di crediti verso lo stato. La proposta di ridurre il valore della carta monetata a 2/3, del nominale, e quello dei crediti alla metà, porterebbe la rovina di questi patrimoni, anche perchè alle perdite di 1/5 sul valore della carta, e di 1/2 su quello dei crediti, si aggiungerebbero le perdite ulteriori, che eziandio su questi valori ridotti porterebbe il naturale disaggio. E quando si rifletta che la carta monetata del Comune finora in circolazione, e che si trova tutta in Venezia, ascende a 46 milioni, e che il debito pubblico verso i privati cittadini importa circa 49 milioni, si deduce con facile calcolo che verrebbero d'un colpo annullati circa 45 milioni di valori. Questo annullamento potrebbe in qualche modo giustificarsi, se l'ammortizzazione della carta e il pagamento del debito fossero assunti dall'Austria, o almeno ripartitone il peso sulle provincie del regno. Ma in vece vuolsi che l'ammortizzazione della carta e il pagamento del debito stieno a carico esclusivo del comune di Venezia: di modo che, mentre da un

lato si dimezzano le facoltà dei privati, dall'altro si lascia ai contribuenti di Venezia per tempo lunghissimo un peso enorme, che ne rende inevitabile la rovina. La possidenza, il commercio, l'industria ed i capitali ricevono in pari tempo un colpo mortale, e tutti gli elementi di futura prosperità vengono distrutti.

2. Dichiarò il cav. de Bruck, nell'art. 5. del citato suo foglio 25 giugno decorso, che tutti gli ufficiali ed impiegati militari del medesimo rango, che erano anteriormente in servizio austriaco, dovrebbero uscire di Venezia e dall'impero, ed essere altrove trasportati per via di mare, a spese del Municipio. Questo decreto di proscrizione colpirebbe *nella sola Marina* circa 500 individui, i quali, per la massima parte aventi famiglia, e privi di qualsiasi patrimonio, dovrebbero esulare nella indigenza. Qualunque sia il modo nel quale il governo austriaco, secondo le sue opinioni, voglia giudicare la condotta d'uomini, che credettero non doversi rifiutare alla difesa della loro patria naturale, è sempre evidente che una condanna così grave a carico di un numero di famiglie così grande non merita essere chiamata *la più clemente facilitazione*, come il foglio milanese la chiama. Ma lo scopo vero di siffatta proscrizione, e in ogni modo la sua inevitabile conseguenza, sarebbe la distruzione della Marina veneta, e quindi dell'arsenale, onde verrebbe la miseria di parecchie migliaia d'operai, e la distruzione delle tante industrie, alle quali la esistenza di un arsenale dà vita.

3. Secondo l'articolo 7. del detto foglio del cav. de Bruck, sarebbero *dopo la occupazione* della città designati altri 40 proscritti civili, da inviarsi similmente oltremare a spese del Municipio. È naturale che moltissimi fra quelli, che sono o si credono compromessi, non istimerebbero prudente d'attendere la militare occupazione, e quindi emigrerebbero prima che essa fosse effettuata. Onde in fatto la proscrizione, in luogo di colpire sole 40 famiglie, ne colpirebbe qualche migliaio; e così Venezia, disertata dai migliori suoi abitanti, resterebbe un cadavere di città, cui nessuna forza umana varrebbe per molti anni a ridonare la vita.

4. L'ammnistia stessa, che a prima vista sembrerebbe piena per tutti i civili, eccetto i 40 da designarsi, è assoggettata alla più pericolosa restrizione. Poichè, secondo l'art. 8. del suddetto foglio, se taluno dopo la occupazione si facesse reo di nuovi attentati a danno della pubblica tranquillità, verrebbero *prese in riflesso anche le colpe anteriori*. Sarebbe tanto difficile che Venezia sopportasse con tranquillità intera una mutazione così rapida di condizioni politiche; sarebbe tanto facile promuovere un'agitazione qualunque; sono tanti gli atti *anteriori* dei Veneziani qualificabili come *colpe* dall'Austria; che senza esitazione ogni uomo imparziale debbe esser condotto a concludere che l'ammnistia proposta sarebbe in fatto nulla, e non servirebbe di alcuna garanzia.

Per amore di brevità abbiamo notate le sole cose principali, trascurando le osservazioni minute. Tuttavia confidiamo che risulti abbastanza chiaro qual fosse l'indole delle proposizioni dell'Austria, e come l'Assemblea dei nostri rappresentanti non potesse, senza mancare al debito suo, sancire col proprio consenso la rovina del paese ed il suo disonore.

Simili patti possono essere *imposti* dalla forza, ma non *consentiti* dalla libera volontà di un popolo, che rispetta sè stesso.

11 *Luglio.*

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

BULLETTINO DELLA GUERRA.

ISPETTORATO DEL 1.^o CIRCONDARIO DI DIFESA.

ALLA COMMISSIONE MILITARE.

Strada ferrata, 11 luglio 1849.

Nelle ultime ventiquattro ore, le batterie del nemico diminuirono sensibilmente il loro fuoco.

Si chiuse la giornata senza perdite o danni.

Non si scorge alcun nuovo lavoro nemico.

La ronda, spintasi innanzi di pien giorno lungo il Ponte della laguna, s'accertò che l'Austriaco non aveva oltrepassate le note sue posizioni. La dirigeva il valente capitano *Morel*, il quale, in questa ed in ogni occasione anteriore, diede prova di singolare coraggio e risolutezza.

Il Tenente colonnello Comandante
ENRICO COSENZ.

11 *Detto.*

N. 10420.

IL GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

In modificazione dell'articolo 2. del decreto 7 corrente
N. 9915-4137,

Decreta:

La Commissione annonaria centrale è composta dei seguenti cittadini:

CERUTI GIO. BATTISTA.

CORRER PIETRO.

FARIO PAOLO.

LOCATELLI ROCCO.

MARZARI CARLO.

PASINI LODOVICO.

RADAELLI ELIODORO.

Il presidente MANIN.

COMANDO IN CAPO DELLE TRUPPE NELLO STATO VENETO

ORDINE DEL GIORNO.

Tra i valorosi, che segnaronsi la notte del 6 al 7 andante nel respingere l'audace assalto che avvenne sulla batteria *S. Antonio*, condotti dall'intrepido tenente colonnello *Cosenz*, quelli, il cui nome merita meglio di essere reso pubblico tra le file del nostro tanto chiaro presidio della Laguna, sono:

Il tenente *Giuseppe Perazzo*, della legione *Cacciatori del Sile*; il capitano *Mestrovich*, del Comando di piazza; il tenente *Durelli Rocco*, del primo di linea, i quali entrarono i primi nella batteria.

Il tenente di artiglieria da campo, *Acerbi Giovanni*.

Il tenente *Gioacchino de Filippis*, dell'artiglieria da campo, ed il tenente *Marco Savornian* del Sile; il capitano *Piacentini* ed il primo tenente *Rubbi*, addetti allo stato maggiore del primo Circondario di difesa.

I marescialli d'alloggio della gendarmeria *Moras* e *Freddi Pietro*, ed i brigadieri *Gidoni*, *Zuliani*, *Bottura*, *Albanella*, *Dorin* e *Demetrio*, nonchè i gendarmi *Bassani*, *De Paoli*, *Cosano* e *Pasuello*.

Il sergente maggiore *Polidoro Polidori* del Sile, ed il comune *Dalbò* della stessa legione.

I caporali *Casolin*, *Dell'Antonio*, *Gobbi*, *Suppini* e *Pisentini* del 1.^o reggimento di linea.

*Il tenente generale comandante in capo
e presid. della commissione militare*

GUGLIELMO PEPE.

Apriamo questa rubrica coi nomi, raggranellati non senza fatica, di quei valorosi che la notte del 6 luglio corrente ricacciarono dal piazzale i nemici, atto di sommo coraggio ed ardire, e degno veramente di singolare menzione. — Primo di tutti merita i nostri encomi il gendarme *Pasuello Luigi* della VI. compagnia che si trovava nella batteria al momento dell'attacco: esso con una sassata colpì nella faccia un ufficiale austriaco che primo avea scalato il parapetto: fu l'ultimo a ritirarsi col tenente colonnello *Cosenz* ed il primo a ritornarvi. I gendarmi *De Paoli Alessandro*, *Bassani Giuseppe* e *Cosano Antonio* condotti dal maresciallo d'alloggio *Giovanni Moras* VI. compagnia e seguiti dal cannoniere di *Marina Santini Matteo* e dal tenente *Durelli Rocco* della I. Legione di linea furono i primi ad entrare per riprendere il piazzale, e dietro di essi altri sette gendarmi e cinque della I. Legione di linea. Soggiunsero pochi minuti dopo, poichè le traverse erano d'impedimento, altri 28 gendarmi diretti dal maresciallo d'alloggio *Freddi Pietro* in una al tenente dei Cacciatori del Sile *Perazzo* che col cannoniere suddetto fecero fuoco col cannone non inchiodato e quindi militi ed ufficiali d'altre armi. —

Sarebbe cosa troppo difficile il volere accennare ai parziali fatti di ciascheduno, perchè nel calore delle mischie gli avvenimenti sfuggono con facilità e le omissioni sono inerenti all'argomento. Non vogliamo però dar fine senza prima nominare il Brigadiere *Albanella Tommaso III.* compagnia che si prestò in singolar modo ad incoraggiare l'eletto drappello alla gloriosa intrapresa.

GIULIO D'ARIS.

11 Luglio.

N. 5441-2121 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso.

La vendita all'ingrosso del Pesce per parte degl'introduttori deve esser libera sì per l'interesse degl'introduttori medesimi, come per il maggior possibile vantaggio dei Consumatori.

Una sfrenata licenza però derivante da quella ingordigia di guadagno che direttamente sempre ricade a danno degli uni e degli altri, e la quale poi viene esercitata sempre violentemente, assoggetta di spesso detta vendita ad un monopolio di cui pur troppo la popolazione assai si risente.

A REPRIMERE PERTANTO SIFFATTI ABUSI SI PRESCRIVE :

a) Che gl'introduttori di Pesce non abbiano per assoluto ad approdare con le loro barche se non se alle pubbliche Pescarie, e che soltanto dopo aver trasportato dalla barca alle dette Pescarie e messo in mostra il genere, abbiano egliino a farne la vendita.

b) Che questa vendita onde sia sempre fatta a prezzi di tutta convenienza, ed il Pesce quindi possa essere rivenduto alla popolazione in dettaglio con un guadagno onesto e discreto, e giammai esorbitante, seguir debba regolarmente e tranquillamente, e per conseguenza a quelli che ne fanno acquisto per rivenderlo da per loro ai Consumatori, e non per farne di nuovo mercato all'ingrosso, e quindi per maggiormente incarirlo.

c) Che chiunque non desisterà da quegli arbitrii a reprimere i quali tendono le succitate disposizioni, e continuerà quindi a voler procurarsi un guadagno illecito a tutto danno della popolazione, sarà subito allontanato dalle Pescarie, e sarà inoltre, ove occorra, punito a rigore di legge.

Il Pesce che in adesso, stante le straordinarietà delle circostanze è divenuto un genere di prima necessità, ed al quale quindi deve ricorrere per il proprio sostentamento la maggior parte della popolazione, non dev'esser soggetto d'illicite speculazioni, di un monopolio cioè, il quale

riesca del più assoluto danno al generale dei Consumatori, cosicchè ogni mezzo atto a frenare gli arbitrii, ed a garantire per conseguenza quella regolarità nella vendita da cui soltanto può derivare che al paese sia dessa del bramato vantaggio, sarà assolutamente dal Municipio posto in uso senza riserve o riguardi.

Chiunque pertanto trasgredirà al prescritto, non avrà che a rimproverare a se stesso quel rigore con cui sarà irremissibilmente trattato.

Il Podestà GIO. CORRER.

L' Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segretario A. LICINI.

12 Luglio.

AL CONCISTORO DI GAETA

RISPOSTA

ALL'ALLOCUZIONE ATTRIBUITA A PIO IX

(Vedi T. VII, pag. 519 di questa *Raccolta.*)

So bene che per tale confutazione io sarò da molti considerato un eretico, ch'io sarò anzi scomunicato; benchè io solo mi sappia come sia vero seguace della pura Legge di Gesù Cristo, e come faccia niun calcolo delle fanatiche, ed interessate clericali scomuniche.

Così dunque rispondo all'Allocuzione di Pio IX del 20 aprile 1849, per altro disconosciuta autentica dalla Gazzetta di Venezia n. 171 del 26 giugno prossimo passato. Mi uniformo dunque all'opinione di quel giornale, ed anzi intendo rispondere a quello qualunque siasi l'abbia scritta.

Dolore gravissimo affligge il cuore del Pontefice, perchè Italia sia tutta agitata e sconvolta. Dovrebbe anzi fra la gioia più pura e più santa nuotare il suo magnanimo cuore, s'essa sia ora così tutta agitata e sconvolta per divenire grande, libera, ed indipendente nazione. Esso, come vero Italiano, a questo solo scopo, e non ad altri, deve sempre rivolgere i suoi alti pensieri.

Niuno ha mai negato al Papa il merito di essere stato il benefico iniziatore di questo sublime movimento. Tutti sanno com'esso abbia largiti amplissimi perdoni e come per Esso: *Mille e mille fur visti esuli figli — Ribacciar le natie sponde deserte* — (*), appunto perchè tosto tutti alacremenente si accingessero all'impresa immortale di liberare la loro patria dalle catene, dalla schiavitù, dall'infamia. Il beneficio di quelle amnistie sarebbe stato turpe, ignominioso, se avesse ridonato a farli, piuttosto che profughi liberi, vittime abbiette della tirannide nel patrio soggiorno.

Che macchinazioni? che raggiri? a viva luce fu tutto operato, fu tutto scritto.

Il principato civile del Romano Pontefice è incompatibile col principato clericale; questa è sentenza di Dio, non degli uomini; ed è turpe, astuta, interessata menzogna quella di pronunciare: *che ad un tempo*

(*) CARLO PISANI.

stesso si fa guerra ostinata alla santissima nostra Religione. Non è vero. Questo è un furbo, astuto, gesuitico artificio, per sostenere un superbo principio da Dio medesimo riprovato. Qui si tratta di politica, non di religione. Invece nell'allocuzione bugiarda si vuole ingannare farisaicamente il popolo, facendogli credere, che si voglia innalzare quest'edifizio politico sulle rovine dell'edifizio religioso. Ripeto che non è vero! Questa è impostura, bestemmia, iniquità.

È vero che fu infiammata la moltitudine di sacro patrio entusiasmo, non con tumulti perniciosi, ma perchè si disponesse a dimostrazioni necessarie, rese più necessarie per lottare contro la frode della oppressiva reazione.

Il Papa, o chi pur lui, poteva meglio far conoscere ai suoi venerabili fratelli, *al chiaro, all'aperto ed agli uomini tutti di buona volontà* cosa agogassero, e cosa agognino gli amici dell'uman genere, e qual cosa s'abbiano sempre *ferma e fitta nella lor mente.* Lo dirò io.

Gli amici dell'uman genere vogliono libertà, fratellanza, quella fratellanza predicata dal Vangelo: indipendenza da ogni principesca, o clericale dominazione; vogliono che come Gesù Cristo, il quale non fu mai re, i suoi successori sieno principi della Chiesa, capi della santa Religione, e che il potere secolare lo abbiano ad esercitare gli uomini del secolo, non i ministri di Dio.

Che si parla di molestie recate alle famiglie con quelle collette, che furono offerte spontaneamente per sussidiare la Patria? Non erano questi esborsi per vergognose accordate dispense, per simoniaci privilegi, ma erano sante offerte fatte per redimere il patrio terreno dall'obbrobrio della schiavitù.

Non è vero che ripugnassero ai liberi cittadini gli ordinamenti dritti a promuovere la retta ed utile educazione del popolo, e ciò sarebbe assurdo; poichè solo coll'educazione il popolo può conoscere cosa sieno sentimenti di libertà, e d'indipendenza; e sarebbe massima controversa e figlia d'ignoranza il dire: che coll'istruzione si addormenta la plebe, se anzi con questo sviluppo frange essa i ceppi, nè si lascia più opprimere nell'avvenire dal duro giogo dei tiranni.

Sulla cospirazione, su quella trama orrenda era meglio tacere; che tutto fu manifesto a limpida luce; e moderato, tranquillo, dignitoso fu il popolo della libertà; che meglio sarebbe stato per noi avesse allora estirpati quei codini perniciosissimi, per vizi, per irreligione disprezzabili, insigniti di troppo profanate ecclesiastiche dignità. Sì, in tale effervescenza di cose venne proposta la civica milizia, la salvatrice della cittadina oppressione, appunto con tale celerità stabilita, perchè dalla reazione iraconda non fosse colto il destro d'incepparne la istituzione.

Conveniva illuminare la Consulta di Stato, perchè era duopo fosse inaugurata da cuori di libero palpito, perchè non si rendesse una chimera, solo formata per illudere momentaneamente il credulo popolo, nè fosse un corpo di breve vita, e da quella non venisse sancita una fragile carta costituzionale, cui bastasse un lieve soffio d'aria a disperdere; ed in fine non fosse una di quelle elastiche clementi concessioni accordate per paura, le quali, come fece re bomba, a suo tempo vennero tutte

tutte revocate, e come a somiglianza d'ogni re, avrebbe anche fatto il sovrano di Roma.

Quelli che aveano occhi d'Argo, e che vedeano i tranelli della raggiratrice camarilla, erano quei detti *turbolenti* che accompagnavano i consultori, eran quelli che portavano piaghe al *pio* ingannatore Governo. Certamente che ai venerabili suoi fratelli in ogni allocuzione, chi ne aveva interesse, ricordava di aver ammonito, esortato il popolo a guardarsi da quelli ch'esso chiamava *raggiratori*.

Un principio di politica, che va a formare la felicità delle nazioni (e questa felicità la prova l'esperienza) ma altrettanto va a ledere l'ambizione e l'interesse di alcuni, volete voi che sia accolto con piacere da quelli stessi, che antepoendo il proprio egoismo al comune ben essere, ne restano danneggiati? Quindi è naturale ch'essi sfogano la loro atrabile chiamando raggiratori, iniqui, birbanti i loro avversari, in quella forma che i Mandarin, i Mufti, i Rabbini chiamano iniqui birbanti raggiratori i Missionari Cristiani, e quando possono li fanno trucidare.

È certo che per conseguire il sacrosanto scopo di purgare l'Italia dalle orde esecrate dei barbari stranieri oppressori, dovea accendersi nei petti Italiani lo spirito marziale, e prevenire la meditata vandalica invasione negli Stati Romani. Sarebbero ugualmente, come sono ora accorsi i Croati, chiamati dal Padre dei fedeli a propugnare lo Stato della Chiesa. Doveano i popoli d'Italia esser fra loro intimamente uniti per abbattere la prepotenza, la frode, la tirannide dei loro principi, e tutelare la santità dei sacri diritti di libertà e d'indipendenza. Non erano calunnie quelle disseminate contro uomini irreligiosi addetti al divino ministero. Sappiamo che fu sempre interesse dei reazionarii togliere dall'esiglio, e sostenere in credito quelle religiose famiglie, e particolarmente la più formidabile, la gesuitica, sempre fautrice della oppressione; e noi per conseguire la libertà, noi dovevamo necessariamente annichilare il maggior fatale colosso, ipocrita e satellite dei tiranni, che indegnamente porta il nome di quel mansueti Gesù, nemico d'ogni finzione, di ogni cupidigia, d'ogni dispotismo.

Avvenivano appunto allora i fausti sconvolgimenti d'Italia e di Europa, ed appunto allora con tali sublimi movimenti obbedivano i popoli ai veri religiosi precetti, esercitando con ogni studio verso i fratelli la vera cristiana carità, liberandoli dalle catene e dall'obbrobrio, e così adoperandosi tenevano per fermo far cosa grata a Dio stesso, protettore della libertà degli uomini, da Esso tanto colla voce e coll'esempio insegnata.

Sappiamo tutto delle vostre Costituzioni. Che importa ripeterlo? Illusioni! Leggi fatte a maglia! Concessioni di breve vita! Felicità sfuggevoli! Come a Napoli, a Torino, e come si fece dovunque vi stanno re, così si sarebbe fatto anche a Roma. Depressa colla forza brutale e colle bombe la popolare effervescenza nelle Camere, ove si discutevano sulle savie leggi per rendere i popoli meno infelici, possono poi pacificamente far la tela i ragnatelli. I tiranni allora ascendono trionfanti sull'insanguinato sgabello, e sempre a più alti gradini, e sempre più fieri e più prepotenti. Quest'è cosa notoria. La guerra odierna è questa: de-

sposti iniqui, che vogliono oppressione e catene, contro popoli stanchi, inaspriti, che vogliono libertà, indipendenza. Queste massime loro le chiamano religione, amor paterno, carità di prossimo; le nostre irreligione, licenza, anarchia. Bella davvero questa morale filosofia! Ma ricordino che il sentimento di libertà è naturale nell'uomo, che questa tendenza è prossima all'universale sviluppo, perchè sacro istinto all'uomo concesso da Dio, ma dalla feroce aristocratica preponderanza tenuto trucidamente incatenato. Le bombe, le fucilazioni distruggeranno uomini, ma faranno il principio liberale sempre più ripullulare, ingigantire.

Poveretti! Con orrore vi ricordate quelle ore notturne, e tuttora il Papa, o quelli che per lui scrissero, hanno tuttora presenti agli occhi certi uomini (dicano piuttosto illuminati) i quali per unico rifugio e salvezza dello stato e della Chiesa proposero la proclamazione della Repubblica. Quale parola ingrata è repubblica per coloro che vogliono dominare! Tutto è empio, tutto è turpe cioèchè non cade nel loro *tornacento*; e repubblica pel despota non è certamente vocabolo di *tornacento*.

Che intendimento, (oh impostura! oh ipocrisia!) che intendimento vi era in noi di offendere la giustizia, la virtù, la onestà, la religione? I più sozzi delitti invece pullulavano, e troppo, sotto il vostro regime farisaico. Che parlate di socialismo, di comunismo? Menzogne! Volete forse far creder ai popoli che le nostre dottrine siano quelle infami delle propagande francesi? La nostra scuola non è quella di Voltaire, di d'Alembert, di Rousseau, con cui fu inaugurata una repubblica di atei, e di carnefici. Noi vogliamo la repubblica proclamata da Gesù Cristo.

E quando mai più di adesso si videro i liberi italiani riverenti alla religione, ed alla virtù? Come a Roma, ove si ordinarono continue preghiere a Dio, ed esposizioni dell'Augustissimo Sacramento, così a Venezia per cinquanta giorni venne esposta la Beatissima Vergine alla pubblica adorazione, perchè fosse liberato questo popolo innocente e generoso dal truce assedio dei vandali masnadieri. Uomini, donne, fanciulli d'ogni condizione, tutti lagrimanti volgevano, come volgono gli occhi alla gran Madre di Dio per ottenere il suo patrocinio. Centomille lumi furono a Lei offerti.

E non qui un furto, non ferite, non qualsiasi delitto; che i tribunali da quindici mesi giacciono inoperosi; non uno scandalo, che fino i luoghi di dissolutezza già tollerati dai Papi, sono ora qui deserti, essendo la mente dell'uomo nella libera sua espansione elevata a più nobili affetti, e qui non più una bestemmia, non una imprecazione, e qui invece un mutuo reciproco amore; nè qui più superbia, nè avarizia, nè ira, nè accidia, capitali peccati; ma invece uguaglianza, corrispondenza, amicizia stretta, sincera fra cittadini e cittadini tutti fratelli; e fino il cuore dell'uomo più avaro, ora ammolito dal patrio affetto si dedica al soccorso de' poverelli, che pochi qui languiscono; per cui così tutti da noi si adempiono i precetti di *amar Dio sopra ogni cosa, ed il prossimo come noi medesimi*, i precetti di *fare e non fare*; tutte virtù che l'uomo eminentemente professa nel solo stato di libertà. Ecco le opere dei liberali Italiani qualificati colmi d'ogni turpitudine.

Il Papa, od i suoi aderenti invece dicono: che Roma è ridotta una selva di bestie feroci — mostri d'ogni genere d'opinioni, staccati dal profondo degli abissi, per ogni dove infuriano a rovina e devastazione con danno della religione. — Gli Italiani (e primi in questi saremo compresi noi italianissimi Veneziani) non combattono per la loro indipendenza: la patria è un pretesto per immergere nei flutti effervescenti della incredulità, e commettere qualunque delitto, con isfrenata licenza di empietà, cupidigia e libidine — per togliere ogni onestà, ogni virtù, ogni giustizia — per difendere e lodare la nefanda condotta del sicario e del ladro ecc. ecc. ecc.

No, che Pio IX non ha scritte tali nefandità, tali imposture, tali scelleraggini; e col Giornale di Venezia dichiaro io pure di disconoscere autentica l'Allocuzione 20 aprile 1849, ed inorridito per ora non vado più innanzi, riservandomi a progredire a fatti più chiari e compiuti.

GIOVANNI TOPPANI.

12 Luglio.

IL SACERDOTE
D. DOMENICO DOTT. VIANELLO
DI PELLESTRINA.

Per ismentire le voci calunniöse sparse sul di lui conto, intorno al fatto avvenuto in Pellestrina la sera del giorno 5 dello scorso giugno,

PUBBLICA

essendone stato autorizzato dal decreto 7 luglio corrente n. 5456 del Comitato di vigilanza e dall'altro 10 detto n. 78 della Commissione militare con pieni poteri

La seguente deliberazione:

N. 763.

GOVERNO PROVVISORIO

DIPARTIMENTO DELLA GUERRA.

Venezia, il 28 giugno 1849.

AUDITORATO GENERALE

Al sacerdote don Domenico Vianello detto Pagatutti.

Inerendosi alla deliberazione del Consiglio militare di II. Istanza 22 giugno corr. n. 570-377 confermata dalla Commissione militare a pieni poteri con dispaccio 27 andante n. 443-290; si dichiara al sacerdote *don Domenico Vianello* detto *Pagatutti*, che gli apparenti sospetti, che per una sventurata combinazione di circostanze diedero tema ad una investigazione penale in di lui confronto sopra titolo di spionaggio, non solo non si sono confermati, ma vennero assolutamente dileguati in esito alla assunta procedura, per cui fu decretata la desistenza per mancanza di titolo penale.

Locchè gli si rilascia quale attestazione d'Ufficio, a sua giustificazione inesivamente al disposto del § 279 del Codice penale.

L'AUDITORE GENERALE
CRISTIANCIG Tenente-colonnello.

12 Luglio.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI

DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 10 luglio 1849.

Presidenza del citt. LODOVICO PASINI.

La seduta comincia a ore 12 e 1/2. Si dà lettura del processo verbale della precedente adunanza, che resta approvato.

Il *presidente*: I rappresentanti Calucci, d'Este e Reali fanno sapere che per essere indisposti non possono assistere alla odierna adunanza.

Il rappresentante dott. Nardo ha mandato alla presidenza alcuni suoi cenni sul modo di supplire in caso di blocco alla mancanza di alcune vettovaglie. La sua memoria sarà passata alla Commissione per le cose annonarie, eletta dall'Assemblea, e così pure prego tutti i rappresentanti di passare direttamente alla detta Commissione tutte le note e schiarimenti relative alle cose annonarie.

Il primo oggetto da trattarsi nell'ordine del giorno è la sostituzione di un membro nella Commissione per le cose annonarie, eletta il dì 5 corrente, in conseguenza dell'essere uno dei membri stato chiamato a far parte della Commissione annonaria centrale, posto che è incompatibile coll'essere membro della Commissione eletta dall'Assemblea. Perciò invito tutti i rappresentanti a far una scheda con un nome.

Dallo spoglio delle schede risulta che il rappresentante:

Errera	ottenne voci 18
Bollani	» 12
Ferrari Bravo	» 12

Quindi resta eletto il rappresentante Errera.

Il *presidente*: Ora passiamo alla 2.^a parte dell'ordine del giorno, cioè la presa in considerazione della proposta Ferrari Bravo sulla inamovibilità dei giudici. Se il rappresentante Ferrari Bravo vuole aggiungere qualche schiarimento, egli ha la parola.

Il rappresentante *Ferrari Bravo* (*legge*): Quando nel marzo passato io vi proponea l'idea d'uno Statuto provvisorio per lo stato di Venezia, era mio intendimento di assicurare al popolo l'uso e l'esperienza pratica di quelle franchigie, che deggiono associarsi ad una forma di libero reggimento, tra le quali era pure, e non fra le ultime, quella di una retta amministrazione della giustizia, fondata sull'assoluta libertà ed indipendenza del giudice. La maggioranza dell'Assemblea respinse la mia proposta, ed io ho rispettato il voto emesso. Ora però che si tratta di modificare la forma del procedimento pei giudizi criminali, ho creduto non

dover ristarmi dal proporvi una legge parziale sulla libertà ed indipendenza del giudice, la quale ha per base la di lui inamovibilità, e la quale mi parve opportuna a circondare il giudice di quella pubblica fiducia, di cui appunto abbisogna sempre, e molto più quando stringenti ed imperiose si mostrano le circostanze. In linea di principio, l'onorevole nostro collega cittadino Luigi Lunghi, coll'intelligenza che gli diedero i suoi distinti talenti ed i suoi accurati studii sulle leggi, e coll'esperienza del diuturno esercizio per tutta una vita d'assidua applicazione, vuole egli pure il giudice indipendente e libero, perchè lo vuole immune da ogni dubbio ch'ei non potesse altrimenti essere coscienzioso. Io mi valgo dell'autorità del nome del Lunghi a sostenere la mia proposta di legge, come di un'espressione che, fatta recentemente a questa tribuna, deve tuttavia sonarvi all'orecchio, e percuotere le vostre intime convinzioni; ma potrei portarvi le autorità delle istorie di tutti i tempi e di tutti i luoghi, per comprovarvi quanto influente sia stata la soggezione del giudice, anche nella sussistenza di buone leggi, a falsarne la pratica applicazione, e ad ingenerare deplorabili conseguenze; perchè le passioni, e la possibilità di una servile debolezza, o di una ancor più vergognosa seduzione, sono, o possono essere da per tutto dove sono uomini. In principio adunque, la libertà e l'indipendenza del giudice paiono elementi vitali ed indispensabili della retta amministrazione della giustizia. Io vi ripeto inoltre ciò che altri vi hanno già detto, che nell'amministrazione giudiziaria, le ben piccole innovazioni che si son fatte non valsero a togliere l'andamento strettamente austriaco di questa macchina inceppata, ch'è pure un ramo importantissimo della pubblica prosperità e dell'ordine pubblico. Se fate adunque, come pare che facciate, qualche miglioramento nell'ordine giudiziario, mirate a tagliar corto intorno alla base principale della libertà de' giudizi, cui tende la mia proposta. Ho udito alcuno opporre svariatamente: 1.^o che il provvedimento sia tardo: 2.^o che all'opposto sia inopportuno e precoce, perchè precede l'organizzazione delle persone: 3.^o che non sia necessario, perchè l'esperienza precorsa dimostrò presso noi che nulla non fu innovato nelle persone dei giudici dall'attuale potere. Al primo obbietto rispondo che meglio è tardi che mai pensare all'affrancamento del giudice dai legami, dai quali sorgesse apparenza ch'ei fosse o potesse essere stretto, e dico poi che certo della tardanza non sarebbe mia la colpa. Al secondo soggiungo che l'organizzazione delle persone fu sin qui mantenuta presso a poco tal quale era dapprima, e che quindi la disposizione troverebbe frattanto applicabilità all'affrancamento delle persone attuali, e sarebbe guarentigia delle future; mentre d'altra parte, sa il provvedimento di necessità dee riferirsi alle persone dei giudici, non è poi altrimenti vero che in sostanza ci sia nell'interesse delle persone, ma sibbene nell'interesse della retta applicazione delle leggi. Al terzo, prego considerare che le disposizioni di massime liberali sono una naturale conseguenza delle forme di libero reggimento, ed hanno lo scopo eminente del bene universale; conseguenza e scopo che assorbono qualsiasi riferimento agli organi del potere. Io sono sempre nemico delle allusioni a persone, non sono punto diffidente, ma in fatto dell'uso e

dell'esercizio delle libertà, senza fare mai supposizioni contrarie alle buone intenzioni dei governanti, amo il positivo e l'esplicito, perchè gli uomini cangiano coi tempi e colle generazioni, e la legge sola può rimanere eterna ed immutabile. Questi brevi cenni giustificheranno, io spero, la necessità di prendere in considerazione la proposta, sulla quale insisto con tutta la fiducia nella saggezza dell'Assemblea. (*Veggasi per la proposta la seduta 5 corrente.*)

Il *presidente*: Metterò dunque a' voti la presa in considerazione della proposta Ferrari Bravo. (*E' ammessa.*) Si ammette inoltre che sia delegata la Commissione di legislazione a fare il rapporto.

Il rappresentante Errera ottiene la parola per un fatto personale.

Il *rappresentante Errera*: Intesi essere stato io nominato per la Commissione annonaria. Devo far conoscere all'Assemblea d'aver per la ragione particolare per non assumere questo incarico, ed è che sono uno dei rappresentanti al concorso creditorio cui pertiene il mulino di S. Girolamo. So che uno dei punti, su cui l'annona è basata, si è appunto il detto mulino; in conseguenza potrebbe succedere collisione tra gl'interessi dei creditori e quelli dell'azienda summentovata. Questo è il motivo per cui spero che l'Assemblea voglia accordare che io mi rifiuti all'onore impartitomi.

Il *presidente*: Nessuno opponendosi, invito l'Assemblea a fare una nuova scheda.

Dallo spoglio delle schede risultano date ai rappresentanti:

Ferrari Bravo	voci 51
Bollani	» 14
Santello	» 11

Quindi resta eletto il rappresentante Ferrari Bravo.

Il rappresentante Tommasco chiede di comunicare alcune notizie.

Il *rappresentante Tommasco (legge)*: La sera seguente all'adunanza dell'Assemblea che ci elesse, avevamo, dopo sentiti i capi delle Commissioni secondarie d'annona, e ponderati i fatti da quelle attestati, o noti altrimenti a noi, avevamo preso d'indirizzare al Governo le nostre osservazioni; delle quali ci giova accennarvi, o cittadini, le più rilevanti, acciocchè dall'autorità vostra sia sostenuta la debole nostra parola.

Finchè l'ardimento delle milizie, aiutato dalle malattie che diradano le forze austriache, e sospinto dai miracoli della Provvidenza, ostinata a favor nostro, finchè l'ardimento delle milizie non ci procacci nuove provvigioni, bisogna conoscere quelle che abbiamo, le nascose scoprire, e distribuirle equamente, providamente. A bene distribuirle uno solo ci pare il modo, e non usato finora; e dal non lo usare derivò grande spreco di viveri. Lo provò nel primo blocco Venezia: tale esperienza dovrebbe assennarci. Se non si conoscono quante in ciascun circondario o parrocchia sien le famiglie, quante in ciascuna famiglia le persone; se a ciascuna famiglia non sia dato un cartellino che dica la quantità di farina o di pane o d'altri viveri, che deve essa famiglia ricevere ogni giorno dal tale venditore e non da altri; se non si ordini che il compratore lasci al bottegaio un biglietto in riscontro della quantità ricevuta; avverrà sempre quel ch'è avvenuto sin qui, che le medesime persone

gireranno per più botteghe comprando al di là del proprio bisogno, che altri patiranno penuria, e da ultimo patiranno penuria tutti, per essersi innanzi tempo consumate, o nascoste le cose necessarie alla vita. Senza questo ordinamento a noi pare inutile ogni altro; e però ne facciamo a voi stessi, o cittadini, parola.

Per conoscere le vittuaglie che abbiamo, per iscoprir le nascoste, oltre all'ordinare che anco i privati notificchino quant'hanno in casa, e minacciare ed imporre severi gastighi a chi froda; oltre al visitare i luoghi dove si sospetta di frode, due della vostra Commissione, e io son uno, chiedevamo che la guardia civica, senza tema di avvilirsi in indagini che ha per fine la vita e l'onore della patria, visitasse tutte quante le case, e con tale uguaglianza rendesse la precauzione non oltraggiosa a persona nessuna. Nè la visita priverebbe la famiglia del genere, ma darebbe a conoscere la quantità per l'appunto che nella città se ne trova. Gli altri della Commissione si contentano delle visite solamente ne' luoghi di cui si sospetta. Quanto valgano le denunzie sin qui fatte, a giudicarlo vi basti che trentamila libbre di lenti non notificate diconsi or ora proferte alla vendita. Tutti unanimi poi desiderano severe e pronte ai trasgressori le pene, chè il languore usato fin qui rese altri sbadati, ed altri insolenti. E perchè la pena, ed il premio, e ogni altro provvedimento sien pronti, bisogna alle benemerite Commissioni di circondario ampliare le facoltà; stabilire che dalla primaria dipendano per sole le massime generali, e ne' casi di dubbio, di differenza o d'appello; che al Municipio non ricorrano se non per avere il braccio, l'esecuzione degli ordini; che la stessa Commissione primaria le interroghi quanto alle norme generali da prendere, e faccia di loro il proprio consiglio. Così la primaria non sarà tacciata d'arbitrii, e pochi di lei basteranno alle faccende. Le Commissioni secondarie son esse che ormai per prova conoscono e gli uomini e i fatti; son esse che dei veri desiderii e bisogni del popolo hanno notizia; e la loro piena e continua corrispondenza con la primaria è condizione al buon esito della cosa.

Però noi le abbiamo subito interrogate; e intendemmo confermati da loro più fatti gravi; dico la disordinata vendita dei salumi che, se andasse così, li farebbe in brev'ora sparire; la vendita del pesce abbandonata ad incettatori ingordi, che vanno incontro ai poveri pescatori per averlo a vil prezzo ed esitarlo ad esorbitante, esercitando la tirannia antichissima de' pesciaiuoli, ma adesso intollerabile perchè pesa sulla indigente città. Abbiamo riconosciuta, fra altre che omettiamo, e di che fu scritto al Governo, la necessità di vegliare sui mulini dell'Oexle e affidarli a una Commissione speciale; la necessità di rendere accomodati alla macinatura della farina gialla i mulini che nella Casa di correzione giacciono inutili tuttavia; la necessità d'aver pronti sull'atto tanti mulini quanti tengano vece di quelli che sono sull'orlo della laguna, se mai danneggiati; la necessità di distribuire più farina a' fornai che hanno più famiglie da fornire, il quale ultimo guaio del lasciare intere contrade senz'alimento sarebbe tolto dallo spediente de' cartelli proposto da noi.

Abbiamo inoltre interrogati i capi delle Commissioni secondarie intorno alle persone ch'eglino stimerebbero più desiderabili nella nuova

Commissione primaria, e volevamo far noti i loro e i nostri desiderii al Governo. Ma il Governo con la scelta sua ci prevenne, e creò la primaria senza intendere la consultiva eletta da quest'Assemblea. La lettera del decreto non glielo imponeva; se glielo consigliasse lo spirito, non ispetta a noi giudicare. Noi non intendiamo nè riprendere, nè dolerci: ma dare a conoscere il fatto, acciocchè non ci venga attribuita la lode od il biasimo d'atti non nostri. Abbiamo volentieri accettato questo incarico, appunto perchè libero dal fastidio d'ambiziosi diritti, e nobile di schietti e modesti doveri. Io, quanto a me, l'hò accettato perchè l'addurre a scusa in questi momenti la insufficienza delle forze mie, poteva parere colpevole noncuranza dei dolori del popolo. Ma giacchè non pochi penseranno che la nostra Commissione fosse altro che consultiva, giacchè il paese dimostra fiducia nella nostra qualsiasi mediazione volgendosi a noi, egli è debito nostro far noto che noi non rispondiamo degli atti o delle scelte altrui, ma del nostro consiglio. E per risparmio di tempo i desiderii, che ci venissero significati dai cittadini, non li faremo primieramente noti alla Commissione in capo, serbando al Governo sole le cose più gravi, e affidandoci all'ingegno, all'esperienza, all'operosità del presidente Pasini.

Mi volgo da ultimo, o cittadini, al cuor vostro, e ripropongo l'esempio già dato dalla parrocchia de' SS. Giovanni e Paolo, dove alcuni benemeriti consigliati da Pietro Bigaglia, messe insieme lire secento, fornirono per due mesi a trecentoquaranta poveri di quella parrocchia, farina gialla per otto centesimi la libbra, e legna per due; a ragione, la legna, di una libbra e un terzo, e la farina, di mezza libbra per testa. Ognì famiglia ha il suo cartellino della quantità da ricevere sicuramente, men cara, e più buona. Imitino tutte le parrocchie l'esempio, lo promuovano i deputati; e la Commissione nostra, quand'altro con le sue cure non ottenesse, si crederebbe d'aver con tale consiglio operato abbastanza. Il più alto uffizio degli eletti dal popolo si è cooperare a' suoi sacrificii, alleggerire i suoi patimenti. (*Applausi.*)

Il *presidente*: Se nessuno domanda la parola sulle notizie comunicate all'Assemblea dal rappresentante Tommaseo, si passerà all'altro argomento dell'ordine del giorno, cioè alla proposta del rappresentante Ferrari Bravo riguardante le nuove elezioni e le riforme alla legge elettorale. Invito il relatore della Commissione a leggere il rapporto.

Il *rappresentante Farè (legge)*:

Poichè la legge 24 dicembre 1848, convocando la presente Assemblea dei rappresentanti lo stato di Venezia, la istituì come Assemblea permanente;

Poichè questa permanenza della popolare rappresentanza è senz'alcun dubbio richiesta dalle condizioni politiche, nelle quali la patria si trova;

Poichè, nell'articolo 47 della legge citata, è detto che il mandato dei rappresentanti s'intende dato dagli elettori per sei mesi dal giorno della prima riunione dell'Assemblea;

Poichè la prima riunione è avvenuta il 15 febbraio p. p.;

Ella è cosa evidentissima che bisogna provvedere alla sostituzione

dei rappresentanti in modo che i nuovi eletti abbiano a poter essere in carica nel 16 agosto p. v.

La letterale disposizione della legge che ci ha raccolti, appoggia adunque la proposta del collega nostro Ferrari Bravo, e la Commissione sotto questo aspetto non avrebbe che a parlarvi delle forme, sotto le quali adottarla.

Se non che, nella prima Sezione, quando facevasi l'esame preliminare della indicata proposta; alcuni rappresentanti mossero dubbio sulla opportunità di attenersi in questa occasione con l'usato scrupolo al tenor della legge. Le congiunture straordinarie, nelle quali si trova il nostro piccolo territorio, osteggiato da ogni parte e soggetto ad un continuo combattimento assai presso la città principale, inducevano questi rappresentanti a credere poco prudente l'aggiungere alle altre cause di agitazione nel popolo anche quella scossa, che l'opinione pubblica non può non ricevere da una votazione generale ed importantissima, preceduta dal vivo conflitto delle candidature.

Siccome però veniva risposto esser questo un inconveniente inevitabile pel chiaro tenor della legge, non potersi alterare o prolungare per autorità del mandatario il ricevuto mandato, ed esser poi pericolo ben più grave quello della nullità legale di cui sarebbero viziati, e certamente dalle minoranze accusati, quei decreti di forse vitale importanza che facessimo dopo il 15 agosto; così, a togliere l'obbietto della illegalità, veniva proposto da taluno che si chiamasse il popolo a dichiarare, per ischede del sì e del no, se intendesse prorogare il mandato alla presente Assemblea fino a guerra finita.

La vostra Commissione esaminò, com'era suo debito, questo punto agitato in una delle Sezioni: ma trovò che il proposto rimedio non faceva cessare i temuti inconvenienti, e ne presentava anzi alcuni di suoi proprii.

Siccome le schede del sì e del no dovrebbero rappresentare indubitatamente la ingenua volontà del corpo sovrano degli elettori, così bisognerebbe assicurarsi che nessuna persona non elettrice presentasse la scheda, che nessuno elettore ne presentasse più d'una, e che ognuno di essi potesse esercitare il proprio diritto: vale a dire, bisognerebbe permettere alla raccolta di queste schede tutte le operazioni elettorali, solite a farsi per le elezioni.

La lunghezza del tempo impiegato non sarebbe minore: ma neppur sarebbe minore l'agitazione e la preoccupazione delle menti, chè anzi la straordinaria maniera di votazione si presenterebbe come un motivo di più.

Le candidature non formulate con nomi proprii verrebbero fra loro in contrasto col sì o col no; e si prevarrebbero forse, per far decidere la negativa, di qualche scrupolo di legalità relativo alla novità del voto richiesto, ed alla limitata facoltà di scegliere al corpo degli elettori.

Sarebbero poi col proposto metodo messe ad una specie di tortura morale le coscienze di molti elettori, i quali, essendo contenti d'una parte di quest'Assemblea e contrarii ad un'altra parte, li vedrebbero costretti ad approvar contro voglia quest'ultima, o a condannare contro voglia la prima.

E se passasse il sì a piccola maggioranza, l'autorità morale e il prestigio legittimo della rappresentanza del popolo sarebbero menomati.

Che se poi venisse deciso il no, sarebbesi perduto un tempo prezioso, e sarebbesi chiuso l'adito a riempire le condizioni dalla legge volute perchè l'Assemblea fosse pronta al 16 agosto.

I motivi, così sommariamente esposti, e più la convenienza di attenersi strettamente a quella regolarità di forme, che toglie ai nemici della patria ogni pretesto di calunniare la popolare rappresentanza, ci consigliano, cittadini, a proporvi di assecondare la mozione Ferrari Bravo, e di stabilire che si provveda senza ritardo a quanto occorre in proposito.

Questa decisione, oltre che il riconoscimento d'una legale necessità, sarà anche una prova di fiducia, che voi darete alla saggezza del popolo. Chiamato in questi solenni momenti all'esercizio della sua sovranità, alla elezione dei suoi rappresentanti, il popolo di Venezia, perseverante nella serenità come nei sacrificii, vorrà mostrarsi un'altra volta degno di grandi destini, ed esercitare il proprio diritto con la calma, ch'è il primo dei bisogni del paese. Speriamo che questa sia un'altra occasione per far disperare gli agitatori.

Visto, per altro, che la esperienza nostra e quella di altri paesi, la Romagna particolarmente, insegnarono che alcune delle operazioni elettorali possono essere semplificate ed abbreviate; visto che il semplificarle e l'abbreviarle sarebbe una grandissima utilità, non solo per il tempo che si risparmia, ma per le occasioni di turbolenza che si diminuiscono; noi crediamo che questa abbia ad essere il tema precipuo di quegli studii che, secondo la proposta Ferrari Bravo, dovrebbero essere demandati alla Commissione permanente di legislazione.

Noi crediamo però che l'Assemblea, accogliendo l'idea del proponente, non abbia bisogno di fare un formale decreto. Il decreto non servirebbe che a sancire un principio già ammesso e stabilito.

Perciò vi presentiamo la seguente interna deliberazione:

- » Sulla proposta presentata il giorno 30 giugno dal cittadino rappresentante Ferrari Bravo;
- » L'Assemblea incarica la sua Commissione permanente di legislazione:
- » di prender in esame la legge elettorale 24 dicembre 1848;
- » di studiar il modo di semplificare ed abbreviare le operazioni da essa volute, applicandole alle condizioni presenti dello stato;
- » di consigliare tutte le altre modificazioni, che trovasse opportune;
- » di fare su ciò particolareggiato rapporto entro otto giorni. »

Il presidente: Domando all'Assemblea se intenda che la discussione segua subito. (E' ammesso.) La discussione dunque avrà luogo imminente.

Nessuno però domanda la parola, e non essendo chiesta la divisione, si mette ai voti la proposta complessiva.

Risultato della votazione:

Votanti	75
Per il sì	71
Per il no	4

(Approvato.)

Il *presidente*: Seguendo l'ordine del giorno si passerà all'articolo 4., cioè alla proposta del rappresentante Lunghi di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii. Invito il relatore a leggere il rapporto.

Il *rappresentante Luigi Lunghi relatore*: La mozione di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii, sulla quale fu ordinato nella seduta 31 marzo *la presa in considerazione*, ha ottenuto il voto unanime dalla Commissione di legislazione. Convinta essa, che il protesto non sia eseguito colle prescrizioni del § 176 del Codice di commercio, e che il manifesto disordine debba essere frenato, le parve lodevole il progetto dei dieci fra i quindici notai assegnati alla città di Venezia, per la concentrazione in un solo Ufficio, al quale anche gli altri cinque notai possano farsi ascrivere; essendo importante pel pubblico interesse la solidaria obbligazione per i danni che il notaio, incaricato del protesto, avesse potuto arrecare.

Dopochè i Tribunali mercantile, di appello e di revisione aveano spiegato la loro piena adesione, interessava di avere le speciali dichiarazioni della Camera di commercio.

La Commissione ha chiamato il presidente della Camera stessa; e facilmente si è persuasa di stabilire l'Ufficio dei protesti, non già presso il Tribunale mercantile, bensì presso la Camera di commercio, dalla quale, come immediatamente dipendente, fosse sorvegliato, ed ogni qual volta si credesse, ma almeno ogni sei mesi, venisse eseguita una visita formale.

Venne riconosciuto troppo ristretto il tempo dalle *nove* ore al mezzogiorno per la presentazione degli effetti cambiarii, e si propose la estensione sino alle *tre* pomeridiane, e di poter eseguire il protesto anche sino alla mezzanotte. Si è fatto sentire ancora, che, se col progetto veniva favorita la gran maggioranza dei notai esercenti in Venezia, interessava di versare sulla riduzione della tariffa.

Venne scoperto un abuso inveterato di tassa per trasferta, benchè il protesto fosse eseguito nella periferia della città di Venezia: quando la tariffa 15 luglio 1829, stata diramata ai notai, d'ordine del Supremo Senato, dal Tribunale di appello, chiaramente comprendeva tutta la città; ed in allora soltanto cominciava non il diritto a tassa determinata, ma l'obbligo della parte istante di sostenere le spese pei mezzi di trasporto, quando occorresse viaggio oltre il miglio.

La Commissione ha riformato il progetto, escludendo la tassa di trasporto nella estensione della città; e perchè soltanto oltre il miglio si avesse diritto alle spese di accesso, ed in vista poi della singolare posizione di Venezia, ha trovato di soggiungere, che anco indipendentemente da viaggi, quando sia indispensabile il trasporto per acqua, la parte istante sostenga la spesa.

Il progetto comprendeva il pagamento della tassa anche nel caso di reperimento dei fondi; ma la Commissione, avuto riguardo che la maggior parte dei notai non esigesse alcun pagamento, ha indicato la esclusione.

Si sarebbe pure escluso il pagamento dei 50 centesimi per la scritturazione dell'atto di protesto nel registro generale che dovrà esistere presso l'Ufficio.

Ed egualmente si proponeva la cessazione di ogni pagamento di tassa d'archivio per il repertorio.

Venne resa così più semplice e di minor rilievo la tariffa:

Cioè: per il protesto in Venezia . . . ital. L. 4:—

Per ogni altra piazza » 3:—

Se sia fatto a più persone obbligate, o per il bisogno per ciascuno » —:75

Occorrendo ripetuti accessi, per ogni volta. » —:50

E pel rilascio dopo i primi due esemplari del protesto. » —:50

e più le moderate spese nei riferiti casi di trasporto.

Riparato in tal modo un grande notorio disordine, e resa la tassa limitata in modo, che appare poter essere consentita dalla dignità della professione notarile, si persuade la Commissione che possa essere adottato il progetto come venne riformato.

Ecco il testo del progetto di legge;

« 1. A datare viene istituito un apposito Ufficio, dal quale soltanto, col mezzo dei propri notai, saranno levati i protesti degli effetti cambiarii protestabili in questa piazza.

2. Tale Ufficio sarà costituito da tutti i notai qui residenti, i quali vorranno prenderne parte, ed avrà la sua residenza presso la Camera di commercio, ove sarà aperto ogni giorno, meno i festivi, dalle ore 9 antimeridiane alle 6 pomeridiane.

3. Ciascun individuo attualmente esercente il notariato in Venezia, dovrà dichiarare in iscritto alla Camera notarile, a tutto se intende di formar parte dell'Ufficio. Il silenzio farà presumere la negativa. I notai che venissero in seguito nominati dovranno emettere tale dichiarazione entro dieci giorni da che sarà loro notiziato il relativo decreto. Quei notai che per omessa dichiarazione non formassero parte dell'associazione, potranno nullameno riunirvisi trascorso l'anno, dandone avviso un mese prima all'Ufficio. È libero a ciascuno di ritirarsi dall'associazione.

4. Il protesto potrà essere levato fino alla mezzanotte. Gli effetti cambiarii dovranno essere presentati all'Ufficio dalle 9 antimeridiane alle 3 pomeridiane. L'Ufficio non è responsabile dell'inesecuzione del protesto degli effetti presentati nelle successive ore nelle quali resta aperto.

5. L'effetto cambiario sarà consegnato all'Ufficio dietro contemporaneo rilascio di ricevuta, o scontrino a stampa, avente la firma del preposto all'Ufficio medesimo.

6. Egualmente l'atto originale di protesto, oltre alla sottoscrizione del notaio che lo levò, sarà firmato dal preposto, e munito del timbro d'Ufficio.

7. Il timbro rappresenterà il leone veneto, colla leggenda all'intorno: *Ufficio notarile dei protesti*, e al disotto *Venezia*.

8. All'atto di ricevere il protesto, la parte è obbligata a pagarne l'importo, come nella tariffa qui in calce.

9. Se il notaio troverà i fondi al domicilio, e la parte creditrice non fosse presente, li ricupererà; ed il giorno appresso, dietro ritiro dello

scontrino, li consegnerà alla parte creditrice. Il notaio, in questo caso, non è tenuto a rogare alcun atto, nè gli spetta alcuna competenza.

10. Sono abolite le tasse di archivio per repertorio.

11. I notai addetti all'Ufficio saranno solidariamente responsabili di ogni danno recato alle parti.

12. La Camera di commercio, da cui l'Ufficio dei protesti immediatamente dipende, sorveglierà per l'esatta di lui regolarità.

13. In quanto ai diritti e doveri reciproci fra i notai componenti l'Ufficio, la divisione degli utili, ed altre interne discipline, viene stabilito un apposito Regolamento.

14. I protesti relativi ad effetti cambiarii protestabili fuori di Venezia continueranno per ora ad essere levati dai singoli notai colle norme vigenti.

Regolamento interno per l'Ufficio dei protesti.

1. I notai costituenti l'associazione dell'Ufficio pei protesti eleggeranno fra loro un preposto e due coadiutori. L'elezione dovrà eseguirsi a schede segrete per maggioranza relativa.

2. Tanto il preposto, quanto i coadiutori rimarranno in carica tre mesi; ed il giorno decimo del terzo mese si convocherà l'associazione, e si rinnoveranno le cariche.

3. Come tutti i soci partecipano del dividendo degli utili in parti eguali, così tutti devono addossarsi gli obblighi e pesi relativi, e quindi gli uffici di preposto e di coadiutore saranno gratuiti, nè si potranno rifiutare per la prima volta. In caso di rielezione, potranno rinunciare.

4. L'Ufficio avrà l'occorrente numero di persone subalterne, il cui compenso sarà determinato dall'associazione.

5. Il preposto dirige l'Ufficio, corrisponde colle Autorità e coi particolari, sorveglia il ricevimento degli effetti cambiarii firmandone gli scontrini, fissa la distribuzione degli effetti stessi ai notai che ne dovranno levare i protesti, sottoscrive le copie rilasciate dall'Ufficio, ha una chiave della cassa, e sopraveglia all'esatta trascrizione degli atti, nonchè all'ordine del registro, dei libri ed altri atti d'ufficio. I coadiutori dipendono dalle disposizioni del preposto, in quanto all'accettazione e al rilascio degli scontri degli effetti cambiarii, alla distribuzione ai notai, all'equa ripartizione del lavoro fra gli scrittori, ed alla ricevuta dei protesti.

Inoltre uno di essi terrà la seconda chiave della cassa, e assumerà l'incarico di controllore. All'altro saranno demandate le funzioni di contabilità.

6. Il repertorio, in cui vengono trascritti i protesti, ed il timbro di ufficio si custodiscono nella cassa.

7. L'Ufficio dovrà tenere un apposito repertorio dei protesti, ed il presidente della Camera notarile ne controllerà i fogli, mano mano che li consegnerà all'Ufficio, nel modo fino ad ora usato pei singoli notai.

8. Ad oggetto che più protesti possano essere contemporaneamente e con più sollecitudine trascritti nel repertorio, i fogli ne saranno divisi e numerati, e conterranno a stampa la modula dei protesti cogli oppor-

tuni spazj in bianco. Compiuta la trascrizione di giorno in giorno, i fogli, firmati dal preposto, verranno riuniti in apposito fascicolo, ed ogni mese i fascicoli legati in libro.

9. Il repertorio sarà somministrato dalla Camera notarile, come di uso.

10. I notai formanti parte dell'associazione si recheranno ogni giorno all'Ufficio dei protesti per ricevere gli effetti cambiarii da protestarsi, che ad ognuno di essi potessero venire assegnati.

11. Nella distribuzione dei protesti, il preposto dovrà aver riguardo ad un'equa ripartizione sì rispetto al numero, che alle differenti località.

12. Tutti gli utili, detratte le spese, saranno, alla fine di ciascun mese, ripartiti egualmente fra i notai costituenti l'Ufficio.

13. Le spese per salarii, illuminazione e per ogni altro oggetto occorrente all'Ufficio, saranno a carico dell'associazione. La Camera di commercio dà il solo locale gratuitamente.

14. Come riesce indispensabile il costituire un fondo di cassa, così, almeno otto giorni prima che l'Ufficio venga attivato, quei notai che avranno aderito all'associazione si uniranno onde fissare, a maggioranza di voti, la tangente che ciascuno di essi dovrà versare per costituire il fondo medesimo. I notai che entreranno di poi saranno tenuti a contribuire lo stesso importo.

15. Essendo l'Ufficio dei protesti sotto l'immediata sorveglianza della Camera di commercio, dovrà ogni semestre presentare alla Camera medesima i libri, onde ne sia ispezionata la regolarità, ritraendo su ciò una dichiarazione d'ufficio. Oltre a ciò avrà diritto la stessa Camera di far visitare l'Ufficio dai suoi incaricati qualunque volta lo creda opportuno.

Modula di tariffa.

1. Per ogni atto di protesto fatto ad un solo in Venezia corr. L. 4:—
2. In ogni altra piazza » 3:—
3. Fatto a più persone, sia come obbligate nella cambiale, sia come indicate al bisogno, per ciascuna persona a cui venisse fatto il protesto, oltre alla prima » —:75
4. Occorrendo di dover portarsi più di una volta alla casa, o case, per ogni volta di più » —:50
5. Occorrendo di dover rilasciare più di due esemplari del protesto, per ogni esemplare di più » —:50
6. E tuttociò oltre la carta bollata pel protesto originale, e per le copie da rilasciarsi alle parti.
7. Nulla si esigerà per la dichiarazione di chi assuma il pagamento della cambiale per onore di firma.
8. Occorrendo viaggi oltre un miglio, la parte instante sosterrà le spese dei mezzi di trasporto.
9. Anche indipendentemente da viaggi, quando sia indispensabile il trasporto per acqua, la parte instante ne sosterrà le spese.

Il *presidente*: Ora chiederò all'Assemblea se intenda di aprir subito la discussione per versare sulla trattazione in generale dell'argomento,

e stabilire di passare in altro di alla seconda deliberazione, giusta quanto prescrive il Regolamento.

Il rappresentante Tommaseo: L'argomento è così speciale, e, nella sua specialità, sì importante, che sarebbe desiderabile che almeno la proposta di legge fosse stampata, acciocchè quelli che, come me, non han pratica della cosa possano interrogare gl'intelligenti, per farsi così una coscienza, e decidere con cognizione di causa.

Il presidente: La stampa dovea precedere la lettura; ma, ad ogni modo, il progetto col rapporto sarà stampato nella Gazzetta, ed anche separatamente, e distribuito ai rappresentanti. Domando dunque all'Assemblea se intenda che la discussione generale sia aperta subito su questo progetto, o differita.

Interrogata l'Assemblea, la discussione è differita.

Il presidente: Seguendo l'ordine del giorno, passeremo ad udire i rapporti sulle proposte del rappresentante Bartolommeo Benvenuti riguardanti la trattazione delle cause civili ed i processi criminali.

Il rappresentante Bartolommeo Benvenuti: Tre sono le proposte che furono fatte. Esse trovansi tutte abbracciate dal solo articolo 5. dell'Ordine del giorno.

La Commissione permanente di legislazione ne fece soggetto di tre separati rapporti. Io leggerò per la Commissione il rapporto relativo alla proposta, che ha per oggetto di obbligare i giudici a dire i motivi delle loro decisioni, anche quando confermano quelle dei giudici subalterni.

Il rappresentante Minotto: Crederei utile adottare la massima che abbiamo seguito sul rapporto testè letto dal rappresentante Lunghi; che, cioè, i rapporti venissero stampati e dispensati prima di farne lettura all'Assemblea. Allora crederei più facile fare la discussione nello stesso giorno.

Il presidente: Osservò che il progetto del rappresentante Lunghi era lungo e complicato, e che alle volte ci sono invece dei rapporti, sui quali, secondo il Regolamento, si può subito, e prima della stampa, passare alla discussione.

Il rappresentante Benvenuti relatore: Non basta alla società che i civili e criminali processi siano finiti; non basta nemmeno che siano finiti secondo le vere norme della giustizia. Importa all'ordine sociale, che le parti ed il pubblico siano persuasi della giustizia delle decisioni profferite dai tribunali; importa, come osservò il celebre Romagnosi, che il cittadino, nell'atto di subire una condanna qualunque, possa dire a sè stesso: *io la ho meritata.*

A stabilire, per quanto è possibile, questo accordo tra giudici e parti, vedesi presso le colte nazioni imposto l'obbligo ai primi di addurre i motivi delle loro decisioni. Saggissima istituzione, la quale tende a far camminare di pari passo l'autorità del comando con l'autorità della ragione, impedisce la precipitazione e la improntitudine nei giudizi, e svelando gli errori, che facilmente s'insinuano nella pratica giurisprudenza, la riconduce a poco a poco, con la dolce violenza della persuasione, sul retto sentiero.

Le leggi austriache riconoscono anch'esse la convenienza di unire

alla decisione la esposizione de' motivi, ma dispensano da quest'obbligo i tribunali superiori, quando confermino quella di un giudice subalterno. Della quale disposizione, niun'altra ragione può addursi se non questa, che, essendo di regola vietato il ricorso contro due conformi giudicii, riesce indifferente alle parti il conoscere perchè la prima decisione sia stata confermata dal tribunal superiore.

Ma, lasciando stare che siffatta ragione è inconciliabile con lo straordinario rimedio della revisione, accordato nei casi di manifesta ingiustizia, o di manifesta nullità, ognuno vede che il legislatore austriaco ha perduto di vista i più nobili fini a cui, come abbiamo detto, mirar deve l'amministrazione della giustizia; ognuno vede che resta con ciò scemata l'autorità morale delle decisioni dei giudici superiori, le quali altrove, e specialmente in Francia, spargono tanta luce sulla legislazione, e sono consultate come altrettanti oracoli dal pubblico senno; ognuno vede infine che si apre incautamente l'adito ad ogni maniera d'inconvenienti.

Quindi fra noi attribuite il più delle volte ad impazienza e ad incuria del giudice superiore le sentenze di conferma; quindi errori nel credere che questa o quella massima di diritto, adottata dal primo giudice, sia stata sancita dal secondo, il quale invece l'ha disapprovata, e confermò la decisione per altre giuste ragioni; quindi, nella maggior parte dei casi, azzardato lo straordinario rimedio della revisione contro due conformi giudizi, e sovente ommesso con danno della giustizia; quindi incertezze continue nel trattare e decidere le ardue questioni sulla cosa giudicata.

Poichè il sistema di legislazione austriaco, originariamente destinato pei paesi tedeschi, ed in parte attivato sino dall'anno 1784, fu mantenuto ed è ancora, non senza nostra vergogna, in pieno vigore fra noi; e poichè una totale riforma dovrebbe essere il risultamento di studii, che per mala sorte non furono ancor preparati, cerchiamo almeno per ora di correggerne i vizii principali, cerchiamo di renderlo men grave per noi, mercè qualche acconcio rimedio.

Con questo intendimento fu fatta la mozione di estendere ai giudici superiori l'obbligo di dare alle parti i motivi delle lor decisioni, quando anche confermino quelle dei giudici subalterni; mozione di evidente ragionevolezza ed utilità, che la vostra Commissione di legislazione unanime vi propone di convertire nella seguente legge:

« Qualunque decisione di giudice, sia civile, sia criminale, dev'essere accompagnata dall'esposizione dei motivi, benchè confermi quella di un giudice inferiore. »

Il presidente: Domando all'Assemblea se la prima discussione su questa proposta di legge vuole che sia differita ad altro giorno o segua oggi. (*E' adottato che segua immediatamente.*) Non chiedendo nessuno la parola, passeremo alla prima deliberazione, la quale concerne particolarmente la trattazione generale dell'argomento.

La proposta di passare su questo progetto di legge ad una seconda deliberazione, è adottata ad unanimità con 71 voti.

Il presidente: Invito il relatore del secondo rapporto a darne lettura.

Il rappresentante Avesani relatore: La proposta del rappresentante

avvocato Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili, ha due parti :

La prima ha in mira la più sollecita spedizione degl' incidenti, ed è concretata negli articoli 1, 2 e 3, che ho l'onore di leggervi :

« 1. Tostochè è presentato al Tribunale di prima istanza il primo atto di una causa, in sede di cognizione, o in sede di esecuzione, il Presidente lo assegna ad un consigliere, cui spetta di dar corso da sè, cioè indipendentemente dal Consesso, a tutti gli atti del processo, e di decidere tutte le questioni incidentali.

« 2. Contro i decreti emessi dal consigliere, o giudice del processo, si ricorre direttamente al Tribunale cui egli appartiene : escluso ogni ulteriore ricorso al Tribunale d'appello : salvo il caso di manifesta ingiustizia, o nullità.

« 3. Sono sottratte alla decisione del giudice del processo le questioni, che riguardano la incompetenza, la cosa giudicata, il sequestro, l'arresto personale, e la delibera d'immobili venduti alla pubblica asta. »

Parve alla Commissione, e se ne persuase lo stesso proponente, che in questo momento, essendo sfaccendati i Tribunali per la circoscrizione del territorio, non sia opportuno l'introdurre questa novità, che non è per ora necessaria.

La seconda parte soddisfa al bisogno, sempre urgente, sempre reclamato, della *oralità*. Eccone gli articoli :

« 4. Oltre alla decisione nei casi indicati dal precedente articolo, è riservata al Tribunale la sentenza di merito sia interlocutoria, sia definitiva.

« 5. Il giudice del processo compila, nei modi prescritti dalle vigenti istruzioni, la esatta relazione della questione, che deve essere decisa dal Tribunale; e vi unisce le sue conclusioni.

« 6. Alla lettura, da farsi dinanzi al Consesso, della relazione e delle conclusioni, sono invitati ad assistere gli avvocati difensori delle due parti. Essi possono rettificare la relazione e fare le loro osservazioni sulle conclusioni del relatore. È libero a qualunque membro del Consesso di dirigere interpellazioni tanto al relatore, quanto agli avvocati.

« 7. È vietato agli avvocati d'introdurre nuovi mezzi di prova, di accampare nuove eccezioni, e di esibire o leggere memorie scritte. Le loro deduzioni sono fatte a voce dinanzi al Consesso cui spetta giudicare, e non vengono assunte a processo verbale.

« 8. Quando il Presidente dichiara bastantemente istruito il Consesso, tanto il consigliere relatore, quanto gli avvocati si ritirano; ed il Consesso emette la decisione.

« 9. L'intervento degli avvocati, per gli effetti contemplati nei precedenti articoli, ha luogo anche presso il Tribunale d'appello e il Tribunale di revisione. Il consigliere, che presso l'uno o l'altro di questi Tribunali fa la relazione, non può, al pari degli avvocati, assistere alla decisione. »

Il 4. articolo diventa inutile, legandosi coi primi tre, che sarebbero soppressi.

La Commissione fu unanime nell'aderire agli altri articoli, eccettuati due punti.

Uno dei membri della Commissione non vorrebbe, che il relatore leggesse agli avvocati delle due parti anche il suo voto, ma solamente la relazione delle deduzioni delle parti, in fatto ed in diritto, e là dovesse arrestarsi; sembrandogli sconveniente che si palesino alle parti i voti dei singoli giudici. Ma gli altri membri della Commissione considerarono che senza conoscere le conclusioni del relatore, gli avvocati perderebbero tempo nel rettificare fatti, forse inconcludenti, e nell'andar in traccia, per la confutazione, di argomenti di diritto, che non avranno per avventura condotto il giudice al suo *opinamento*.

Ed appunto, come in qualche altro Stato si fa conoscere alle parti persino, in forma quasi di sentenza, un così detto *opinamento* del tribunale, il quale poi, dietro rettificazione delle parti, pronunzia definitivamente in prima istanza; non parve inconveniente che si facesse conoscere l'*opinamento* del relatore ai difensori, acciocchè questi possano rettificarlo, ed impedire che gli altri giudici prendano errore, seguendolo.

Il secondo punto del disparere è questo. Ammesso che si faccia conoscere il voto del relatore ai difensori, e che questi lo confutino, il proponente avvocato Benvenuti crede giusto di escludere il relatore dal formar parte del Consesso giudicante. Questo pensiero è espresso negli articoli 8 e 9.

Ma la maggioranza della Commissione trovò più sconveniente l'escludere dal Consesso quel giudice, che è più informato di tutti, e di annullare il suo voto, perchè combattuto dai difensori. Essa non trovò sufficiente ragione per tale annullamento nella possibile irritazione prodotta dalla opposizione incontrata, la quale possa rendere il relatore ostinato al primo voto.

La opposizione medesima è sempre sofferta in Consiglio; e l'essere fatta piuttosto dal giudice collega, che dal difensore, non è sì gran differenza da dover portar questa, direi quasi, pena in aggiunta, di escludere il relatore dal dare quel voto, che si volle udire prima.

La Commissione vi propone adunque di ammettere gli articoli 5, 6, 7, 8, 9, escluso l'allontanamento del relatore, di cui l'articolo 8, e l'ultimo periodo del 9. Essa ha creduto utile l'aggiunta di un altro articolo, che dia facoltà alle parti di mandare altri avvocati in luogo di quelli che il Tribunale avesse invitati per averli trovati sottoscritti nelle scritture giudiziali, o indicati nelle procure o sostituzioni.

La Commissione ha ridotti questi articoli in forma di legge da decretarsi dall'Assemblea con un *Considerando* che spieghi, come l'Assemblea non intende di far una legge completa sulla trattazione delle cause civili, che esigerebbe molto di più, ma solamente una legge, che tolga intanto uno dei più gravi inconvenienti, cioè la mancanza di vero *ascolto*, la mancanza di *oralità*.

« Considerando, che, se la trattazione delle cause civili merita una completa riforma, alla quale si darà opera, urge intanto di togliere il massimo inconveniente, cioè la mancanza di *oralità*, che è veramente mancanza di *ascolto* delle parti;

L'Assemblea decreta quanto segue:

1. La relazione, insieme col voto e coi motivi di questo, che ora si legge dal giudice relatore al Consesso giudicante nelle cause civili, sarà letta alla presenza degli avvocati difensori delle due parti, che volessero assistervi, e che a ciò saranno previamente invitati.

2. I difensori possono rettificare la relazione, e fare le loro osservazioni sulle conclusioni del relatore. È libero a qualunque membro del Consesso giudicante di dirigere interpellazioni, tanto al relatore, quanto agli avvocati.

3. È vietato agli avvocati d'introdurre nuovi mezzi di prova, di accampare nuove eccezioni, e di leggere memorie scritte. Le loro deduzioni sono fatte a voce, dinanzi al Consesso cui spetta giudicare, e non vengono assunte a processo verbale.

4. Quando il presidente, a nome del Consesso, lo dichiara abbastanza istruito, gli avvocati si ritirano, ed il Consesso emette la sua decisione.

5. L'intervento degli avvocati difensori delle parti, per gli effetti contemplati nei precedenti articoli, ha luogo anche presso il Tribunale d'appello ed il Tribunale di revisione.

6. È libero alle parti di far intervenire altri avvocati in luogo di quelli che il Tribunale avesse invitati per averli trovati sottoscritti nelle scritture giudiziali, o indicati nelle procure o sostituzioni.

Il *presidente*: Domando se l'Assemblea vuole che la prima deliberazione su questo argomento segua subito, o sia differita ad altro giorno. (*L'Assemblea adotta di passare subito alla deliberazione.*) Non essendovi alcuno che domandi la parola, metterò ai voti il progetto come fu redatto dalla Commissione di legislazione, per passare in altra adunanza alla seconda deliberazione.

La proposta è ammessa con 68 voti favorevoli e 3 contrarii.

Il *presidente*: Invito il relatore a leggere il terzo rapporto sulla proposta Benvenuti.

Il *rappresentante Giovanni Battista Ruffini relatore*: L'altra delle proposte del rappresentante Bartolommeo Benvenuti, per cui intende che nei processi criminali il giudice istruttore debba comunicare al difensore dell'accusato tanto la sua relazione, quanto le sue conclusioni, prima di farne lettura al consesso giudicante, ha un duplice scopo: quello, cioè, che il difensore non venga colto alla sprovvista da un voto inatteso; e che, soprattutto, nella relazione del fatto non sieno alterate o nascoste delle circostanze, che potrebbero dimostrare l'innocenza dell'accusato, od attenuarne la colpa.

Ribattere conclusioni di diritto, sebbene per la prima volta intese, non riuscirà malagevole nel più dei casi al difensore; ma non così soggiunger all'improvviso particolari de' fatti, rettificare quelli che si presentassero sotto un falso aspetto, rafforzare le prove addotte, od esibirne di nuove. Enunziarvi siffatte difficoltà, additarvi il pericolo che peserebbe sugl'imputati, se la loro difesa non fosse così maturata, come n'è maturata l'accusa, parve alla Commissione sufficiente perchè l'utilità e la convenienza della proposta vi sia manifesta.

Quindi unanime conchiuse di formularla nel seguente decreto:

« Nei processi criminali, il giudice relatore dovrà comunicare al difensore dell'accusato, tanto la sua relazione, quanto le sue conclusioni, prima di farne lettura al consesso giudicante. »

Il presidente: Chieggo, come si fece per le altre proposte, se debba oggi cominciare la discussione.

Questa ammessa, l'Assemblea decide, con 67 voti favorevoli e 2 contrarii, che si debba anche sopra questa proposta passare in altro giorno alla seconda deliberazione.

Il presidente: Seguendo l'ordine del giorno, dovrebbe adesso farsi la lettura del rapporto sulla proposta Lunghi d'introdurre il dibattimento pubblico ne' processi criminali; ma la Commissione fa sapere che, essendo un progetto molto esteso e importante, bisognerebbe anzi tutto stampare il rapporto ed il progetto, e domanda perciò che sia differita ad altro giorno la lettura del rapporto medesimo.

Esaurito così l'ordine del giorno, io proporrei che, salvo non occorresse convocare l'Assemblea prima, la prossima adunanza sia tenuta da qui ad otto giorni, per passare alla seconda deliberazione sui tre precedenti progetti, e trattare degli altri argomenti come nel seguente ordine del giorno. (*Vedi sotto.*)

Prego poi le Sezioni, se hanno delle petizioni su cui debbono presentare rapporti, di prepararli e deporli sul banco della presidenza.

Avendo alcuni rappresentanti domandato che la prossima adunanza, invece che da qui a otto giorni, segua sabato prossimo, il presidente ne interroga l'Assemblea, e resta fissato il sabato.

La seduta è levata alle ore 3 e 1/2 pom.

ORDINE DEL GIORNO 14 LUGLIO 1849.

Ore 4 pom. — *Seduta pubblica.*

1. Rapporto sulla proposta Ferrari Bravo, riguardante la inamovibilità de' giudici, ec.
2. Prima deliberazione sulla proposta Lunghi, di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.
3. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, riguardante la comunicazione dei motivi anche ne' casi di conferma.
4. Seconda deliberazione sull'altra proposta Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.
5. Seconda deliberazione sulla terza proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.
6. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'antecedente decreto 30 aprile, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.
7. Rapporto sulla proposta Lunghi, d'introdurre il dibattimento pubblico ne' processi criminali.

13 Luglio.

N. 6611.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA DI VENEZIA
E DELLE SUE ADJACENZE

Avviso.

Importando sommamente che le notifiche dei commestibili e combustibili prescritte cogli Avvisi 6 luglio 1848 e 29 maggio p. p. sieno fatte con piena regolarità ed esattezza, ed abbraccino tutte le quantità esistenti sia presso i negozianti e bottegai, sia presso le private famiglie, questa Commissione usando delle facoltà ad essa impartite dal Governo e modificando in parte le prescrizioni precedentemente emanate sull'argomento,

Determina:

1. Resta fermo l'obbligo a tutti i negozianti, depositari, detentori per conto proprio o d'altrui, bottegai, venditori dei combustibili e commestibili indicati nell'Avviso 6 luglio 1848 N. 240 di notificare regolarmente e con ogni esattezza al 15 ed al 30 di ogni mese la quantità precisa degli articoli di cui sono provveduti e del luogo ove i medesimi vengono custoditi.

2. Sono obbligati all'osservanza del precedente articolo anche i pistori e fabbricatori di paste da minestra e di cervogia.

3. Pei negozianti di generi all'ingrosso saranno giustificate a tergo della relativa denuncia quelle differenze tutte ingenti, che fossero per emergere in più od in meno per taluno dei generi denunciati in confronto dell'anteriore denuncia, indicando la ditta dalla quale od alla quale ne sarà stato fatto l'acquisto e la vendita.

4. L'obbligo di notificare i generi contemplati dall'Avviso 6 luglio 1848, e qui sotto riportati, si estende eziandio per una sola volta e per giorno 15 luglio corrente alle private famiglie. Queste però non saranno obbligate ad alcuna notifica qualora posseggano meno di

libbre	50	complessivamente in grani, farine, pane, legumi in sorte.
libbre	2	di formaggio.
libbre	6	di olio.
libbre	6	complessivamente di carne in sorte o pesce salato.
secchi	2	complessivamente di vino comune, aceto, acquavite.
fasci	100	di legna in sorte.
carra	2	di legna in sorte.
libbre	100	di carbone in sorte.

5. Le notifiche saranno prodotte in Venezia presso gli Uffici dell'ordine pubblico del rispettivo Sestiere, e, quanto agli altri Comuni, presso le Rappresentanze comunali, dai quali Uffici saranno rilasciate gratuita-

mente le apposite stampiglie. Le notifiche con un elenco riassuntivo saranno tosto trasmesse alla Commissione centrale.

6. L'obbligo della notifica pei negozianti, bottegai ecc. spetta in generale al proprietario, ma si ritiene esteso anche al semplice depositario o detentore, il quale però o firmerà la notifica insieme col proprietario, o presenterà una notifica separata in cui sarà indicato il proprietario del genere.

7. Al capo famiglia spetta di far le notifiche contemplate dall'articolo 4. Sotto garanzia della Commissione annonaria centrale e del Governo, non verrà mai domandata alle famiglie che avranno fatto regolarmente le loro notifiche, alcuna parte dei generi che tenessero per uso proprio.

8. La contravvenzione al prescritto degli articoli precedenti, e specialmente l'occultazione per qualunque titolo e sotto qualunque pretesto di commestibili e combustibili, verrà irremissibilmente punita colla confisca del genere, con multe, con arresto e con altre pene proporzionate alle circostanze.

9. A chi indicherà una quantità qualunque di generi non denunziati sarà accordata a titolo di premio la metà del valore del genere manifestato, e volendolo, sarà tenuto segreto.

Questo beneficio s'intende esteso anche a favore di que' facchini e battellanti, od altri che avessero cooperato al trasporto ed alla occultazione del genere, bene inteso però che qualora questi cooperatori non fossero i denunziati o venissero poi convinti della cooperazione, saranno anch'essi in proporzione puniti con pene afflittive.

10. Le Autorità Municipali, le Commissioni annonarie di Circondario, gli Uffici d'ordine pubblico invigileranno per la piena osservanza di queste prescrizioni secondo le rispettive attribuzioni e con praticare, ove occorra, visite ai fondachi ed alle case private.

La Commissione annonaria confida che tutti i buoni cittadini, compresi della necessità e della opportunità di queste misure, vi si assoggetteranno di buon grado, ed agevolando con l'opera loro un'equa ripartizione delle vettovaglie, contribuiranno efficacemente ad accrescere i mezzi de' quali può disporre il Governo a difesa della gloriosa ed eroica nostra città.

GENERI CHE DEVONO ESSERE NOTIFICATI.

GRANI . . .	{	Riso estero e nazionale	Libb. sott. ven.
		Fruento estero e nazionale	Staja venete
		Fruentone estero e nazionale	idem
		Orzo in sorte	Libbre
		Segala	Staja venete
		Avena	idem
		Legumi in sorte	Libbre grosse
FARINE . . .	{	Bianca con e senza crusca di frumento .	Libbre grosse
		Gialla con e senza crusca	idem
		Crusca di frumento, frumenton e segala .	Staja venete
		Paste in sorte	Libbre grosse

FORMAGGI.	}	Dolci	Libbre grosse.
		Salati	idem
OLIO	}	Di oliva	Libb. grosse di misura.
		Di altre qualità	idem
PORCINE.	}	Lardo, presciutti e grassine in sorte. . .	Libbre grosse.
		Carni insaccate.	idem
		Carne salata e fumata.	idem
LIQUIDI	}	Vino comune.	Mastelliveneti.
		Aceto	idem
		Acquavite raffinata e non raffinata	idem
LEGNA.	}	Fasci dolci	Numero
		Fasci forti	idem
		Altra legna forte.	Carra
PESCE	}	Secco (Baccalà)	Libb. grosse v.
		Salato	idem
CARBONE.	}	Di legna	Libb. grosse v.
		Fossile	idem
ANIMALI.	}	Bovini	Numero
		Lanuti	idem

PASINI LODOVICO *Presidente.*

CERUTTI GIO. BATTISTA.

CORRER PIETRO.

FARIO PAOLO.

LOCATELLI ROCCO.

MARZARI CARLO.

RADAELLI ELIODORO.

13 Luglio.

N. 6612.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

Per alcuni sconcerti avvenuti nelle macine attivate alla Giudecca, che si stanno con somma sollecitudine riparando, e per la sospensione di altre macine delle quali si è dovuto fare il trasporto dalla strada fer-

rata, la distribuzione della farina gialla sofferse in questi giorni una restrizione. S'invita pertanto la popolazione a sopportare pazientemente questa momentanea deficienza ed a supplirvi non solo col pane, ma con orzo, legumi, grano bollito e patate, dei quali generi la Commissione ha disposto che ne sia messa in vendita presso tutti i negozj una quantità maggiore dell'ordinario. Per supplire poi meglio ai bisogni quotidiani di farina, ed ovviare alla diminuzione cui si dovrà andare incontro fra poco, per alcune iudispensabili riparazioni al mulino di S. Girolamo, è assolutamente necessario che i pubblici stabilimenti, i biadaiuoli e le famiglie private si forniscano del maggior numero possibile di *mulini a mano*.

Presso le Commissioni annonarie di circondario e la Commissione di sorveglianza ai mulini residente al Municipio, si potranno ottenere tutti i lumi necessarj per l'acquisto, la costruzione e l'uso di detti mulini a mano, dei quali si è già allestito un buon numero. Le Commissioni annonarie di circondario avranno cura che ai possessori dei mulini sia distribuita regolarmente la conveniente quantità di grano secondo i bisogni dei negozj e delle famiglie.

PASINI LODOVICO *Presidente*
 CERUTTI GIO. BATTISTA
 CORRER PIETRO
 FARIO PAOLO
 LOCATELLI ROCCO
 MARZARI CARLO
 RADAELLI ELIODORO.

13 *Luglio.*

N. 6613.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

Per vie meglio assicurare la ripartizione e la distribuzione regolare dei viveri in ogni Circondario e l'esatta osservanza delle discipline annonarie per ciò specialmente che tiene alla buona confezione ed alla salubrità del pane, la Commissione centrale trova necessario di aggiungere le seguenti prescrizioni a quelle precedentemente emanate.

1. Le Commissioni annonarie di Circondario, nominate coll'avviso 23 marzo passato dal Municipio di Venezia, invigeleranno alla completa esecuzione, giusta le norme in vigore, di tutto ciò che si riferisce all'annona, nel rispettivo Circondario.

2. Avranno ciascuna un Presidente ed almeno sette membri. Gli attuali componenti le Commissioni proporranno i membri mancanti, la cui nomina dovrà essere approvata dal Municipio.

5. Le dette Commissioni si daranno ogni cura di coadiuvare la Commissione ai mulini per la diffusione e moltiplicazione dei *mulini a mano*, sia ne' pubblici stabilimenti, che presso i biadaiuoli e le private famiglie del Circondario, e veglieranno affinchè la macinazione del grano nei detti mulini segua con regolarità e senza interruzione.

4. Si recheranno in turno e a due membri per volta al mulino di S. Girolamo per assistere, in unione agli agenti della Commissione centrale alla manipolazione e mistura delle farine da distribuirsi ai Circondarii.

5. Avranno inoltre l'incarico di fissare il riparto fra i pistori del rispettivo Circondario delle farine miste di frumento e di segala destinate alla confezione del pane; di ripartire egualmente fra i biadaiuoli, secondo il bisogno, le farine gialle macinate ne' mulini pubblici, il grano da macinare ne' mulini a mano, il riso e i legumi che saranno assegnati in giusta proporzione a ciascun Circondario.

6. Veglieranno con ispeciale cura alla fabbricazione e buona cottura del pane, e ad impedire qualsivoglia abuso da parte dei pistori e dei venditori sì pel peso che per la qualità.

7. Si presteranno con ogni attenzione, e coi mezzi che parranno tra' migliori, affinchè la vendita e la quotidiana minuta distribuzione delle farine, del pane, dei legumi, ecc. agli abitanti del Circondario segua con piena regolarità e con giusta proporzione tra le varie famiglie.

8. Gli abitanti del Circondario che scoprissero qualche disordine od avessero lagni a muovere sulle qualità o sulla distribuzione de' commestibili, dovranno rivolgersi alla rispettiva Commissione, che vi porrà prontamente riparo, ed infliggerà ai contravventori le debite pene.

9. Sono mantenute tutte le altre attribuzioni già conferite alle Commissioni di Circondario, di sorvegliare, cioè, sulla salubrità de' cibi e delle bevande poste in vendita, sui pesi e le misure, sulla osservanza dei calmieri, sulla esattezza delle notifiche dei generi prescritte ai negozianti ed alle private famiglie, sui depositi clandestini, sulle incette dei generi e l'artificiale aumento dei prezzi, e generalmente sopra ogni altro oggetto relativo all'annona.

10. Le Commissioni potranno infliggere pene pecuniarie fino alla somma di lire 100, da eseguirsi col mezzo dell'esattore municipale; ordinare l'arresto, far chiudere le botteghe per 24 ore. Per una maggior multa e per una più lunga chiusura delle botteghe sarà necessaria l'approvazione del Municipio. Per infliggere una pena occorrerà il consenso del Presidente e di un membro della Commissione di Circondario.

Le Commissioni di Circondario, continuando a prestare anche per l'avvenire l'assidua e zelante opera loro, si renderanno sempre più benemerite della Patria comune.

PASINI LODOVICO *Presidente.*

CERUTTI GIO. BATTISTA.

CORRER PIETRO.

FARIO PAOLO.

LOCATELLI ROCCO.

MARZARI CARLO.

RADAELLI ELIODORO.

13 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI ANNONARJ, SANITARJ, EC. DEL VII. CIRCONDARIO.

CITTADINI!

La scarsezza di farina gialla di jeri ed oggi è dipendente dal trasporto dei Molini a Vapore dalla strada ferrata alla Giudecca, onde salvarli dalle bombe, ed avere pel seguito un prodotto sicuro e continuato. Tale scarsezza aumentò per conseguenza il consumo del pane in modo da renderlo appena bastante alle ricerche.

Il buono e saggio popolo di questa eroica Città rassegnandosi a questa imponente necessità con quella virtù che lo rende unico, avrà nuovo titolo all'ammirazione del mondo tutto.

Giovedì prossimo comincerà ad essere la dispensa delle farine più abbondante; frattanto, o fratelli, costanza e tranquillità.

La Commissione

ANTONIO DAL CERÈ - PIETRO CASTELLAN - GIOV. ARGENTONI - FRANCESCO MORO.

13 Detto.

XXIV · MAGGIO · MDCCCLIX

IL · DIO · PRESIDENTE · A · LE · BATTAGLIE
 PROPIZIO · GWARDI · E · CVSTODISCA
 QUESTO · NUOVO · PREZIOSO · VESSILLO · DI · GVERRA
 DI · VICENTINE · ESVLI · FORBITO · LAVORO
 CHE · LA · RELIGIONE · OGGI · FA · SACRO
 E · SOLENNEMENTE · BENEDICENDO
 DA · L · ARA · MAGGIORE · DEL · TEMPIO · DI · BVRANO
 AL · I · BATTAGL · DE · LA · LEG · III · DEL · BRENTA · E · BACCHIGLIONE
 CONSEGNA · VVOLE · INCONTAMINATO
 VOI · CHE · SOTTO · AD · ESSO · VI · INDRAPPELLASTE
 ANNODI · LA · FEDE · INIZIO · DI · CIVILTADE
 SVBLIMI · L · EROISMO
 LA · SAVIEZZA · DIFENDA · LA · SPERANZA · VIGOREGGI
 A · VENDICARE · DE · L · ITALIA · TERRA · L · ONORE
 CON · VSVRA · NÈ · TARDI
 VOI · SEMPRE · DE · LA · PATRIA · ORGOGLIOSI
 PERSEVERATE · NEL · GENIO · NAZIONALE
 SVGGELLO · CHE · NON · SI · MVTA

IL · DOTT. D. G. B. TONELLI
 CAPPELLANO · MILITARE · NELLA · PREFATA · LEGIONE

14 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

LA COMMISSIONE MILITARE
DI GUERRA E MARINA CON PIENI POTERI.**Avviso**

Il danno recato da una piccola esplosione testè avvenuta alla polveriera delle Grazie, si limita alla sola tettoia; le macine sono intatte e saranno riattivate ancora domani. Pochissima fu la perdita della polvere. L'incendio, dopo un'ora, era già spento.

PER ORDINE DELLA COMMISSIONE MILITARE

Il Segret. gen.

L. SEISMIT-DODA.

13 Detto.

N. 6697.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

In appendice al Calmiere pubblicato coll'Avviso 29 maggio decorso N. 5525 vengono assoggettati al Calmiere eziandio i seguenti generi:

PREZZO DI VENDITA					
ALL'INGROSSO.				AL MINUTO.	
Per ogni Stajo veneto		Per ogni 400 libbre grosse venete		Per ogni libbra grossa veneta	
Lire	Cen.	Lire	Cen.	Lire	Cen.
FRUM. GALATZ peso netto di libbre 130	15	»	»	»	14
detto IERAILA idem	14	»	»	»	13
FAVA di ALESS. idem	»	»	14	»	16

Restano ferme ed applicabili al presente tutte le altre discipline e penali fissate dal precitato Avviso.

PASINI LODOVICO *Presidente*
 CERUTTI GIO. BATTISTA
 CORRER PIETRO
 FARIO PAOLO
 LOCATELLI ROCCO
 MARZARI CARLO
 RADAELLI ELIODORO.

14 *Luglio.*

N. 5456-2127 Annona.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

Avviso,

Ommessosi dall'Avviso 16 giugno p. p. N. 5774 della Commissione centrale annonaria fatto pubblico colla stampa, il prezzo cui deve essere venduto il biscotto di farina di frumento mista a segala.

SI RENDE NOTO :

che questo prezzo venne determinato in cent. *trenta* per ogni libbra dalla Commissione sullodata, giusta Ordinanza 10 corrente N. 6503.

Le contravvenzioni saranno punite colle norme ricordate dal suddetto Avviso.

Il Podestà GIO. CORRER.

L' Ass. CARLO DOTT. MARZARI.

Il segretario A. LICINI.

14 *Detto.*

N. 5519-2088 Amm. Com.

GOVERNO PROVVISORIO

LA MUNICIPALITA' DI VENEZIA

AVVISO.

Essendo consumata tutta la carta sopraffina in cui venivano impresse le cedule di moneta comunale da lire cento giusta l'avviso pubblicato il giorno 26 maggio p. p. N. 3836-1503, e non trovandosene altra simile in paese, il Municipio di concerto colla Banca Nazionale e coll'approva-

zione del Governo provvisorio avverte, che sarà sostituita della carta cerulea Inglese a mano un poco più fina di quella adoperata prima, restando ferme del resto in ogni parte le altre modalità descritte nell'avviso suddetto.

Il podestà, GIO. CORRER.

L'Assess. DATAICO MEDIN.

Il segr. A. LICINI.

*Visto, P. F. GIOVANELLI
Pres. della Banca Nazionale.*

16 Luglio.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI

DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 14 luglio 1849.

Presidenza del citt. LODOVICO PASINI.

La seduta comincia a ore 4 e 1/2.

Letto il processo verbale, viene approvato.

Il *presidente* annunzia l'assenza per malattia del rappresentante Calucci, e due proposte di legge, presentate dal rappresentante B. Benvenuti, per votarne la presa in considerazione nella prossima adunanza.

Il *rappresentante Tommaseo* legge il seguente rapporto della Commissione dell'Assemblea, destinata a raccogliere i fatti onorevoli:

La Commissione, da voi chiamata a raccogliere i fatti che onorano le nostre milizie ed il popolo, ha trovata ben presto occasione di esercitare l'ufficio suo, rammentando con gratitudine il coraggio di que' benemeriti, che nella notte tra il sei e il sette respinsero i nemici dal Ponte. I quali con astuzia non minore dell'ardimento, dopo tentato nuocere con un brulotto, e abbagliare gli occhi de' nostri con fuochi del Bengala, e con un pallone volante rivolgere l'attenzione loro dal lato opposto, s'avventarono al Ponte e occuparono la batteria, trovandosi e artiglieri e operai con pochi fucili, e quelli già scaricati contro due barche, una con fiacole, l'altra buia, che alla volta nostra parevano venirsene minacciose. Ma fu breve lo sgomento, e la negligenza dell'uffiziale di ronda non fece che mettere a novella prova il cuore de' militi, il cuore del colonnello Cosenz, e dimostrare come Dio ci protegga. Trovavasi sopra luogo il Cosenz allorchè, arrampicatisi, presero la piazza del Ponte i nemici; e con la spada difese il posto, e cadeva forse, se un milite de' cacciatori del Sile, di nome Boa, con un legno scagliato sulla testa a un de' soldati austriaci, non gli cansava il colpo imminente. Sopravvennero quaranta circa de' gendarmi, all'appressarsi de' quali, l'Austriaco, che non ama il cimento della baionetta, dopo alcune fucilate, e lasciati più morti, fuggì. Sopravvennero i cacciatori del Sile, e, ancorchè secondi, fecero a tempo per aver parte all'onore. E il Ponte in mezz'ora fu sgombro, e schiodati i cannoni ricominciarono il giuoco.

E il forte di S. Secondo e le piroghe fecero l'uffizio loro, e una delle due barche da accendere fu preda nostra. I nomi de' più benemeriti, oltre al tenente Perazzo che s'avanzò co' gendarmi, li avrete nella relazione militare stampata: la quale ripetere alla lettera sarebbe superfluo; indurvi una varietà qualsiasi, non senza pericolo di querele. Preghiamo i deputati, preghiamo i cittadini tutti a volerci fornire notizia, avvertata che l'abbiano, de' fatti che noi ricerchiamo, de' quali i più splendidi sono sovente i più minuti in apparenza e modesti. La difesa del Ponte, agli occhi di chi conosce le cose, è onorevole impresa alle nostre milizie non meno che la resistenza, la quale i nemici stessi lodarono, di Marghera; se non che qui più angusto lo spazio e più esposto, e il patire più lungo.

Ai prodi di Marghera erasi proposta un' insegna d'onore, ai morti di Mestre un monumento, ai più valenti tra tutte le schiere un ordine quasi cavalleresco. Lasciamo le larghe promesse, diamo a tutti i meritevoli un indizio della gratitudine nostra: un' iscrizione a tutti insieme i caduti con lode, ai vivi un segno che attesti il tal milite essersi prudentemente portato il tale o tal di a tale scontro. La parola, usata da chi ne conosca il valore, è delle monete la più preziosa, delle croci la più stellata, il più perenne e alto de' monumenti.

Meritano, al parer nostro, menzione di lode e quegli operai che lavorano sotto il tiro nemico, e quelli che nelle polveriere, non sufficientemente difese da pericoli gravissimi e alle vite degli uomini e all'incolumità della patria. A questo preghiamo pongasi mente, giacchè de' miracoli, per forza de' quali la Provvidenza o ripara gli sbagli degli uomini, o ne attenua il danno, non possiamo pretenderne a tutt' i di.

Tra i fatti che onorano il popolo, uno de' più continui e meritevoli di gratitudine si è la quiete e la fermezza sua nel soffrire le presenti insolite angustie. La Commissione vostra non teme di dare alla perseveranza di lui quella medesima lode che all'ardire de' militi. Perchè rinunziare alle abitudini di tutta la vita, attendere col prezzo alla mano ore e ore un pane nero pe' proprii figli, e attenderlo sovente invano, e metternè appena lamento, è non men grande servizio all'onore della patria che combattere in campo.

Ora domanderò la parola per alcuni ragguagli in nome della Commissione eletta dall'Assemblea per l'annona.

Il *presidente*: Il rappresentante Tommaseo continua ad avere la parola.

Il *rappresentante Tommaseo (legge)*: Finchè le cose dell'annona non prendano quell'andamento che la novella Commissione è disposta dar loro; finchè il povero non abbia sicura la quantità quotidiana di pane necessaria alla vita, egli è nostro debito, o cittadini, dimostrare a voi, che non ci addormentiamo sui disagi del popolo, dimostrare al popolo che l'Assemblea compie l'uffizio suo, quanto comporta la necessità della concordia e la miseria de' tempi. Come noi tutti desideriamo che di simili relazioni cessi affatto il bisogno, voi, e tutti gli onesti, potete ben credere. Nè in tali relazioni è accusa, e nemmeno doglianza.

Vedendo tuttavia la farina mancare; sentendo che i mulini dell'Oexle

richiedevano riposo per essere raccomodati, che a que' della Giudecca era accaduto un dissesto, facemmo quella domanda che doveva esser fatta sin dalla prima minaccia del blocco: se i mulini a vapore suspendessero l'opera loro, come compensarla? con quanti mulini a mano? Se ne interrogò il signor Cricchi, alle cure del quale la città deve assai: rispose che, a far le veci di solo il mulino dell'Oexle, richiedevansi di quelli a mano, circa un migliaio. Interrogato quanti ne avessimo sino al dì dodici di begli e fatti: circa dugento. Ce ne bisognavano dunque ancora ottocento, de' quali un centinaio sperasi fatto a quest'ora. E consigliamo, e il Municipio già fece, che fosse agli operai idonei imposto tale lavoro al più presto; il quale può, se si voglia, compirsi in due settimane. Ma bisognava pur profferirlo alla fine questo numero tremendo: bisogna sapere per l'appunto quanti operai lavorino pel Municipio, quanti per i privati, quanti ne potrebbero lavorare ancora; bisogna dir chiaro al popolo il suo stato e il nostro, perchè il male conosciuto e confessato a noi stessi, e consolato dall'aspettazione del meglio, sostienesi con meno rammarico e meno sdegno. Bisogna far sì che i mulini a mano sien tanti, da sopravanzare, in caso d'altra necessità pur lontanamente possibile, all'uso giornaliero. Bisogna ordinare che i mulini già fatti lavorino sul serio, non come quelli alla Casa di correzione che danno, non già farina, ma grano pesto da dover essere rimacinato. Bisogna tenere approvvigionato il paese di farine in serbo per almeno tre dì. Bisogna conoscere qual proporzione corra tra le farine date alle milizie, e quelle che all'intera città; giacchè, da quanto noi sappiamo, apparisce, per le milizie, macinarsi, in proporzione, molto più grano che per l'intera città. Bisogna imporre a' privati che possono, la spesa; acquistino il loro mulino a mano, invitino il popolo a usarne; non lascino tutte le cure al Governo: che è negligenza di schiavi, perchè abbandonare al Governo i doveri è un abbandonargli i diritti. Può a questo giovare eziandio la privata persuasione de' deputati del popolo: e però ve n'abbiam qui fatto parola. E questa e le cose che sto per toccare, sono dalla Commissione vostra con unanimità consentite.

Toccare, ho detto, perchè, dopo accennate parecchie, sopr'una urgentemente grave, fermerò il pensier vostro. Non basta che il Municipio vieti agl'incettatori andar quasi a ruba del pesce, senza determinare nè i gastighi nè le persone che gl'imporranno sull'atto: conviene che sia dalla Commissione annonaria regolato questo commercio, e venga severa e pronta a' trasgressori la pena. Conviene che il simile osservisi nella vendita degli erbaggi, dove i pochi grossi venditori dicesi che impongano il prezzo a' venditori di fuori, e promettano, se altri non compra, di comprare essi a quel prezzo, per poi rincarlo. E qui pure severa e pronta la pena. Severa e pronta (e questi che io vengo numerando, son fatti) a chi ha due cartellini del prezzo, l'uno secondo il calmiere da mostrare allorchè passa persona della Commissione, l'altro secondo il capriccio. Severa e pronta la pena a chi schernisce ed offende con parole crudeli la necessità del povero paziente. Severa e pronta a chi rifiuta la carta, e vuole denaro, o al denaro fa miglior patto. Severa e pronta a chi, per malizia o per negligenza, vende tal pane quale è que-

sto che io vi presento, non pane ma fango; il quale sparirà se il Municipio faccia con le farine debitamente mescolate un pane a modello, al qual debba il pane de' bottegai conformarsi. E acciocchè conosciate che in qualche fornaio è la frode, paragonate di grazia con questo il pane che vendesi pure da un fornaio a Santo Antonino, Questi, meglio che i diplomatici, sono documenti ad onore del nostro popolo e a confusione de' nostri nemici.

La facoltà del punire alle Commissioni secondarie fu saviamente concessa. Che se taluno per ira o altra passione eccedesse, rimarrebbe aperto alla primaria il richiamo. E dovrebbero le secondarie essere dalla primaria ascoltate innanzi di dare decreti od avvisi, sì perchè il loro zelo sel merita; sì perchè possono con l'esperienza fatta giovare; sì perchè, sentite eglino stessi le ragioni dei decreti, possono con più coscienza e avvedimento eseguirli. Le Commissioni secondarie direbbero se sia o no troppo lato arbitrio il lasciare a' privati tutto quello ch'eglino affermano destinato a uso proprio, foss'anco la provvigione di mesi e mesi, la quale larghezza a noi pare che eluda il divieto; direbbero se liberare dai dazii ogni commestibile e bevanda sia più dannoso all'erario che vantaggioso allo stato; direbbero se giovi dar pane da cuocere a' forni di qualche ciambellaio, piuttosto che far ammaccare la gente alle porte di pochi fornai.

Havvi degli uomini facelamente serij che, quand'odono cose non secondo l'umor loro, rispondono; voi siete ignorante de' fatti, — Questo pane è fango, ma fatto. Che se io i fatti non espongo in modo *pratico e positivo*, cioè arido e barbaro, perdonate. Noi sappiam bene che moltiplicare le provvigioni sarebbe l'ottimo de' rimedii; e però con ansietà volgiamo al mare lo sguardo umiliato; ma finchè nuovo pane non venga, supplichiamo sia usato con pia severità quel che resta. Sperare che le vittuaglie e il vino nascosti appariscano mano mano che se ne fa sentire il bisogno e che il caro prezzo tenta le cupidigie; egli è un dimenticare quello che accade non solo ne' blocchi (dove all'avarizia mercantile s'aggiungono cagioni politiche) ma quel che accade nelle comuni carestie, che uomini crudeli si contentano buttar via il grano fradiccio, anzichè venderlo piucchè il doppio del prezzo usitato; egli è un dimenticare il turpe esempio di Palma assediata, ove dopo la resa (dal popolo sofferta fremendo) trovaronsi piene cantine di vino; inumano tributo di scellerata fedeltà al vincitore.

Il presidente della Commissione novella promise a noi di far fare per le parrocchie i registri delle famiglie, alle quali, secondo il numero e l'età, scompartire la misura del pane; perchè il presidente, savio com'è, vide che ogni altra distribuzione riuscirebbe iniqua e prodiga, e da ultimo pericolosa. Non è difficile la cosa a chi sinceramente la vuole, e a chiunque abbia cuore ogni cosa dev'essere meno difficile del veder languire un popolo per desiderio di pane, che ancora non manca. E qual male, di grazia, se l'intera città divenisse una grande famiglia, dove il fratello maggiore distribuisse con uguaglianza santamente scrupolosa e l'affetto ed il pane? Non mi oppongano, prego, la libertà del commercio in città, cui il nemico dalle acque, dalla terra e sin dall'aria invia mes-

saggi di morte e di schiavitù. Prima di ragionarci del libero commercio, levate il calmier; levate il cordone che attornia la laguna; mettete in dileguo i cannoni nemici: ma, intanto, non ci predicate la libertà del non aver pane a contanti; la libertà di tornar dal lavoro e trovar le botteghe o vuote o serrate; la libertà del mandar tra la folla la moglie o la figliuola che sia percossa o calpesta, che svenga o muoia. Per queste ragioni speriamo che l'annona affretterà co' registri la distribuzione che ho detta; e la farà fedelmente da tutti mettere in atto, acciocchè non avvenga che provvedimento buono torni a vuoto per la sleale ostinatezza di chi ci pon mano per forza.

Dopo accennatovi, che ad alcune ingegnose proposte del dott. Nardo per trarre brodo da altre sostanze, noi rispondemmo con riconoscenza raccomandando ne specificasse e i modi e la spesa; io vengo a ciò che più preme al cuor vostro. Importa altamente che il popolo sappia quanto l'Assemblea senta i suoi patimenti, e quanto desideri renderglieli men gravi. Io ho, per indizio dell'affetto mio, cominciato una questua nella parrocchia dov' abito. Come io abbia a lodarmene, renderò conto altra volta: e prego che ogni deputato faccia il simile dal suo canto. Il mulino dell'Oexle tacerà per tre di, per tre almeno. E al popolo, mancando il pane, gli si daranno fave in quella vece, e patate e altri cibi. Invitiamo l'annona ad annunziare al popolo più chiaramente l'inevitabile necessità, e assicurarlo che fra tanti giorni (dicasi anzi più che meno) avrà pane, e non dare per rimedio i mulini a mano quando al bisogno non bastano, e notare la quantità de' cibi da vendere che intanto terran vece di pane, non rammentando il grano bollito che fece mal suono. Preghiamo il presidente Manin che volga al popolo parola di gratitudine e di conforto. Preghiamo la Commissione militare che da' legni pur troppo alieni da spedizioni lontane, tolga le provvigioni non necessarie ora subito, e ne ceda alla città per pochi di, che gliele renderà fedelmente. Di queste tre cose ardentemente preghiamo. Nessuno di noi può volere che il popolo veneziano paia da necessità, con la prudenza evitabili, tentato a rinnegare sè stesso, a perdere in un di il merito del lungo patire; che questo buon popolo paia da noi, suoi fratelli, della mirabile sua perseveranza punito.

Il presidente L. Pasini lascia il seggio della presidenza, che viene occupato dal vicepresidente Minotto.

Il rappresentante Lodovico Pasini: Io non credo di dover ora passare in rassegna tutti i consigli, accettabili certamente in parte, forse in parte non accettabili, espressi nel discorso del rappresentante Tommaseo; mi credo solo in debito di dire poche parole per assicurare gli animi dei cittadini sopra il timore, da lui manifestato, che durante la temporaria sospensione della macinatura nei mulini di San Girolamo, si abbia assolutamente mancare di pane.

Furono già prese nei passati giorni misure tali da assicurare al popolo, durante i pochi giorni in cui rimarrà sospesa la macinatura dei mulini di S. Girolamo, quasi altrettanto pane quanto n'ebbe per lo passato. Nei mulini a S. Girolamo si macinava tutta la farina da pane, che era quotidianamente distribuita col mezzo delle Commissioni di circon-

dario ai pistori della città, e in aggiunta si macinava parte della farina assegnata al militare.

Negli altri mulini pubblici, cioè in quelli ora concentrati alla Giudecca, si macinava la massima parte della farina assegnata al militare, ed altra quantità per conto di private persone, o da essere distribuita alle popolazioni dell'estuario.

L'Intendenza militare, com'è suo debito, tiene una riserva. Si è dunque stabilito di usare in parte di questa riserva, e devolvere a solo uso della città tutta la farina che sarà in questi giorni macinata alla Giudecca e negli altri nostri mulini. Con questi prodotti, e coll'aggiunta di altre sostanze farinacee di riserva, si otterrà un pane niente affatto inferiore a quello usato finora; e si potrà per tre o quattro giorni sopperire convenientemente a'bisogni del popolo. Abbiamo poi predisposta la vendita di una ragguardevole quantità di *fava*, e prese le misure necessarie perchè la città sia provveduta, dirò quasi, esuberantemente, di patate. Ecco quanto si è potuto fare nella difficile congiuntura.

Per ciò che concerne i mulini a mano, non sarebbe necessario di attivarne mille per supplire a quello, che va a rendersi per poco inoperoso, di S. Girolamo: prima perchè in questi giorni medesimi saranno attivati nuovi mulini presso la Fabbrica tabacchi; in secondo luogo perchè i mulini della Giudecca, cresciuti di numero, daranno domani un maggior prodotto; in terzo luogo perchè altri mulini di privati stabilimenti saranno volti a pubblico vantaggio: di modo che, computato il prodotto de' mulini a mano, si avrà in complesso quanta farina sarà necessaria.

In ogni caso poi devo avvertire che i mulini a mano in attività sommano a circa 550; è poi vero quello che accenna il rappresentante Tommaseo, che si lavorò poco finora in questi mulini, ma per una ragione naturalissima, che ora vi espongo. Fino a che la farina vien macinata e distribuita da stabilimenti pubblici, il popolo in generale non si adatta a macinare colle proprie mani; appena però il bisogno si è fatto sentire, si ebbe subito un buon risultato, e conosciamo alcune contrade della città, dove da ier l'altro si macina tutta la farina gialla occorrente a quelle famiglie. Devo poi raccomandar ai rappresentanti, ed ai cittadini in generale, di promuovere la istituzione di tali mulini presso un gran numero di famiglie e di far sì che la macinatura a mano sia continua e non interrotta; perchè i mulini delle famiglie, che ne son provvedute, sieno prestati a quelle che ne mancano; perchè nessun mulino infine resti mai inoperoso. Così facendo, potremo facilmente e senza gravi inconvenienti provvedere al bisogno di questi tre o quattro giorni, in cui dura la sospensione del mulino di S. Girolamo; e dopo che questo sarà attivato avremo tali e tante macine da non temere più nessuna mancanza di farina.

Il rappresentante Tommaseo: Non dubito delle cure ingegnose e sollecite del presidente Pasini, e ne lo ringrazio di cuore. Solo desidererei che le cose dette qui in nome della Commissione annonaria, fossero stampate a quiete del popolo, perchè tali notizie possono allontanare di molti sospetti e prevenire disordini.

Il *rappresentante L. Pasini*: La Commissione centrale della quale io faccio parte, ha già pubblicato due o tre avvisi, ed uno di questi è diretto esplicitamente a tranquillare il popolo, ed a consigliarlo di far uso, finchè scarseggiasse la farina, di altri alimenti. Io non credo però conveniente che la Commissione annonaria debba preventivamente stampare come provvederà alla sussistenza ed ai bisogni della giornata; e credo che, in luogo della tranquillità, si metterebbe forse l'allarme con queste continue pubblicazioni. Ciò che da noi si fa è di prevenire in tempo le Commissioni di circondario del come sarà provveduto ne' di seguenti alla sussistenza del popolo, e di additar loro dove sono i depositi di farine, grano, fava ed altro, perchè i fondachi ne sian provveduti e il popolo possa fare in tempo le sue provvigioni.

Il *rappresentante Priuli*: Domando la parola. Fra tutte le cose, che ho sentito dire tanto dal rappresentante Tommaseo, quanto dal rappresentante Pasini, non ho sentito fare menzione di una che, secondo me, è importantissima, e la dico con coraggio, anche perchè non è mia.

Io ho fatto parte mesi fa di una Commissione, eletta dal Governo, per cercare possibilmente di ottenere della legna, e di farne un uso più economico. Questa Commissione si è occupata per molti giorni dell'argomento. Il rappresentante Minotto, che ne faceva parte e ne fu anche relatore, se n'è occupato moltissimo, ed ha pubblicato alcune sue osservazioni, e dato un suggerimento, che secondo me, utilissimo sarebbe, cioè quello di confezionare e porre in vendita delle vivande cotte. Questo si è fatto sempre durante la carestia, ed anche in tempi di blocco. Converrebbe dunque che ci fossero dei siti in cui si vendessero delle bevande confezionate, e particolarmente della *polenta*. Posso dire che ci è un sito a S. Maria Formosa dove si vende la *polenta*, e se ne fa grande smercio. Credo che il rappresentante Minotto potrebbe sviluppare le sue idee, di cui non ho sentito far menzione. Così si andrebbe evidentemente a risparmiare molto combustibile. Io penso che la Commissione annonaria dovrebbe interessare di nuovo la Commissione speciale ad occuparsi di questo argomento.

Il *rappresentante L. Pasini*: Mi pare che il rappresentante Priuli, senza avvedersi, sia entrato in un argomento, che non è ora da trattarsi. Il rappresentante Tommaseo ed io non abbiamo fatto menzione di tutti i provvedimenti, che si dovrebbero adottare. Se tutti fossero stati passati in rassegna, egli avrebbe ragione di muover querela per la omissione che fosse corsa. Ma la Commissione dell'annona, nominata dall'Assemblea, volle solo render conto col mezzo del Tommaseo di quanto ha operato fin qui; ed io valli rispondere ad una sola delle sue osservazioni. Se si avesse trattato per disteso dei provvedimenti sull'annona ed alcuno ne fosse stato dimenticato, allora troverei opportuna l'osservazione del rappresentante Priuli. Dirò tuttavia in risposta che la Commissione annonaria centrale ebbe l'idea di approfittare degli studii della speciale Commissione, di cui il rappresentante Priuli, ed io pure, facevamo parte; che fin da ieri fu dato l'incarico ad altro membro di quella Commissione, l'ab. Pasini, di ripetere le indagini per la città e di prendere in nota i luoghi ove si potrebbe senza ritardo alcuno attivare la vendita di *polenta*, ma specialmente di *minestre cotte*,

Il rappresentante Bigaglia: Non posso dividere l'opinione del rappresentante Priuli sulla somministrazione della polenta cotta. L'esperienza mi fece conoscere che per altri motivi convenga più di tutto al popolo la farina unitamente alla legna.

Non tutti i poveri vanno volentieri a comperarsi un pezzo di polenta, e nessuno, quantunque povero, può adattarsi a fare certi passi umilianti; nè credo poi in fatto vi sia con quel metodo gran risparmio di combustibile.

D'altronde, io trovò che il povero ha bisogno anche della legna, perchè in un'ora o nell'altra deve accendere il fuoco. Ha altre necessità a sopperire, ed altri alimenti da cuocere pei quali il fuoco gli diventa indispensabile. Col fuoco che serve a fare la polenta a mezzodi, egli provvede a tutte queste necessità. Credo in fine che sia molto più utile alla salute che il povero si faccia la polenta da sè, e la mangi con tutto comodo e tranquillità in famiglia. Per ciò mi pare che la somministrazione di farina gialla in natura, unitamente alla legna, come si pratica a' SS. Gio. e Paolo, sia il provvedimento più opportuno.

Il presidente (Minotto): Avrei da fare nel mio particolare alcune osservazioni a quanto ora fu detto; ma, siccome osservò il presidente Pardini che si uscì dall'argomento ch'era in trattazione, così, se nessuno domanda la parola, si passerà a quello che segue nell'ordine del giorno.

Il presidente Pastui riprende il seggio della presidenza.

Uno dei segretarii legge il rapporto della Commissione, dall'Assemblea destinata alla visita dei feriti: Eccolo:

La Commissione alla quale avete affidato il pietoso ed onorevole incarico di visitare i fratelli nostri feriti negli ultimi fatti d'armi, ve ne riferisce il meglio che le è concesso.

Tre sono gli ospitali della nostra città, che raccolgono i malati militari. Fra questi, quello chiamato delle Convertite, situato alla Giudecca, è il solo che riceva i militari e i civili feriti per le fazioni di guerra.

In quest'ospitale, che venne sostituito a quello di S. Chiara nel 28 maggio decorso, trovavansi ieri 550 malati, fra i quali 117 feriti. Il numero totale dei feriti, entrativi dopo quel giorno 28 maggio, fu di 424; 57 ne morirono, 250 guarirono, e i 117 citati sono in cura.

L'affliggente spettacolo di tante ferite non ci ha trattenuto dal visitare ad uno ad uno quei letti del dolore. A far questo, oltre il dovere, ci confortava la rassegnazione di quei sofferenti. Non abbiamo veduto un atto d'impazienza, non abbiamo udito un grido di dolore. Ognuno pago di sè stesso, e nell'amor della patria, aspettava tranquillo la sorte, che in cielo gli verrà decretata. Così venimmo assicurati, che, colà raccolti, essi pei primi chiedevano quei conforti che la religione sola può somministrare. Alle nostre ricerche se si chiamavano contenti del trattamento, e delle cure che a loro si prestano, neppur uno ebbe a far sentire il minimo lagnò; e ciò tornando a molta lode del direttore, il sig. dott. Stefanini, è doveroso il rendergliene pubblica testimonianza. Devesi proclamare altresì che la scienza chirurgica e medica fece qui le sue prove, e riuscì a salvar molte vittime, mercè la somma abilità e solerzia

dei chirurghi primarii operatori, signori Coen, Rocca, Siro e Castagna, non che degli altri che a quest'ufficio con loro sono destinati.

Nella prima delle nostre visite, dopo il giro fatto adoperando espressioni di parziale conforto, il P. Torniello fece sentir a tutti ad alta voce, come la Commissione era stata inviata dall'Assemblea dei rappresentanti del popolo per ringraziarli di quanto avevano fatto a pro' della patria, per confortarli nelle loro sofferenze, per udire i loro desiderii, non che i loro bisogni. Li lodò di quei sentimenti di cui li vedeva animati, raccomandò loro di sempre più confermarvisi, assicurandoli che l'Onnipotente accorderebbe loro premio condegno. Fece elogio alla carità degli assistenti, e disse di non dubitare che saranno per accrescerne con la continuazione il merito in faccia a Dio ed agli uomini. Chiuse con le parole: *Viva la patria, viva Venezia!* parole, che furono ripetute da quelle fiacche labbra con viva emozione.

Passammo poi a visitare gli Uffizii. Un ospitale, trasportato in quel sito da così poco tempo ed in tante stringenze economiche, non può presentare nè la grandiosità nell'insieme, nè l'abbondanza dei mezzi, cose che vorrebbsi sempre ammirare in simili ospizii. Ma non ci corse all'occhio nessuna deficienza di ciò ch'è necessario per adempiere al sacro dovere di assistenza a quelli che soffrono. Che la farmacia sia ben provveduta, ebbimo assicurazione nel fatto della guarigione di molti; che le biancherie sieno all'uopo cambiate, ce ne fece avveduti la proprietà dei letti; che sieno sufficienti ce lo assicurò il direttore, non senza per altro farci sentire il desiderio che le vorrebbe più abbondanti, specialmente per quanto concerne le fasciature. La cucina poi, quando vi entrammo, era in grande operosità. Vi si apparecchiavano tutti quei cibi, che sono comportati dalla condizione degli ammalati; il pane bianco è di buona qualità; la carne non è certo inferiore a quella che i cittadini trovar possono nella presente carestia; e nell'impossibilità di rinnovar la provvisione di vino comune, viene sostituito il vino di Cipro, che si distribuisce in varie proporzioni secondo il grado della convalescenza. È giusto qui menzionare la benemerenza acquistatasi dall'amministratore sig. Marini.

In quest'ospitale vi è una sala per gli uffiziali: pochi vi si trovano, ed anch'essi ebbero a ripetere il loro contentamento per le cure di cui sono l'oggetto. Taluno ci fece sentire il desiderio di veder compensati con avanzamento i proprii sacrificii; ma a noi non poteva spettare che la facoltà di assicurarli che faessimo intanto una privata raccomandazione, nel mentre ch'essi presenteranno le loro istanze alla superiore autorità nelle debite forme.

Altri uffiziali feriti sono, come si sa, in alloggio privato. Ne abbiamo visitato alcuni, per esprimere loro i sentimenti che guidano la nostra Commissione. Non essendovi un elenco generale del loro numero, è forza aver ricorso separatamente ai corpi a cui appartengono, e ciò non ometteremo di fare anche in seguito, procurandoci le opportune notizie.

Ma non basta che i feriti abbiano tutti i soccorsi durante la loro giacenza nell'ospitale; conviene che, secondo il danno ch'ebbero a soffrire nella persona, trovino un compenso che assicuri loro per l'avvenire

i mezzi di sussistenza. Perciò evvi alla Giudecca la Casa degl'invalidi nella quale vengono ricoverati quelli che, per fisiche imperfezioni o per l'avanzata età, non sono più atti al lavoro. Questa Casa, che contiene militari e civili che servirono lo stato, è ora in via di ordinamento, per separare affatto gl'impotenti da quelli che prestar possono qualche servizio; ed intanto hanno tutti la paga ed il trattamento come gli altri soldati.

E prima ancora di provvedere all'individuo quando sarà per uscire dall'ospitale con qualche infermità, è d'uopo pensare a soccorrere sul fatto quelle famiglie, specialmente fra i lavoranti, che, perduto anche per un tempo limitato l'appoggio del loro capo, si trovano affatto sprovviste di guadagno per vivere. A quest'atto di giustizia mira la legge 5 giugno di quest'anno, la cui esecuzione è affidata all'Ufficio detto *Commissariato di guerra respiciente gli ospitali*. Il commissario ivi preposto, il sig. Sola, lo dirige non solo, ma personalmente verifica i fatti e provvede ai casi speciali.

Fin qui quanto a Venezia.

Riguardo all'ospitale di Chioggia, trovò la Commissione pieno accontentamento di ogni maniera di tratto di quel direttore e dei chirurghi, che attendono alle cure di que'sofferenti. Crede la Commissione degno d'essere encomiato il chirurgo primario, Gamba, cui i diciassette feriti, che sono tutti in quell'ospitale raccolti, ad una voce commendano per le assidue cure e fraterne attenzioni, che prodigalizza verso quegl'infelici. Ebbe la Commissione a riscontrare nettezza, vigilanza e premure reali, praticate dagl'infermieri di guisa, che nulla c'è da desiderarsi in quell'istituto, che cospirar possa al sollievo delle pene di quegl'infelici.

Il *presidente*: Le Sezioni che ebbero le petizioni da esaminare hanno preparati alcuni rapporti; invito dunque i relatori a leggere i rapporti.

Il *rappresentante Bartolommeo Benvenuti relatore*: Due petizioni intorno al medesimo oggetto vennero presentate, l'una dall'avvocato Michele Costi, l'altra dal Consiglio di disciplina dell'ordine degli avvocati. Si chiede con esse che venga levato il decreto 27 febbraio p. p. N. 3083, con cui il Governo dichiarò in via di grazia eleggibile al posto di avvocato un cittadino con dispensarlo dalla laurea e dagli esami.

Di ciò non contento, l'avvocato Costi vorrebbe che si aprisse una speciale investigazione contro un giudice che, in opposizione alla maggioranza, emise un voto favorevole alla detta domanda, e che alla Commissione di revisione fosse fatto rimprovero per avere essa rilasciato il decreto di eleggibilità in esecuzione degli espressi ordini governativi.

Nessuno dei membri della Commissione di legislazione appoggiò queste accessorie domande dell'avvocato Costi; ma varii fra loro dichiararono doversi prendere in esame quella che riguarda l'annullamento del surriferito decreto.

In conseguenza, la Commissione unanime:

1. Propone che seguir debba il corso ordinario delle proposte fatte da un rappresentante la petizione del Consiglio di disciplina dell'ordine degli avvocati, e conseguentemente quella dell'avvocato Michele Costi, in quanto riguarda l'annullamento del governativo decreto 27 febbraio p. p., N. 3083;

2. Propone, per ciò che si riferisce agli altri oggetti contemplati dalla petizione dell'avvocato Costi, l'ordine del giorno.

Il *presidente*: Domando all'Assemblea se intenda approvare le conclusioni del rapporto. (*L'Assemblea approva.*) Invito il rappresentante Foscarini a leggere l'altro rapporto delle petizioni.

Il *rappresentante Foscarini relatore*: Il cittadino Francesco Gnoato chiede che sia determinato da quest'Assemblea, che, trattandosi di pignoramenti di libri, e di vendite di essi all'asta pubblica, debba il cursore essere accompagnato da un perito libraio. Nessuno degl'individui di questa Commissione considerò tale proposizione come meritevole d'essere presa in esame, dacchè si aumenterebbero senza necessità le spese degli atti esecutivi, e perchè l'interesse medesimo delle parti è una sufficiente guarentigia contro gl'inconvenienti temuti dal proponente.

La Commissione pertanto propone ad unanimità l'ordine del giorno.

Il *presidente* pone a'voti, per alzata e seduta, l'ordine del giorno, che resta adottato. Indi invita il relatore della Commissione, incaricata dell'esame sulla proposta Ferrari Bravo riguardo all'inamovibilità de' giudici, a leggerne il rapporto.

Il *rappresentante B. Benvenuti relatore*: Il rappresentante Ferrari Bravo vi propone di dichiarare inamovibili i giudici; e ciò per l'effetto ch'essi non possano essere nè destituiti, nè contro lor voglia traslocati o pensionati, nè privati del beneficio della pensione, se non in conseguenza di una condanna per delitto, emessa dall'autorità giudiziaria.

Non v'ha dubbio che alla retta amministrazione della giustizia è necessaria la indipendenza dei giudici nell'esercizio del lor ministero, e che questa indipendenza non è che una menzogna finchè la loro sorte trovisi abbandonata all'arbitrio di un poter superiore.

Ma affinchè il principio della inamovibilità dei giudici torni realmente proficuo, è mestieri che la sua applicazione sia accompagnata da alcune guarentigie suggerite dalla ragione e dalla esperienza, le quali impediscano ch'esso divenga sorgente di gravissimi abusi. È mestieri, cioè, che apposite leggi regolino la nomina dei giudici, determinino i casi nei quali ponno essere destituiti, traslocati o privati degli emolumenti annessi alla loro carica, e statuiscano le forme del giudizio che in simili casi dev'essere profferito. È mestieri insomma, che al principio dell'inamovibilità sia coordinato l'intero sistema della giudiziaria organizzazione.

Questa ovvia considerazione non è sfuggita ai legislatori, che proclamarono la inamovibilità dei magistrati; e ne abbiamo una prova nella recente Costituzione francese, la quale, mentre li dichiara inamovibili, assoggetta la loro nomina e la loro destituzione ad alcune condizioni e ad alcune formalità fissate da apposite leggi.

Nulla, o pressochè nulla di tutto ciò nelle leggi che ancor ci governano, poichè il principio della inamovibilità non era adottato nell'Austria. Nello stato attuale della nostra organizzazione giudiziaria sarebbe quindi inopportuno il volerlo introdurre fra noi. Estenderlo poi a tutti gl'individui ch'esercitano presentemente le funzioni di giudici, sarebbe, non che inopportuno, sommamente pericoloso. Infatti, se tale dovesse essere la vostra deliberazione, voi non solamente sancireste con

essa tutte indistintamente le nomine fatte dal governo austriaco e dai governi che si succedettero dopo il giorno 22 marzo 1848, ma, di revocabili che sono, ne fareste tutto ad un tratto altrettante nomine a vita, perpetuando così a danno della società le funeste conseguenze di un error nella scelta non vostra, che avrebbe potuto da quei governi venir emendato.

Ciò basta, per nostro avviso, a far conoscere quanto sia necessario di por freno alla impazienza, che certo è comune a tutti noi di veder attivato un principio, il quale, saviamente applicato, assicura alla società l'inestimabile bene della retta amministrazione della giustizia.

La Commissione permanente di legislazione è quindi unanime nel ritenere che sulla proposta del rappresentante Ferrari Bravo debba esser preso il seguente motivato ordine del giorno:

» Considerando che, per attivare utilmente il principio della inamovibilità dei giudici, rendesi necessario d'introdurre una radicale riforma nella organizzazione giudiziaria, a cui non si è ancor provveduto; e » nella certezza che frattanto il potere esecutivo sarà per astenersi da qualsiasi atto di nomina, promozione od altro, che possa diffcultare la futura organizzazione o ledere la indipendenza dei giudici, l'Assemblea passa all'ordine del giorno. »

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, chiedo all'Assemblea di fissare il tempo della discussione. Chi crede che la discussione debba seguire subito, si alzi. (*L'Assemblea non proroga la discussione.*) C'è nessuno che domandi la parola sulle conclusioni del rapporto?

Il *rappresentante Tommaseo*: Proporrei un'emenda. Quantunque lo spirito di tutto il rapporto lo dimostri, aggiungerei principio *incontrastabile*, o aggiunta simile, per rendere onore e alle intenzioni del proponente e alla santità del principio.

Il *rappresentante Benvenuti*: Emerge dall'intero rapporto che appunto la Commissione ammette come giusto il principio dell'inamovibilità.

Il *rappresentante Tommaseo*: Il rapporto è in nome della Commissione; nell'ordine del giorno deve parlare la stessa Assemblea.

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Mi pare che sarebbe necessario che la Commissione avesse dichiarato che ho acconsentito a questo ordine del giorno motivato.

Il *rappresentante B. Benvenuti, relatore*: Appunto. Il rappresentante Ferrari Bravo, chiamato dalla Commissione per fargli conoscere quali sarebbero le sue intenzioni, dichiarò d'annuirvi.

Il *presidente*: Domando al rappresentante Tommaseo quale aggiunta vuole che si faccia.

Il *rappresentante Tommaseo*: Il *santo*; o: l'*incontrastabile* principio.

Il *presidente*: La Commissione accetta ella questa aggiunta?

Il *rappresentante B. Benvenuti, relatore*: La Commissione accetta.

La proposta della Commissione fu adottata con 67 voti favorevoli e 2 contrari.

Il *presidente*: Passeremo ora alla prima deliberazione sulla proposta Lunghi, di concentrare, cioè, in apposito Ufficio i protesti cambiarii.

La proposta Lunghi e il relativo rapporto furono già stampati e

distribuiti a tutti i rappresentanti; per conseguenza debbono conoscerli perfettamente ed è inutile farne una seconda lettura. Ora domanderò se alcuno vuole la parola sulla questione in generale, perchè sul particolare non si può discutere che nel giorno della seconda deliberazione. (*Nessuno domanda la parola.*)

Porremo dunque ai voti perchè si debba passare un altro giorno alla seconda deliberazione.

Fatto l'appello nominale e lo spoglio dei voti, risulta che l'Assemblea non è in numero legale per deliberare, essendosi alcuni rappresentanti assentati. Per conseguenza lo scrutinio è annullato.

Il *presidente* invita quindi a discutere (per la seconda deliberazione) sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, riguardante la comunicazione alle parti dei motivi delle decisioni dei tribunali superiori, anche in caso di conferma.

Dopo una discussione a cui prendono parte i *rappresentanti Farè, G. B. Ruffini, B. Benvenuti ed Avesani*, la Commissione accetta che si sostituisca la parola: *sentenza o decreto*, all'altra: *decisione*.

Non essendo però l'Assemblea in numero legale, non si passa ai voti; e la seduta viene levata alle 3 e 1/4 pom., prorogando l'Assemblea a martedì p. v. alle ore 4 pom.

ORDINE DEL GIORNO PER MARTEDÌ 17 LUGLIO.

Alle ore 12, riunione della prima Sezione per esame di petizioni.

Ore 4 pom. — *Seduta pubblica.*

1. Presa in considerazione di una proposta del rappresentante B. Benvenuti, sul togliimento di ogni procedura per contravvenzioni di finanza anteriori al 22 marzo 1848.
2. Presa in considerazione di una proposta dello stesso, per l'annullazione del decreto 21 maggio 1848 sulla prescrizione e l'usucapione.
3. Rapporto sulle riforme da farsi alla legge elettorale per le future elezioni dei rappresentanti.
4. Prima deliberazione sulla proposta Lunghi di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.
5. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, riguardante la comunicazione dei motivi anche ne' casi di conferma.
6. Seconda deliberazione sull'altra proposta B. Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.
7. Seconda deliberazione sulla terza proposta B. Benvenuti, relativa ai processi criminali.
8. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'antecedente decreto 30 aprile 1848, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.

16 Luglio.

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA

IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando che il mandato conferito dagli elettori agli attuali membri dell'Assemblea, va a cessare col giorno 14 del mese di agosto p. v. per l'effetto dell'articolo 47 della legge 24 dicembre 1848,

Decreta:

1. La nuova Assemblea dei rappresentanti dello Stato di Venezia è convocata pel giorno 15 agosto.

2. Essa avrà mandato illimitato per decidere su qualsiasi argomento che si riferisca alle condizioni interne ed esterne dello Stato.

3. Il mandato de' nuovi rappresentanti s'intende dato dagli elettori per sei mesi a datare dal giorno della prima riunione dell'Assemblea.

4. Per l'elezione dei rappresentanti restano ferme le disposizioni della legge elettorale 24 dicembre 1848, in quanto non sieno modificate dalla presente legge.

5. Dal giorno 26 fino al giorno 30 del corrente mese di luglio, inclusivamente, saranno aperti gli Uffici dei quattordici circondarii elettorali, istituiti con la legge 24 dicembre 1848, e riceveranno, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane, le notifiche di quegli elettori che non fossero già iscritti nelle liste elettorali, e le domande di cancellazione dalle medesime.

6. Sono ammessi a farsi inscrivere come elettori nel rispettivo circondario:

a) Tutti coloro che nel passato gennaio, avendo le qualità necessarie per essere elettori, non si fossero iscritti;

b) Tutti coloro che volessero approfittare della deliberazione adottata dall'Assemblea, secondo cui la parola *cittadinanza*, contenuta nell'art. 5. della legge elettorale, deve intendersi nel largo senso di cittadinanza italiana;

c) Tutti coloro che avessero compiuto dopo le ultime elezioni, o compissero prima del 5 agosto p. v. il ventunesimo anno di età;

d) Tutti coloro che prima del 30 giugno p. p. avessero cessato di appartenere al circondario ove erano iscritti, o per cangiamento di domicilio, o per essere divenuti militari, od altrimenti, e chiedessero di esercitare il diritto elettorale nel circondario nuovo.

7. Le notifiche saranno fatte sopra una modula a stampa, secondo l'art. 14 della citata legge elettorale; ma nel caso indicato qui sopra all'art. 6., lettera d, dovrà la notifica essere corredata dal certificato di eseguita cancellazione di quel nome per parte dell'Ufficio del circondario, ove prima trovavasi iscritto. Ogui circondario farà un'apposita lista dei nuovi iscritti. Questa lista sarà comunicata a tutti gli altri Uffici di circondario, affinchè chi si trovasse ancora iscritto nelle liste compilate per la precedente elezione, sia da queste cancellato.

8. Nei giorni 31 luglio e 1.º agosto, gli Uffici di circondario completeranno le liste elettorali, compilate in seguito alla legge 24 dicembre 1848, in modo che i nomi de' nuovi iscritti siano chiaramente distinti dagli altri. Le liste staranno ostensibili nei successivi giorni 2 e 3 agosto, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane. Entro questi due giorni 2 e 3, gli Uffici ricevono e giudicano tutti i reclami secondo l'art. 22 della legge elettorale più volte nominata; ed eseguiranno le eventuali correzioni.

9. Le elezioni dei rappresentanti dello Stato di Venezia che devono comporre l'Assemblea dopo il 14 agosto p. v., avranno luogo nei giorni 5 e 6 agosto. Gli Uffici di circondario staranno aperti per ricevere le schede, nel primo giorno dalle ore 8 antimeridiane alle 5 pomer., e nel secondo giorno dalle 8 antimerid. alle 8 pomer. Le schede, che fossero stampate o litografate, saranno nulle.

10. Nel giorno 7 agosto, gli Uffici di circondario procederanno allo spoglio delle schede.

11. Terminato lo spoglio delle schede, proclamati i nomi de' nuovi rappresentanti e datone avviso ai medesimi, gli Uffici di circondario trasmetteranno tutti gli atti suggellati alla presidenza dell'attuale Assemblea, per essere consegnati all'Assemblea nuova, la quale si racconterà il 15 agosto, e procederà alla verificaazione dei poteri.

12. Se alcuno fosse eletto rappresentante in più circondarii, farà la sua dichiarazione di scelta al più tardi 24 ore dopo la verificaazione dei poteri, e la nuova Assemblea provvederà per la sostituzione. Se la dichiarazione non fosse fatta entro il detto termine, sarà deciso in adunanza, per mezzo della sorte, a qual circondario apparterrà il rappresentante che non avesse fatto la scelta.

13. La verificaazione dei poteri, e le nuove elezioni, pel caso che la rappresentanza di qualche circondario fosse rimasta incompleta, seguiranno colle norme degli articoli 76, 77, 78, 79 e 80 del *Regolamento per l'Assemblea*.

14. Per i circondarii XIII e XIV non è necessario che la formazione delle liste e la votazione avvengano in giorni fissi, com'è prescritto negli altri circondarii; ma dovranno esser compiute in tempo, perchè lo spoglio delle schede e la proclamazione dei rappresentanti non sieno prorogati oltre il termine assegnato agli altri circondarii.

15. Il Governo provvisorio è incaricato della esecuzione.

Il Presidente

LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti

G. MINOTTO.

G. B. VARÈ.

I Segretarii

G. PASINI.

G. B. RUFFINI.

A. SOMMA.

P. VALUSSI.

16 Luglio.

N. 567².

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

IL COMITATO DI PUBBLICA VIGILANZA

di concerto colla Commissione militare di Guerra e marina

Ordina :

È vietato di tenere dopo il tramonto del sole lumi accesi, quando non siano affatto chiuse le imposte, in tutte quelle stanze dalle quali si possono vedere le posizioni nemiche, specialmente dal lato di Mestre e di Marghera.

I trasgressori saranno puniti con una multa di correnti L. 50, da devolversi a beneficio della Patria, o con arresto da uno a tre giorni, nel caso d'insolvenza.

La Prefettura centrale dell'ordine pubblico e i Commissariati dei rispettivi Sestieri dovranno invigilare per l'esatta osservanza della presente disposizione.

ZAMBALDI - VISENTINI - RENSOVICH - MOROSINI - COMELLO - SERENA.

16 Detto.

POPOLO DI VENEZIA!

Questi sono i momenti nei quali tu dei mostrare, o generoso Popolo, il tuo caldo patriottismo, devi mostrare che sei degno della libertà, degno dei tuoi maggiori. Il nemico ci stringe con rigoroso blocco, ma il grano non manca ancora in Venezia, nè mancano i mulini. La Commissione annonaria provvede i mulini a mano per tutti i Circondarii; basta solo che noi vogliamo usarne. Lungi adunque ogni querela, ed anzichè consumare il tempo in oziosi ed inutili discorsi, procuriamo ciascuno di macinare quanto grano quotidianamente ci abbisogna, nel che possono occuparsi specialmente le donne, le quali in questo modo provvederanno ai bisogni delle proprie famiglie ed insieme al proprio decoro compromesso in quegli affollati scandalosi assembramenti. Così fanno i nostri fratelli di Chioggia e di tutto l'estuario, e così fecero i nostri padri nel blocco del 1813.

Veneziani! Coroniamo cogli estremi sforzi la nostra sino ad ora invincibile costanza; resistiamo sino all'ultimo pane, chè forse dall'ultimo pane potrebbe dipendere il premio dei nostri sacrificii, la gioia della vittoria e la vaticinata libertà d'Italia tutta, che guarda ancora fidente a queste nostre lagune.

Accorrete ai fondachi ove trovansi mulini a mano a vostra disposi-

zione, ed ove ancora troverete il grano a minor prezzo della farina in corso. I vostri parrochi v'indicheranno dove trovansi i locali nei rispettivi Circondarii.

16 Luglio.

LA FATALE SEDUZIONE

DEI TRADITORI AUSTRIACANTI.

AVVERTIMENTO AI BUONI VENEZIANI.

CITTADINI!

È invalso l'uso, pur troppo fatale, di scolpire sulle muraglie nefande iscrizioni, e diramare scritti ad invettiva censura, o derisione di quelli che benemeriti la patria governano, o contro quelli, quali sieno, che a vantaggio della patria si prestano. Mentre devesi sopire qualunque dissidio, anzi calma e moderazione ai cuori agitati consigliare, è utile far conoscere al buon popolo Veneto che quest'acre sentimento è tutta qui opera dell'austriaco pernicioso partito. In questi tremendi momenti chi ama Venezia deve paventare di muover labbro ingiustamente contro il suo Governo, e meno contro il sempre amato suo Presidente, assai più grande oggi, che il 17 marzo 1848.

Chi semina ora un solo lagno o malumore è piucchè mai un traditore della patria.

Perchè un concorso di sinistri avvenimenti, di tradimenti esecrati, di turpi raggiri, resero finora dubbia la vittoria della nostra sacra causa, dovrà dunque l'umana ingiustizia attribuirne la colpa all'Essere illustre ed innocente, che col cuore sulle labbra e sul volto, anzi col cuore sulle mani, e col più puro disinteressato eroico sentimento, alacramente di giorno e di notte operò, e tutto va operando per procurare la nostra salvezza? E come mai può annidarsi nel petto umano tanta empietà, tanta ingralitudine? Non tenta forse, per quanto sta in umano potere, di salvarci dalla schiavitù, dalle catene, dalla miseria, dall'obbrobrio di una straniera feroce dominazione, tormenti per noi tutti peggiori della morte più atroce?

Mi appello al voto del grato, del generoso, del civile popolo Veneziano. Non smentisca esso mai quel nobile carattere, che lo ha qualificato il modello d'ogni virtù al cospetto dell'Italia, dell'Europa, e del mondo.

Così ugualmente Mazzini e Armellini a Roma, Settimo a Palermo, Montanelli e Guerrazzi a Firenze, Avezzana a Genova, e simili, com'erano allora, non sono tuttora ammirabili eroi, sebbene sfortunati? Perchè la forza brutale delle bombe e delle baionette ha saputo ingiustamente opprimerli, mentre essi tutto tutto bene operarono per salvare quest'infelice tradita Italia, dunque noi insultando barbaramente la innocente sventura, anzichè farne soggetto di compianto e di più alta ammirazione, dovremo invece a loro gridare: morte?

Viltà, barbarie, ingratitudine sarebbe questa crudele, e degradante l'umana natura!

E fra noi, chi fu il primo che ci liberò, e quali sono quelli che cercano francarci dall'austriaco giogo infernale? *Manin*, ed i suoi Colleghi, la milizia, ed i nostri buoni cittadini. E perchè contro quello, e contro questi, mano vile, malvagia, traditrice osa con notturne iscrizioni, con parole e scritti perniciosi, imprimere invettive per suscitare funestissime discordie?

Dobbiamo invece in questi terribili istanti stringerci con più tenero affetto vicini ai Padri della nostra cara Patria. Si ripetiamoli; anche in mezzo a tanta nostra calamità, essi sono sempre più benemeriti Padri della Patria, ed ogni giorno acquistano maggiori diritti alla nostra riconoscenza.

All'erta! veri cittadini, veri amici, veri fratelli, veri Veneziani! all'erta!

Animatevi ognor più del santo spirito di gloria, di coraggio, e di perseveranza!

Animatevi pure verso chi vi governa del sacro spirito di gratitudine!

Vegliate giorno e notte sui traditori, che ora tracotanti oserebbero alzare più orgogliosa la fronte. Sorvegliate quei scellerati che si spingono fra la moltitudine per agitarla, indispettirla, disanimarla alla eroica resistenza, esagerando i mali presenti, pronosticandone di più tetri futuri, per così sedurre il generoso nostro popolo a vergognosamente capitolare.

Guardando questa maestosa monumentale regina dell'Adria, non vi piange l'anima a dritto pianto, non vi stringe il cuore l'ambascia più soffocante al solo sospetto che questa bella e gentile matrona potesse mai ritornare preda infelice e deplorabile dei barbari maledetti, abbominati austro-mostri.

Morte a noi tutti! meglio la morte piuttosto che una sì lunga, fiera, atroce, tormentosa agonia!

Voi con calma e moderazione intanto tentate di scoprire i colpevoli autori delle esecrate iscrizioni, degli scritti perniciosi, delle parole empie e seducenti, e così operando vi farete più degni del nome di onorati cittadini, e benefici salvatori della nostra cara patria.

GIOVANNI TOPPANI.

dimostrante i sussidi, o gli assegni giornalieri, accordati ai feriti, o superstiti dei morti per la difesa della patria, dal 20 maggio al 15 luglio a. c.

Num. progr.	NOME e COGNOME del ferito o morto	Condizione	Indicazione se ferito o morto	COGNOME e NOME del sussidiato, o di quello cui venne concesso il giornaliero sussidio	Data del Decreto	Sussidio		Decorrenza del sussidio giornaliero	OSSERVAZIONI
						per una voltatanto	al giorno		
						L.	C.		
1	Olivieri Antonio	operaio civile	ferito	al ferito	20 mag. 14097-6641	60	—		
2	De Col Pietro	idem	idem	alla famiglia	id. id.	60	—		
3	Zampieri Giov.	idem	idem	idem	29 dett. 14979-7147	60	—		
4	Dabalà Antonio	idem	idem	idem	id. id.	60	—		
5	Parolin Giuseppe	artigliere civ.°	idem	al ferito	13 giug. 16747-8140	50	—		
6	Bortoluzzi Vinc.	idem	idem	idem	id. id.	50	—		
7	Aidone Agostino	idem	idem	idem	id. id.	50	—		
8	Dozza Michele	operaio civile	idem	alla sua famiglia	19 dett. 17105-8354	60	—		
9	Prian Antonio	idem	idem	al di lui padre Prian Pietro	29 dett. 18696-8976	60	—		
10	Gamba Pietro	idem	morto	alla vedova Vianello Luigia	30 dett. 18317-8739			40	25 maggio
11	Olivieri Antonio	idem	idem	ai figli Maddalena e Raimondo	30 dett. 18513-8834			80	1.° luglio
12	Mander Alessand.	idem	ferito	alla famiglia	1.° lugl. 19043-9205	70	—		essendo loro stato concesso un sussidio di L.60 come al n. 1.
13	Ore Alvise	muratore	idem	alla moglie Antonia Gattini	id. 19105-9246	100	—		
14	Pinca Francesco	barcaiolo	idem	alla sua famiglia	id. 19112-9249	80	—		
15	Bernardi Andrea	operaio civile	idem	alla moglie Domenica Vittor	id. 18901-9120	70	—		
16	Voltolina Vinc.	barcaiolo	idem	alla famiglia	4 dett. 19368-9380	70	—		
17	Solenni Gio. Batt.	guardia civica	idem	allo stesso	id. 19481-9634	60	—		
18	Bortoluzzi Valent.	operaio civile	idem	alla famiglia	id. 19383-9310	90	—		
19	Folin Giovanni	idem	idem	alla famiglia	id. 19758-9618	80	—		
20	Dedemo Vincenzo	idem	idem	alla sua moglie Calvi Angela	5 dett. 19415-9396	70	—		
21	Bissin Luigi	idem	morto	alla vedova Maria Pellarin	id. 19649-9549			40	26 giugno
22	Zecchini Costante	guardia civica	idem	allaved. Mar.Berlined alla figlia Elena	id. 19482-9455			80	16 detto
23	Morosini Gius.	barcaiolo	ferito	allo stesso	id. 19695-9562	90	—		
24	Dedemo Vincenzo	operaio civile	morto	alla vedova Calvi Angela e 4 figli	id. 19322-9351			2	dal 31 luglio
25	Stefani Agostino	idem	morto perchè sospetto di trad.°	alla vedova Lucia Tres	4 dett. 19648-9548	100	—		avendo ottenuto una ant. di L.70 come al progr. n. 20 accordate in pendenza dell'atti- vazione dell'assegno giornal.°
26	Benvenuti Ant.	guardia civica	ferito	allo stesso	6 dett. 18968-9161	70	—		
27	Trojan Giuseppe	idem	morto	ai genit. Ant. Trajan e Fassetta Giusep.	id. 18968-9161			80	26 maggio
28	Zanon Maurizio	operaio civile	idem	alla ved. Catter. Rosati ed a sua figlia	7 dett. 19768-9618			80	26 giugno
29	Toffoli Cristoforo	idem	idem	alla vedova Luigia Perdon ed a 4 figli	id. 19397-9393			2	21 giugno
30	Boscolo Giuseppe	idem	idem	alla vedova Paola Boscolo e 2 figli	id. 18482-8827			1	20
31	Fonda Giovanni	barcaiolo	ferito	allo stesso	8 dett. 20041-9770	60	—		avendo ottenuto una sovven- zione di lire 200
32	Puppa Pietro	idem	idem	idem	id. id.	60	—		
33	Capraro Anselmo	operaio civile	idem	idem	id. 20036-9766	60	—		
34	Fiorito Giacomo	idem	morto	alla vedova Antonia Cagiorin	9 dett. 20209-9866			40	21 giugno
35	Alfonsi Franc.	idem	idem	alla vedova Giovanna Civan	id. 20240-9886	70	—		nella riserva dell'attivazione dell'assegno giornaliero
36	Rissotti	idem	idem	alla famiglia	11 dett. 20344-9944	90	—		idem
37	Sartori Giuseppe	idem	ferito	idem	12 dett. 20521-10070	80	—		
38	Giacomazzi Giov.	idem	idem	idem	13 dett. 20765-10224	80	—		

18 Luglio.

AL POPOLO VENEZIANO.

Le vostre angustie de' passati giorni per non poter aver pane a sufficienza, e in tempo, le abbiamo sentite nel cuore, come se fossimo delle vostre stesse famiglie, e abbiám fatto co' nostri consigli (giacchè con altro non potevamo) quanto era in noi per renderle meno lunghe. La nuova Commissione annonaria non poteva in un tratto sanare tutti i mali, ma subito s'è messa all'opera, e ne vedrete gli effetti. Il mulino dell'*OExle* ricomincia il suo lavoro; e avremo pane quanto richiede il bisogno quotidiano. Acciocchè ciascuna casa abbia la parte sua secondo il numero delle persone, andrete dal Parroco a scrivervi quanti siete in famiglia e quanto pane o quanta farina vi fa di bisogno comprare ogni dì. Vi si darà allora un cartellino sul quale starà notata codesta quantità di farina gialla o di pane, che potrete ricevere di sicuro: e l'andrete a comprare, non in mezzo alla calca della gente aspettando ore e ore, ma a vostro comodo perchè sarete sempre certi di averla. Andrete sempre alla stessa bottega; e sarà vietato andare in più d'una. Per la farina gialla i mulini a mano si vengono moltiplicando. In ogni parrocchia ne avrete anco da poter macinare senza spesa e così nutrirvi a men costo. Della farina bianca se ne andrà macinando a mano a mano più del consumo giornaliero per metterla in serbo per le straordinarie necessità. Le denunzie e le visite per le case scopriranno le provvigioni che possono servire ai privati e lasciare così più roba all'uso del popolo. A chi manca, le pene saranno severe appunto perchè si tratta del vitto e del rispetto che son debiti al popolo, il quale l'ha meritato e lo meriterà con la obbedienza alle leggi, e con l'ordine liberamente e coraggiosamente osservato. Delle provvigioni nuove ne verrà, speriamo in Dio, e nel valore delle milizie di terra e di mare. Non pensiamo alle cagioni dei sacrificj passati; pensiamo che i sacrificj furono occasione al popolo di meriti nuovi, e che nessun sacrificio va perduto. Le cose che v'abbiamo dette, la Commissione annonaria le promette (perchè noi non siamo che Commissione consultiva, eletta dall'Assemblea per indicare i disordini senza facoltà di mettervi riparo); e la Commissione annonaria le farà. Pensate per altro che contentare tutti è cosa impossibile, e che qualunque di voi fosse in tali momenti chiamato a regolare l'Annona, per valente e buono che fosse, dimenticherebbe qualcosa o parrebbe che la dimentichi. Pensate che adesso anche molli de' benestanti patiscono, e più di voi, perchè sono men usi a patire, e che così imparano a compatire i bisogni del povero. Noi vi ringraziamo da parte di tutt'i buoni della docile sofferenza da voi quasi tutti, buon popolo, conservata anco ne' momenti difficili e vi esortiamo a rimaner sempre esempio di virtù a

Italia tutta, perchè gloriosa cosa è il soffrire nel nome della Patria e di Dio.

La Commissione consultiva per le cose annonarie, eletta dall'Assemblea

GIO. FERRARI BRAVO
D. VESPASIANO GIORDANI
GIO. BATTISTA GIUSTINIAN
NICOLO' TOMMASEO
GIO. BATTISTA TORNIELLI.

18 Luglio.

N. 6950.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

Avviso.

Affinchè la vendita e la giornaliera minuta distribuzione del pane, della farina gialla e del grano da macinare ne' mulini a mano seguano con piena regolarità e con giusta proporzione fra le varie famiglie, e non ne sia fatto alcuno spreco, la Commissione annonaria centrale trova necessario di prescrivere quanto segue:

1. A datare dal giorno 23 luglio corrente la vendita al minuto del pane, della farina gialla e del grano da macinare ne' mulini a mano, sarà fatta alle famiglie di Venezia verso *viglietti di assegno*.

2. Questi *viglietti di assegno* saranno rilasciati per quindici giorni, ma la distribuzione dei generi sarà fatta dai bottegai giornalmente.

3. Per ogni genere si darà un *viglietto*, e sopra ogni *viglietto* sarà notato il nome dell'individuo o delle famiglie cui verrà rilasciato; la quantità giornaliera di pane, di farina o di grano assegnato; e la bottega o fondaco nel quale il genere dovrà acquistarsi.

4. In ogni parrocchia della città col giorno 19 corrente il Parroco od il Coadiutore, coll'assistenza di due parrocchiani, designati dalla Commissione annonaria del circondario, compilerà per la sua parrocchia un registro in cui sarà notato per ogni famiglia:

Il cognome e nome del capo-famiglia;

La contrada ed il numero della casa;

Il numero degl'individui componenti e coabitanti in famiglia, distinguendo quelli minori di anni dieci da quelli di maggiore età, ed escludendo i militari;

La quantità *richiesta* giornalmente da ogni famiglia di pane, di farina gialla e di grano.

Il Parroco ed i due assistenti vorranno assicurarsi in ogni miglior guisa della esattezza delle fatte annotazioni, per ciò specialmente che

riguarda il numero degl'individui, il loro permanente domicilio nella parrocchia e la realtà dei bisogni asseriti.

5. La Commissione annonaria del circondario rivede i registri delle rispettive parrocchie, fissa definitivamente la quantità di generi d'assegnarsi ad ogni famiglia, con riguardo alle sue condizioni economiche ed a quanto avesse notificato, e rilascia i viglietti di assegno sottoscritti dal Parroco e dal Presidente. I biglietti sono poi consegnati alle famiglie dalla Commissione parrocchiale.

6. Gli assegni saranno divisi in conveniente proporzione sopra i bottegai della parrocchia o del circondario. Ogni bottegaio riceverà giornalmente dalla rispettiva Commissione annonaria la quantità di farina e di grano corrispondente ai fatti assegni, cosicchè ognuno sia assicurato di trovare all'ora prefissa quanto gli compete.

7. Ogni dì, all'atto di far la vendita del genere assegnato, il bottegaio staccherà dal viglietto il pezzetto corrispondente a quel giorno. Il distacco del pezzo comprova la seguita distribuzione. Chi mancasse di valersi in giornata dell'assegnato, non vi avrà più diritto per quel giorno.

8. Di quindici in quindici giorni i viglietti saranno rinnovati, e per avere il nuovo si dovrà riconsegnare alla Commissione parrocchiale il viglietto pel quale fosse spirato il termine.

9. Nessuno, che non sia munito del viglietto di assegno, potrà esigere che gli sia assicurata la giornaliera quantità di pane e farina. Però ognuno, che non fosse stato già iscritto, potrà esserlo posteriormente, quando sia veramente domiciliato nella parrocchia, ed abbia diritto all'assegnato. In questo caso però la decorrenza dell'assegnato potrà non essere immediata.

10. Gli altri Comuni e le Parrocchie dell'Estuario seguiranno nella distribuzione del pane e delle farine questo stesso metodo degli assegni.

11. Le Commissioni annonarie di circondario ed i reverendi Parrochi sono incaricati della esecuzione di quanto è sopra stabilito, ed a questo fine saranno muniti dalla Commissione centrale di tutti i registri e stampe occorrenti.

Possano le norme nuovamente poste per un'equa ripartizione delle vettovaglie non solo accrescere i mezzi per la eroica nostra resistenza, ma alleviare i disagi e le sofferenze di questo buon Popolo, e vie meglio assicurare la pubblica tranquillità.

PASINI LODOVICO *Presidente*

CERUTTI GIO. BATTISTA

CORRER PIETRO

FARIO PAOLO

LOCATELLI ROCCO

MARZARI CARLO

RADAELLI ELIODORO.

Circondario	PARROCCHIE che formano ciascun circondario	NOME e COGNOME dei componenti le Commissioni	Parrucchia Stazione
I	S. Felice S. Maria S. Francesco	Dal Meschio Pietro Presidente Haidiserotto Bernardo Filiolini Antonio Porti Angelo Festari Luigi Vialba Leonardo Trecce Locatelli Povolo Gastone	Castellone Castellone Castellone
II	S. Marco S. Lucia S. Stefano S. M. del Gioiello	Cricchi Bernardino Presidente Bachmann Giuseppe Molin Giovanni Conte Giuseppe Manichini Giuseppe Favilli Marco Bardella Gio. Batt.	Castellone Castellone Castellone Castellone
III	S. Gerardo S. Maria S. Felice S. Margherita Fortunato	Mocenico Pietro Presidente Nouca Pietro Castellan Giuseppe Pizzanone Giacomo Fama Luigi Moro Giovanni De Boni Molin Pietro Tonini Giovanni	Santa Fossata Santa Fossata Santa Fossata Santa Fossata Santa Fossata Santa Fossata Santa Fossata Santa Fossata

ELENCO

DELLE COMMISSIONI ANNONARIE MUNICIPALI DI CIRCONDARIO

Alle quali giusta l'articolo ottavo dell'avviso 13 luglio corrente N. 6613 della Commissione annonaria centrale, ed altri precedenti avvisi, debbono rivolgersi gli abitanti del Circondario che scoprissero qualche disordine, od avessero lagni a muovere sulla qualità o sulla distribuzione dei commestibili; ed alle quali spetta porvi prontamente riparo od infliggere ai contravventori le debite pene.

Firenze, 18 luglio 1819

FRANCESCO

Numero del circondario	PARROCCHIE che formano ciascun circondario	NOME e COGNOME dei componenti le Commissioni	UBICAZIONE dell' Ufficio di circondario		
			Parrocchia	Situazione	Num. civico
I.	S. Pietro S. Martino S. Francesco	Dal Maschio Pietro. <i>Presidente.</i> Baldisserotto Bernardo. Filippini Antonio. Porri Angelo. Ferrari Luigi. Vitalba Leonardo. Trecco Giuseppe Locatello Giacomo. Povelato Gaetano.	S. Pietro di Castello	Calle Cavalli	1493
II.	S. M. Formosa S. Zaccaria S. Gio. in Bragora	Gaspari Marc'Antonio. <i>Presid.</i> Cicogna Francesco. Cicogna Eugenio. Rossetti Giuseppe. Brinis Gio. Battista. Peroni Andrea. Peroni Francesco. Ciconi Gio. Domenico. Ciconi Francesco. Bollani Girolamo. Artelli Antonio.	S. Marina	Calle del Dose	
III.	S. Marco S. Luca S. Stefano S. M. del Giglio	Cricchi Bernardino. <i>Presidente.</i> Bachmann Giuseppe. Molin Giovanni. Contro Giuseppe. Manfredini Giuseppe. Ferrighi Marco. Barbetta Gio. Batt.	S. Luca	Calle del Traghetto s. Benedetto	3941
IV.	S. Geremia S. Marziale S. Felice Ss. Ermagora e Fortunato	Mocenigo Pietro Alvisè. <i>Presid.</i> Zonca Pietro. Castellan Ciuseppe. Pizzamano Girolamo. Fanna Luigi. Moro Giovanni. De Boni. Millin Pietro. Tonini Giovanni.	Santa Fosca	In campo	

Venezia, 18 luglio 1849.

Numero del circondario	PARROCCHIE che formano ciascun circondario	NOME e COGNOME dei componenti le Commissioni	UBICAZIONE dell' Ufficio di circondario		
			Parrocchia	Situazione	Num. civico
V.	Ss. Apostoli S. Canciano Ss. Gio. e Paolo Ss. Salvatore	Pellanda Ambrogio. <i>Presidente.</i> Costantini Antonio. Riesch Federico. Agustinis Antonio. Gritti Vincenzo. Patella Giuseppe. Perusini Achille. Ongaro Luigi.	Ai Gesuiti	Caserma della G. C. in campo Pio IX.	
VI.	S. Nicola da Tolentino S. M. del Carmine S. Pantaleone S. Simeone Profeta S. Giacomo dall'Orio	Busetto Sante. <i>Presidente.</i> Cargnielli Ignazio. Locatelli Angelo. Rocchi Domenico. Marcon Giovanni. Bevilacqua Giovanni. Gidoni Eugenio.	S. Nicola da Tolentino	Fondamenta del Gaffaro	3539
VII.	S. Silvestro S. Cassiano S. M. Gloriosa dei Frari	Dal Cerè Antonio. <i>Presidente.</i> Argentoni Giovanni. Castellan Pietro. Moro Francesco. Tolotti Giovanni. Foffano Valentino.	S. Silvestro	Sulla Riva del vino	
VIII.	Ss. Gervasio e Protasio S. M. del Rosario S. Angelo Raffaele S. Eufemia della Giudecca.	Berti Giuseppe. <i>Presidente.</i> Nani-Mocenigo Filippo. Rota Angelo. Chiggiato Giovanni. Scarpa Francesco. Cappelletto Pasquale. Pivato Antonio. Doria Andrea. Gardin Francesco.	Ss. Gervasio e Protasio	Fondamenta Nani	950

DALLA COMMISSIONE CENTRALE ANNONARIA

FRANCESCO III Segretario.

T. VIII.

13

*Resoconto delle entrate e delle spese del Governo provvisorio
di Venezia nel mese di giugno 1849.*

Rimanenza delle due Casse camerale nel 31

maggio 1849:

danaro effettivo	L.	526,259:20	
moneta patriottica, e del comune	»	2,091,076:00	
boni della repubblica romana.		982:50	
carte di valore	»	419,902:10	
depositi di privati	»	9,290:87	
		<hr/>	3,047,510:67

ENTRATE.

Entrate ordinarie.

Rendite indirette complessive, comprese Lire 6888:21 di aggio valute derivato specialmente dai cambi della Commissione annonaria		71,844:24	
Esazioni a favore degl'invalidi della Marina veneta mercantile		431:47	
		<hr/>	72,275:71

Entrate straordinarie.

Versamenti della Zecca in pezzi da 15 centesimi, e monete di rame, dedotte L.6,000 che le furono somministrate in paste d'argento pe' suoi lavori	L.	28,598:70	
Esazioni ulteriori in conto dei prestiti di quattro milioni e mezzo, e di un milione e mezzo	»	2,740:58	
Altre esazioni, in conto del prestito imposto col decreto 9 aprile 1849 N. 5566.	»	27,000:00	
Dal Municipio di Venezia, a saldo del prezzo dei sali e dei tabacchi che gli furono venduti.	»	2,165,800:00	
Dal Monte di Pietà di Venezia, in restituzione delle sovvenzioni avute	»	178,936:86	
Offerte spontanee dei cittadini alla patria, trattenute sugli stipendii e sulle pensioni degl'impiegati civili e dei militari, e questue nelle Chiese	»	43,808:60	
Doni da altri paesi	»	2,925:60	(1)

(1) Da Ferrara	L.	600:—
Da Trieste	»	114:94
Da Firenze	»	2,210:66

L. 2,925:60

Ricavato dalla vendita di frumento, e di altri oggetti di vittuarie di ragione dell'erario nazionale, dedotte le spese . . . L.	18,002:42	
		<hr/> 2,467,812:76
Utilità derivate all'azienda della strada ferrata pel rimborso delle spese di protesto ec.		655:44
		<hr/>
Totalità dell'entrate L.	5,588,254:58	<hr/>

— SPESE.

Spese ordinarie.

Spese camerali di stato L.	240,905:71	
Spese politiche di stato »	85,196:53	
Comitato di pubblica vigilanza, comprese L. 13,883:90 pel cordone di barche intorno la laguna, e L. 2,055:34 pel Comitato filiale di Chioggia. »	32,055:34	
Prefettura centrale d'ordine pubblico »	27,803:27	
Magistrato camerale, Intendenza e Cassa di finanza. »	33,219:36	
Guardie di finanza e spese di procedura penale »	43,796:67	
Clero veneto (cooperatori e fabbricerie). »	6,133:09	
Restituzione di depositi privati. »	5,445:77	
		<hr/> 476,555:74

Spese straordinarie.

Guerra e Marina:		
Dotazioni della guerra L.	1,947,424:69	
Dotazioni della Marina per la II. e III. decade di giugno, e spese straordinarie. »	972,510:53	
		<hr/> 2,919,935:22

Interno:

Al comando della Guardia civica L.	38,000:00	
Alla Zecca nazionale per le spese della propria amministrazione »	10,000:00	
Al Consiglio delle poste per l'andamento della sua amministrazione »	20,000:00	
Sovvenzione al Municipio di Venezia. »	100,000:00	
Sovvenzione all'Ospitale civile »	10,000:00	
Alla Commissione di soccorso degli esuli italiani. »	9,000:00	
Restituzione di depositi giudiziarii. »	3,209:47	
Pagamenti pel debito pubblico »	66,204:74	
Spese diplomatiche »	7,741:85	
		<hr/> 264,156:06

Totalità delle spese L. 3,660,647:02

	Riporto della totalità delle spese L.	5,660,647:02
Spese dell'azienda della strada ferrata	»	25,000:00
Rimanenza delle due Casse camerali nel 30 giugno:		
danaro effettivo	L.	476,510:62
moneta patriottica e comunale	»	1,088,465:00
note di banco austriache	»	990:00
carte di valore	»	552,796:84
depositi di privati	»	3,845:10
	-----	1,002,607:56
	Totalità eguale all'entrate L.	5,588,254:58

18 Luglio.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI

DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 17 luglio 1849.

Presidenza del citt. **LODOVICO PASINI.**

La seduta è aperta alle ore 1 e 1½.

Letto ed approvato il processo verbale della presente adunanza, 14 corrente, il *presidente* partecipa che il rappresentante Giordani non può assistere alla odierna adunanza perchè indisposto.

Il *presidente*: Secondo l'ordine del giorno, incominceremo colla presa in considerazione della proposta del rappresentante B. Benvenuti, del seguente tenore:

« 1. È proibita qualunque procedura per le *contravvenzioni di finanza commesse prima del giorno 25 marzo 1848.*

« 2. Sono annullati tutti i processi che fossero pendenti per siffatte contravvenzioni, ed annullati pure i profferiti giudizi nella parte in cui non avessero ancor riportata la loro esecuzione.

« 3. Saranno immediatamente restituiti i depositi fatti dalle parti in causa delle suddette contravvenzioni, e gli effetti sequestrati, od altrimenti il prezzo che si fosse ritratto dalla lor vendita, in quanto la finanza non ne avesse prima d'ora acquistata nelle vie regolari la proprietà in esecuzione dei profferiti giudizi. »

Invito il rappresentante Benvenuti ad aggiungere, se vuole, qualche schiarimento.

Il *rappresentante B. Benvenuti*: Furono generali le lagnanze contro il sistema di finanza adottato dall'Austria, e contro il metodo ch'era in corso per iscoprirne e punirne le contravvenzioni.

Forse si aspettava che dopo la rivoluzione il sistema subisse una qualche modificazione; ma certamente pochi si sarebbero aspettato che

per le contravvenzioni commesse sotto il governo austriaco, si continuasse a procedere dai governi che gli succedettero.

Questa è una vera contraddizione, perchè, in ultima analisi, si puniscono alcuni per non aver pagato all'Austria quelle imposte, che riteniamo che l'Austria non potesse esigere senza mancare alla giustizia od almeno alla convenienza. Questa osservazione ha probabilmente indotto il Governo provvisorio di Milano ad annullare tutti i processi per contravvenzioni di finanza; e tale disposizione fu considerata tanto ragionevole, tanto consentanea allo spirito della rivoluzione, che fu, per così dire, una delle primissime leggi di quel governo: la quale porta la data del giorno 23 marzo 1848. E sono assicurato che la Consulta veneta aveva domandato più volte al Governo della repubblica veneta lo stesso provvedimento, e che le autorità camerali aveano su ciò insistito.

Probabilmente il Governo non ha creduto di avere poteri sufficienti per ciò. Intanto avvenne che gl'impiegati camerali furono, moltissimi almeno, di non altro occupati che di esaminare questi processi, e portarli al termine. Questi processi, inoltre, furono in gran parte ultimati, e i più in contumacia delle parti; perchè gli accusati, o erano assenti, o, distratti da altri pensieri molto maggiori, non si arresero all'invito avuto dalla finanza; ed abbiamo veduto, parecchi giorni sono, il Commesso della finanza andare qua e là, in mezzo alle attuali strettezze, a tormentare una od altra famiglia per farle pagare poche lire.

Nè è vero, come parrebbe a prima giunta, che l'abolire questi processi sia di danno all'erario; perchè, se bene si esaminano le spese e i compensi dovuti all'esattore fiscale, si vede di leggieri che, in sostanza, si reca malcontento alle famiglie senza che l'erario ne abbia vantaggio. Credo dunque che la proposta meriti d'essere presa in considerazione; lo credo tanto più, in quanto che io sono assicurato che persino dall'Austria sono stati annullati tutti i processi per le contravvenzioni accadute prima del 22 marzo 1848.

Io non oso affermare questo fatto in modo positivo, quantunque ne sia stato assicurato, ed anzi mi sia stato raccontato che era venuta qui persona precisamente per ritirare alcuni depositi di merci, in base appunto di questa deliberazione del governo austriaco, ma dovette partire dicendo fuori: *che qui siamo più austriaci degli austriaci.*

Io credo dunque che la proposta sia consentanea veramente allo spirito della nostra rivoluzione, e meriti d'esser presa in considerazione, per esser anche consentanei alle lagnanze, che abbiamo sempre fatte, contro la durezza dell'Austria in ciò che si riferiva alla materia di finanza.

La presa in considerazione della proposta viene ammessa.

Il presidente: La seconda proposta del rappresentante B. Bevenuti è la seguente:

« Il 4. decreto 21 maggio 1848 del Governo provvisorio della repubblica veneta, che sospese la decorrenza d'ogni termine di prescrizione e di usucapione contando dal 22 marzo 1848 inclusive resta annullato.

« 2. Se però, nell'intervallo decorso dal 22 marzo 1848 in poi, si fosse compiuto il termine di prescrizione o di usucapione fissato dalle

vigenti leggi, non si potrà opporre nè la prescrizione nè l'usucapione alla parte che esercitasse la propria azione entro tre mesi dalla pubblicazione della presente legge.

« 3. Se, computando il tempo decorso dopo il giorno 22 marzo 1848, il termine di prescrizione e di usucapione scadesse entro questi tre mesi, non potrà essere opposta nè la prescrizione nè l'usucapione alla parte che esercitasse in giudizio la propria azione entro i tre mesi successivi alla scadenza del termine così computato.

« 4. Salve le disposizioni degli articoli 2. e 3., non si potrà in seguito opporre da chicchessia la interruzione del termine di prescrizione o di usucapione in base del succitato governativo decreto.

« 5. Restano ferme le convenzioni finora stipulate, a cui il decreto stesso avesse dato in qualsivoglia maniera occasione. »

Il rappresentante Benvenuti può aggiungere, se vuole, qualche parola di schiarimento anche su questa proposta.

Il rappresentante B. Benvenuti: La mia proposta non implica nessuna disapprovazione del decreto 21 maggio 1848 della repubblica veneta. Nelle circostanze d'allora, forse era giusto, forse conveniente di sospendere la decorrenza della prescrizione: ma le circostanze mutarono. Il territorio, che allora era esteso a tutte le provincie venete, è ora ridotto alla sola Venezia: cangiate le condizioni, cangia necessariamente la convenienza, la opportunità della legge. Quella legge, che allora era conveniente, adesso, secondo il mio modo di vedere, è inopportuna; la legge è convertita, in ultima analisi, in legge a tutto danno dei Veneziani, ed a vantaggio tutto di quelli che non sono a Venezia. Lo provo.

Se, per esempio un abitante di Padova ha un credito verso di me, e questo credito si prescriveva, secondo la legge ordinaria, nello scorso dicembre, ove egli venga a Venezia per esercitarla, non posso opporgli la prescrizione, e debbo pagare.

Se invece io ho un credito verso di uno di Padova, credito che, secondo la legge ordinaria, sarebbe prescritto sino dall'anno passato, e quindi mi reco a Padova per esercitare la mia azione, egli mi oppone la prescrizione; ed io non lo esigo.

Dunque la legge è realmente tutta a danno di noi Veneziani: inconveniente che non c'era allorchè fu emanata, e che sorse in seguito per la sofferta restrizione del territorio.

Oltre a questo danno attuale, c'è un altro inconveniente grave per l'avvenire.

In avvenire, non potranno che nascere grandissimi imbarazzi. La prescrizione è rimedio introdotto dalla legge per la tranquillità dei cittadini, per assicurare le proprietà, colle quali si collega la pubblica prosperità. Il termine, prescritto dalla legge attuale per l'usucapione delle proprietà, è termine molto lungo in confronto a quello fissato dalle leggi anteriori, perchè, mentre la legge francese fissava come termine di prescrizione i 10 anni, la legge attuale fissa quello di 30.

Se regge questa legge, noi andiamo a prolungare il termine decorso dal giorno 22 marzo 1848. Di più, noi in avvenire non lasciamo che un semenzaio di questioni.

Si questionerà sul potere legislativo del governo; e, ammessa la legge, a quali persone sia applicabile; in quali casi; sopra quali enti?...

Credo che sia nostro dovere di provvedere anche per l'avvenire, quando specialmente il provvedimento sia tale, che non rechi danno a chi che sia. Con lo scopo appunto di evitare qualunque pregiudizio, e di non nuocere a chi in piena fede ha creduto che dovesse stare ferma la disposizione del Governo della repubblica veneta; io ho adottato alcuni provvedimenti, su' quali reputo inutile per ora entrare in discussione, perchè formeranno soggetto di esame di un'apposita Commissione. Credo sia evidente che il togliimento di quella legge riesce di utile immediato a Venezia, e le assicura dei grandi vantaggi in avvenire, evitando grandi imbarazzi ed assicurando le proprietà; scopo, cui mira unicamente il rimedio della prescrizione.

Insisto perchè la mia domanda sia presa in considerazione.

La presa in considerazione viene ammessa, e resta adottato di affidare l'esame della proposta alla Commissione permanente di legislazione perchè ne faccia rapporto.

Il presidente: L'Assemblea è invitata a dichiarare se intende che anche l'altra proposta dello stesso rappresentante Bartolommeo Benvenuti sia affidata all'esame della stessa Commissione permanente di legislazione.

Il rappresentante B. Benvenuti: Mi parrebbe che fosse più conveniente rimetter la mia prima proposta alla Commissione di finanza, anche perchè la Commissione di legislazione è sopraccaricata di lavoro; e trattasi d'argomento di finanza.

Sopra proposta del presidente, viene adottato di rimettere la prima proposta del rappresentante B. Benvenuti alle due Commissioni permanenti di legislazione e di finanza, perchè unite ne facciano rapporto.

Il rappresentante Tommaseo: Avrei a fare una interrogazione alla Commissione militare, se però ella è pronta a rispondere.

Il rappresentante Ulloa: Annuncii le proposizioni e vedremo se possiamo rispondere o no.

Il rappresentante Tommaseo: Si tratta di alcuni legni, che diconsi essere nell'Arsenale quasi allestiti e a cui mancherebbe la ciurma, e la mia interrogazione riguarda appunto al modo di provvederci per via d'una leva.

Il rappresentante Baldisserotto: Siamo pronti a rispondere a questa interpellazione.

Il rappresentante Tommaseo: Dicesi che nell'Arsenale sian pronti un legno grande e altri minori, ai quali manca solamente la ciurma. Dicesi che una leva sarebbe da molti desiderata. La Commissione militare potrebbe dare su ciò gli schiarimenti opportuni, acciocchè l'aspettazione, giusta sì, ma forse troppo viva, del popolo sia dall'un lato acquetata, dall'altro rassicurata. L'aspettazione fu già detto essere uno dei più grandi nemici. E noi che conosciamo il valore delle milizie marittime, grandi cose aspettiamo da loro. Ma la misura stessa della speranza deve essere attemperata alla possibilità delle cose. E qui voglio dichiarare una parola di un mio precedente discorso, la quale certamente non avea senso di rimprovero nell'animo mio. Dissi la milizia marittima

aliena da spedizioni lontane, da ardimentose imprese, l'intenzione loro. Intesi soltanto che la possibilità a questo, ora manca; la quale possibilità può essere o dai prodigii che favoriscono Venezia, o dall'ardimento stesso delle milizie di mare, affrettata. Io protesto adunque che in quelle parole non era rimprovero, ma conforto, del quale abbiamo grandemente bisogno. E siccome la milizia marittima fu il germe della nostra libertà, così spero che ne sarà il fiore, ne sarà la corona.

Il rappresentante Baldisserotto: È vero che abbiamo nell'Arsenale ancora qualche bastimento da potersi armare; è verissimo che questi bastimenti non possono esser armati perchè mancano le ciurme. È un fatto poi che la Commissione militare cercò ogni possibile mezzo per averne; però il far la leva non istava a lei, ma al Governo, il quale per suoi particolari motivi non trovò di accordarla: quindi noi abbiamo adoperato ogni mezzo che ci restava. Abbiamo domandato al patriottismo degli abitanti dell'estuario di accorrere volontarii, e quelli che si sono presentati servirono a completare l'armamento dei bastimenti già in armi. Proseguendo ancora, e qualora avremo la ciurma conveniente, un altro bastimento potrà sortire dall'Arsenale.

Il presidente, seguendo l'ordine del giorno, invita il rappresentante de Giorgi a leggere il rapporto sulla legge elettorale.

Il rappresentante de Giorgi, relatore: La Commissione permanente di legislazione, nel prendere in esame la proposta del rappresentante Ferrari Bravo per la pronta elezione dei rappresentanti che formino la nuova Assemblea, dacchè il nostro mandato cessa col giorno 14 agosto prossimo, si occupò di quattro ricerche: 1. quali modificazioni fossero da fare alla legge elettorale 24 dicembre 1848; 2. in quali termini dovesse esprimersi il mandato della nuova Assemblea; 3. quanto tempo dovesse durare questo mandato; 4. come, nella strettezza del tempo, provvedere con ordine alle nuove elezioni; e convenne unanime ne'seguenti principii.

1. Che nella base della legge elettorale 24 dicembre 1848 non siano da portare, nelle circostanze presenti, modificazioni essenziali.

2. Che per lo stesso motivo il mandato da conferire alla nuova Assemblea sia quello stesso, che fu conferito a noi.

3. Che, non essendo conveniente far novità quanto alla durata del mandato de' nuovi rappresentanti, anche in ciò si segua la legge precedente, che la fissa a sei mesi dal giorno della prima riunione, che avrà luogo il 15 agosto prossimo.

4. Che i lavori per le nuove elezioni essendo agevolati dalle liste elettorali compilate nello scorso gennaio, le quali non possono abbisognare che di alcune aggiunte o cancellazioni, nessun inconveniente presenta l'abbreviare i termini fissati dalla legge 24 dicembre 1848; i quali furono quindi determinati in modo che tutte le operazioni elettorali siano compiute in 18 giorni, cioè dal 26 corrente, sino al 12 agosto prossimo, affinchè rimangano almeno due giorni per dare avviso ai nuovi eletti.

Siccome però il progetto della Commissione non porta sostanziali cambiamenti nella legge elettorale precedente, e che, ove dovessero seguire le tre deliberazioni, si arriverebbe al giorno 25 corrente col pericolo di non essere in tempo di votarla definitivamente, se per una causa

qualsiasi non potesse aver luogo una o l'altra delle due adunanze occorrenti coll'intervallo di tre di, e quindi a giorno fisso; così la Commissione unanime vi propone la seguente legge come d'urgenza.

» Considerando che il mandato conferito dagli elettori agli attuali membri dell'Assemblea, va a cessare col giorno 14 del mese di agosto p. v. per l'effetto dell'articolo 47 della legge 24 dicembre 1848;

» L'Assemblea decreta:

» 1. La nuova Assemblea dei rappresentanti dello stato di Venezia è convocata pel giorno 15 agosto.

» 2. Essa avrà mandato illimitato per decidere su qualsiasi argomento, che si riferisca alle condizioni interne ed esterne dello stato.

» 3. Il mandato de' nuovi rappresentanti s'intende dato dagli elettori per sei mesi a datare dal giorno della prima riunione dell'Assemblea.

» 4. Per l'elezione dei rappresentanti restano ferme le disposizioni della legge elettorale 24 dicembre 1848, in quanto non sieno modificate dalla presente legge.

» 5. Dal giorno 26 fino al giorno 30 del corrente mese di luglio, inclusivamente, saranno aperti gli Uffici dei circondarii elettorali, istituiti con la legge 24 dicembre 1848, e riceveranno, dalle ore 10 anti-meridiane alle 5 pomeridiane, le notifiche di quegli elettori che non fossero già iscritti nelle liste elettorali, e le domande di cancellazione dalle medesime.

» 6. Sono ammessi a farsi inscrivere come elettori nel rispettivo circondario:

» a) Tutti coloro che nel passato gennaio, avendo le qualità necessarie per essere elettori, non si fossero iscritti;

» b) Tutti coloro che volessero approfittare della deliberazione adottata dall'Assemblea, secondo cui la parola *cittadinanza*, contenuta nell'art. 5. della legge elettorale, deve intendersi nel largo senso di *cittadinanza italiana*;

» c) Tutti coloro che avessero compiuto dopo le ultime elezioni, o compissero prima del 5 agosto p. v., il ventunesimo anno di età;

» d) Tutti coloro che prima del 30 giugno p. p. avessero cessato di appartenere al circondario ove erano iscritti, o per cangiamento di domicilio, o per essere divenuti militari, od altrimenti, e chiedessero di esercitare il diritto elettorale nel circondario nuovo.

» 7. Le notifiche saranno fatte sopra una modula a stampa, secondo l'art. 14 della citata legge elettorale; ma nel caso indicato qui sopra all'art. 6, lettera d, dovrà la notifica essere corredata dal certificato di eseguita cancellazione di quel nome per parte dell'Ufficio del circondario, ove prima trovavasi iscritto.

» Ogni circondario farà un'apposita lista di nuovi iscritti. Questa lista sarà comunicata a tutti gli altri Uffici di circondario, acciò chi si trovasse ancora iscritto nelle liste compilate per la precedente elezione, sia da queste cancellato.

» 8. Nei giorni 31 luglio e 1.º agosto, gli Uffici di circondario completeranno le liste elettorali, compilate in seguito alla legge 24 di-

tembre 1848, in modo che i nomi de' nuovi iscritti siano chiaramente distinti dagli altri. Le liste staranno ostensibili nei successivi giorni 2 e 3 agosto, dalle ore 10 antimeridiane alle 3 pomeridiane. Entro questi due giorni 2 e 3, gli Uffici ricevono e giudicano tutti i reclami secondo l'art. 22 della legge elettorale più volte nominata; ed eseguiranno le eventuali correzioni.

» 9. Le elezioni dei rappresentanti dello stato di Venezia che devono comporre l'Assemblea dopo il 14 agosto p. v., avranno luogo nei giorni 5 e 6 agosto. Gli Uffici di circondario staranno aperti per ricevere le schede, nel primo giorno dalle ore 8 antim. alle 5 pom., e nel secondo giorno dalle ore 8 antim. alle 8 pom. Le schede, che fossero stampate o litografate, saranno nulle.

» 10. Nel giorno 7 agosto, gli Uffici di circondario procederanno allo spoglio delle schede.

» 11. Terminato lo spoglio delle schede, proclamati i nomi de' nuovi rappresentanti, e datone avviso ai medesimi, gli Uffici di circondario trasmetteranno tutti gli atti suggellati alla presidenza dell'attuale Assemblea, per essere consegnati all'Assemblea nuova, la quale si raccoglierà il 15 agosto, e procederà alla verificaione dei poteri.

» 12. Se alcuno fosse eletto rappresentante in più circondarii, farà la sua dichiarazione di scelta subito, o al più tardi 24 ore dopo la verificaione dei poteri, e la nuova Assemblea provvederà per la sostituzione. Se la dichiarazione non fosse fatta entro il detto termine, sarà deciso in adunanza, per mezzo della sorte, a qual circondario apparterrà il rappresentante che non avesse fatto la scelta.

» 13. La verificaione dei poteri, e le nuove elezioni, pel caso che la rappresentanza di qualche circondario fosse rimasta incompleta, seguiranno colle norme degli articoli 76, 77, 78, 79 e 80 del *Regolamento per l'Assemblea*.

» 14. Il Governo provvisorio è incaricato della esecuzione. »

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, l'Assemblea deve ora fissare il tempo per la discussione. Prima però credo di dover fare un'avvertenza. La Commissione, nel suo rapporto, propone che si voglia dichiarare il presente progetto una proposta di urgenza, quantunque ciò non sia conforme al Regolamento, perchè già a quest'ora due Commissioni speciali riferirono sull'argomento.

Secondo il Regolamento, le proposte d'urgenza debbon esser deposte sul banco della presidenza ed annunziate all'Assemblea, la quale nomina una Commissione per fare rapporto sull'urgenza, e, questa ammessa, una seconda Commissione pel rapporto definitivo. Nel caso presente, noi abbiamo già il rapporto sul merito bello e fatto. La questione d'urgenza si risolve dunque nel decidere se l'Assemblea debbe discutere e votare una sola volta o passare a tre deliberazioni sulle conclusioni della Commissione.

Or mi fo lecito di fare un'osservazione. Questa, che la Commissione chiama *proposta di legge*, non è in vero una legge nuova, ma un regolamento piuttosto, od un'ordinanza, con cui si cerca che la legge elet-

torale esistente sia posta in esecuzione per le future elezioni. Il Regolamento esige per le sole *proposte di legge* le tre deliberazioni.

La legge elettorale, ne' suoi punti fondamentali, non è minimamente variata; in conseguenza credo che, senza ledere il Regolamento, si possano adottare tutte le conclusioni della Commissione con una sola deliberazione. Io ne lascio però giudice l'Assemblea.

Viene adottato che basti una sola deliberazione.

Il progetto di legge viene posto ai voti, articolo per articolo, e gli articoli 1. 2. 3. 4. 5. e 6. sono adottati senza discussione.

Il *rappresentante L. Pasini cedendo il seggio della presidenza al vicepresidente Minotto*:

Propongo di sopprimere l'ultima parte dell'articolo settimo. Io credo che la corrispondenza fra i vari Uffici dei circondarii sia difficile e possa portare molto più in lungo l'operazione necessaria per l'esatta rettifica delle liste. Io credo bastare che que' cittadini, i quali negli scorsi sei mesi sono passati ad abitare in un altro circondario e vogliono farsi inscrivere nel circondario ove hanno l'attuale domicilio, debbano presentarsi al circondario a cui appartenevano nello scorso gennaio, ritirare una dichiarazione che furono cancellati dai ruoli di quel circondario e con questa dichiarazione ottenere l'iscrizione nel nuovo circondario.

Il *rappresentante De Giorgi*: Quanto propone il presidente è già contenuto nella prima parte dell'art. 7.; ma siccome ci può essere il pericolo che uno stesso elettore vada ad inserirsi in più circondarii, così con la seconda parte si è voluto introdurre una cautela contro tale abuso, si è voluto impedire il pericolo di una doppia iscrizione, cioè che non può essere che con la corrispondenza dei circondarii.

Il *rappresentante L. Pasini*: Non ostante a questa corrispondenza dei circondarii, io credo che non si potrebbe affatto evitare l'esposto pericolo della doppia iscrizione. Nè questo pericolo è molto a temersi. Anche alle precedenti elezioni molti potevano farsi inscrivere in due circondarii. Quale controllo abbiamo avuto allora? l'articolo della legge elettorale, che proibisce ai cittadini di farsi inscrivere e di votare in due circondarii. E siccome il votare in due circondarii sarebbe colpa gravissima, così credo che questo stesso controllo possa anche ora ritenersi sufficiente.

Il *rappresentante De Giorgi*: Farò osservare soltanto che le prime liste furono fatte in ciascuna parrocchia, alla presenza del parroco e di altre persone, che conoscevano tutti gl'individui abitanti la parrocchia. Allora quindi il pericolo della doppia iscrizione non poteva sussistere. Di questo io stesso fui testimonia perchè nella mia parrocchia vidi in pratica che tutti quelli, che si sono presentati, erano conosciuti come abitanti della parrocchia stessa. Ma se allora l'avvertito pericolo non vi era, adesso sì, perchè l'iscrizione dei nuovi elettori si fa nei rispettivi Uffici di circondario ed è impossibile che tutti i componenti degli stessi Uffici li conoscano personalmente. Di più, mi pare che l'altra volta il pericolo fosse ovviato dalle liste che si facevano partitamente.

Il *rappresentante L. Pasini*: Ripeto quello che dissi prima, esser questo un rimedio posto ora soltanto ad un male o pericolo, che l'al-

tra volta era a temersi molto maggiore, e non produsse alcun disordine

L'articolo 7. viene adottato.

Il rappresentante *L. Pasini* riprende il posto di presidente.

Sono adottati senza discussione gli articoli 8., 9., 10., 11.

Il presidente legge l'articolo 12.

Il rappresentante *Minotto*: Propongo un'emenda all'articolo 12., cioè che la dichiarazione di scelta debba sempre farsi dopo la verifica- zione dei poteri, togliendo dall'articolo la parola *subito*.

Il rappresentante *De Giorgi*: Sarà male espresso, ma il *subito* si riferisce all'atto della verifica- zione dei poteri.

L'emenda è ammessa.

Gli articoli 12. e 13. sono approvati.

Il rappresentante *Varè*: In questa legge sono fissati dei termini, come n'erano posti nella legge elettorale 24 dicembre; ma i detti termini erano obbligatorii pei primi dodici circondarii, e si faceva ecce- zione pei circondarii militari, pei quali furono stabilite norme speciali. Per l'articolo generale, che ora è dato, s'intenderebbe fissati gli stessi termini per ricevere le schede degli elettori appartenenti ai circondarii militari.

Ora, il rendere obbligatorii questi termini (mentre si tratta del di- ritto più grande che possono avere i cittadini), anche pei circondarii militari, nella presente condizione della nostra milizia, sarebbe un grande inconveniente, perchè quei militari, che fossero di servizio, avrebbero molta difficoltà di esercitare il diritto di elettore, che deve esser eserci- tato in persona.

Perciò vorrei che fosse adottato l'articolo 40 della legge elettorale 24 dicembre, così ridotto:

» Per i circondarii militari XIII e XIV non è necessario che la for- mazione delle liste e la votazione avvengano a giorni fissi, come è pre- scritto per gli altri circondarii; ma dovranno esser compiute in tempo perchè lo spoglio delle schede e la proclamazione dei rappresentanti non siano prorogati oltre il termine assegnato agli altri circondarii. »

Molti rappresentanti appoggiano l'accennata aggiunta.

Il presidente: Pongo a' voti l'articolo che il rappresentante *Varè* propone di aggiungere, il quale sarebbe il 14. del progetto.

L'articolo è adottato.

Si adotta anche l'articolo seguente del progetto, che diviene il 15.

Posto ai voti il progetto di legge nel suo complesso, viene adottato con 73 voti favorevoli e contrarii 4.

Il presidente: Il rappresentante *Varè* ha deposto sul banco una pro- posizione di urgenza, che ora leggerà.

Il rappresentante *Varè*: Propongo per urgenza il seguente decreto (*legge*):

» Considerando che lo stato si trova nelle condizioni previste nel- l'art. 167 del Regolamento organico della Guardia civica;

» Considerando che la difesa del paese e dei forti da un lato, l'onore della milizia cittadina dall'altro, richiedono che si dia l'ordina-

mento più sicuro e più efficace alla cooperazione dalla milizia stessa volonterosamente prestata nell'adempimento dei doveri della truppa di linea;

» L'Assemblea decreta:

« 1. È posto in vigore il Titolo XI del Regolamento organico della Guardia civica per gl'individui compresi nella prima classe indicati all'art. 167.

« In conseguenza, tutte le guardie civiche dai 20 ai 30 anni sono mobilizzate per la difesa dello stato contro il nemico che assedia, e poste a disposizione del Comando in capo delle truppe.

« 2. Non si ammettono esenzioni per la Guardia civica mobilizzata, fuori che per difetti fisici riconosciuti.

« 3. È fatto appello al patriottismo delle guardie civiche, non comprese nella mobilizzazione obbligatoria, perchè si facciano volontariamente ascrivere nei ruoli dei militi cittadini, destinati a coadiuvare l'armata nella difesa dell'indipendenza e libertà della patria.

« 4. La Guardia civica mobilizzata è divisa in compagnie, sei delle quali formano un battaglione. Però le compagnie, appartenenti al distretto di Chioggia, formano un battaglione a parte, qualunque ne sia il numero. Le compagnie sono composte, di 1 capitano, 1 primo tenente, 2 sottotenenti, 1 sergente maggiore, 4 sergenti, 8 caporali, 2 tamburi, 400 guardie.

« 5. Gli ufficiali delle compagnie sono nominati a voti nelle forme prescritte dal Regolamento.

« 6. Gli stati maggiori dei battaglioni sono nominati dal Comando in capo delle truppe, sopra proposta del Comando della Guardia civica.

« 7. Saranno applicati alla Guardia civica mobilizzata gli articoli 170, 171 del Regolamento organico: però il soldo e le altre competenze le saranno dovute anche rimanendo nel rispettivo comune, fino a che dura la mobilizzazione.

« 8. Gli ufficiali della Guardia civica, chiamati a far parte della Guardia mobilizzata, non saranno sostituiti nelle rispettive cariche, se non che con nomine provvisorie, le quali cesseranno al termine della mobilizzazione.

« 9. Sono abrogate tutte le esenzioni date finora pel servizio ordinario della Guardia civica.

« 10. La compagnia dei Bersaglieri civili, già mobilizzata, e quella degli Artiglieri civili, rimangono intatte, a disposizione anch'esse del Comando in capo delle truppe.

« 11. Per la organizzazione della Guardia civica mobilizzata, si formerà una Commissione composta di tre ufficiali della Guardia civica, destinati dal comandante in capo della medesima, e di due ufficiali di linea, destinati dal comandante in capo delle truppe.

« 12. Con la mobilizzazione ora prescritta, la quale durerà per il presente stato di assedio, cessa d'aver effetto quella decretata il 17 agosto a. p. dal Governo provvisorio. »

Cittadini rappresentanti, io non ho bisogno di esporvi come la Guardia civica, oltre i zelanti e grandi servigi da essa prestati dal 17 marzo dell'anno decorso in poi per il mantenimento dell'ordine e della sicurezza interna della nostra città, abbia, da quasi un anno, anche prestato servigi luminosi alla difesa del territorio contro il nemico che ci stringe. Tutti noi ricordiamo come l'11 agosto dell'anno scorso, senza nessun decreto che la mobilizzasse, senz'alcuna legge che la costringesse, colla sola parola che accennava il pericolo, i cittadini sieno accorsi a Marghera, dove poteva da un momento all'altro tuonare il cannone, dove la maggior parte delle truppe, che vi si trovavano, erano dipendenti da altri governi, e pel troppo famoso armistizio Salasco, non erano più tenute a combattere.

Da quell'epoca in poi fu fatto un decreto di mobilizzazione, e la Guardia civica continua a mandare il suo contingente sui forti; e nell'assedio di Marghera offrì alla patria nobile e non iscarso contributo di sangue.

Ma le condizioni nostre domandano che si faccia qualche cosa di diverso, qualche cosa di meglio di quello che si è fatto finora. Da un lato, molti dei fucilieri della truppa di linea sono divenuti artiglieri. Dall'altro lato, le nostre legioni si sono assottigliate per morti e malati.

L'esercito dunque è in condizione, in cui il concorso e la cooperazione della Guardia civica gli divengono molto più preziose, di quello che per lo addietro. Nell'attuale condizione di cose, e nell'aspettativa, in cui siamo, che il nemico possa attaccarci da un momento all'altro, bisogna che il comandante delle truppe, quegli a cui spetta la responsabilità di difendere la città, sappia di poter contare sulle guardie civiche, tanto pel numero come per la qualità ed istruzione, e sappia potervi contarci al momento e nel luogo in cui faccia bisogno.

Di più occorre, che su questa parte della Guardia civica, addetta al servizio della patria contro il nemico comune, non si faccia calcolo eccessivo per gli altri doveri e bisogni della Guardia civica; cioè che il Comando in capo della medesima non abbia a contare su quelli destinati al servizio contro il nemico, pel mantenimento dell'ordine, libertà e tranquillità nell'interno.

Bisogna che questi due riguardi sieno egualmente serviti; bisogna che sieno distinti, e ciascuno sappia il proprio dovere.

Questo credo che sia non solo necessario, ma urgentissimo, ed è per questo che vi presento il progetto lettovi in questo momento.

Io non discuterò, nè esaminerò le disposizioni, che vi ho proposto. Queste possono venire modificate dalle riflessioni che potrebbero essere fatte, sì perchè io non sono militare, sì perchè chiunque venisse a suggerire di meglio sarebbe certamente da me applaudito. Ma quello che importa è che si faccia, e si faccia subito. Il progetto da me letto è stato scritto in seguito a varie conferenze avute con uomini molto competenti, capi di milizie e di guardie civiche. Ma siccome dopo scritto non fu a loro assoggettato, così lo dò sotto la mia sola responsabilità; non voglio che dai loro consigli possa venirgliene autorità nessuna.

Ora interessa parlare per l'urgenza.

Urge che il Comando della Guardia civica sappia su quante guardie può contare, indipendentemente da quelle che sono destinate a coadiuvare l'esercito; urge che l'esercito sappia e su quanto può contare al momento del bisogno.

Credo adunque che di questo importantissimo affare bisogni che l'Assemblea si occupi subito, e decida prima che l'applicazione della sua deliberazione qualunque, non sia resa indispensabile dal cannone nemico.

La presa in considerazione della urgenza viene ammessa, ed è adottato d'incaricare un'apposita Commissione perchè faccia il relativo rapporto.

Incaricata la presidenza di nominare questa Commissione, vengono eletti i rappresentanti Avesani avvocato, Baroni Lorenzo, Benvenuti Adolfo, Benvenuti B., Ruffini Carlo, i quali si ritirano per esaminare l'urgenza.

Il *presidente*: Per utilizzare il tempo, durante il quale la Commissione starà preparando il suo rapporto, rinoveremo lo scrutinio per la prima deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi per la concentrazione in apposito Ufficio dei protesti cambiarii; scrutinio annullato nella precedente seduta, per mancanza del numero legale.

L'Assemblea adotta di passare alla seconda deliberazione, con 70 voti favorevoli e 6 contrarii.

Si procede quindi alla seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, così concepita:

« Qualunque decreto o sentenza di giudice, sia civile, sia criminale, dev'essere accompagnata dalla esposizione de' motivi, benchè confermi quella di un giudice inferiore. »

Dopo alcune osservazioni del *rappresentante Chiareghin* si adotta di passare alla terza deliberazione, con voti favorevoli 59, contrarii 7.

Il *rappresentante Carlo Ruffini* in nome della Commissione eletta per riferire sulla urgenza della proposta Varè, legge un breve rapporto, dietro il quale l'Assemblea riconosce e pronunzia l'urgenza, con voti favorevoli 58, contrarii 20.

Il *presidente*: Ora, secondo il Regolamento, si deve rimettere la proposta o alle Sezioni, o ad una delle Commissioni permanenti, o ad una speciale. La presidenza propone una Commissione speciale di 9 membri.

Un *rappresentante*: Sono troppi; bastano cinque.

Il *rappresentante Varè*: Farò osservare che la proposta implica molti ed importanti riguardi; riguardi di grado; riguardi verso la civica stazionaria; riguardi verso l'armata, che la Guardia civica mobilizzata dovrebbe aiutare; riguardi di pubblica tranquillità e del buon ordine del paese, ch'è necessario conservare. Credo adunque che l'Assemblea, seguendo il suo costume su' casi di proposte importanti, vorrà scegliere una Commissione numerosa. Appoggio quindi la proposta della presidenza; cioè che la Commissione sia composta di nove.

Il *rappresentante Bigaglia*: Crederei che fosse da farsi una distinzione di classi. Potrebbero risultare nominati 9 rappresentanti tutti della Guardia civica, oppure 9 tutti militari, ovvero 9 tutti civili, cioè nè guardie civiche, nè militari. Sarebbe bene che la Commissione, appunto costituita di 9 rappresentanti, fosse composta, in proporzioni stabilite, di rappresentanti appartenenti ad ogni classe.

Il *presidente*: Sta nei rappresentanti eleggere a preferenza quei nomi, che crederanno più opportuni, considerato tutto quanto ella accenna. Ma il Regolamento nulla prescrive a questo proposito, e la scelta dee rimanere libera, a meno che non sia nella proposta stessa compresa qualche condizione di nomina.

Raccolte quindi, e spogliate le schede, risultano eletti i rappresentanti:

Avesani, con voti	43
Benvenuti Adolfo	38
Benvenuti Bartolommeo	33
Baroni	32
Comello	27
Varè	27
Francesconi	27
Tornielli Giovanni Battista	25
Tommaseo	24

Il *presidente*: Invito i commissarii a dichiararsi in qual tempo credano di poter presentare il loro rapporto.

La Commissione dichiara che presenterà il suo rapporto dopo domani.

Il *presidente*: Il rappresentante Tommaseo ha deposta sul banco della presidenza un'altra proposizione d'urgenza del seguente tenore:

« Sarà fatta una leva di 600 marinai in tutto lo stato, dai 18 ai 30 anni. »

Invito il proponente ad aggiungere, se crede, un qualche cenno.

Il *rappresentante Tommaseo (legge)*: Le parole del prode, del probò Baldisserotto dimostrano chiara l'urgenza della proposta ch'io fo. Gli arruolamenti volontari, languidamente o inopportunamente tentati, fregarono l'ardore patrio piuttosto che accenderlo, e parvero apportar disonore a questo popolo che d'onore è sì degno, che rispose ad ogni desiderio generoso, degnamente invitato che fosse. L'anima umana ha certa misteriosa e veramente celeste necessità del dovere, ama essere alle alte cose obbligata, richiede ch'altri richiegga da lei il sacrificio come naturale diritto. A questo generale aggiungesi uno speciale riguardo. I marinari che diede l'arruolamento volontario fin qui, furono (parlo de'trentasei di Pellestrina) sviati dall'ufficio al quale erano chiamati e adatti, e messi per braccianti sul Ponte. Codesto scuorò gli altri, che pure alla leva, indetta davvero, sarebbero accorsi volenterosi, e dicevano: obbligateci a lasciare le case nostre: se no, le famiglie diranno che noi non le amiamo. — E questa e altre cose nell'amministrazione di mare ed altrove non reputo io fatte per mal volere; ma per alcune di quelle vecchie abitudini, nelle quali han parte e la forza d'inerzia, ch'è tanta parte delle debolezze e delle forze umane, e le delicatezze dell'amor proprio che si traveste in coscienza. Nella vecchia macchina dello stato abbian degli uncini irrugginiti, i quali l'atrito può fare più adoperabili e più lucenti. Conchiudo: la marineria chiede forze: Venezia e l'Italia chieggono dalla marineria fatti degni: ogni indugio sarebbe oltraggioso a Venezia, e quasi sacrilego.

Amnessa la presa in considerazione dell'urgenza, è affidato l'incarico

di farne il rapporto alla stessa Commissione già nominata per riferire sull'urgenza della proposta Varè.

La Commissione si unisce per l'esame, e dopo pochi istanti, col mezzo del relatore *G. B. Ruffini*, propone che sia riconosciuta e pronunziata l'urgenza; ciò che l'Assemblea adotta con 61 voto favorevoli e 13 contrarii.

Il *presidente*: Dovendosi ora designare la Commissione pel rapporto, la presidenza opinerebbe, pel legame intimo che sussiste tra questa e la proposta testè fatta dal rappresentante Varè, di rimettere anche questa seconda alla medesima Commissione dei nove membri, poco fa eletta.

Il *rappresentante Benvenuti*: Io credo che ci sia, e ci è naturalmente qualche legame, perchè in tutte e due le proposte si tratta di provvedimenti militari da darsi. Ma credo che gli esami da farsi sieno d'indole affatto diversa, poichè per l'una conviene rivolgere gli studii sullo stato attuale della Guardia civica, e sui bisogni della città; per l'altra invece fa d'uopo rivolgere gli studii sull'estuario, studii che chieggono un esame affatto diverso. Crederei perciò che si dovesse nominare un'altra Commissione, della quale non dovrebbero far parte quelli che appartengono alla prima Commissione.

Il *presidente*: Nel caso che si adotti di nominare una Commissione speciale, propongo che sia di cinque membri; ed incito i rappresentanti a fare le schede. (Si ammette.)

Raccolte e spogliate le schede, risultano eletti a membri della Commissione i seguenti rappresentanti:

Arrigoni con voti	40
Mainardi	34
Fattorini	25
Perlasca	22
Ferrari Bravo	16

Il *presidente*: Invito anche questa Commissione a dichiararsi sul tempo, in cui crede poter presentare il rapporto.

La Commissione dichiara che presenterà il suo rapporto dopo domani.

Il *presidente* propone di tener adunanza il giorno 19 col seguente ordine del giorno (*V. sotto.*)

L'Assemblea approva.

La seduta è levata a ore 5 e 1/4.

ORDINE DEL GIORNO 19 LUGLIO 1849.

Alle ore 12, riunione della seconda Sezione per esame di petizioni.

Ore 1 pom. — Seduta pubblica.

1. Presa in considerazione d'una proposta del rappresentante Errera, relativa agli effetti cambiarii.

2. Rapporto sulla proposta d'urgenza del rappresentante Varè, di mobilitare una parte della Guardia civica.

3. Rapporto sulla proposta d'urgenza del rappresentante Tommaseo, per una leva di 600 marinai dai 18 ai 30 anni.

4. Seconda deliberazione sulla proposta Benvenuti relativa alla trattazione delle cause civili.

5. Seconda deliberazione sull'altra proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.

6. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1840, con cui fu abrogato l'antecedente decreto 30 aprile 1848, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.

18 Luglio.

Relazione d'un pio *Uffiziale della flotta austriaca* intorno il fatto d'un brulotto, il quale con molta maestria, per confessione stessa di quella divota persona, e con molto coraggio, fu da' nostri appiccato alla fregata austriaca la *Venere* nella notte dell'11 corrente. L'uffiziale della flotta non tace che molto fu il danno, più grande ancor lo spavento; che la fregata fu a un pelo d'essere affatto distrutta, e ne trae la santa considerazione, che, s'ella ne andò salva, fu solo opera della divina Provvidenza, la quale ha in particolar affetto e protezione le fregate di S. M. apostolica, e la innocenza in ispecie de'suoi uffiziali. Ed anche ci ne cava una seconda moral conchiusione; ed è che questo fatto del brulotto gli è pruova quanto disperata sia la nostra causa, se discendiamo a *mezzi* cotanto *vili*, com'egli li chiama. *L'Austria ebbe anch'ella*, egli dice, *l'offerta di brulotti consimili, quando la squadra d'Albini stringeva di blocco Trieste; ma l'Austria non l'ha accettata, calcolando cosa bassa, indegna e contraria al diritto delle genti il farne uso.* L'Austria è più generosa; rispetta i diritti de' popoli; il che però non le impedisce di dar mano generosamente alle bombe, così in casa propria, come in quella d'altrui. Ella può bombardar Bologna, bombardar Ancona, dopo aver bombardato Praga, bombardato Vienna, bombardato Brescia, bombardato la Laguna, nell'aspettazione di bombardare Venezia; ell'arde, diserta le città, fa scempio crudele del popolo: ma non commette cosa bassa ed indegna e rifiuta i brulotti.

Qui però il poco ricorderole uffiziale si dimentica una cosa. Le ii. rr. truppe, fra le altre mirifiche invenzioni ideate a' nostri danni colà contro quel Ponte, che pesa di tutto l'enorme suo peso sul cuore paterno della giovine maestà del loro sovrano, si valsero appunto d'alcuni brulotti, con cui intendevano di bruciar forse i marmi del fatal monumento. Ben è vero che la ridicola idea riuscì a niente; che non seppero neppure dar fuoco alle macchine, tanto che caddero intatte e innocenti nelle nostre mani; ma riman sempre il fatto, che quel mezzo il quale, impiegato da noi, è chiamato vile, parve buono anche a loro, e, come potettero, se ne giovarono prima pure di noi. Ma in noi era il coraggio di condurlo in mare sotto a una fregata nemica, con grave pericolo dei marinai. Ad essi non costava che il disturbo di affidarlo alla corrente dell'acqua, che dovea guidarlo indubbiamente al Ponte. A chi la taccia di viltà?

E quanto a' modi ingenui e alle armi leali dell'Austria, non si ri-

corda, egli, il virtuoso ufficiale, di quella lettera famosa del Windischgrätz, che fece il giro di tutti i giornali d'Europa, e nella quale quel glorioso capitano rinfaccia all'Aiace croato le sue facili vittorie in Piemonte, combattute con palle d'oro, anzi che con quelle di ferro o di piombo? Del rimanente, qual differenza mette egli tra'brulotti incendiarii e gli incendiarii palloni, con sì mirabil successo trovati e posti anche ad atto dagl'ingegnosi austriaci artiglieri? Tutt'a due quest'armi strane mirano al medesimo effetto, l'incendio e la distruzione; se non che quelli son volti contro forze pugnanti, ministre di morti e di stragi: questi sarebbero intesi contro l'inerme e innocente cittadino, che non ha schermo o difesa; i primi sono ovvii tormenti, già noti ed usati con ottimo effetto nelle lotte marittime; i secondi una preziosa invenzione austriaca, altrettanto nuova, quanto ridicola e vana.

E perchè i nostri lettori se ne formino un giusto concetto, ecco la descrizione di queste macchine tremende, quale è data dalla *Gazzetta Universale d'Augusta*:

« Essi sono fatti di una stoffa impenetrabile all'acqua e portano come zavorra un cerchio di legno, nel quale sta una bomba del peso di 50 libbre. Questa bomba, dopo un tempo da determinarsi, vien fatta saltar fuori dal cerchio per mezzo della sostanza impellente dei razzi, e cade verticalmente a terra, dopo che se n'è accesa la spoletta. La quantità della sostanza impellente, al pari della lunghezza della spoletta, risulta da calcoli trigonometrici, e precisamente il coseno o l'orizzontale, che s'immagina tirata dal punto da cui il pallone s'innalza, fino a quello dal quale la bomba deve cadere, dà la lunghezza di quella linea, secondo la quale il pallone si muove nell'innalzarsi, e quindi anche, in via approssimativa, il tempo che impiegherà nel percorrere questa linea, il che inoltre dipende anche dalla celerità del vento; la lunghezza della spoletta, su cui si basa lo scoppio più sollecito o più tardo della bomba, risulta dal seno o dalla verticale. »

Ma, per ritornare a quel timorato ufficiale, che legge sì chiaro nei decreti della divina Provvidenza, e scrive i suoi articoli segnandosi, se, a provare i torti delle *ribelli lagune* e l'abbandono del cielo non ha migliori argomenti che la mala riuscita del nostro brulotto, si riederà, e consideri che l'Austria stessa non si tenne così protetta dal cielo in Ungheria, che non le fosse pur uopo di volgersi un tantino anche alla protezione cosacca.

48 Luglio.

L'ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA

IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando la necessità di dare un ordinamento più stabile e più efficace al concorso volenterosamente prestato dalla Guardia civica mobilitata nella difesa del paese e dei forti;

Considerando che tale ordinamento dev'esser fatto col minor sacri-

fizio possibile per i cittadini, e senza scapito degli altri ordinarii doveri della Guardia civica;

Considerando in conseguenza, che si richiedono alcune modificazioni al decreto di mobilitazione, pubblicato dal Governo provvisorio il dì 17 agosto 1848;

Decreta :

Tutte le esenzioni e tutti i permessi finora accordati da qualsiasi Autorità pel servizio della Guardia civica, sono annullati.

2. Ogni cittadino tra i 18 e i 55 anni, non contemplato dagli articoli 12 e 13 del Regolamento organico 20 maggio 1848, deve presentarsi entro 48 ore dalla pubblicazione di questo decreto, al Comando della rispettiva Legione per assumere il servizio nella Compagnia cui appartenesse o cui fosse destinato.

3. Chi manca alla esecuzione di questo dovere sarà incorporato nella truppa di linea.

4. Anche i cittadini contemplati dai due articoli sopraccennati devono presentarsi, entro lo stesso termine, al Comando di Legione, per far constare il proprio diritto, della cui giustizia e verità giudica sommariamente una Commissione mista, istituita per ogni Legione dal Comando generale. Quanto alla lettera *b* dell' articolo 13 del regolamento, la Commissione non sarà obbligata ad attenersi al giudizio dei preposti alla pubblica beneficenza.

5. La mobilitazione della Guardia civica, per la difesa dello Stato contro il nemico che assedia, è fissata a 1000 uomini, più il relativo numero di ufficiali; e ciò pel Comune di Venezia.

6. Andranno a sconto dei 1000 uomini:

a) La Compagnia dei bersaglieri civili, già mobilitata;

b) Tutti quegli addetti alla Guardia civica, dai 18 ai 45 anni, che si presentassero volontari a questo servizio di mobilitazione per la difesa della patria.

7. A compiere il numero di 1000 uomini, la mobilitazione è obbligatoria per la sola prima classe di cui parla l' articolo 167 del regolamento organico, cioè per gl' individui tutti della Guardia attiva e della *riserva*, i quali nel giorno da cui è datato il presente decreto sono fra i 20 e i 30 anni compiuti.

8. Le guardie civiche soggette alla mobilitazione obbligatoria, come all' articolo precedente, sono distinte in sei liste, per l' effetto che non sieno chiamate le guardie della lista posteriore, se non nel caso in cui l' anteriore fosse esaurita.

9. Queste liste comprendono.

1. I celibi, o vedovi senza figli,

2. I maritati senza figli,

3. I maritati con meno di tre figli,

4. I figli unici di padre vivente,

5. I maritati con tre figli o più,

6. I figli unici di madre vedova, e i vedovi con figli.

Fra le guardie che si trovano nella medesima lista, se il numero eccede il bisogno, la sorte decide.

10. Per verificare le circostanze di famiglia, e per giudicare sommariamente dei difetti fisici o malattie, allegate per farsi esentare dalla mobilitazione, viene istituita per ogni Legione una Commissione mista, composta di un medico militare da destinarsi dal Generale in capo delle truppe, di due uffiziali della Guardia civica e di due medici, da destinarsi dal Comando generale della Guardia stessa.

11. Le quattro Commissioni si uniscono, sotto la presidenza del Generale in capo della Guardia civica, per fissare le norme da adottarsi in tali giudizi; e ciò indipendentemente dalle norme che sono state fin qui adottate e pubblicate.

12. Chi è chiamato a far parte della Guardia civica mobilitata può farsi rimpiazzare da un sostituto, che sia guardia civica, dai 18 ai 45 anni, purchè però lo presenti subito, e purchè tal sostituto sia accettato dalla Commissione di Legione. In caso di diserzione del supplente, il supplito deve mobilitarsi personalmente, o sostituire altra persona sotto le medesime condizioni. L'aversi fatto rimpiazzare nel servizio della Guardia mobilitata non dispensa dal servizio ordinario della Guardia civica stazionaria.

13. Le guardie civiche mobilitate, che non fanno parte della Compagnia dei bersaglieri, sono divise ed organizzate in otto compagnie. Quattro compagnie formeranno un battaglione. I due battaglioni formeranno una mezza legione, comandata da un tenente colonnello.

14. Le nomine dei graduati di compagnia si fanno secondo il regolamento organico. Quelle per i componenti gli stati maggiori si fanno egualmente, ma non sono definitive; sulla terna così formata, la scelta è riservata al Comando in capo delle truppe.

15. Nel conferimento dei gradi non si potrà far cadere la scelta che sopra guardie civiche mobilitate.

16. Organizzata così la Guardia civica mobilitata, vien posta sotto gli ordini del Comando in capo delle truppe, in conformità all'art. 170 del regolamento organico; è soggetta alle regole e discipline militari, e fruisce di tutti i vantaggi, diritti ed onori delle truppe.

17. Essa riceve il soldo e le somministrazioni in natura, come i soldati dell'esercito, dal giorno in cui è posta in attività fino a che dura la mobilitazione, sebbene rimanga nel proprio Comune. Nelle riunioni delle truppe e della Guardia civica, quest'ultima avrà la precedenza.

18. Del contingente, di cui all'articolo 5, non sarà tratta alcuna parte dalle compagnie degli artiglieri civici, come sono ora costituite.

19. Queste compagnie sono poste a disposizione del Generale in capo dell'esercito, perchè se ne valga come venne fatto finora.

20. Cessa d'aver vigore il decreto governativo 17 agosto 1848 N. 186; e le presenti disposizioni dureranno fino al termine dell'attuale stato d'assedio.

21. Nel breve intervallo che occorrerà perchè la presente legge sia posta in vigore, la Guardia civica continuerà a prestarsi con l'usata premura in aiuto dell'esercito, ogni qual volta la difesa della patria contro il nemico lo chiegga.

22. Il Governo provvisorio è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Il Presidente
LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti

G. MINOTTO.
G. B. VARÈ.

I Segretarii

G. PASINI.
G. B. RUFFINI.
A. SOMMA.
P. VALUSSI.

18 Luglio.

R E G O L A M E N T O

per i Consigli straordinarii permanenti di guerra e marina, istituiti in Venezia ed in Chioggia dalla Commissione militare con pieni poteri.

1. Con decreto 18 giugno a. c. N. 55 della Commissione militare con pieni poteri fu istituito in Venezia un Consiglio di guerra straordinario, il quale procede a tenore degli articoli 14 e 15 del decreto 6 aprile a. c. N. 5457 del Governo provvisorio, in quanto non vi è derogato dal presente Regolamento.

2. La giurisdizione del Consiglio suddetto, oltre alla città di Venezia, si estende ai Circondarii I, II, IV e V, mentre quella del III è deferita all'altro Consiglio straordinario, istituito in Chioggia col decreto 25 giugno a. c. N. 256 della Commissione predetta, e ciò senza riguardo al luogo dell'arresto dell'accusato.

3. Questi Consigli straordinarii di guerra sono permanenti, e si compongono di

- 1 Generale o colonnello, presidente
- 1 Tenente colonnello
- 1 Maggiore
- 1 Capitano
- 1 Tenente
- 1 Sergente
- 1 Auditore referente, il quale ha soltanto voto consultivo.

4. Giudicano definitivamente, qualunque sia il grado dell'accusato, di tutte le trasgressioni e di tutti i delitti militari di gravezza o di natura tale, da rendere necessario un esempio pronto ed efficace.

Giudicano pure dei fatti loro particolarmente attribuiti coi decreti della Commissione militare con pieni poteri 18 e 19 giugno, e 2 luglio a. c. N. 57, 66, 906, e di quant'altri per legge speciale o disposizione particolare fosse per demandare ad essi il giudizio.

5. L'investigazione preliminare è affidata interamente all'auditore, il quale fa tenere dal suo attuario un protocollo di tutti i processi che verranno passati al Consiglio dalla Commissione militare con pieni poteri, e ne rimette un estratto giornaliero al presidente, cui spetta la conoscenza del servizio riferibile all'Ufficio.

6. Ultimata l'istruzione del processo, l'auditore ne dà parte al presidente, il quale determina l'ora in cui dovrà radunarsi il Consiglio, indi fa intimare all'accusato essere egli sottoposto al Consiglio straordinario permanente di guerra, e dispone affinchè per l'ora stabilita vi sia tradotto, e vi si presentino contemporaneamente il difensore, e i testimonii d'accusa e difesa.

7. Le 24 ore entro le quali, a senso dell'articolo 15 del decreto 6 aprile a. e. N. 5457, la procedura deve avere il suo compimento ed esecuzione, incominciano a decorrere dall'ora stabilita per l'adunanza, come all'articolo sesto.

8. Per l'ora medesima dovrà essere a disposizione del presidente del Consiglio un ufficiale di piazza, una scorta conveniente di gendarmi, ed un profosso.

9. Le sedute sono tenute pubblicamente, pubblici sono i dibattimenti, e pubblica è pure l'intimazione della sentenza.

10. Il presidente, fatti introdurre l'accusato col suo difensore, o da lui scelto, o nominatogli d'ufficio, ed i testimonii d'accusa e difesa, dichiara aperta la seduta.

L'auditore, premesse le ricognizioni personali, ove occorran, ritira le generali dell'accusato, lo interroga sul fatto, in quanto non sia abbastanza chiarito, e dà quindi lettura di tutte le risultanze processuali.

Poscia concreta la incolpazione in brevi termini ed in via di escusione, ed assume a processo verbale le giustificazioni dell'accusato.

Si fa luogo al confronto coi testimonii di accusa, in quanto l'accusato lo chiegga, od il Consiglio lo esiga, e si sentono i testimonii a difesa.

Se per le introduzioni dell'accusato, o per domanda del difensore, sorgesse dubbio sul bisogno di ulteriori indagini, il presidente sospende la seduta, e, raccolto il Consiglio in Comitato segreto, propone a deliberare, sentito il voto dell'auditore, se o no si debbano verificare.

Ritenendosi l'affermativa, si dà subito corso, in presenza del Consiglio, alle nuove pratiche; esaurite le quali, fatti ricomparire l'accusato ed il difensore, l'auditore comunica l'esito delle medesime, e deduce le sue conclusioni sul titolo, sulla colpabilità e sull'articolo di guerra del quale chiede l'applicazione.

Se il Consiglio delibera invece negativamente, il presidente ripiglia la seduta annunciandolo, e l'auditore deduce senz'altro le sue conclusioni.

Terminate queste, s'interpella l'accusato se abbia nulla a soggiungere, e il difensore fa la sua perorazione.

Se più fossero gli accusati, dipende dalle deliberazioni del Consiglio il decidere se debbano essere sentiti separatamente, avuto riguardo all'indole del processo. Le conclusioni dell'auditore saranno sempre cumulative.

Però trattandosi di più accusati, non deve la sorte dell'uno essere diversa da quella degli altri implicati nella stessa causa, sicchè, pel prossimo espiro del termine delle 24 ore, non può un accusato essere condannato dal Consiglio straordinario, e rimessi gli altri al giudizio ordinario.

Finita la difesa, il presidente, richiesti i membri del Consiglio se abbiano alcuna osservazione a fare, od alcuno schiarimento a ripetere, ordina che l'accusato sia ricondotto in custodia, e fa sgombrare la sala.

Se l'accusato durante il dibattimento non conservasse un contegno regolare e tranquillo, e vi persistesse in onta all'ammonizione fattagli dal presidente, viene subito allontanato, ed il giudizio ha il suo compimento senza il concorso del solo difensore.

11. Ridottosi il Consiglio in Comitato segreto, il presidente avvia la discussione sulle conclusioni dell'auditore.

Qualora venga ammessa la colpeabilità, l'auditore propone la misura della pena, ed il Consiglio passa ai voti sulla medesima:

12. I membri del Consiglio pronunciano secondo la loro convinzione.

13. Nel raccogliere i voti, il presidente incomincia da quello dei membri del Consiglio, che è di grado inferiore, e continua progressivamente, facendoli registrare ad uno ad uno a protocollo, il quale viene chiuso col suo.

14. La sentenza si forma secondo la pluralità dei voti.

In caso di parità, è accordata la preferenza all'opinione più mite, ed ove non emerga una pluralità assoluta, il conchiuso si fa con quella opinione a cui più si accosta il complesso della votazione.

Per l'applicazione della pena di morte, si esige sempre la maggioranza assoluta.

15. La sentenza è dettata a protocollo dall'auditore sulle basi della votazione, è poscia firmata da tutti i membri del Consiglio e dall'auditore, e munita del suggello d'ufficio.

16. La sentenza viene tosto cogli atti rimessa, col mezzo del capitano o del tenente del Consiglio, alla Commissione militare con pieni poteri, per la sanzione e per l'ordine della pubblicazione.

Ottenuto ciò, si riapre la seduta, e fatto comparire l'accusato, gli si legge la sentenza, presenti tutti i membri del Consiglio. Dopo è consegnato all'ufficiale di piazza.

Il Consiglio può però delegare la pubblicazione all'auditore, nel qual caso sarà fatta nella casa d'arresto.

17. L'esecuzione della sentenza spetta al Comando di piazza, col l'avvertenza che deve avere il suo effetto prima che spirino le 24 ore computate come sopra.

18. La sentenza pronunciata dai Consigli di guerra straordinarii permanenti e sanzionata dalla Commissione militare, è inappellabile.

19. L'articolo 16, del decreto 6 aprile a. c. N. 5457 del Governo provvisorio, e qualunque altra legge penale militare e di procedura, anteriore al 22 marzo 1848, sono abrogati.

20. Gli articoli di guerra, pubblicati dal Governo provvisorio col decreto 21 luglio 1848, costituiscono l'unica legge applicabile dai Consigli straordinarii permanenti di guerra.

21. Avendo la Commissione militare con pieni poteri, con decreto 3 luglio corrente N. 898, deferito al Comando del III. Circondario la decisione riservatasi col decreto 21 giugno a. c. N. 121, esso subentra

rispettivamente al Consiglio straordinario permanente di Chioggia in tutti i rapporti, nei quali, pel presente Regolamento, la Commissione è posta col Consiglio straordinario permanente in Venezia.

Venezia 14 luglio 1849.

La Commissione militare

GUGLIELMO PEPE, *Presidente.*

GIROLAMO ULLOA.

GIUSEPPE SIRTORI.

FRANCESCO BALDISSEROTTO.

Il Segretario generale

L. SEISMIT DODA.

16 Luglio.

IL GOVERNO NAZIONALE UNGHERESE AL POPOLO.

La patria è in pericolo! Cittadini della patria! All'armi! All'armi! Se credessimo di poter salvare la patria coi mezzi ordinarij, non proclameremmo ch'ella è in pericolo. Se stessimo alla testa di una nazione fanciullesca, vile, che piena di spavento preferisse di perire piuttosto che difendersi, ci guarderemmo dal sonare la campana a stormo in tutto il paese. Ma poichè sappiamo che le popolazioni nella nostra patria formano una nazione maschia, che ha fatto i suoi calcoli quando decise di difendersi dall'oppressione più empia, poniamo da parte l'abbellire, il celare, l'ammantare, indegno di noi e della nazione, e gridiamo apertamente e senza riguardo al paese che la patria è in pericolo. Perchè siamo certi che la nazione è capace di difendere sè stessa e la sua patria, le manifestiamo il suo pericolo in tutta la sua estensione, ed eccitiamo in nome di Dio e della patria la nazione a guardare arditamente il pericolo in faccia, ed ogni cittadino a prender le armi. Non vogliamo lusingare o tenere a bada con isperanze; ma diciamo direttamente ed apertamente che, se tutta la nazione non si solleva con maschia risolutezza per difendersi fino all'ultimo estremo, tutto il nobile sangue finora sparso fu inutile, vano fu ogni sforzo precedente, la nostra patria e la nostra nazione perirà; e sul terreno, in cui riposano le urne de' nostri padri, che il cielo ha destinato in libero retaggio ai nostri nipoti, su questo terreno il *knout* russo dominerà sopra un popolo ridotto a schiavitù. Sì, lo diciamo apertamente e senza riguardo: se il popolo non si difende con forza unita, dovrà perire di fame: chi non è colpito dalle armi del barbaro nemico, deve perire di fame, perchè i selvaggi russi non mietono soltanto il frutto delle vostre fatiche, le spiche già mature alla messe, ma, lo facciamo sapere al popolo con cuore grondante sangue, la feroce schiera russa, che irruppe con tante forze nella nostra patria, taglia, sega, o calpesta coi piedi e adopera per letto, anche le spiche immature. Così essa procede trucidando e devastando, e lascia dietro

di sè assassini, fiamme, fame e miseria. Ove arrivano le selvagge orde russe, il popolo ha seminato e coltivato indarno; torme di masnadieri stranieri distruggono i frutti delle vostre sanguinose fatiche. Ma, nella fiducia da noi riposta nel Dio della giustizia, noi dichiariamo che il pericolo può diventar micidiale per la nostra patria soltanto quando il popolo si contenga vilmente; ma che invece se si solleva coraggiosamente per difendere la sua patria, i suoi focolari, la sua famiglia, le sue messi e la propria vita, e si arma di falci o di scuri, di bastoni o anche soltanto di sassi, il popolo è forte abbastanza, e le orde russe, condotte nella nostra bella patria dall'... (1) imperatore austriaco, saranno distrutte fino all'ultimo uomo dalle braccia vendicatrici del libero popolo ungherese. Se volessimo nascondere o impicciolire il pericolo, non lo storeremmo tuttavia dal capo di alcuno. Però, esponendo così senza riguardo alla nazione il vero stato delle cose, la facciamo padrona della propria sorte. Se nel popolo è forza vitale, egli salverà sè stesso e la patria. Se invece, colpito da vile timore, rimane inoperoso, perirà senza remissione. Chi non si aiuta, nemmeno Iddio l'aiuta. Quindi nel sentimento del nostro dovere, facciamo sapere a tutti gli abitanti dell'Ungheria che il... imperatore austriaco ci manda addosso le barbare orde russe. Facciamo loro sapere che un esercito russo di 46,000 uomini è entrato dalla Gallizia, per Arva, Zips, Saros e Zemplin, nella nostra patria, e, combattendo incessantemente, si avvanza sempre più. Facciamo loro sapere che, oltre a ciò, anche in Transilvania sono entrate truppe russe dalla Bucovina e dalla Moldavia, colle quali il nostro esercito ha già avuto combattimenti sanguinosi. Facciamo loro sapere che in Transilvania, per la fiducia nel soccorso russo, è nuovamente scoppiata la rivoluzione valacca, e che anche il... imperatore austriaco ha raccolto le sue ultime forze per isterminare la nazione ungherese. Facciamo inoltre sapere ai nostri concittadini che quantunque sia certo, come Dio è in cielo, che se i Russi avessero a riuscire a sottomettere la nostra patria ungherese, ne deriverebbe la schiavitù di tutti i popoli d'Europa, tuttavia non possiamo sperare alcun soccorso dall'estero; perchè i regnanti tengono soggiogata la simpatia dei loro popoli, i quali muti e inetti stanno spettatori della nostra giusta lotta. Non possiamo adunque sperare in altri che nel giusto Iddio e nelle nostre proprie forze; ma, se non ci gioviamo delle nostre proprie forze, anche Iddio ci abbandonerà. Ci stanno incontro giorni difficili; però, se guardiamo loro in faccia coraggiosi, la nazione deve aspettarsi libertà, felicità, prosperità e gloria. Le vie della divina Provvidenza sono nascoste; essa conduce i popoli alla felicità per mezzo a tentazioni e patimenti. La lotta dell'Ungheria non è più una lotta soltanto nostra. È la lotta della libertà dei popoli contro la tirannia. La nostra vittoria o la nostra sconfitta sono la vittoria o la sconfitta della libertà dei popoli. Dio ci ha eletti perchè, colla nostra vittoria, liberassimo i popoli dalla schiavitù

(1) Qui ed altrove, come si vedrà in progresso, l'austriaca *Gazzetta d'Augusta* ha avuto certamente ribrezzo di riferire un epiteto, che non sarà stato troppo onorevole per la maestà del piccolo imperatore.

del corpo, come Cristo ha liberato l'umanità dalla schiavitù dello spirito. Se noi trionfiamo dell'orde cacciateci addosso dai tiranni, diverranno liberi, in conseguenza della nostra vittoria, l'Italiano, il Tedesco, il Czeko, il Polacco, il Valacco, lo Slavo, il Serbo ed il Croato. Se soccombiamo, tramonta la stella della libertà per tutt' i popoli. Questo sentimento valga a rinforzare nel nostro petto la volontà risoluta ed a temprare la forza delle nostre falci; questa forza salvi ai nostri figli la loro patria, salvi l'albero vivifico della libertà, che, se dovesse cadere per la nostra villtà sotto la scure maledetta da Dio dei due tiranni imperiali, non metterà mai più radici. Popoli d'Ungheria! Volete morire sotto la spada sterminatrice del Russo feroce? Se nol volete, difendetevi! Volete vedere i Cosacchi del remoto settentrione calpestare i cadaveri contaminati dei vostri padri, delle vostre mogli, dei vostri figli? Se nol volete, difendetevi! Volete che una parte dei vostri concittadini sia strascinata nella rimota Siberia, o nella guerra straniera del tiranno, e che l'altra s'incurvi nel giogo sotto la sferza del Russo? Se nol volete, difendetevi! Volete vedere i vostri villaggi in preda alle fiamme, le vostre messi segate e calpeste? Volete morire di fame sul terreno, che avete coltivato con sudori di sangue? Se nol volete, difendetevi? . . .

Segue poi la speciale organizzazione della *crociata* contro le *orde selvagge* (i Russi.) Il popolo deve essere chiamato alle armi dal pulpito e colle campane. Chi non ha fucile, dia mano alla falce o alla scure. « Non è ungherese ma un misero *czudar*, chi vuole scegliere le armi e non si difende con quanto gli capita fra le mani. » Ove compariscono i Russi, la campana deve chiamar subito gli armati sulla piazza. » In quei luoghi poi, ove l'orda selvaggia è già passata, il popolo si sollevi in massa dietro le sue spalle e stermini i Cosacchi, soliti a cavalcare disordinati, e le altre più piccole torme d'armati, rimasti addietro. Il popolo dee specialmente darsi premura di non lasciar riposare in alcun luogo il nemico di notte, ma di balzargli addosso sempre all'improvviso, ritirarsi e poscia attaccar di nuovo, e ciò incessantemente; inquietarlo di continuo col suono delle campane, affinché non trovi un momento di riposo sul terreno, ch'esso si empimente attaccò. Ove si presenta il nemico, tutte le provvigioni, il bestiame, il vino e l'acquavite devono essere nascoste nelle caverne dei monti o dietro le paludi, affinché egli debba morire di fame. Prima che il nemico occupi un villaggio, deve allontanarsene ogni creatura vivente, e poichè esso lo ha occupato, uomini coraggiosi dovrebbero accendergliene i tetti sul capo, acciocchè quelle orde selvagge o cadano preda delle fiamme, o siano almeno impedito nel loro riposo. Nel principio di questo secolo, allorchè Napoleone attaccò l'impero russo, i Russi si sono in tal modo salvati dal soccombere. Noi poi vediamo in ogni modo che il nemico, ammazzando ed incendiando, devasta tutto; e sappiamo quante città e quanti villaggi furono ridotti in cenere dalle micce nemiche. In questi giorni appunto la soldatesca austriaca, dopo di aver attaccato gl'inermi abitanti di Bösarkany, nel Comitato di Oedenburg, ne incendiò tutte le case, dalla prima all'ultima. Se adunque tutto dev'esser distrutto dalle fiamme, ciò avvenga almeno mentre il nemico vi soggiorna dentro. Se vinciamo

avremo una patria, ed i villaggi distrutti rifioriranno di nuovo: ma, se dobbiamo esser vinti, tutto andrà distrutto ugualmente, perchè è una guerra d'estermio quella che essi conducono contro di noi. » Finalmente si chiude nel modo seguente:

« Chi attacca colle armi la patria, è un nemico; ma chi non adempie al suo dovere di difenderla, è un traditore della patria e sarà considerato tale dalla patria e dal governo. La nazione ha ancora d'uopo d'un solo sforzo potente, e poi la patria è salva per sempre: ma, se il popolo non adempie fedelmente al suo dovere nel senso di questo proclama, la patria è perduta irremissibilmente. Il paese è in pericolo! Noi abbiamo un esercito valoroso, pieno di coraggio e deciso di morire per la libertà, che ascende a circa 200,000 uomini, eroi ispirati dalla libertà, ai quali non si possono paragonare quegli schiavi assoldati, perchè quelli stanno nel raggio di Dio e questi sono i custodi delle tenebre; tuttavia questa pugna non è quella di due campi nemici, ma una pugna della tirannia contro la libertà, dei barbari contro tutta la nazione libera. Quindi il popolo stesso dee sollevarsi coll'esercito; e se questi milioni d'uomini secondino il nostro esercito, abbiamo acquistata la vittoria e la libertà a noi ed a tutta l'Europa. Popolo potente, gigantesco dà adunque di piglio alle armi, unito coll'esercito! Ognì cittadino corra all'armi! all'armi! Così la vittoria è certa, ma soltanto così. Perciò noi disponiamo ed ordiniamo una leva in massa generale per la libertà, in nome di Dio e della patria.

Dato in Buda-Pest 27 giugno 1849.

LUIGI KOSSUTH, *governatore.*

*Bartol. Szemere — Ladisl. Csany — Arturo Görgey —
Sab. Fukovich — Casimiro Batthyrary — Michele Horvat — Franc. Duschek. »*

19 Luglio.

PROTESTA

DEI NAPOLETANI RESIDENTI IN VENEZIA.

Alcuni, soliti usare tutti i mezzi atti a spargere dissensioni e malumori, in momenti in cui si ha bisogno del più grande accordo tra i differenti ordini di cittadini, austriacanti od invidi, fanno ad arte correre la calunniosa voce che i Napoletani qui residenti, i quali divisero finora i disagi ed i pericoli di questa classica terra coi nativi suoi abitanti e con gli accorsi da tutte le parti d'Italia, intendessero approfittare dell'amnistia ch'essi dicono concessa dal Re di Napoli ai compromessi nei movimenti politici di quel paese. Quindi i Napoletani tutti, qui residenti, dichiarano infami e calunniose tali voci, mentre essi non abbandoneranno questa terra, se non quando ne vedranno assicurate le sorti,

20 Luglio.

L' ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI DELLO STATO DI VENEZIA

IN NOME DI DIO E DEL POPOLO

Considerando essere necessario che le forze della Marina militare di Venezia siano proporzionate ai suoi alti doveri ed alle grandi speranze che in lei ripone la patria,

Decreta:

1. Per supplire al servizio della Marina militare, sono chiamati 600 individui, i quali s'intenderanno obbligati soltanto fino al termine della guerra.

2. Questi individui saranno tratti da tutto lo Stato, cioè da questa città, da quella di Chioggia, dalle isole e dai litorali, fra la classe dei cittadini abitanti attualmente nello Stato, dell'età di 18 a 45 anni, soggetti per la legge 25 luglio 1806 alla iscrizione marittima, siano o no iscritti nelle matricole dei Capitanati del porto di Venezia e di Chioggia.

3. A tale effetto il Governo disporrà per la immediata apertura d'un registro di prenotazione nei giorni e nelle ore, nei luoghi e presso quelle Autorità, che troverà opportuno di assegnare all'uopo; nel quale registro saranno chiamati e tenuti ad iscriversi tutti i cittadini menzionati nell'articolo precedente.

4. La divisione del contingente sarà eseguita, sommando il numero di guardie civiche mobilizzate per il Comune di Venezia col decreto 19 luglio, ed il numero di uomini di mare richiesti colla presente legge; poscia cercando quale sarebbe insieme il contingente di cadaun Comune in proporzione de' suoi abitanti, e imputando nel contingente complessivo del Comune di Venezia le guardie civiche mobilizzate col citato decreto. Gli altri Comuni forniranno il loro contingente esclusivamente con uomini di mare.

5. La mancanza all'iscrizione porta per assoluta conseguenza l'arruolamento forzato dell'inobbediente a qualunque servizio militare, quand'anche per fisiche imperfezioni fosse inetto al servizio della Marina.

6. Da quest'obbligo d'iscrizione, sotto la forza delle comminatorie dell'articolo precedente, non sono dispensati quelli, che avessero prestato anteriore servizio nella Marina di guerra, e nemmeno gli attuali artiglieri sussidiarii di Chioggia e Pellestrina, che non appartengono ad un corpo militare regolarmente organizzato.

7. Al contrario, non sono obbligati all'iscrizione:

1. Quelli che servono come operai organizzati nell'Arsenale di guerra;

2. I seguenti operai non compresi nella suddetta organizzazione: falegnami di nave, fabbri-ferrai da grosso e macchinisti, foratori, calafati e velai, salva al caso la loro chiamata ne' porti, secondo le regole prescritte per la chiamata de' marinai; ed inoltre

5. I militari di terra di qualunque arma, finchè si trovano in attualità di servizio nell'armata, come pure le guardie civiche che saranno mobilitate in forza del decreto di quest'Assemblea del giorno 19 corr.

8. Compiuta la inserzione di tutti gl'individui obbligati, una o più Commissioni miste, civili e militari, nominate d'accordo dal Governo e dalla Commissione militare con pieni poteri, faranno la scelta di quelli atti al servizio, perchè siano di mano in mano consegnati alla Marina di guerra fino alla concorrenza del numero sopra fissato.

9. La scelta seguirà con l'ordine e sopra le sei liste seguenti:

- a) In prima lista si comprenderanno tutti i celibi,
- b) In seconda lista i vedovi senza figli,
- c) In terza lista gli ammogliati senza figli,
- d) In quarta lista gli ammogliati con meno di tre figli,
- e) quinta lista gli ammogliati con tre o più figli,
- f) In sesta lista i vedovi con figli.

10. All'obbligo del servizio sono indistintamente tenuti tutti quelli, che non hanno visibili imperfezioni fisiche o malattie croniche.

11. Fino al saldo del contingente, le scelte saranno fatte nelle dette liste progressivamente, seguendo pegli individui l'ordine che verrà determinato dalla sorte.

12. Le inserzioni nei registri di prenotazione dovranno quindi seguire con riguardo alle liste, delle quali all'articolo 9.

13. Gl'individui iscritti nel registro di prenotazione, che si sottraessero in qualunque modo alla successiva presentazione per la scelta, incorreranno nella pena comminata all'articolo 5. della presente legge.

14. Alle famiglie di quelli, sui quali sarà caduta la scelta, verrà tosto e senza distinzione accordata una sovvenzione di lire 12 correnti.

15. Tutti gli arruolati alla Marina di guerra in forza della presente legge hanno diritto allo stesso trattamento di quelli che vi si trovano in attualità di servizio.

16. A quelli che avessero servito nel tempo anteriore alla presente legge, saranno conservati i gradi indicati nel rispettivo loro congedo, quand'anche il grado fosse stato provvisorio.

17. Andranno a sconto del contingente gl'individui, che si presentassero volontari all'arruolamento.

18. Ogni operazione relativa a questa leva dovrà essere compiuta al più tardi entro il giorno 5 di agosto p. v.

19. Il Governo e la Commissione militare con pieni poteri, ciascheduno in ciò che li concerne, sono incaricati della esecuzione del presente decreto, il quale sarà stampato, affisso ne' pubblici luoghi, e letto dall'altare.

Il Presidente

LODOVICO PASINI.

I Vicepresidenti

G. MINOTTO.

G. B. VARÈ.

I Segretarii

G. PASINI.

G. B. RUFFINI.

A. SOMMA.

P. VALUSSI.

20 Luglio.

In aggiunta all'ordine del giorno 11 corrente, nel quale si pubblicarono i nomi di quelli che si distinsero nel respingere il nemico, che assaliva il gran piazzale la notte del 6 al 7, il Comando in capo, dietro i rapporti ricevuti dai superiori immediati che si trovavano sul luogo, rende pubblico encomio al capitano d'artiglieria marina Andreassi, non meno che ai cannonieri Ignazio Segati, Della Valle Casimiro, Baso Pietro e Piovesan Giosuè, i quali a quell'occasione si sono comportati con sommo valore.

Il presidente della Commiss. milit. e comand. in capo le truppe

GUGLIELMO PEPE.

20 Detto.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI

DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 19 luglio 1849.

Presidenza del citt. **LODOVICO PASINI.**

La seduta è aperta alle ore 1 e 1/2.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente adunanza, il presidente partecipa all'Assemblea che il rappresentante Lunghi, ed il rappresentante presidente del Governo Daniele Manin, per essere malati, non possono assistere all'odierna adunanza.

Si annunzia che il rappresentante Balbi ha deposto sul banco della presidenza una proposta per la nomina di una Commissione di 4 individui, scelti fra i più capaci ed onesti cittadini, 2 militari e 2 civili, sotto la presidenza del Generale in capo Guglielmo Pepe, col nome di Commissione d'incoraggiamento, la quale debba eccitare e mantenere vivi l'interesse e l'amore di patria nelle milizie e nel popolo.

Il presidente: Si deve ora passare alla presa in considerazione della seguente proposta del rappresentante Errera.

« A datare dal giorno . . . (tre o cinque giorni dopo la promulgazione della legge) sono tolte le sospensioni accordate dal decreto 23 giugno 1848 N. 1890 relativo agli effetti cambiarii, le quali col decreto 2 agosto successivo erano state indefinitamente prorogate per tutti li contratti cambiarii avvenuti sino a quel giorno.

« In conseguenza di ciò saranno nel suddetto giorno protestabili tutti gli effetti cambiarii, che erano in corso del termine indicato al § 1. del detto decreto 23 giugno 1848, e comincerà a decorrere da quel giorno il termine prefisso dalle leggi vigenti per l'esercizio dei diritti di regresso, e per la procedura privilegiata del precetto, sospeso cogli articoli 2. e 3. del decreto medesimo. »

Il rappresentante Errera: aggiunge alcuni schiarimenti, alla sua

proposta, che viene presa in considerazione e rimessa alla Commissione permanente di legislazione.

Il *presidente*: Invito il relatore a leggere il rapporto sulla proposta del rappresentante Varè di mobilitare una parte della Guardia civica.

Il *rappresentante Errera*: È stata deposta sul banco della presidenza una proposizione di cinque membri.

Il *presidente*: Fu deposta; ma non sarebbe ora il momento di parlarne.

Trattasi della domanda, fatta da cinque rappresentanti, che la *discussione relativa al secondo oggetto* dell'ordine del giorno, pei delicati interessi che involve, debba seguire in adunanza generale segreta. Ora l'art. 44 del Regolamento dichiara che la discussione viene aperta soltanto dopo la lettura del rapporto. Dopo questa lettura pertanto si porrà ai voti la domanda già fatta da' cinque rappresentanti, a meno che non sia fatta ora da altri cinque una nuova domanda di ridursi in adunanza segreta.

Il *rappresentante Minotto*: Per parte mia dichiaro che il rapporto, essendo stato fatto per esser letto in pubblica adunanza, deve essere letto in pubblico.

I membri della Commissione domandano di concertarsi di nuovo fra loro per pochi istanti.

Poscia, il *rappresentante Adolfo Benvenuti, relatore*, legge il rapporto, ch'è del tenore seguente:

Eletto dai suffragii della vostra Commissione a sostenere le funzioni di suo relatore, me repugnante ed avverso alla opportunità della proposta legge di mobilitazione, vengo a questa bigoncia per recarvi la espressione del suo avviso, e le pratiche condotte perchè il suo giudizio fosse il meglio fondato e coscienzioso.

Primo dovere della Commissione fu quello di ricercare onde avesse avuto le mosse quella proposta di legge fatta dal rappresentante Varè, la quale, annullando le forme e gli effetti della legge messa in pratica fino dal mese di agosto del passato anno, voleva che nuove forme e nuovi ordinamenti fossero dati. — E però seppe essere questo un bisogno espresso dalla Commissione di guerra a pieni poteri, e le dichiarazioni di essa confermarono il fatto, e determinarono la misura di tale bisogno. — Interrogò i capi della Guardia cittadina, domandò al Governo civile schiarimenti che le erano necessari, analizzò ogni cosa e venne a questo risultato di giudizi.

Convennero unanimi nella necessità e nella disposizione della Guardia civica, per quantunque diminuita nelle sue file pei cittadini che servono nei diversi corpi di terra e mare, di secondare le domande della Commissione militare per ciò che spetta al numero di militi richiesti, ma dissentono nella forma.

Quattro degli eletti da voi per l'esame della proposta, l'accettarono.

Due, sebbene avversi alla opportunità del provvedimento, ed io fra questi, la subirono come condizione imposta perchè sia mantenuta come si conviene la difesa dagli attacchi esterni.

Tre rifiutarono di aderirvi perchè la credettero pericolosa.

Ora egli importa di rendere ragione più minuta di questo risultato

delle opinioni nostre, affinchè siano scorta alle vostre discussioni, alle deliberazioni vostre.

I quattro, che costituiscono la maggioranza relativa, ritennero che siccome il principale scopo è la difesa contro il nemico, così debba essere senz'altro ammessa la proposta del Varè, dacchè la Commissione militare crede che la mobilitazione a rigore di legge, nei limiti dai 20 ai 30 anni, sia necessaria a conseguire questo scopo, cui ogni altro vuole essere posposto. — Il contingente avventizio per turno che viene offerto, non assicura soldati bastantemente formati ed atti a respingere un attacco, e non credono reale e certamente rimediato dalla proposta legge il temuto disordine della disorganizzazione della rimanente Guardia civica.

Opposero i tre dissenzienti, che la costituzione attuale della Guardia cittadina, della quale si ebbe ed ha continuo bisogno, soffrirebbe dalla nuova mobilitazione tale un disgregamento da renderne difficile l'uso nell'interno, e le torrebbe troppo di sua forza: che la operazione richiesta per condurre a buon risultato questa separazione, a termini di legge, della porzione dei cittadini che sono compresi nei limiti dall'età assegnati, sarebbe cosa lunga e malagevole nello stato attuale.

All'incontro, il continuare a fornire al Comando militare, come fece per lo addietro, un contingente, foss'anco più forte, di quei mobilitati che diede la operazione dello scorso anno, e cambiarli a determinati intervalli, sarebbe possibile; anzi se ne tengono sicuri, conoscendo da lunga stagione lo spirito della Guardia. — Ogni altro provvedimento, specialmente avendo luogo l'acquartieramento ed assoluto distacco dei mobilitati dal corpo della Civica, lo credono pericoloso, fors'anche di prossimo pericolo, e non saprebbero ammetterlo.

Gli altri due membri della Commissione dividono lo stesso timore dei tre soprannotati. Considerando però che il pericolo temuto è incerto, mentre la Commissione militare parla invece di un pericolo certo, e considerando che dichiarava essa che, dove non fosse fatto luogo alla sua domanda, dovrebbe rassegnare il suo mandato, non poterono esitare a scegliere dei due mali quello che si appalesa minore e più lontano, ed accedettero alla proposta dei quattro.

In tale discrepanza di opinioni, e prevalendo la maggioranza per l'ammissione della proposta Varè, anche i membri dissenzienti concorsero nel determinare le basi e le norme della mobilitazione, nel caso fosse per essere adottata dall'Assemblea.

Sono esse rifuse in un'apposita legge, di cui vi sarà fatta lettura, e che si circoscrive alla Guardia civica di Venezia, per non aggiungere nuovo peso a quello della leva di mare che sta per essere proposta sugli abitanti dell'estuario.

Ecco il tenore del progetto di legge:

» Considerando la necessità di dare un ordinamento più stabile e più efficace al concorso volenterosamente prestato dalla Guardia civica mobilitata nella difesa del paese e dei forti;

Considerando che tale ordinamento dev'essere fatto col minor sacrificio possibile per i cittadini, e senza scapito degli altri ordinarii doveri della Guardia civica;

Considerando in conseguenza, che si richiedono alcune modificazioni al decreto di mobilitazione pubblicato dal Governo provvisorio il 17 agosto 1848;

Decreta:

1. Tutte le esenzioni e tutti i permessi, finora accordati da qualsiasi autorità pel servizio della Guardia civica, sono annullati.

2. Ogni cittadino fra i 18 ed i 55 anni, non contemplato dagli articoli 12 e 13 del Regolamento organico 20 maggio 1848, deve presentarsi entro 48 ore dalla pubblicazione di questo decreto al Comando della rispettiva legione per assumere il servizio nella compagnia cui appartenesse o cui fosse destinato.

3. Chi manca all'esecuzione di questo dovere sarà incorporato nella truppa di linea.

4. Anche i cittadini contemplati dai due articoli sopraccennati devono presentarsi entro lo stesso termine al Comando di Legione, per far constare il proprio diritto, della cui verità e giustizia giudica sommariamente una Commissione mista, istituita per ogni legione dal Comando generale. Quanto alla lettera *d* dell'articolo 13 del Regolamento, la Commissione non sarà obbligata ad attenersi al giudizio dei preposti alla pubblica beneficenza.

5. La mobilitazione della Guardia civica per la difesa dello stato contro il nemico che assedia, è fissata a 1000 uomini, più il relativo numero d'ufficiali, e ciò pel Comune di Venezia.

6. Andranno a sconto dei 1000 uomini:

a) La Compagnia dei bersaglieri civici già mobilitata;

b) Tutti quegli addetti alla Guardia civica dai 18 ai 55 anni, che si presentassero volontari a questo servizio di mobilitazione per la difesa della patria.

7. A compiere il numero di 1000 uomini, la mobilitazione è obbligatoria per la sola prima classe, di cui parla l'articolo 167 del Regolamento organico, cioè per gl'individui tutti della Guardia attiva e della riserva, i quali, nel giorno da cui è datato il presente decreto, sono fra i 20 ed i 30 anni compiuti.

8. Sono eccettuati gli ufficiali e i sergenti maggiori delle compagnie, come pure i componenti gli stati maggiori di legione o battaglione.

9. Le guardie civiche soggette alla mobilitazione obbligatoria come all'art. 7, sono distinte in sette liste per l'effetto che non siano chiamate le guardie della lista posteriore, se non nel caso in cui l'antérieure fosse esaurita.

10. Queste liste comprendono:

1. I celibi, o vedovi senza figli.

2. I maritati senza figli.

3. I maritati con meno di tre figli.

4. I figli unici di padre vivente.

5. I maritati con tre figli o più.

6. I figli unici di madre vedova.

7. I vedovi con figli.

Fra le guardie che si trovano nella medesima lista, se il numero eccede il bisogno, la sorte decide.

11. Per verificare le circostanze di famiglia, e per giudicare sommariamente dei difetti fisici o malattie allegate per farsi esentare dalla mobilitazione, viene istituita per ogni legione una Commissione a cura del Comando generale.

12. Le quattro Commissioni si uniscono sotto la presidenza del generale in capo per fissare le norme da adottarsi in tali giudizi, e ciò indipendentemente dalle norme che sono state fin qui adottate e pubblicate.

13. Chi è chiamato a far parte della Guardia civica mobilitata, può farsi rimpiazzare da un sostituto che sia guardia civica dai 18 ai 45 anni, purchè però lo presenti subito, e purchè tal sostituzione sia accettata dalla Commissione di legione. In caso di diserzione del supplente, il supplito deve mobilitarsi personalmente, o sostituire altra persona sotto le medesime condizioni.

L'aversi fatto rimpiazzare nel servizio della guardia mobilitata non dispensa dal servizio ordinario della guardia civica stazionaria.

14. Le guardie civiche mobilizzate, che non fanno parte della Compagnia dei bersaglieri, sono divise ed organizzate in 8 compagnie.

Quattro compagnie formano un battaglione.

I due battaglioni formano una mezza legione, comandata da un tenentecolonello.

15. Le nomine dei graduati di compagnia si fanno secondo il Regolamento organico. Quelle per i componenti gli stati maggiori si fanno egualmente, ma non sono definitive; sulla terna così formata, la scelta è riservata al Comando in capo delle truppe.

16. Si può far cadere la scelta sopra gli ufficiali ora in attività nella Guardia civica stazionaria. Se questi sono fra i 20 ed i 30 anni, devono accettare; altrimenti hanno libertà di accettazione o rifiuto.

17. Organizzata così la Guardia civica mobilizzata, vien posta sotto gli ordini del Comando in capo delle truppe, in conformità all'art. 170 del Regolamento organico; è soggetta alle regole e discipline militari, e fruisce di tutti i vantaggi, diritti ed onori delle truppe.

18. Essa riceve il soldo e le somministrazioni in natura come i soldati dell'esercito, dal giorno in cui è posta in attività, e fino a che dura la mobilizzazione, sebbene rimanga nel proprio comune.

19. Le due Compagnie di artiglieri, scemate di quelle Guardie che saranno mobilizzate in forza di questo decreto, sono però conservate con le solite loro attribuzioni. Gli artiglieri soggetti alla mobilizzazione seguono la legione del loro domicilio.

20. Cessa d'aver vigore il decreto governativo 17 agosto 1848, n.º 186, e le presenti disposizioni dureranno sino al termine dell'attuale stato d'assedio.

21. Nel breve intervallo che occorrerà perchè la presente legge sia posta in vigore, la Guardia civica continuerà a prestarsi con l'usata premura in aiuto dell'esercito, ogni qualvolta la difesa della patria contro il nemico lo chiegga.

22. Il Governo provvisorio è incaricato dell'esecuzione del presente decreto. »

Il *presidente*: Secondo l'art. 34 del Regolamento, domando all'Assemblea di fissare il tempo della discussione.

Molte voci: Subito, subito.

Il *presidente*: Metto ai voti di far subito la discussione.

L'Assemblea adotta che debba tosto seguire la discussione.

Il *presidente*: Secondo il Regolamento, chieggo ora all'Assemblea se vuole che la discussione segua in adunanza segreta, come propongono cinque rappresentanti.

Per alzata e seduta, è decisa la pubblicità della discussione.

Il *presidente*: La discussione è aperta sulla proposta Varè. Il rappresentante De Giorgi ha la parola.

Il *rappresentante de Giorgi*: La Commissione, nel suo rapporto, per quanto ho potuto rilevare da una sola lettura, si è fatta carico di esaminare tutti gl'inconvenienti, che presenta così l'ammissione, come la reiezione della proposta. Io credo, per altro, che la questione debba essere riguardata da un punto di vista un po' più elevato, che non sia quello di esaminare gl'inconvenienti, ch'essa può importare.

Il Regolamento organico della Guardia civica, all'articolo 1. dice:

« Suo scopo è di vegliare al mantenimento dell'ordine, della tranquillità e sicurezza pubblica — di procacciare l'obbedienza alle leggi. »

Oltre questo scopo principale ne accenna un ultimo, di coadiuvare all'uopo coll'armata per la conservazione dell'integrità del territorio dello stato.

Il Titolo II della legge stessa, che tratta della mobilizzazione, dice:

« In tempo di guerra ed ogni qualvolta la Guardia civica dovrà essere mobilizzata, saranno osservate le seguenti norme:

« I. Saranno chiamati a formar parte della Guardia mobile tutti gl'individui della Guardia civica attiva e della riserva compresa fra gli anni 20 e gli anni 40 compiuti.

« II. Questi saranno divisi in due classi. Nella prima saranno compresi quelli dai 20 anni compiuti fino ai 30.

« Nella seconda quelli da 30 ai 40. »

L'articolo 170 dice:

« Allorquando la Guardia civica è mobilizzata ed unita all'esercito, è subordinata al ministero della guerra, ed è soggetta alle regole e discipline militari; in tal caso fruisce di tutti i vantaggi, diritti ed onori delle truppe. »

L'articolo 172 dice:

« La Guardia civica non può essere mobilizzata che in forza di una legge del Governo, e solo per un tempo determinato. »

Questa è la legge sussistente, che non fu abrogata, che fu anzi ammessa in pratica col decreto 17 agosto dell'anno passato.

Se dunque è necessario mobilizzare la Guardia civica, senza dire che questa mobilizzazione è già in corso e che non si tratterebbe d'altro che di aumentare il numero, se fa bisogno, di guardie mobilizzate, pare che la regola naturale da seguire, se si vuole osservare la legge, sia quella di richiamare il Governo all'esatta esecuzione della legge, tale quale è fatta.

Ma osservo che, in altri casi, la istituzione della Guardia civica ha uno scopo principalissimo, quello cioè di mantenere la tranquillità, la sicurezza e l'ordine interno. Per questo suo scopo principale essa diventa il mezzo del quale dispone il potere esecutivo per adempiere l'incarico affidatogli.

Noi siamo in condizioni eccezionali riguardo alla forma di governo. Noi abbiamo un potere civile ed un potere militare.

Quando la Guardia civica è mobilizzata, ne spetta il comando immediato all'autorità militare. Siccome poi quest'autorità militare non è un ministero che faccia parte del Governo, ma è un'autorità a pieni poteri, la Guardia civica viene interamente sottratta al suo potere naturale, è deviata dallo scopo primo, a cui si fa allusione

Alcune voci: Una parte soltanto.

Il rappresentante *De Giorgi*: Una parte certamente, ma la parte migliore, la parte vitale della Guardia civica. (*Rumori.*)

Signori, ho la coscienza di dire cose ragionevoli. Starà all'Assemblea pesarle, e dare il suo voto secondo coscienza.

Quando il Governo mobilizza una parte della Guardia civica, se vi fosse bisogno, la richiamerebbe ad adempiere il suo fine principale. Se togliamo questo al Governo, come lo terremo responsabile del mantenimento dell'ordine? quando gli manca parte dei mezzi, o tutti i mezzi di cui può disporre? Io credo che questa sia una considerazione che non ci debba sfuggire, perchè si tratta, niente meno, di distruggere la natura essenziale della Guardia civica, cioè non per la mobilizzazione in

sè stessa, ma per il modo della mobilitazione. Non mi oppongo che sia mobilitata la Guardia civica in maggior numero, ma mi oppongo al modo ch'è ora proposto.

Io vorrei invece che si richiamasse il Governo a seguire esattamente il Regolamento della Guardia civica, con escludere qualunque determinazione esecutiva dell'Assemblea.

Bisogna ricordarsi che tutte le Assemblee sono corpi deliberativi o legislativi, ma non esecutivi; l'esecuzione suppone la conoscenza di molti fatti minuti, suppone la conoscenza della pratica generale degli affari. Se noi vogliamo far diventare l'Assemblea da legislativa, esecutiva, mi pare che noi falsiamo lo scopo.

Credo d'altra parte, che non ci sia nessun inconveniente nell'aumentare il numero della Guardia civica mobilitata senza toccar per nulla la legge. Però, nel progetto di legge della Commissione, è ben detto che si abroga il decreto del 17 agosto, ma in fatto si abroga tutta la istituzione della Guardia civica, perchè, se questa fosse chiamata ad un servizio interno, ci vorrà un altro potere a chiamarvela. Dunque è sottratta affatto al primitivo potere, il quale sarebbe nella impossibilità di eseguire gli atti, di cui assume la responsabilità.

Propongo sia richiamato il Governo ad eseguire la legge del Regolamento della Guardia civica, specialmente l'articolo 11., e che non si faccia luogo a determinazione speciale sul modo della mobilitazione.

Il *representante Varè*: Io devo cominciare dal combattere le prime parole dell'onorevole preopinante, nelle quali mi pare che gli sia sfuggito un errore grandissimo sulla istituzione della Guardia civica.

Non è vero che l'art. 1. del Regolamento organico faccia distinzione fra doveri principali e doveri accessori, o secondarii, com'egli ha detto, della Guardia civica.

L'articolo è concepito nei seguenti termini:

« La Guardia civica è istituzione dello stato. Suo scopo è di vegliare al mantenimento dell'ordine, della tranquillità e sicurezza pubblica — di procacciare l'obbedienza alle leggi — di coadiuvare all'uopo con l'armata, per la conservazione della indipendenza ed integrità del territorio dello stato. »

L'art. 1. non fa distinzione; mette tutti questi doveri nella stessa linea; ed io crederei che fosse non solo erroneo, ma assurdo, il credere che il coadiuvare alla conservazione dell'indipendenza e dell'integrità dello stato fosse cosa secondaria, od accessoria.

Se questo si dee dire in generale di tutte le Guardie civiche, io credo lo si debba dire più specialmente della nostra, poichè siamo in una città in cui l'affare della indipendenza e della integrità del territorio dello stato è l'affare principale non solo della Guardia civica, ma di ogni cittadino che vi appartenga o no per la sua età; e diremo meglio è l'unico affare che in oggi abbiamo. Anche la tranquillità interna e l'obbedienza alle leggi in questo momento sono necessarie specialmente come mezzi a conservare l'indipendenza e l'integrità dello stato. La Guardia civica ha tutti e due questi doveri; si tratta di farglieli eseguire tutti e due.

Secondo il preopinante, si tratterebbe di sottrarre la Guardia civica da uno di questi doveri, e dedicarla ad un altro.

Faccio osservare che nel progetto di legge, ch'è stato presentato, si tratta di mobilitare mille uomini sopra la Guardia civica attiva e sulla riserva. Noi abbiamo, secondo i quadri che ci furono comunicati dal Comando generale della Guardia civica, 5500 guardie civiche attive, e qualche cosa di più di 3000 di riserva: dunque si tratterebbe, calcolati anche gli ammalati ed i morti, di mobilitare tutto al più l'ottava parte della Guardia civica; bene inteso che di questa ottava parte, una frazione considerevole era già finora mobilitata, parte alla Strada ferrata, parte al Lido. Non si tratta dunque di sottrarre tutta la Guardia civica, ma la ottava parte, ad uno degli accennati doveri, lasciando gli altri sette ottavi affatto liberi dalle cure della difesa esterna, per dedicarsi unicamente a quella della interna sicurezza.

Quanto alla questione costituzionale che ha posto in campo il preopinante: che tocchi, cioè, al Governo e non a noi di dare le disposizioni opportune per la mobilitazione, osservo, prima che noi non abbiamo ancora nessuna legge che limiti il potere dell'Assemblea; in secondo luogo che l'Assemblea ha riservato a sè espressamente, nel decreto stesso con cui fu istituito il Governo, il potere legislativo; e che anzi pel caso in cui, per urgenza, il Governo dovesse far una legge, gli fu collo stesso decreto ingiunto l'obbligo di presentarla per la sanzione all'Assemblea.

Ora l'articolo 169 del Regolamento della Guardia civica dice quanto segue:

« Un'apposita legge determinerà l'organizzazione della Guardia civica mobilitata, la quale deve concorrere alla difesa dello stato anche contro i nemici esterni, ma non può essere impiegata fuori del territorio. »

Qui si tratta, è vero, di Governo, ma noi non abbiamo un Governo che possa far leggi, abbiamo invece due volte la parola *legge*. E per ciò io credo che tocchi assolutamente all'Assemblea il provvedere in questo caso; e, se anche potesse sorgere qualche dubbio sopra ciò, il dubbio si deve interpretare a favore dell'opinione di chi vuole che l'appello sia fatto al popolo dalla sua stessa rappresentanza, invece che ne sia lasciata la responsabilità al solo Governo.

Perciò insisto che si continui nella discussione sui principii e sulle disposizioni del progetto di legge dalla Commissione proposto.

Il *rappresentante Tommaseo (legge)*: Tutti s'accordano del dover colla Guardia civica accrescere le forze della milizia regolare: si dissente del modo. Altri vorrebbero fornire ogni otto o quindici giorni ottocento civici, e così alla lor volta mandare tutti che partecipino al disagio, all'ammaestramento, al merito e all'onore del pericolo, senza che sieno stabilmente tolti alle abitudini antiche, senza che sia punto mutato l'ordinamento della Guardia cittadina. La Commissione militare risponde che a lei fanno di bisogno milizie regolarmente disciplinabili, pronte sull'atto, sempre le medesime, che conoscano i capi e sieno conosciute per guisa da stringere quella mutua fiducia senza cui non s'ottiene vittoria, e non si comincia nemmeno battaglia onorata: dice che i civici, scambiandosi ogni

tanti giorni, avrebbero tutti il disagio e il pericolo del servizio militare senza che ne acquisti nessuno l'esperienza ed ottenga l'effetto: dice che ogni tanti di l'esercizio dovendo ricominciare di nuovo, la fatica e ai militi e ai capi tornerebbe più grave, l'esito di tanti sforzi più incerto: dice, che se per que' molti languori che pigliano la milizia non regolata guerrescamente, il numero stabilito de' civici chiamati scemasse, nè all'autorità militare reggerebbe il cuore, nè ai comandanti della civica stessa le inveterate abitudini permetterebbero dare esempi d'inesorabile severità: dice che i civici sempre tenuti nella terza linea, cioè vicini al possibile delle case loro, sarebbero riguardati con ancor maggiore riserbo di prima; se non che grandemente importava all'onore della civica stessa che parte di lei s'abituasse alla disciplina per modo da potere dalla città allontanare gli estremi pericoli. Or se uomini dell'arte, uomini che hanno assunto il grave incarico della guerra, affermano asseverantemente richiedersi di necessità un migliaio di militi ancora, e in tal forma richiedersi, non in altra, eglino lasciano sulle coscienze nostre peso sì forte che nol potrebbe alleggerire nessuna delle ragioni addotte al rifiuto.

Oppongono alcuni, e uomini certamente autorevoli, che per tal modo si viene a scomporre (perdonatemi se io non adopro la parola *disorganizzare* e altre simili: le conosco anch'io, quantunque inesperto, le conosco pur troppo, ma a bello studio le evito) si viene a scomporre la Civica. A questo altri, e autorevoli, rispondono che lo scompiglio non sarà tanto profondo che un assalto nemico non respinto, non abbia ad apportarne di troppo maggiori; rispondono, che, potendo rimanere a ciascuna compagnia i suoi uffiziali, l'ossatura, se così posso dire, rimane intatta: rispondono che la Civica non è di presente in tanto impareggiabile modo ordinata che non si possa appunto approfittare di questo rinnovellamento per ordinarla viemmeglio, per logliere le esenzioni scandalose, alle quali fa luogo la lettera male interpretata della legge, alle quali fa luogo la lista delle cinquantasette malattie, messe in luce dal cittadino Mengaldo per liberare la Guardia in città dalla soma di servigi che inutilmente la stancano, e la svoglierebbero dai più rilevanti se fosse in lei men perseverante lo zelo; per imporre ai trasgressori severo il gastigo, per vietare i cambi nell'interno servigio, per ammettere all'onore ed al peso di quello tanti di coloro che nella così detta riserva non hanno mai aiutato d'opera o d'offerta la patria; per meno occupare essa Guardia nella scrittura e lettura e registratura di carte che in ciascuna legione, in men di mezz'anno, montano (orribile a dirsi!) a più e più migliaia.

S'altri opponesse che i Civici sono male atti all'uso a cui vengon ora richiesti, risponderei che la Commissione militare non li chiederebbe se tali non li credesse e in breve non isperasse renderli sempre più validi e all'interna difesa e all'esterna. Che s'altri vaticinasse che male risponderanno alla speranza; io direi: non li calunniamo innanzi il cimento de' fatti: proviamoli. E rammentiamo che agli svogliati riman come scampo l'agevolezza de' cambi. S'altri temesse che i mille se ne portino via il fiore della milizia cittadina, direi che cotesto sarebbe giudicare troppo severamente le parecchie migliaia restanti; che queste può l'emulazione spronare ad esercitarsi e agguerrirsi; che i mille non sono

perduti alla città, perchè dalla terza linea potrebbero accorrere pronti là dove il pericolo della patria chiamasse. E s' altri immagina trambusti e pericoli estremi dentro nella città; estremi tanto che le migliaia dei Civici rimanenti non li possano dileguare, non li possano dileguare, gli ottocento gendarmi che son gente animosa, non li possa dileguare l' autorità del Governo e dell' Assemblea e de' probi cittadini ai quali non mancherebbe l' animo di affrontare per l' onore patrio ogni cimento; se fossimo a tale, allora io direi che nè i mille di soprappiù basterebbero ad allontanare da noi la vergognosa ruina. All' incontro, i mille agguerriti, e vicini, e tuttavia cittadini nell' anima (chè il cenno militare non perverrebbe di certo a disnaturarli) que' mille sarebbero a ciò più valenti che mai.

La difficoltà più forte è nel tempo che richiedesi a mettere insieme codesto migliaio: ma il buon volere potrà abbreviarlo; ed intanto la Civica presterà alle milizie, come prima, e più se bisognasse, il suo braccio. Qualunque sia il tempo, bisogna mettersi all' opera; qualunque sia l' esito, fatta ormai la proposta, non si può rigettarla: nè l' Assemblea può col rifiuto (ogni differente proposta suonerebbe rifiuto) chiamare il biasimo sopra sè, nè può senza prova disonorare il paese disperando di lui. E sarebbe un disperar del paese il volere che mille uomini posti sull' orlo della laguna, anzichè dispersi lungo i canali interni, non solamente aggravassero, ma inducessero pericolo nella città. Venezia non ci ha dato il diritto di diffidare di lei. Quand' io, nel dicembre del quarantasette, entrai mallevadore all' Italia del risorgere di questo popolo privilegiato, non osavo io stesso sperare ch' egli soddisfarebbe al mio ed al suo debito con tanta ricchezza d' usura. E dopo le prove de' diciassette e seguenti del marzo; dopo il novello risuscitare dell' undici dell' agosto; dopo la crociata di Palma, e la sortita di Mestre, alla quale i Civici supplicavano prender parte; dopo il saggio ch' e' diedero dell' animo loro a Marghera; dopo la rara costanza, con cui la legione de' Bandiera e Moro ha espugnato gli ostacoli opposti, se non dall' altrui volere, da' casi; dopo la recente proferta d' una compagnia d' artiglieri civici d' ire a San Secondo e sul Ponte; io non so con qual fronte si possa dir loro: Voi siete incapaci, voi siete indegni di difendere la patria vostra sotto le leggi della militar disciplina, ovvero: mille soli di voi possono salvare la Guardia e la città dalla morte.

Io non so qual sia maggiore pericolo, se lo scontento di pochi ai quali il nuovo stato pesasse, o lo scontento de' più generosi che contro l' Assemblea s' indegnerebbero dell' immeritata diffidenza, e direbbero: I nemici ne' giornali e nelle relazioni loro lodano il valor nostro, voi lo negate con solenne decreto. — Non so quale de' due pericoli sia il più grave; ben so qual sia il meno onorato.

Scusate se io alla vostra generosità, cittadini, fo torto, fermandomi tanto a lungo su questi dolorosi pensieri. Crediamo alla dignità de' fratelli nostri, e credendo esaltiamola. Che si chiede alla fine da loro? Che nella terza linea difendano il suolo ove nacquero e i monumenti degli avi loro, essi, che promisero con voi di resistere ad ogni costo; li difendano al modo che ai capi della milizia solo pare efficace. L' As-

sembra non può mutare la questione, ormai posta così. Altri lo faccia se vuole, non voi. Cittadini, il destino di Venezia è nelle mani di Dio, l'onore suo nelle vostre. (*Applausi.*)

Il rappresentante Pincherle: L'onorevole rappresentante Tommaseo accennava che resta alla difesa dell'ordine interno il corpo della gendarmeria. Vorrei sapere dalla Commissione, che si è occupata del rapporto letto quest'oggi, se s'intenda con ciò sottrarre alla gendarmeria l'onore che merita. La gendarmeria ha dato tali prove di sé, ch'io non saprei chi potesse desiderare affidata la nostra difesa a 1000 guardie civiche più che ad 800 gendarmi.

Il rappresentante A. Benvenuti: Io non so che alcuno della Commissione militare abbia asserato che i gendarmi resterebbero a custodia del paese; credo in quella vece che il maggior numero sarebbe adoperato alla difesa del paese, ove questo ne avesse d'uopo.

Il rappresentante Tommaseo: Io non intendo, a vero dire, il senso della interrogazione del collega Pincherle, perchè, comprendendo in una tutte le forze che vegliano all'interno ordine ed all'esterno, non potevo dimenticare quella della gendarmeria, che meritava special menzione.

Il rappresentante Pincherle: Mi pare che avesse detto che restava per l'ordine interno la gendarmeria; se è stato uno sbaglio d'intelligenza, non ho più nulla a ridire.

Il presidente: Se nessun altro domanda la parola, la discussione generale è chiusa, e si passerà a discutere i singoli articoli della legge, dopo fattane un'altra volta lettura.

Si legge il preambolo, ch'è ammesso; poi si legge l'articolo 1.^o, sul quale il rappresentante Rensovich domanda la parola.

Il rappresentante Rensovich: La Commissione incaricata del rapporto sulla proposta Varè, si è ragionevolmente posta in mezzo all'esame di due punti interessanti, quello della difesa contro il nemico esterno e quello di difesa in caso di movimenti interni, ed ingegnosamente ha provveduto all'uno e all'altro di questi due punti: per la difesa esterna si è proposto che la truppa si aumenti di 1000 uomini tolti dalla Guardia civica; ma questi uomini tolti dalla Guardia civica, la Commissione ha creduto necessario che sieno possibilmente rimpiazzati, e col primo articolo stabilì che sieno tolte tutte le esenzioni. Lo spirito adunque della Commissione è, se non in tutto, almeno in parte, di supplire a quel vuoto che resta in seguito alla mobilitazione; ma quando si tratta di Guardia civica, quando si tratta di soldati, quando si tratta d'uomini che devono difendere, non basta parlare d'uomini, bisogna parlare d'armi. Nella lettura di tutto intero il progetto di legge, non ho mai sentito parlare di armi.

Dirò dunque che, una volta che sia stabilito di annullare ogni esenzione, quegli individui, che prima non formavano parte della Guardia civica, entreranno a farne parte. Se non si provvedessero d'arme, sarebbero uomini inutili. Nella Commissione militare vi fu chi fece espressamente la dichiarazione che i mille uomini da mobilitarsi, se non in tutto, nella massima parte saranno provveduti d'arme, per conto e dietro incarico della Commissione militare; di modo che alla Guardia civica resterà il numero d'arme che avea prima, e possibilmente, se non in

tutto, in parte almeno, quel numero d'individui armati com'erano prima. Credo che questa sia una osservazione necessaria, perchè, se non avessi avuto questa cognizione, avrei io stesso domandato come si provvedea alle armi, perchè è inutile l'acrescere il numero degli uomini se non vi sono le armi.

Il *presidente*: Avrei a domandare se ella propone qualche emenda.

Il *rappresentante Kensovich*: Io non propongo emende; solamente intendo comunicare all'Assemblea che la Commissione militare ha già dichiarato che, se non in tutto, almeno in parte, provvederà d'arme i mille uomini.

Si sospende di votare sull'articolo 1. sopra domanda del rappresentante Minotto, che dee fare alcune osservazioni sull'articolo 2.

Il *rappresentante Minotto*: L'articolo 1. suppone che sieno rivate tutte le esenzioni, e sono pienamente convinto della giustizia di questa misura perchè tutti sappiamo che s'è fatta molta facilità d'accordare esenzioni. L'articolo 2. stabilisce che restino fisse soltanto le esenzioni contemplate nei §§ 12 e 13 del Regolamento organico della Guardia civica; mi pare che quelle non bastino: che ci sieno casi eccezionali, in cui occorrono esenzioni, però da accordarsi con qualche rigore.

Io sono pienamente convinto che sia un abuso riprovevolissimo quello della facilità delle esenzioni, le quali portano l'effetto di aggravare un certo numero di cittadini a vantaggio di alcuni altri. D'altra parte però, io credo che possa essere pericoloso lo stabilire una massima così assoluta nelle regole delle esenzioni. Io credo che vi possano essere alcuni casi, nei quali sia indispensabile di esentare un individuo.

Se l'Assemblea approvasse l'articolo 1., non si potrebbe esentare alcun individuo, il quale non avesse le caratteristiche indicate dai §§ 12 e 13 del Regolamento organico, senza mancare alla legge. Io credo necessario che quando una legge v'è, debba essere rigorosamente osservata; e per questo proporrei che non si togliesse affatto la facoltà di accordare in alcuni casi eccezionali, e quando un individuo può altrimenti prestare importanti servigi alla patria, l'esenzione.

In questo senso io domanderei che la Commissione riformasse l'articolo 2.

Il *rappresentante Varè*: Osservo che coll'articolo 2. del progetto di legge, oggi proposto, non si fa che ripetere quello che si è detto nel Regolamento organico, fatto quattordici mesi fa.

Se il rappresentante Minotto crede pericolosa questa restrizione, osservo ch'è un pericolo che abbiamo da quattordici mesi e che potrebbe continuare anche adesso. Noi abbiamo proposto oggi una legge, che si riferisce espressamente alla Guardia civica mobilizzata; abbiamo solamente voluto premettere quei due articoli per eseguire l'articolo 173 del Regolamento organico, il quale dice:

« Quando avviene la mobilizzazione della Guardia civica, tutti gli altri individui appartenenti a qualsiasi lista della Guardia stessa, che restano nelle città e nei comuni, sono indistintamente obbligati a prestare il servizio della Guardia civica stazionaria. »

Dunque, quando si sottrae una parte della Guardia civica da uno

de' suoi principali doveri, per destinarla ad un altro, si vuole che tutte le rimanenti guardie civiche sieno particolarmente destinate all'altro dovere. Noi dunque non abbiamo fatto che seguire scrupolosamente l'articolo 173 del Regolamento organico.

Il pericolo, accennato dal rappresentante Minotto, che cioè, vi sieno dei doveri verso la società, verso il paese, i quali impediscano ad alcuno di poter fare la guardia civica, potrà questo consigliare la persona a domandare un permesso d'esenzione, di cui il Regolamento organico parla in articoli affatto separati, ma non a domandare come diritto l'esenzione dal servizio, o la non ammissione nella Guardia, com'è indicato nei due articoli, di cui oggi ci occupiamo. Noi non ci occupiamo di permessi; facciamo sapere che intendiamo che tutte le guardie civiche prestino servizio, ma non vogliamo con una legge assolutamente impedire che non ci sieno casi, in cui non si possa dal capo della Guardia civica accordare permessi.

Il rappresentante B. Benvenuti: Il rappresentante Varè mi ha in gran parte prevenuto; ma nella sua risposta fece nascere un'altra difficoltà. Parlando prima di ciò che ha detto il rappresentante Minotto, io dico che conviene evitare con tutto il rigore tutto ciò che può lasciare degli arbitrii. La legge deve essere chiara, precisa. Se si stabilisce una massima, la quale possa essere interpretata in un modo o in un altro, si avranno delle ingiustizie, e le ingiustizie ingenerano i mali umori.

Se egli crede che sia necessario di fare qualche altra modificazione, la concreti, e la concreti in modo che possa diventare legge, senza che sieno lasciati arbitrii a chicchessia. Quindi tutti quelli, che devono essere esenti, siano tassativamente contemplati dalla legge.

Il rappresentante Varè, per escludere in qualche modo il pericolo dell'arbitrio, dice che quelli, che si trovassero in condizioni eccezionali, potrebbero ottenere congedi a termini del Regolamento organico. Io credo che sia un errore.

Il Regolamento organico contempla congedi per le guardie ordinarie; quando sono mobilitate sono soggette alle leggi militari: i congedi non possono più essere accordati in base al Regolamento organico, ma in base alle leggi militari.

Il rappresentante Minotto: Il rappresentante Varè rispose che la Commissione non ha fatto se non che riprodurre la legge del Regolamento organico; ma appunto perchè, colla legge del Regolamento organico, vediamo sussistere dei disordini, desideravo che qui non fosse applicata. Il rappresentante Benvenuti poi osservò che non bisogna lasciar adito all'arbitrio. Non bisogna però dimenticare che, quando le leggi sono troppo severe, finiscono appunto col cadere nella inesecuzione; perchè, quand'anche si sia voluto assolutamente proibire qualunque esenzione, nasce il caso di esenzioni indispensabili, ed allora, qualunque ne sia il motivo, è però sempre trasgredita la legge. L'esempio facilita le trasgressioni ulteriori, e con esse si va tant'oltre che la legge non rimane più che di parole.

Quanto a me, credo più utile che un qualche arbitrio sia lasciato, sempre però limitatissimo, e dedotto da regole fisse e con tutta la

conveniente misura; e conchiudo osservando che il rappresentante Benvenuti, nel rispondere al rappresentante Varè, a parer mio confuse i congedi della Guardia civica stazionaria con quelli della mobilitata, dei quali ultimi il rappresentante Varè non parlava.

Questi congedi sarebbero, secondo me, l'unico rimedio, che si potrebbe adottare; dacchè tutti accorderanno che ci sono degli individui, il cui genere d'ufficio è tale che il torueli porterebbe grave danno, non solo a loro, ma alla cosa pubblica.

Ecco l'aggiunta all'articolo 2. ch'io propongo:

« Presentandosi alcuni casi di assoluta necessità di esenzione, non contemplati dai §§ 12 e 13 del Regolamento organico 20 maggio 1848, le Commissioni di legione, di cui parla l'articolo 4., potranno accordare la esenzione, semprechè concorrano ad unanimità in questo parere i componenti di esse. »

L'aggiunta non è adottata.

Chiusa per tal modo la discussione dei due primi articoli, son posti a' voti ed approvati.

Sono pure approvati, senza discussione gli art. 3., 4., 5., 6. e 7.

Il *presidente*: Ora fo lettura dell'articolo 8. e dei due articoli 15. e 16. che si connettono e rischiarano l'8. Per l'articolo 16. è detto che la scelta degli ufficiali per la guardia mobilitata può cadere sopra gli ufficiali della Guardia civica stazionaria; e che, se sono tra i 20 ed i 30 anni, devono accettare, altrimenti hanno la libertà del rifiuto. Questo articolo è posto per lasciare intatta la organizzazione, cioè per lasciare sotto gli attuali lor capi i rimanenti sett'ottavi della Guardia civica.

Il *rappresentante Carlo Ruffini* propone che sia assolutamente cancellato dalla legge l'articolo in discussione, sembrandogli lesivo di quei riguardi di giustizia, che, massime in un corpo com'è quello della Guardia civica, non si possono sorpassare.

Accenna poi all'inutilità della disposizione, presentando alcuni dati statistici sul corpo dei graduati della Guardia, donde emergerebbe che pochissimi tra loro non passerebbero gli anni 30, per esempio, nella 4. legione soli otto.

Il *presidente*; Il rappresentante C. Ruffini propone come emenda che sia tolto dalla legge l'articolo 8., mantenendo sempre gli articoli 15. e 16. Se nessuno domanda la parola, passeremo a' voti.

Il *rappresentante A. Benvenuti*: Per consigliare una tale emenda, ci vorrebbe l'appoggio di valide ragioni.

Non senza gravi considerazioni, la Commissione è venuta a stabilire questo principio; e ciò fu precisamente per impedire quelle difficoltà di servizio, che naturalmente accadrebbero nella Guardia civica, ove di subito venissero tolti molti ufficiali. Che se non si trova in questo caso la legione, citata dal rappresentante Ruffini, lo sono altre legioni. Ed ammesso anche che ciò non fosse, c'è poi un altro articolo, il quale dice che le guardie mobilitate potranno scegliere quegli ufficiali che sono nella civica stanziata, e questi dovranno accettare, se sono nei termini della mobilitazione.

A nulla si provvede togliendo quell'articolo, ed invece, anche non volendo, si produce danno.

Il rappresentante G. B. Ruffini: I fatti addotti in appoggio all'emenda ora proposta, basterebbero, a mio credere, a dimostrarne la convenienza. Se il danno, che per le elezioni delle Guardie mobilitate potrebbe venire al corpo degli ufficiali della stazionaria, sarebbe dai fatti stessi provato lievissimo, perchè vogliamo noi adesso introdurre, in confronto di quel corpo, eccezioni odiose? Già troppo fu detto contro quei benemeriti cittadini, i più dei quali prestarono diuturni ed utilissimi servizi.

C'è poi un'altra osservazione. Non è già che le guardie civiche da mobilitare sieno obbligate a scegliere tra i graduati della Civica stanziale i loro ufficiali, ma sì che gli ufficiali pure debbano essere mobilitati come guardie; onore, a cui tutti i cittadini debbono cercar di concorrere, dove si tratti della difesa della patria.

Appoggio dunque l'emenda del mio collega e fratello, affinchè sia tolta questa eccezione da una legge, che dev'essere animata soltanto da spirito patrio.

Il rappresentante B. Benvenuti, qual membro della Commissione, dichiara di accedere alla emenda del Ruffini in vista delle addotte circostanze.

Essendo insorta questione sull'articolo, il *presidente* incarica uno de' segretarii a far l'appello nominale.

L'articolo 8. del progetto di legge è scartato da voti 77, contrarii 12.

Senza discussione, vengono quindi approvati i due articoli susseguenti, che, dietro la cancellazione dell'anteriore, assumono nel progetto i numeri 8. e 9.

Il *presidente* legge l'articolo 10. Dopo varie osservazioni sulla parola *mista*, la Commissione si riunisce e combina la seguente redazione dell'articolo:

« Per verificare le circostanze di famiglia, e per giudicare sommariamente dei difetti fisici o malattie, allegate per farsi esentare dalla mobilitazione, viene istituita per ogni legione una Commissione mista, composta di un medico militare da destinarsi dal Generale in capo delle truppe, di due ufficiali della Guardia civica e di due medici, da destinarsi dal Comando generale della Guardia stessa. »

L'articolo viene così approvato dall'Assemblea.

Sono quindi approvati gli articoli 11., 12., 13., e 14.

Segue la discussione del progetto di legge per la mobilitazione d'una parte della Guardia civica.

Si legge l'art. 15.

Il rappresentante Varè: Si potrebbero dare ufficiali civili, i quali fossero soggetti alla legge di mobilitazione senz'essere stati mobilitati, per appartenere ad alcune delle liste non tocche, per essere stato esaurito il numero di mille colle liste precedenti.

Il rappresentante Carlo Ruffini: Faccio osservare all'Assemblea che lasciando sussistere l'articolo come fu redatto, si lascierebbe supporre che taluno si mobilitasse per la sola ragione di essere stato nominato ufficiale. Io comprendo benissimo che ai gradi vanno congiunti i pesi relativi, ma non potrei non disapprovare quell'ufficiale stazionario, che

si mobilitasse per l'effetto di una nomina. Anche i graduati colpiti dalla legge di mobilitazione devono iscriversi come semplici, e le cariche devono restare nel corpo mobilitato.

Il rappresentante A. Benvenuti: Desidero rettificare un'idea: se si trova che sia nobile l'abbandonare il posto d'ufficiale per entrare nella mobilitazione, credo che non sarà trovato ignobile che uno, il quale ne fosse esentato per diritto che gli dà la legge, accettasse la mobilitazione, se per caso gli fosse dato un grado.

Il rappresentante Varè: Col sistema ora proposto, tutti, guardie semplici, sottufficiali ed ufficiali, tutti sono soggetti alla legge di mobilitazione; ciascuno secondo la lista a cui appartiene. Tutti entrano come semplici guardie nel corpo mobilitato.

Entrati come semplici guardie nel corpo mobilitato, scelgono l'ufficiale, possono sceglierlo fra di loro, e possono, se credono più adatto a condurli al fuoco contro il nemico uno di quegli ufficiali che, per appartenere a liste non ancora tocche, non sono stati mobilitati, portare il loro libero voto sopra questa persona. Allora questa, sebbene appartenesse a liste non tocche dalla mobilitazione, sebbene potesse per la legge generale restarsene a casa, deve mobilitarsi per questo solo motivo che è ufficiale, e chiamato a sostenere quest'ufficio nel corpo mobilitato dal libero voto de' suoi concittadini. È un dovere di più che si dà agli ufficiali.

Il rappresentante Pincherle: L'articolo, come fu proposto, non impone l'obbligo che a quegli ufficiali che fossero in età da' 20 a' 30 anni, ed allora gli ufficiali debbono essere iscritti come soldati; e se non appartengono alla mobilitazione, per questo solo fatto che erano ufficiali, debbono accettare dopo.

Il rappresentante B. Benvenuti: Convien intenderci bene. Si tratta di dare un obbligo di più a chi copre gradi nella Guardia civica; un ufficiale attuale della Guardia civica, che non abbia 30 anni compiuti, è soggetto alla legge di mobilitazione, ma per una ragione o per l'altra; per diritto, se non fosse compreso tra' mobilitati, egli dunque avrebbe diritto, se lo si parificasse a tutti gli altri, di non formar parte della mobilitazione. Noi diciamo: se i mobilitati credono opportuno di nominare questo ufficiale, egli, quantunque per suo diritto non fosse compreso tra' mobilitati, ciò non ostante, in conseguenza del suo grado, devè accettare. La scelta fatta è un obbligo di più, a questo effetto appunto perchè molti ufficiali possono avere cognizioni speciali che manchino agli altri. Quando i mobilitati credano opportuno valersi delle sue cognizioni, cessa il favore ottenuto in altre condizioni, e solo perchè ufficiale ha un dovere di più, perchè tutti gli ufficiali hanno doveri di più; ciò che appunto non si è mai ricordato.

Il rappresentante Chierighin: Osservo che la Commissione è in contraddizione, perchè prima voleva esentare dalla mobilitazione gli ufficiali della Guardia civica, e poi nello stesso progetto di legge vuole che gli ufficiali sieno obbligati alla mobilitazione anche quando nol sarebbero se fossero semplici guardie. Per me, non veggio perchè un ufficiale della Guardia civica, che per ragioni di famiglia si credette porlo in una

delle seconde classi, debbe aver obblighi di più d'una guardia civica, cui toccò egualmente la stessa classe. L'essere ufficiale certo non è colpa; e forse è merito, onde ogni buona ragione osta al principio abbracciato dalla Commissione.

Il rappresentante Varè: Alle domande del rappresentante Chiereghin mi pare abbia già precedentemente risposto il rappresentante Benvenuti: credo per altro dover aggiungere che la Commissione credette che nella mobilitazione non dovea guardare al comodo di nessuno dei cittadini mobilizzati, ma solamente al buon servizio e all'interesse della patria ed è pel buon servizio e per l'interesse pella patria che gli ufficiali sieno quanto più è possibile istruiti e più accetti al corpo che devono comandare. È perciò che, volendo la capacità e la persona aggradite dal corpo, la Commissione ha creduto che, quando una compagnia di civica mobilizzata porta il suo libero voto fuori di sè medesima e cerca fuori gli ufficiali della Guardia civica, con questo libero voto riconosce in quella persona una speciale idoneità. Allora questo uomo dovrà rinunciare al fortuito vantaggio di essere di una lista non tocca; e, per servire alla patria, rinunzierà a questo vantaggio tutt'affatto accidentale e marcerà cogli altri.

Il rappresentante Pincherle: Se le ragioni del rappresentante Varè fossero ammesse, bisognerebbe almeno estendere l'obbligo non ai soli ufficiali dai 20 ai 30 anni, ma a tutti; e questo la Commissione lo avea proposto. Ma quando si tengono obbligati a fare da militi mobilizzati, devono per conseguenza essere esclusi dall'obbligo di fare da ufficiali.

Il rappresentante Varè: Osservo che il numero degli ufficiali da servire nel corpo mobilizzato, è in proporzione più forte del numero degli ufficiali che restano nella Guardia civica stazionaria. Sopra 900 guardie civiche ci sono 32 ufficiali di compagnia, più lo stato maggiore di due battaglioni, più lo stato maggiore del Comando di mezza legione. Essendo più forte il numero degli ufficiali in confronto del numero delle guardie, tanto più c'interessa che possano essere scelti tra tutte queste capacità che potrebbero essere rimaste indietro. Se anche l'individuo dovrà cedere un suo diritto, il dovere ed il buon ordine saranno meglio osservati. Io credo che questo sia il primo dei riguardi per la così detta giustizia.

Il rappresentante Chiereghin: Vengo ad esporre un altro inconveniente, che deriverebbe dall'ammettere il principio della Commissione.

Le compagnie hanno un numero determinato, che è completo prima che si passi alla nomina delle cariche. Se i militi scegliessero un ufficiale fuori della compagnia, ella diverrebbe irregolare, o si dovrebbe obbligare qualcuno ad uscirne.

Il presidente: Due emende sono proposte. Metterò prima ai voti quella del rappresentante Carlo Ruffini, che più dell'altra si discosta dall'articolo 16. del progetto. Essa è del seguente tenore:

« Nel conferimento de' gradi non si potrà far cadere la scelta che sopra guardie civiche mobilizzate. »

L'emenda è approvata, e diventa l'articolo 15. della legge.

L'articolo 17. del progetto è parimenti approvato, e diventa il 16. della legge.

All'articolo 18. sopra proposta del rappresentante Varè, sono aggiunte le parole: « Nelle riunioni delle truppe e della guardia civica, quest'ultima avrà la precedenza. » L'articolo è approvato e diventa li 17. della legge.

Si passa a discutere l'art. 19. del progetto, ch'è il 18. della legge.

Il rappresentante Carlo Ruffini propone che l'articolo sia eliminato, e le due compagnie di artiglieri conservate integralmente, ed al caso integralmente mobilitate.

Il rappresentante C. Ruffini: Ad appoggio della mia emenda, richiamo l'attenzione dell'Assemblea a queste riflessioni.

Chi s'intende alcun poco delle cose di guerra, sa che, per formare un discreto artigliere, si esigono sette mesi, mentre un eguale fuciliere si forma in un mese. Io non suppongo che i nostri artiglieri civili siano provetti, ma li ritengo discreti, e certamente noi faremmo grave perdita, se togliessimo loro quegli individui che per effetto della mobilitazione sarebbero chiamati a formar parte dei fucilieri.

A ciò aggiungo che la 2. compagnia degli artiglieri ha già domandato di essere mobilitata per servire a S. Secondo.

Io non propongo pegli artiglieri un riguardo speciale che infirmà la generalità della legge, ma il riguardo dovuto alla speciale loro condizione di un corpo già ammaestrato nel maneggio del cannone, e che ha già chiesto di essere mobilitato come sta. Ricorderò all'Assemblea come sien essi gli artiglieri della 2. compagnia, quelli che si batterono a Marghera, il 4 maggio, il 24, il 25 ed il 26; di là ritornarono colla gloria di una sventurata, ma eroica resistenza.

Io invito pertanto l'Assemblea a concorrere nella mia emenda, sembrandomi debito della coscienza il non dividere questa famiglia, il non privarne della gloria i suoi componenti, solo effetto della mobilitazione, d'altronde da essi domandata.

Il presidente: Come presidente, per l'ordine della discussione farò osservare che, negli articoli precedentemente votati, tutta la Guardia civica, comprese le compagnie degli artiglieri, dee concorrere a dare il contingente da mobilitarsi. Non basta eliminare l'art. 19. del progetto, ma è necessario di sostuirne un altro, qualora non si voglia scemare di numero le compagnie di artiglieri.

Il rappresentante Varè: Ci possono essere varii sistemi da adottarsi per gli artiglieri. O si possono considerare come tutte le altre guardie civiche, e quindi tutti quelli che ci sono dai 20 a 30 anni, e che hanno quelle date condizioni o rapporti di famiglia, possono essere chiamati a mobilitarsi come tutti gli altri; e in questo caso entrerebbero a formar parte del contingente di mille uomini come fucilieri. Quando si adottasse questo sistema, al quale, dopo alcune conferenze col Comando in capo della Guardia civica e colla Commissione militare inclinava la Commissione, allora bisognerebbe provvedere alle due compagnie attualmente esistenti, che resterebbero certo diminuite; e la Commissione propone che queste compagnie, quantunque scemate di numero, prestino anche dopo, il servizio di artiglieri, che hanno prestato fin qui.

Si potrebbe seguire un altro sistema, ch'è il seguente. Gli artiglieri

della Guardia civica, quando formano parte di quella compagnia, sono mobilizzati come artiglieri. Da quella compagnia se ne cava una parte, e questa, come compagnia di artiglieri, viene mobilizzata separatamente dalle compagnie dei fucilieri. Allora bisognerebbe provvedere a quell'altra parte di compagnia, che non fosse mobilizzata.

O finalmente si potrebbe dire che gli artiglieri tutti, qualunque fosse il loro stato, saranno mobilizzati, come si fece dei bersaglieri, che furono dichiarati mobilizzati dal Governo provvisorio.

La Commissione inclina al secondo sistema, e questo è formulato nel suo articolo.

Un altro è quello proposto dal rappresentante Ruffini.

Faccio osservare che non si tratta di semplice redazione, ma di sistemi diversi. O si crede che alla Guardia sia più opportuno tenere gli artiglieri come artiglieri e scemare di questo numero il corpo della Guardia civica su cui vengono prese le 900 guardie mobilizzate, o si crede che anche questi debbano formar parte di quel corpo.

C'è una differenza di principii, di sistemi, sui quali bisogna che l'Assemblea si pronuncii.

Il rappresentante *Carlo Ruffini* domanda che si sospenda per poco la discussione sopra l'articolo 19. del progetto, per esaminare nel frattempo il decreto, col quale il Governo ha mobilizzato i bersaglieri civici. L'Assemblea consente.

Il presidente: Allora, sospendendo l'articolo 19., passeremo alla discussione sull'articolo 20. del progetto.

L'articolo è posto ai voti ed ammesso, e così pure sono ammessi gli articoli 21. e 22. del progetto.

Si ripiglia la discussione dell'articolo 19.

Il rappresentante *Carlo Ruffini* propone la seguente redazione:

« Le compagnie di artiglieri civici sono conservate e poste anche esse a disposizione del Comando in capo delle truppe. »

Il rappresentante *Pasqualigo*: Domando se queste due compagnie sieno oltre i mille.

Il rappresentante *C. Ruffini*: Ho detto che la seconda compagnia dell'artiglieria civica domandò di essere mobilizzata, sapendo che già si preparava il decreto di mobilizzazione. Quindi s'intenderà sempre che le compagnie dell'artiglieria saranno un di più.

Il rappresentante *Pincherle*: Bisogna dichiarare schiettamente se s'intenda con quest'articolo di fare una nuova legge di mobilizzazione delle due compagnie; se si vuole comprenderle nella legge attuale, o se si vuole fare una legge a parte.

Il rappresentante *Baldisserotto*: La Commissione militare, in nome della quale io parlo, domandò mille fucilieri. Oltre a ciò domandava che il rimanente dell'artiglieria civica proseguisse il servizio. Ora gli artiglieri vogliono volontariamente mobilizzarsi; questo non reca alterazione alla nostra domanda. A noi occorrono mille fucilieri; se l'Assemblea trova di accordare la domanda degli artiglieri civici, tanto meglio, avremo allora due brave compagnie di artiglieri atti alla difesa del nostro estuario. Tutto questo, però, non influisce sulla nostra domanda di mille fucilieri.

Il rappresentante Pincherle: Si tratta dunque di sapere se si devono mobilitare mille guardie civiche, senza toccare i corpi speciali. Gli articoli che si son già votati stabiliscono la mobilitazione di mille guardie civiche. Se si vuole adesso escludere dalla mobilitazione le due compagnie dell'artiglieria, come già mobilitate, questo è un cambiare la seguita deliberazione.

Il presidente: In ogni caso, prego il rappresentante Ruffini a spiegare chiaramente la propria idea. Non basta dire: le compagnie di artiglieri civici sono conservate e poste a disposizione del Comando in capo delle truppe; bisogna dichiarare se intendonsi mobilitate.

Il rappresentante Ruffini modifica la sua emenda in quest'ultimo senso: « Le compagnie di artiglieri civici sono mobilitate e poste anch'esse a disposizione del Comando in capo delle truppe: »

Il rappresentante Baldisserotto: C'è un articolo in precedenza, che parla dell'artiglieria civica. Converrebbe leggere anche quello per non cadere forse in contraddizione.

Il presidente: L'articolo accennato è il 19. del progetto, ed il rappresentante C. Ruffini propone ora il suo in sostituzione di quello.

Feci già notare, che, adottando questa o consimile emenda, si alterava l'economia della legge; si dava agli articoli precedentemente votati un senso più largo di quello che s'intese dar loro all'atto della votazione. Ciò non ostante l'emenda fu presentata, e modificata più volte. Così com'è, può passare e coordinarsi cogli altri articoli.

Il rappresentante G. B. Ruffini: A solo schiarimento della questione, osservo essere esagerate le conseguenze accennate dal presidente, pel caso che si adottasse questo articolo. A me pare che l'economia della legge non ne sarebbe minimamente alterata, o tutto al più l'alterazione sarebbe lievissima, dacchè cadrebbe soltanto in riguardo ai pochi artiglieri che, chiamati a formar parte della mobilitazione della Guardia civica, dovrebbero essere con altri sostituiti.

Che poi il loro numero non possa esser grande, basta riflettere alla varietà delle categorie proposte dalla legge e soprattutto alla giovane età prescritta per la mobilitazione.

Il rappresentante Calucci: La dimanda, che fu fatta dalla Commissione militare era di avere mille fucilieri. Questa dimanda fu assoggettata all'Assemblea, venne passata alla Commissione, e la Commissione fece il suo rapporto per dare mille fucilieri.

Al presente invece si fa una nuova proposizione, cioè di mobilitare, oltre i mille fucilieri, anche le due compagnie dell'artiglieria; in queste caso non trovo che la proposizione, ch'è proposizione nuova, abbia subito nessuno degli studii che vuole il nostro Regolamento.

Non fu passata come proposizione a nessuna Commissione; e se poi la guardiamo come petizione degli artiglieri civici, e non è petizione, dovrebbe passare per gli stadii prescritti nelle petizioni.

Per tutto ciò io credo che non si dovrebbe ammettere questa proposta.

Il rappresentante Varè: Nel suo discorso il rappresentante Calucci suppone un fatto non sussistente. La proposta di legge, che fu passata

alla Commissione, e che dalla Commissione venne esaminata, parlava delle compagnie degli artiglieri, conservava queste compagnie, e le poneva a disposizione del Comando in capo delle truppe.

La emenda dal rappresentante Ruffini proposta oggi, non è che la riproduzione di una parte della proposta fatta da me ieri l'altro, alla quale avevo rinunciato nella Commissione, quando si concretò la legge in quel modo in cui venne oggi proposta. Sicchè sull'emenda del rappresentante Ruffini si può oggi discutere, perchè fa parte della mia proposta dell'altro giorno, perchè fu esaminata dalla Commissione, e perchè anche su quella proposta la Commissione ha parlato all'Assemblea, giacchè vi ha un articolo speciale nella proposizione, che parla della conservazione e della destinazione dell'artiglieria civica.

Dunque su questo argomento possiamo legalmente parlare e deliberare.

Il rappresentante Ruffini propone che sieno mobilitate le due compagnie di artiglieria; io non avevo adoperato la parola *mobilitate*; ma avevo detto *poste a disposizione del Comando in capo delle truppe*.

Osservo che per la compagnia dei bersaglieri e per la compagnia degli artiglieri venne fatto alcuni mesi fa un decreto, ch'è quello che il rappresentante Ruffini allegava, o che questo decreto, che parte dalla Commissione organizzatrice della Guardia civica, è stato fatto nel passato agosto.

In seguito poi un decreto governativo fu fatto, per cui la compagnia dei bersaglieri si dichiarava subito mobilitata.

Per le compagnie degli artiglieri questa parola non ci era.

Io credeva, e questo è il parere da me espresso alla Commissione, che la parola *mobilitata* fosse necessaria quanto ai bersaglieri, poichè di essi il Regolamento organico della Guardia civica non parla. Essi erano cosa nuova, e come cosa nuova bisognava dir tutto riguardo alla loro mobilitazione.

Gli artiglieri non vennero istituiti con quel decreto della Commissione organizzatrice. Sono stati istituiti dal Regolamento organico.

Questo Regolamento non dice cosa facciano le compagnie di artiglieria in tempo di guerra, ma soltanto in tempo di pace. Ma allora soggiungo io: il Regolamento non lo dice, perchè il senso comune vi addita che in tempo di guerra gli artiglieri maneggiano il cannone. Se sono artiglieri, non lo sono per semplice pompa, ma per maneggiare il cannone.

Gli artiglieri dovendo prestarsi a maneggiare il cannone, devono andare là dove il cannone è; sono obbligati di andare nei forti dove il cannone tuona.

Dunque io dico che non vi sarebbe veramente bisogno di legge particolare, che mobilitasse gli artiglieri, perchè, per la istituzione loro medesima, essi devono prestarsi a difenderci col cannone contro il nemico; e ad essere conseguentemente a disposizione del Comando in capo delle truppe.

Il rappresentante Tommaseo: Il collega Avesani aderisce meco all'emenda proposta dal cittadino Ruffini. Non so se le ragioni dell'Avesani

siano per l'appunto le mie: dirò quelle che mi conducono ad aderire alla detta proposta.

Ciò di che abbiamo principalmente di bisogno in questo momento, sono, a detto degl'intendenti, e secondo quello che il senso comune c'insegna, sono, in ispecialità, gli artiglieri. Se noi permettiamo che due schiere di militi che hanno reso grandi servigi, che possono renderne ancora, si sciolgano e si confondano coi fucilieri, noi facciam perdita grave. Un'altra ragione ancora mi persuade a codesto: gli eccellenti artiglieri della marina può essere che per l'armamento de' nuovi legni sieno altrove chiamati, dove già li ha chiamati, e li chiama l'onore del paese. Allora gli artiglieri civili possono rendere ancor maggiori servigi; non conviene adunque disperdere questa forza, che ci costa un ammaestramento sì lungo, ch'è oggetto di tante speranze. Per questo, quando anche si dovesse accrescere di poco l'offerta che facciamo alla milizia regolare di milizia civica, questo certamente non sarebbe sacrificio da rimpiangere. Non facciamo contratti; non risparmiamo in maniera meschina il sacrificio, quando si tratta dell'onore del paese. Siamo generosi della generosità dei nostri concittadini, quando essi stessi si offrono al sacrificio.

Il *presidente*: Rileggerò la emenda del rappresentante Ruffini. (*Legge.*)

Il *rappresentante G. B. Ruffini*: Io sono d'accordo con coloro che non accedono a staccare gli artiglieri dalle compagnie cui sono addetti. Quanto però al mobilitarli separatamente, osservo che dal rapporto della Commissione non risulta se essa siasi o no occupata di esaminare la convenienza di questa misura; e non è certamente da lasciare il riflesso che pel contingente dei mille uomini, già votato dall'Assemblea, si stabilirono delle liste, si studiò, in una parola, di attemperare l'esecuzione della legge alle particolari circostanze, le quali, nel presente caso, mi parrebbero d'un sol punto sorpassate.

Trattasi di una disposizione, che non ci è espressamente dimandata siccome necessaria alla difesa; io chieggo adunque che tale aggiunta debba formar soggetto di un'altra deliberazione.

Frattanto invece dell'altra propongo all'Assemblea la seguente emenda: « Del contingente, di cui all'art. 5., non sarà tratta alcuna parte dalle compagnie degli artiglieri civili come sono ora costituite. »

Il *rappresentante Valussi*: Il rappresentante Varè ha dimostrato che le due compagnie di artiglieri realmente sono mobilitate e che queste due compagnie sono a disposizione del Comando in capo delle truppe. Ora, invece di dire che le due compagnie sono da mobilitarsi, basterebbe dire che le due compagnie sono mantenute quali sono, e fare la mobilitazione dei 1000 sul resto della Guardia civica. Direi: « Le due compagnie di artiglieri civili sono mantenute quali sono. »

Il *rappresentante Varè*: Non lascio di ripetere ciò che ho detto poco fa. Le compagnie d'artiglieri non hanno un decreto che le mobiliti, ma sono mobilitate dalla loro istituzione. Sono artiglieri, e per questo sono mobilitati dov'è il cannone.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Allorchè la Commissione militare domandava 1000 fucilieri, s'intendeva sempre che gli artiglieri civili doves-

sero continuare quel servizio che così bene prestarono finora alla patria. Quindi ora non si limiterebbe ad altro il cambiamento all'articolo della legge, se non che ad eccettuare quegli artiglieri civili, che dovrebbero essere sottratti alle due compagnie; eccettuarli dalla legge comune e fare che dovessero rimanere aggregati alle due compagnie. Noi vi domandiamo che queste due compagnie siano date a disposizione del generale in capo per poterle impiegare collo stesso sistema alla difesa del paese.

Non si tratterebbe d'altro, che di eccettuare gli artiglieri civili dalla legge comune di mobilitazione, e tutto rimarrebbe com'è.

L'emenda del rappresentante G. B. Ruffini è posta a' voti ed adottata, e diventa l'articolo 18, della legge.

Il presidente: Adesso porremo a' voti il complesso della legge.

Il rappresentante Baldisserotto: Domando la parola per un articolo addizionale.

Io crederei che fosse da aggiungere all'emenda, fatta all'art. 18., un nuovo articolo, che sarebbe concepito così:

« Le compagnie di artiglieri, come sono iscritte a tutt'oggi, sono poste a disposizione del generale in capo dell'esercito, perchè se ne valga come venne fatto finora. »

Il presidente: Se è un nuovo articolo, invito il rappresentante a leggerlo, ma se è un'aggiunta od emenda che sia legata all'articolo 18., i rappresentanti hanno già votato.

Il rappresentante Baldisserotto: Questo è un nuovo articolo, e tende ad evitare che altri si possano arrolare in quelle compagnie. (Legge.)

Il presidente: Osservo che questo articolo si riferisce intieramente all'articolo 19. del progetto, e in secondo luogo ch'era compreso in una di quelle emende, che prima di procedere alla votazione furono ritirate.

Il rappresentante Tommaseo: Domando la parola per richiamo al Regolamento. L'articolo aggiunto dal cittadino Baldisserotto può stare da sè. È cosa che aggiunge una nuova idea al precedente. Non veggio come si possa escluderlo per la sola ragione che sia stato incorporato a una emenda proposta prima. Quand'anco fosse, poichè l'idea che la nuova giunta contiene non è compresa nell'emenda adottata dall'Assemblea, questa idea merita un nuovo articolo.

Il presidente: Sull'articolo, a cui il rappresentante Baldisserotto proporrebbe un'aggiunta, l'Assemblea ha già deliberato. Se per altro si vuole riguardar quest'aggiunta come articolo addizionale, io interrogherò l'Assemblea se vuole che sia aperta sopra di esso la discussione. (L'Assemblea assente).

Il rappresentante Gasparini: Le due compagnie come sono iscritte a tutto oggi; io vorrei invece che fosse indicato: come devono trovarsi nello stato normale.

Il rappresentante Baldisserotto: È appunto per evitare un inconveniente che si è detto nell'articolo: Le due compagnie d'artiglieri come sono iscritte a tutto oggi. Ma oggi bensì o domani vi potrebbero essere alcuni, i quali, per non essere compresi nei due battaglioni che si andranno a mobilitare, andranno ad iscriversi nei caanonieri.

Il *presidente*: Osservo a' due rappresentanti che l'articolo 18. già votato dice: *dalle compagnie degli artiglieri civili come sono ora costituite*, di modo che il nuovo articolo bisognerebbe collocarlo subito dopo. Allora l'articolo addizionale, proposto dal rappresentante Baldisserotto, diverrebbe il 19. e suonerebbe così:

» Queste compagnie sono poste a disposizione del generale in capo dell'esercito perchè se ne valga come venne fatto finora. »

Il *rappresentante G. B. Ruffini*: Ho detto pochi momenti fa le ragioni che mi persuadevano a proporre l'emenda che avete adottato. Quelle ragioni sussistono interamente; e mi vedrei costretto a votare contro una deliberazione che non è contraria al mio sentimento, ma cui non può ora consentire la mia ragione, perchè ancora non ne conosce nè la possibilità, nè la convenienza.

Io vi ripeto adunque la dimanda di aggiornare le vostre deliberazioni su questa proposta, la quale per di più a me sembra una legge nuova.

Difatti, il provvedimento chiesto dalla Commissione militare fu già votato, e con ciò esaurite le proposte della Commissione da voi scelta.

Se essa avesse inteso di mobilitare per intero le due compagnie degli artiglieri, non avrebbe certamente proposto di staccarne quei militi che fossero chiamati per la mobilitazione generale.

In ogni caso, ciò avrebbe dovuto essere espresso come fu fatto per quelle dei bersaglieri, poichè, e su questa considerazione richiamo l'attenzione vostra, trattasi di decretare senz'altro che, qualunque sia la categoria cui appartengono, tutti indistintamente i militi artiglieri sieno obbligati a mobilitarsi qualora il Comando in capo delle truppe lo domandi.

Il *rappresentante Varè*: Io non vengo nè ad appoggiare nè ad avversare l'articolo del rappresentante Baldisserotto. Solamente risponderò al rappresentante Ruffini, precisamente le stesse parole dette poco fa.

La proposta di mettere a disposizione del Comando in capo delle truppe le attuali compagnie degli artiglieri non è nuova; è proposta fatta da me ieri l'altro, passata alla Commissione, studiata per due giorni dalla Commissione e sulla quale la Commissione ha fatto il suo rapporto questa mattina.

Il *rappresentante Tommaseo*: Quand'anco fosse una nuova proposta, il vincolo delle idee è tanto stretto e tanto logicamente evidente che sarebbe cosa assurda lo scinderle in due leggi diverse.

Dopo di ciò, avendo l'Assemblea assentito che la votazione dell'articolo segua per alzata e seduta, il *presidente*, fattane la prova e la controprova, lo dichiara approvato.

Quindi si passa al voto complessivo sulla legge per scrutinio segreto, che resta ammessa come segue:

Votanti	N. 85
Maggiorità assoluta	» 43
Pel sì	» 56
Pel no	» 29

L'adunanza è sciolta alle ore 6 pom. e fissato l'ordine del giorno per la seguente, da tenersi domani alle ore 12 meridiane.

21 Luglio.

N. 5773-2441 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA.

Avviso.

Ad esecuzione del Decreto 19 corrente dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, si rende noto che restano fissati i giorni di oggi 21 e domani 22 Luglio pella presentazione di cadaun Cittadino dai 18 ai 55 anni ad eseguire o rinnovare la propria iscrizione nella Guardia civica.

Gli Uffizj d'iscrizione sono collocati nelle infraindicate località.

<i>Sestiere di s. Marco</i>	—	Caserma del Genio s. Angelo.
<i>idem</i>	<i>Castello</i>	— s. Provolo.
<i>idem</i>	<i>Dorsoduro</i>	} Palazzo Bollani a s. Trovaso.
<i>idem</i>	<i>S. Croce</i>	
<i>idem</i>	<i>Cannareggio</i>	— Caserma Pio Nono.
<i>idem</i>	<i>s. Polo</i>	— Caserma alla Direzione del Lotto.

I predetti Uffizj rimarranno aperti dalle ore 8 ant. alle ore 9 pom. di oggi e domani.

Con altro avviso verrà indicato il momento in cui le Commissioni miste contemplate dai §§ 4 e 10 del succitato Decreto imprenderanno i propri lavori.

Il gen. in capo G. MARSICH, C. A.

Il capo dello Stato maggiore
G. FECONDO Colonn.

21 Detto.

AI FRATELLI DI NAPOLI

*che abborrendo la Tirannide, abbracciata la Santa causa
dell'Indipendenza Italiana, qui si ridussero*

I VENEZIANI RICONOSCENTI.

Degni nipoti di Masaniello rasserenativi. Come il più nobile de' metalli, passando per le prove del fuoco dimostra meglio la tenacità delle sue fibre, così gli uomini virtuosi dal crogiuolo della calunnia acquistano nuovo splendore, e rinomanza.

Oh Voi, cui sulle sponde del maestoso Eridano, Condottiero illustre per cittadino coraggio, e per militare esperienza, seppe con due parole

additare la via, che scerre doveasi, mostrandovi in quella del ritorno l'infamia, in quella dell'avanzare l'onore, pronti egualmente a scherzervi, od a festeggiarvi; Oh Voi dico Uomini maschj abbiate, pure da noi, due parole di conforto. Esse vi varranno di farmaco, e se più stretto annodamento dell'esistente fra noi, nelle comuni sciagure, possibile fia, oggi ne lo stringeranno. La nullità della calunnia istà nel dispreggiarla. Camminate questa via, da cui la maggioranza di tutti i Paesi unicamente sbandasi, perchè Decreti Provvidenziali fissarono che gli eletti rappresentino quaggiù la minoranza. Santa è la causa de' Popoli, che con Noi propuguate, ed essa in onta della prepotenza de' Re, della viltà de' ricchi, de' tradimenti degli ambiziosi, della doppiezza degli apparenti filosofi, della fralezza di scienziati irreligiosi, e quindi deboli nel patriottismo, protetta da Iddio sormonterà tutti gli umani ostacoli che l'Angelo delle tenebre contro le aizza.

Fede, e costanza concorde siano in noi, e fra noi. Come Elvezia è in Europa libera, pel tenace nostro volere sarallo Italia. Vicina a conseguire duratura libertà è l'Ungheria magnanima, nè tarderà a ripeterla l'animosa Polonia, come più di noi straziata è pesta. Godansi pure i Franchi il nome di liberi senza esserlo; noi come l'Unghero non corriamo in traccia di finzioni, nè illudere cogli altri noi stessi vogliamo.

Confidenti in Dio battiamoci risoluti e concordi, e noi o vinceremo, o dimostreremo almen ai vili di tutte le Nazioni, come una morte gloriosa sig ad ignobile vita da preferirsi. Salute a Voi diletti fratelli di Napoli.

MOLTI BUONI CITTADINI DI VENEZIA.

22 Luglio.

N. 5573-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

Per la plausibile affluenza dei cittadini dai 18 ai 35 anni alla iscrizione nella Guardia civica, contemplata dal Decreto 19 corrente dell'Assemblea dei Rappresentanti dello Stato e dell'avviso 21 corrente di questo Comando generale, spirando il giorno d'oggi senza che possa compiersi la iscrizione medesima, si rende noto che il periodo utile per la stessa, viene prorogato fino alla mezzanotte di domani 23 senza interruzione.

Il Generale in capo

G. MARSICH C. A.

Il Capo dello Stato maggiore

G. FEONDO Colonnello.

22 Luglio.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE AI MOLINI

Avviso.

Consta a questa Commissione che non tutti i possessori di Molini ne abbiano fatte le dovute notifiche al Municipio.

Si diffidano quindi i mancanti a farlo entro il termine di 24 ore dalla pubblicazione del presente sotto pena della confisca dei Molini non notificati che saranno posti ad uso della classe più bisognosa dei rispettivi Circondarii.

Lo stesso obbligo e la stessa pena incombono a quelli che ne ordinarono di nuovi.

Il Presidente
BERNARDINO CRICHI.

22 Detto.

GOVERNO PROVVISORIO

LA COMMISSIONE MUNICIPALE

PEGLI OGGETTI

ANNONARJ, SANITARI E STRADALI DEL III. CIRCONDARIO.

Avviso.

I fabbricatori di pane dovranno da domani timbrare colle loro iniziali ogni pane da essi confezionato.

Chi mancasse, oltre la confisca del genere, sarà soggetto ad una multa di L. 30.

Chi azzardasse di levare dalla farina consegnatagli per confezionare pane misto una qualunque siasi quantità di cruschetto, onde farne di una quantità più fina peggiorando così la comune ovvero ne aggiugesse, sarà punito con la confisca del genere, e la multa di L. 100.

Il denunziatore sarà tenuto secreto ed avrà il terzo della multa qualora il fatto siasi verificato.

Il Presidente
BERNARDINO CRICHI.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

AVVISO.

In relazione agli articoli 5, 6, 7 del decreto 17 luglio corrente, pubblicato dall'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, riguardante le operazioni elettorali per la prossima convocazione della nuova Assemblea, si notifica:

1. Che i 14 Uffici di circondario hanno residenza nei locali descritti in calce.

2. Che, riguardo agli otto primi circondarii, negli stessi locali e nel giorno 25 luglio corrente dalle ore 11 antim. alle 4 pom. seguirà la gratuita distribuzione delle module a stampa ordinate dall'articolo 7 del sopra citato decreto a tutti i cittadini che ne faranno ricerca, per essere poi in grado d'insinuare la regolare notifica all'ufficio di circondario e conseguire la desiderata iscrizione nella lista elettorale.

CIRCONDARIO COMUNE
elettorale di

1. Venezia Parrocchie di s. Pietro di Castello, s. Martino e s. Francesco della Vigna, *Casa Paolucci al Ponte Erizzo s. Martino.*
2. » Parrocchie di s. Gio. in Bragora, s. Zaccaria e santa Maria Formosa, *Contabilità centrale a s. Zaccaria piano terreno.*
3. » Parrocchie di s. Marco, santa Maria del Giglio, santo Stefano e s. Luca, *Palazzo Municipale in s. Luca.*
4. » Parrocchie di s. Geremia, ss. Ermagora e Fortunato, s. Marziale e s. Felice, *Casa Correr a s. Fosca.*
5. » Parrocchie di s. Salvatore, ss. Apostoli, s. Canciano e ss. Gio. e Paolo, *Casa Sacerdoti, in Salizada s. Canciano N. 5549 rosso.*
6. » Parrocchie di s. Nicola da Tolentino, s. Simeone, s. Giacomo dall'Orio e s. Cassiano, *Casa Zanchi, Fondamenta dei Tolentini N. 251 rosso.*
7. » Parrocchie di s. Silvestro, s. Pantaleone, s. Maria Gloriosa dei Frari e s. Maria del Carmine, *Scuola grande di s. Rocco.*
8. » Parrocchie de' ss. Gervasio e Protasio, di s. Maria del Rosario o Gesuati, dell'Angelo Raffaele e di s. Eufemia della Giudecca, *Accademia di Belle Arti, piano terreno.*

CIRCONDARIO COMUNE
elettorale di

9. Chioggia Parrocchie della Cattedrale e di s. Andrea, *Palazzo civico di Chioggia.*
10. " Parrocchie di s. Giacomo, di Sotto Marina, di s. Anna, Cavanella e Cabianca, *Palazzo civico, in altri locali.*
11. Burano Parrocchie di Burano, Mazzorbo, Torcello, Treporti e Cavallino) *Palazzo Comunale di Murano,*
Murano Parrocchie di s. Pietro di Murano e di s. Donato di Murano) *in parrocchia di s. Donato.*
12. Malamocco Parrocchie di Malamocco e di Lido
13. Pellestrina Parrocchie di Pellestrina, Portosecco e s. Pietro in Volta, *Casa comunale di Pellestrina.*
14. Circondario elettorale di s. Biagio di Castello per gli elettori di tutte le divisioni della Marina militare dello Stato, *Casa dell' Auditorato in s. Martino al N. 2417 rosso.*
14. " delle Fortificazioni pegli elettori di tutti i corpi della milizia di terra dello Stato, *Palazzo Nazionale presso la Direzione del Dipartimento della guerra.*

Il segr. generale
JACOPO ZENNARI.

23 Luglio.

N. 5573-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

Il Comando della I. Legione, nella vista di facilitare le iscrizioni nella Guardia civica, contemplate dal decreto 19 corrente dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, aveva arbitrariamente disposto che gl'individui, i quali prestavano effettivo servizio, potessero per ora ommettere l'iscrizione aperta coll'Avviso 21 corrente di questo Comando generale.

Il Comando generale medesimo, annullando quella disposizione, ricorda che debbono tutti indistintamente i cittadini compresi fra i 18 e i 55 anni concorrere alla propria iscrizione, a senso delle disposizioni emanate.

Il Generale in capo
G. MARSICH C. A.

Il Capo dello Stato maggiore
G. FECONDO Colonnello.

23 Luglio.

N. 5573-2411 Sez. I.

COMANDO GENERALE DELLA GUARDIA CIVICA

Avviso.

Le Commissioni contemplate dal § 10 del decreto 19 luglio dell'Assemblea dei rappresentanti dello Stato, si raduneranno questa sera nella residenza di questo Comando generale, sotto la presidenza del sottoscritto Generale in capo, per trattare sulle norme da adottare nei giudizi di esenzione dalla mobilitazione.

Il gen. in capo

G. MARSICH C. A.

Il capo dello stato maggiore

G. FECONDO Colonnello.

23 Detto.

N. 4556-196.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA.

LA DELEGAZIONE PROVINCIALE

AVVISO.

In seguito alle istruzioni comunicate dal Magistrato politico provvisorio con decreto 22 corrente N. 3512-495 per l'esecuzione della Leva militare marittima di N. 600 individui, determinata dall'Assemblea dei Rappresentanti colla legge 20 pur corrente, si porta a pubblica notizia quanto in appresso:

1. Tutti gl'individui dell'età di 18 ai 45 anni, soggetti per la legge 25 luglio 1806 all'iscrizione marittima, sieno o no iscritti nella matricola dei Capitanati dei Porti di Venezia, e di Chioggia dovranno nei giorni 25 e 26 andante presentarsi alle rispettive Autorità Comunali, onde farsi inscrivere, muniti dei regolari documenti provanti i titoli che allegassero per essere piazzati nelle diverse liste contemplate dall'articolo 9 della suddetta legge. Chi mancasse di convalidare i proprii titoli famigliari in detti giorni senza legale e giustificato motivo, perde il titolo alla valutabilità dei medesimi.

2. Possono gl'individui stessi nei giorni 28 e 29 andante prodursi al rispettivo Capitanato del Porto, ove saranno rettificcate le liste, per dare sui loro titoli quelle ulteriori indicazioni e documentazioni, che fossero del caso.

3. L'estrazione a sorte contemplata dall'articolo 11. della citata legge seguirà nei singoli comuni nel giorno 31 corrente. L'estrazione sarà limitata alla lista prima, e non si progredirà alle successive se non nel caso d'insufficienza della prima.

4. Nel giorno 1. agosto comincerà l'accettazione dei contingenti presso le due apposite Commissioni miste istituite, l'una in Venezia, l'altra in Chioggia, e si procederà sino al saldo.

Il Delegato AVESANI.

Il Segretario D. LOMBONI.

23 Luglio.

N. 11075-1427.

GOVERNO PROVVISORIO DI VENEZIA

L'UFFICIO CENTRALE PER L'EMISSIONE DELLE CARTELLE
DI PRESTITO.

Avvisa

Dì aver consegnato alla Banca di Venezia i *Buoni* cogli annessi *Coupons* relativi al prestito di tre milioni di lire, costituito col decreto 19 settembre 1848 N. 2217, a garanzia della moneta patriottica, e ne pubblica qui sotto la descrizione. I cittadini, che hanno preso parte nel prestito suddetto, sono autorizzati a ritirare i *Buoni* e i *Coupons* in corrispondenza delle somme pagate e dei vaglia rilasciati, di mano in mano che li avranno estinti.

Quanto prima saranno rimessi alla Banca altri simili *Buoni* e *Coupons*, per le somme pagate e poi vaglia rilasciati pure a garanzia della moneta patriottica nei prestiti di due milioni e d'un milione, a' termini dei decreti 12 ottobre e 15 novembre 1848 N. 5227 e 5979.

DESCRIZIONE DEI *BUONI* E DEI *COUPONS*.

Questi *Buoni* sono litografati in carta comune bianca, hanno un contorno a fregi svariati. Nell'alto, in mezzo, avvi il Leone alato, e sopra due pezzi di fondo a linee nere parallele segnansi a mano alla sua dritta il numero progressivo dei *Buoni*, ed alla sinistra il valore del Buono stesso in cifre arabiche. Più basso, in lettere cubitali a stampa, è scritto *Governmento provvisorio di Venezia*; poscia avvi ripetuto in lettere a mano, sopra fondo a linee nere parallele, il valore del Buono, ed è indicata la Ditta intestata, nonchè la decorrenza dell'interesse, e sul fondo bianco la descrizione del titolo per cui fu emesso, dei decreti relativi, e la data dell'emissione. Nel mezzo vi è la firma del Presidente, alla sinistra avvi un bollo a secco ovale, contornato da semplici ornamenti in nero, con lo stemma del Leone alato che ha la zampa sul libro, ove, a caratteri

microscopici, è la leggenda: *Pax tibi Marce Evangelista meus*. Al di sotto della firma del Presidente, sulla dritta, c'è la firma del capo del Dipartimento delle finanze, e sotto il bollo a secco si trova scritto a mano, sopra un fondo a linee parallele, il numero cui è registrato il Buono in libro maestro, e sul fondo bianco la firma del Direttore dell'ufficio per l'emissione delle cartelle. Tali Buoni sono a madre e figlia. Nel margine, ove si tagliano, sopra un fondo a linee nere minutissime, è scritto in lettere cubitali di stampa a chiaro-scuro: *Governmento provvisorio di Venezia*.

I *Coupons* restano attaccati ai Buoni sopra altro mezzo foglio, sono in numero di nove, tutti stampati, circondati da una linea nera; alla sinistra avvi scritto a mano il numero progressivo eguale a quello del Buono, nel mezzo, pure a mano, la pagina ove sono registrati, ed alla dritta in istampa il numero progressivo dei *Coupons* stessi. Sono indicate la scadenza rispettiva e la pagabilità, e sono pure esposti il capitale in cifre arabiche, e la somma da pagarsi, questa però in cifre arabiche ed in iscritto. Tutte le indicazioni a mano sono scritte sopra un fondo di sei linee nere parallele. Anche i *Coupons* hanno sulla sinistra un bollo a secco, ovale, di dimensione molto più piccola di quella applicata ai Buoni, con un circolo in cui è il Leone alato, sopra del quale sta la parola *Prestito*, e con due cornucopie alle estremità della ovale. Sulla destra avvi la firma del Presidente, in fondo bianco.

Il Direttore **TREVISAN.**

23 Luglio.

ASSEMBLEA DEI RAPPRESENTANTI

DELLO STATO DI VENEZIA.

Sessione del 20 luglio 1849.

Presidenza del citt. **LODOVICO PASINI.**

L'adunanza ha principio alle ore 12 e 1/2.

Letto ed approvato il processo verbale della precedente adunanza, il presidente partecipa all'Assemblea che il rappresentante Salsi, per indisposizione di salute, non può assistere all'adunanza.

Quindi invita a leggere il rapporto su due petizioni.

Il rappresentante *A. Benvenuti*, relatore (legge): La Sezione prima dell'Assemblea ha preso in esame la petizione, che il Comitato direttore del Circolo italiano ha presentato a' 14 del mese di marzo passato, sull'importantissimo argomento della organizzazione della Guardia cittadina, e l'ha trovata assolutamente degna di considerazione. È stata eziandio letta da noi altra petizione, 11 corrente, del cittadino Federico Wlten, che si riferisce allo stesso oggetto; e ci parve saviamente intesa: il perchè questa pure viene raccomandata, come la prima, al vostro esame; e si propone che, secondo il Regolamento, debbano ambedue le petizioni seguire il corso ordinario delle proposte, ed essere comprese nel prossimo ordine del giorno.

Il presidente: Secondo l'articolo 59 del Regolamento, ogni petizione, qualora uno dei membri della Commissione incaricata d'occuparsene, dichiara che la si possa prendere in esame, segue il corso ordinario delle proposte fatte da un rappresentante; perciò domando ora all'Assemblea se intenda di prendere in considerazione queste petizioni perchè seguano appunto il corso ordinario delle proposte di un rappresentante.

Il rappresentante Bartolommeo Benvenuti: Credo che in questo modo non sarebbe osservato il Regolamento. Se esso vuole che ogni petizione appoggiata segua il corso ordinario delle proposte, deve essa dunque essere posta nell'ordine del giorno, come era stato proposto dalla Commissione, anche per la presa in considerazione; altrimenti l'Assemblea non saprebbe di che si tratti.

Il presidente: Dal seguito del citato articolo, e per analogia, ho dedotto che, se l'Assemblea può essere chiamata a votare o no l'ordine del giorno sopra una petizione, che non fosse stata appoggiata da alcuno e in tal modo deliberare sopra di essa; tanto più potrebbe votare la presa in considerazione (ch'è la deliberazione della minore entità, cui l'Assemblea possa procedere) sopra una petizione che le è dalla Sezione raccomandata. Parmi inoltre che, seguendo altro sistema, sarebbero di troppo allungate le nostre deliberazioni.

Il rappresentante Bartolommeo Benvenuti: Io non intendo interpretare la legge, ma applicarne il chiaro tenore. Che cosa si fa della proposta di un rappresentante? La si mette all'ordine del giorno. Quindi si esamina se deve essere presa in considerazione sì o no. Lo stesso adunque si deve fare riguardo alle petizioni; altrimenti queste si troverebbero in condizione migliore delle proposte di un rappresentante.

Il presidente: Le proposte di un rappresentante cominciano coll'essere deposte sul banco della presidenza, per poi essere prese in considerazione in un'altra adunanza. Volendo dare lo stesso corso alle petizioni, sulle quali si avesse già un rapporto, sarebbe un farle retrocedere. Però defersisco la cosa all'Assemblea.

Con voci 40 favorevoli, 26 contrarie, è adottato di passare immediatamente alla presa in considerazione.

Il rappresentante Varè, che si astenne dal votare dichiara, dietro interpellazione del *presidente*, aver ciò fatto perchè, a suo avviso, fino a tanto che il Regolamento non sia mutato, non è nemmeno permesso di porre ai voti se lo si debba seguire o no.

Il presidente soggiunge che l'Assemblea sola è giudice se il Regolamento sia bene o male interpretato dalla presidenza, e nel presente caso aver essa già giudicato.

Dopo di ciò è data lettura delle due petizioni, ambidue tendenti a far riformare l'attuale organizzazione della Guardia civica.

L'Assemblea ne adotta la presa in considerazione, e le rimette alle Sezioni, per averne rapporto da una Commissione composta di nove rappresentanti.

Si procede alla presa in considerazione della proposta del rappresentante Cesare Balbi, per istituire una Commissione d'incoraggiamento per le milizie ed il popolo. Il proponente dà alcuni schiarimenti,

Il *rappresentante Balbi*: Sarebbe assai tristo conoscitore del cuore umano chi mostrasse d'ignorare la potenza irresistibile della parola, la quale, se dolce ed affettuosa, inclina gli animi alla benevolenza, se altera ed acerba, allo sdegno ed all'odio, se forte, dignitosa e robusta, strascina l'uomo, anche suo malgrado, ad azioni nobilissime e grandi. Ciò non ignorarono gli esperti rettori dei popoli o condottieri di eserciti in ogni tempo e Napoleone, quasi altrettanto che con la forza delle armi, col robusto concetto de' suoi fulminanti proclami aveva stretta la vittoria alla bandiera dell'aquila francese. E per valermi di un esempio più vicino e più proprio, domanderò a voi, o cittadini rappresentanti, per quale portento il popolo romano, già da tanti anni incurvato sotto il peso della chierca e del pastorale, sia sorto ad un tratto all'altezza ed alla gloria degli antichi Quiriti? domanderò per qual forza schiere di carabinieri, la cui inettezza era un tempo proverbiale, siensi trasformate in tremende legioni, capaci non solo di sostenere, ma di respingere e vincere con miracoloso coraggio gli eserciti di Francia, avvezzi a trionfare sulla terra d'Algeria? Certamente tali prodigii, oltre alla santità della causa, devono ascrivere all'entusiasmo, suscitato e mantenuto nel popolo e nelle truppe, dagli animosi e caldi proclami e dai detti magnanimi dell'Assemblea, del Triumvirato e della Commissione delle barricate.

Nè il popolo veneziano, nato e cresciuto in questa terra ancor calda della gloria di quattordici secoli, fra i monumenti di questa Roma del mare; questo popolo, che soffre in dignitoso silenzio le privazioni e gli stenti, che bagna del suo sangue questa terra che vuole ad ogni costo difesa contro lo straniero, sarà elemento meno atto a grandi cose, se sarà a grandi cose chiamato. Che se pienamente non risponde al fattogli appello, egli è solamente perchè non fu prima preparato a sentirlo, egli è perchè ogni essere, non escluso l'umano intelletto, rimane inerte se da una forza non è commosso e agitato: così appunto la locomotiva resta immobile peso sulla rotaia, se non è spinta a percorrere rapidamente gli spazii dalla forza del vapore e del fuoco; così appunto il cannone resta inutile arnese se non è animato dalla polvere e dalla miccia.

Egli è dietro tali riflessi, o cittadini rappresentanti, che io vengo a proporvi il seguente decreto:

« Considerando che per la decretata resistenza è indispensabile di far sentire al popolo con verità e franchezza la propria situazione;

« Considerando quanta sia l'importanza di ridestare e mantenere l'entusiasmo nel popolo e nella truppa;

« Considerando quanto per gli scopi suddetti sia urgente e proprio il valersi del possente mezzo della robusta parola;

« In nome di Dio e del popolo,

« L'Assemblea decreta:

« Sarà nominata una Commissione di quattro individui scelti fra i più caldi, capaci ed onesti cittadini, due militari e due civili, sotto la presidenza del generale in capo Guglielmo Pepe, portante il nome di *Commissione d'incoraggiamento*, ufficio della quale debba essere di eccitare e mantener vivo con ogni mezzo l'entusiasmo e l'amore di patria e d'indipendenza nelle milizie e nel popolo. »

La proposta è presa in considerazione, e l'esame n'è affidato ad una Commissione di tre, da eleggersi dalle Sezioni.

Il presidente, seguendo l'ordine del giorno, invita il relatore della Commissione eletta per esaminare la proposta del rappresentante Tommaseo per una leva di 600 marinai, a leggere il rapporto.

Il rappresentante canonico Arrigoni, relatore, (legge): Dopo le interpellazioni dell'onorevole nostro collega cittadino Tommaseo intorno a' fatti riguardanti la Marina di guerra, e dopo le risposte della Commissione a pieni poteri, che originarono la proposta di una leva di seicento uomini di mare, che affermavasi in addietro e promossa dalla Commissione suddetta, e dissentita dal Governo; sorse alla vostra Commissione, per sentimento d'imparzialità e di prudenza politica, il debito d'indagare presso il potere esecutivo le ragioni del suo dissenso dalla leva.

Il presidente del Governo fece dapprima conoscere, che l'abbandono dell'idea d'una leva fu così comune ad esso, come alla Commissione militare a pieni poteri; che tutte e due le parti ne convennero: ma la Commissione militare, dopo di lui interpellata, ammette bensì di non aver insistito, perchè fosse adottata la leva pei motivi di dissenso esternati dal presidente del Governo; ma non ammette di aver dato il suo assenso espresso, acciocchè nulla fosse fatto.

Or venendo a' motivi del dissenso del presidente del Governo, altri sussistevano allora, e non sono ora più sussistenti: altri tuttavia, a parer del presidente, sarebbero di ostacolo permanente alla leva.

Parlando de' motivi, che sussistevano allora, ed or sono tolti, il principale, anzi l'unico, riferivasi a preparativi di grandi forze nemiche minaccianti imminenza di gravissimo attacco, le quali doveano naturalmente assorbire tutta l'attenzione e de' governanti e della Commissione militare: e noi invero non ci sorprendiamo che, rimpetto ad una considerazione siffatta, la Commissione militare, se non espressamente assenziente, abbia dovuto tacitamente assentire la transitoria inopportunità della leva.

Ma se la imminenza d'un pericolo può distogliere dal pensare al momento a' provvisioni necessarie, la vostra Commissione non crede che questa sia buona ragione per non tornarci sopra in altro momento: poichè in caso diverso, nella probabilità, in cui sempre siamo, di un attacco ad ogni istante, toglierebbesi l'azione ad ogni pensiero di governare.

Quanto a' motivi permanenti tuttavia nell'opinione del presidente sull'inopportunità del provvedimento, essi si riducono al timore di alterare l'ordine mirabile di questa città, e di quella di Chioggia, a suo dire prevedibile pel distacco degl'individui da requisirsi; ed all'altro timore di peggiorare le condizioni economiche delle famiglie, togliendo ad esse il mezzo di sostentamento coll'arruolamento dei loro pertinenti.

In sostanza, il presidente avrebbe voluto tenere in serbo questa misura per cogliere l'opportunità di adottarla in questo od altro modo, in occasione d'una possibile elevazione di spiriti per grandi avvenimenti all'esterno: o quando la nostra Marina di guerra, coll'ottenimento di luminosi vantaggi in confronto delle forze nemiche, avesse destata l'emulazione degli uomini di mare.

Con queste cognizioni preventive, e con quelle, che in linea di fatto

dovette ritrarre di qua e colà dagli Uffizii informali nella materia di leva, la vostra Commissione ha posto in discussione la massima contenuta nella proposta dell'onorevole cittadino Tommaseo; e, malgrado le obbiezioni del Governo, ha dovuto venire nell'unanime sentimento che la proposta stessa non fosse altrimenti nè a respingersi, nè ad ulteriormente protrarsi.

La vostra Commissione venne in questo unanime sentimento innanzi ad una considerazione di molto peso: quella, cioè, di preparare ad ogni evento una forza di riserva per la Marina, di cui la Commissione militare a pieni poteri mostrò la convenienza e la necessità. La vostra Commissione avrebbe creduto di mancare al dovere di buon cittadino avvertendo una necessità siffatta, che, a parer nostro, tanto strettamente si lega colla nostra difesa, la quale certo non può farsi senza gli elementi indispensabili al combattere: La vostra Commissione è fidente che, rimpetto a questa sola legge d'indeclinabile necessità, piegar dovesse ogni considerazione, così da parte di quest'Assemblea tanto salda nel sentimento del proprio patriottismo, come da parte del popolo, la cui costanza nel tollerare le privazioni ed i sacrificii, anco di sangue, ha luminosamente dimostrato la pienezza del suo sentimento nella persistente resistenza al nemico.

Se non che, anche senza questa veemente ragione della necessità, alla vostra Commissione non sarebbero parsi di gran peso gli obbietti posti in campo dal presidente di Governo. Non infatti quello della temuta perturbazione dell'ordine pubblico, perchè l'indole mansueta del popolo nostro e di quello di Chioggia, e la loro nobile affezione alla causa, ci son guarentigie che non abbianvi nelle volontà individuali elementi di perturbazione; e crediamo, d'altra parte, che all'agitazione, che si volesse da nemici interni ispirare a traviamiento della popolare bontà, possa sopperire la facilità di evitare nelle operazioni di leva quelle soverchie concentrazioni di persone, alle quali puossi ovviare colla destinazione di luoghi e tempi diversi.

Al dubbio di togliere alle famiglie in queste stringenze i mezzi del rispettivo sostentamento, col privarle dell'individuo, da cui per avventura lo ripetessero, ci pare di dover contrapporre che il tenore della legge, che noi vi proponremo, sia esso una salvaguardia del temuto sacrificio, si perchè ci siamo adoprati, onde il peso dell'arrolamento cada sopra individui il meno possibile necessari alle famiglie, e si perchè non siamo d'avviso che, nelle strettezze dei tempi siavi tanta copia di risorse da poter credere, che l'allontanamento d'un individuo da una famiglia possa esserne la ruina. Nella considerazione anzi, che l'arma della Marina è molto bene pagata, noi crediamo che, collo staccare individui dalle proprie famiglie, daremo, anzichè togliere, mezzi al loro sostentamento. E dalle poche informazioni, che la brevità del tempo ci consenti attingere, portiamo speranza che, senza troppo toccare individui necessari, avremo il numero d'uomini di mare che noi cerchiamo, e lo raggiungeremo nella classe de'celibi, certo men facilmente la più necessaria al sostentamento delle famiglie. A questo scopo infatti vi proponiamo di estendere l'età, che l'onorevole proponente fissava dai 18 ai 30 anni, a quella dai 18 ai 43.

E per intanto sentirete che la legge stanZIA un soccorso momentaneo alle famiglie, il quale può sopperire ai bisogni della circostanza; laonde nemmeno da questo lato non troviamo l'obbietto ammissibile.

Credono alcuni improvvido l'arruolamento comandato, perchè abbia mal risposto ai bisogni della patria la chiamata d'arruolamento volontario: e nella legge vincolativa, che noi vi proponiamo, essi avviano trovare quasi una censura del mancato patriottismo del popolo.

Alla prima di queste obbiezioni rispose già l'onorevole Tommaseo con quella facondia e forza di esposizione, che tutti noi conosciamo: ed è infatti una verità, come le condizioni interne delle famiglie, il predominio del sesso debole, la strettezza dei vincoli di fratellanza, di paternità e di figliolanza, che lega tutti e ciascuno, esercitino una pericolosa influenza sulle generose ispirazioni, costrette ad essere soppresse appunto perchè la volontà trova la convenienza di spuntare i suoi impulsi nell'affetto, benchè frequenti sieno i fremiti de' volenterosi, che forse desiderano la chiamata obbligatoria, per isfuggire alle pastoie delle convenienze.

Nè la legge vincolativa è censura di mancato patriottismo, poichè di questo se ne hanno a tutte le ore continui esempi, e tutto al più la legge può tener luogo di una dimostrazione convincente di pressante necessità.

In faccia alla quale necessità, noi non troviamo che sia a protrarsi il provvedimento, per aspettare che lo spirito del popolo si rilevi per esterni avvenimenti, o per fatti gloriosi della Marina. Confidiamo in Dio, che tanto visibilmente ci protegge; speriamo che il fremito universale d'Italia e d'Europa contro la forza brutale produrrà gli esterni avvenimenti; siamo ben sicuri, che l'onore ed il valore della nostra Marina spingerà le sue vele, e i suoi cannoni contro l'inimico con tanto maggior sicurezza, quando avrà l'animo tranquillo sopra la riserva, che noi le prepariamo colla nostra proposta di legge: riserva, ch'è ben prudente di avere, pel caso possibile d'un qualche rovescio.

Sotto gli auspicii pertanto di queste considerazioni, noi crediamo che lo spirito del popolo si eleverà, tosto che sappia che non ci mancano i mezzi ad usare una vigorosa resistenza; laddove, al contrario, l'incertezza e l'angustia della paura non possono che prostrar peggio gli animi dell'universale, già per lunghe sofferenze abbattuti.

E sotto questi auspicii noi abbiamo redatta una proposta di legge, che sviluppi la massima del proponente cittadino Tommaseo; nella quale ci siamo alcun poco allontanati dagli ordinarii procedimenti, in vista dello stato nostro eccezionale, ed in vista che il tener dietro alle regole ordinarie avrebbe reso necessario un tempo, che non si combina coll'urgenza di adottare il provvedimento di cui si ragiona. Abbiamo stabilito la portata dell'arruolamento, ed il termine del servizio militare: abbiamo fissato le classi tanto nella condizione, che nell'età, sulle quali l'arruolamento deve cadere: abbiamo gettati in embrione i metodi eccezionali e spicciativi per effettuare il più presto l'arruolamento medesimo, limitando strettamente l'esenzioni, e nello stesso tempo provvedendo, acciocchè il peso cada, come s'è detto, sugl'individui men necessari.

Non abbiamo trascurato nel tempo stesso di render men dura la legge, col mostrare rispettivamente un interesse così rispetto alla condizione delle famiglie, come alla condizione de' requisibili, e non abbiamo trascurato la debita severità contro coloro, che alla legge si mostrassero inobbedienti.

Fermati così i principii fondamentali della legge, la parte dell'esecuzione fu lasciata interamente, rispetto a' modi ed all'ordine, al prudente arbitrio del Governo; il quale, quanto più si mostra desideroso della conservazione dell'ordine e della tranquillità, saprà tanto più temperare le sue disposizioni, onde la legge ottenga il suo pieno effetto senza perturbazioni ed agitamenti.

Cittadini rappresentanti, nel deporre sul banco della presidenza la proposta di legge, di cui vi faremo lettura, nonchè deponendo il carteggio da noi tenuto per avere elementi di fatto, il quale sarà da comunicarsi al Governo, noi mettiamo il sentimento della nostra unanimità in favore della legge medesima sotto l'egida della dignità e del patriottismo delle vostre precedenti generose deliberazioni. Noi, che essendo un punto microscopico in faccia all'Europa ed al mondo, propugniamo ancora, e da soli, il santo principio dell'indipendenza italiana, noi abbiam detto che resisteremo ad ogni costo: e non verremo meno alla nostra risoluzione, perchè resistere ad ogni costo si congiunge all'idea di adoprare ogni mezzo all'effetto.

Ecco il tenore del progetto di legge proposto dalla Commissione:

• Considerando, che a meglio guarentire in ogni evento il servizio dei legni da guerra è indispensabile il numero di 600 individui;

Considerando, che il pieno assetto della Marina di guerra è condizione irrecusabile della nostra difesa;

Considerando, che la strettezza de' tempi e le circostanze esigono provvedimenti di massima sollecitudine, inconciliabile affatto coll'arrolamento volontario;

Considerando, che nei supremi bisogni della patria è debito di ciascun cittadino contribuire con l'opera propria a supplirvi;

Considerando d'altra parte, che anche alle necessità dello stato è d'uopo riparare col minor possibile sacrificio dei cittadini;

Decreta:

1. Per supplire al servizio della Marina militare sono chiamati 600 individui, i quali s'intenderanno obbligati soltanto sino al termine della guerra.

2. Questi individui saranno tratti da tutto lo stato, cioè da questa città, da quella di Chioggia, dalle isole e dai litorali, fra la classe dei cittadini abitanti attualmente nello stato, dell'età dai 18 ai 45 anni, soggetti per le leggi anteriori all'iscrizione marittima, siano o no iscritti nelle matricole dei Capitanati del porto di Venezia e di Chioggia.

3. A tale effetto il Governo disporrà per la immediata apertura d'un registro di prenotazione, nei giorni e nelle ore, nei luoghi e presso quelle autorità, che troverà opportuno di assegnare all'uopo; nel quale registro saranno chiamati, e tenuti ad iscriversi tutti i cittadini menzionati nell'articolo precedente.

4. La mancanza all'iscrizione porta per assoluta conseguenza l'arrolamento forzato dell'inobbediente a qualunque servizio militare, quand'anche per fisiche imperfezioni fosse inetto al servizio della Marina.

5. Da quest'obbligo d'iscrizione, sotto la forza delle comminatorie dell'articolo precedente, non sono dispensati quelli, che avessero prestato anteriore servizio nella Marina di guerra, e nemmeno gli attuali artiglieri sussidiari di Chioggia e Pellestrina, che non appartengono ad un corpo militare regolarmente organizzato.

6. Al contrario, non sono obbligati alla iscrizione:

1.) Quelli che servono come operai organizzati all'Arsenale di guerra;
 2.) I seguenti operai, non compresi nella suddetta organizzazione: falegnami di nave, fabbri-ferrai da grosso e macchinisti, foratori, calafati e velai, salva al caso la loro chiamata ne' porti, secondo le regole prescritte per la chiamata de' marinai; ed inoltre,

3.) I militari di terra di qualunque arma, finchè si trovano in attualità di servizio nell'armata, come pure le guardie civiche che saranno mobilitate in forza del decreto di quest'Assemblea del giorno 19 corrente.

7. Compiuta la iscrizione di tutti gl'individui obbligati, una o più Commissioni miste, civili e militari, nominate d'accordo dal Governo e dalla Commissione militare con pieni poteri, faranno la scelta di quelli atti al servizio, perchè siano di mano in mano consegnati alla Marina di guerra fino alla concorrenza del numero sopra fissato.

8. La scelta seguirà con l'ordine e sopra le sei liste seguenti:

- a) in prima lista si comprenderanno tutti i celibi,
- b) in seconda lista i vedovi senza figli,
- c) in terza lista gli ammogliati senza figli,
- d) in quarta lista gli ammogliati con meno di tre figli,
- e) in quinta lista gli ammogliati con tre o più figli,
- f) in sesta lista i vedovi con figli.

9. All'obbligo del servizio sono indistintamente tenuti tutti quelli, che non hanno visibili imperfezioni fisiche o malattie croniche.

10. Fino al saldo del contingente, le scelte saranno fatte nelle dette liste progressivamente, seguendo pegl'individui l'ordine, che verrà determinato dalla sorte.

11. Le iscrizioni nei registri di prenotazione dovranno quindi seguire con riguardo alle liste, delle quali all'articolo 8.

12. Gl'individui iscritti nel registro di prenotazione, che si sottraessero in qualunque modo alla successiva presentazione per la scelta, incorreranno nella pena comminata all'articolo 4. della presente legge.

13. Alle famiglie di quelli, sui quali sarà caduta la scelta, verrà tosto e senza distinzione accordata una sovvenzione di lire 12 correnti.

14. Tutti gli arrolati alla Marina di guerra, in forza della presente legge, hanno diritto allo stesso trattamento di quelli che vi si trovano in attualità di servizio.

15. A quelli che avessero servito nel tempo anteriore alla presente legge, saranno conservati i gradi indicati nel rispettivo loro congedo, quand'anche il grado fosse stato provvisorio.

16. Andranno a sconto del contingente gl'individui, che si presentassero volontari all'arrolamento.

17. La misura del contingente da fornirsi da ciascun circondario soggetto ai rispettivi Capitanati del porto, sarà fissata dal Governo.

18. Ogni operazione relativa a questa leva dovrà essere compiuta al più tardi entro il giorno 5 agosto p. v.

19. Il Governo e la Commissione militare con pieni poteri, ciascheduno in ciò che li concerne, sono incaricati dell'esecuzione del presente decreto, che sarà stampato, affisso ne' pubblici luoghi, e letto dall'altare. »

Interrogata dal *presidente* l'Assemblea, si fissa di aprir subito la discussione.

Il *rappresentante Tommaseo* chiede la parola.

Il *rappresentante Tommaseo* (*legge*): Concedete che in questa sala ove sederanno tanti de' governanti e de' guerrieri più illustri di cui la storia si vanti; in questa sala ch'eccheggia al santo grido di tante navali vittorie; io rivolga ancora alla nostra marineria una parola di fervente preghiera. È necessario, o marinai, un vostro fatto, uno splendido fatto all'onore di Venezia e alla vita. Io so bene gli ostacoli che v'im-

pedirono, le difficoltà che vi assediano, e come taluni dell'amministrazione di guerra non secondino la operosità ch'è domandata a chi dee fare la guerra; ma so che qualcosa operare bisogna per non perire sprezzati. Gli Americani ed i Greci non contarono il numero de' legni nemici, non misurarono il calibro de' cannoni minaccianti: contarono i proprii diritti, i proprii patimenti; misurarono la soprappiena misura della vituperosa schiavitù sovrastante, e nella disperazione sperarono. Il nemico ne' suoi giornali c'insulta: il popolo necessitoso e paziente, i suoi desiderii fa sentire con voce severa: bisogna operare. Egli è facil cosa, lo so, agl' inesperti e a chi è fuor del cimento, incitare altrui: egli è cosa crudele voler duramente riscuotere dall'erede angustiato i debiti da lui non contratti: ma io esprimo qui non tanto il mio proprio, quanto il sentimento di molti, che forse non pensano come sin dal principio la guerra veneziana si sia snaturata, facendola tutta guerra di terraferma, disseminando i prodi artiglieri marittimi per le fortezze della laguna, ove fecero cospicua prova di se, sempre che l'opportunità se ne offrisse. Ma le cose oramai sono a tale che i quasi cento legni, tra piccoli e grandi, che abbiamo o possiamo in breve aver pronti (se l'Arsenale s'accinge con la debita lena al lavoro) hanno a dar segno di vita. Una voce da Roma, volgendosi all'Ungheria, con crudele e rea dimenticanza diceva poc' anzi che in soli due luoghi d'Europa il vessillo della libertà si reggeva: a Debreczin e sul Tebro. Roma, dopo assai prove d'ardire memorando, è ormai fatta un'isola francese in un livido lago austriaco: Venezia resta. — Mostrate, o Veneziani, ai prodi Ungheresi la bandiera, che e' conoscono ed amano, di San Marco. Quattordici secoli vi domanderanno conto della vostra prudenza; ispireranno, o fratelli, il valor vostro. Questa grande onda di gloria vi sommergerà inonorati, o vi sospingerà trionfanti nel porto. (*Applausi fragorosi.*)

Il presidente: Se nessun altro rappresentante domanda la parola sulla legge in generale, passeremo alla discussione e votazione dei singoli articoli.

Riflettendo però che il preambolo della legge contiene parti dipendenti dai singoli articoli, come il numero 600, ec.; propongo che sui *Considerando* sia deliberato dopo la votazione degli articoli. (*Approvato.*)

L'articolo 1.^o è letto ed approvato.

Si legge l'art. 2.

Il rappresentante Varè: Mi pare che questo articolo abbia uno strettissimo legame con un articolo che sta verso il fine, se ho bene inteso la rapida lettura; quello, cioè, che autorizza il Governo provvisorio a dividere il numero secondo i varii comuni.

Siccome qui si sanzionerebbe un principio sul quale forse alcuno potrebbe avere dei dubbi, rispetto a ciò che concerne la città ed i comuni, mentre abbiamo stabilito essere mobilizzata la Guardia civica di Venezia ed abbiamo lasciato fuori quella di Chioggia, in vista di ciò domanderei che la discussione, che potesse nascere sopra quest'articolo, fosse congiunta con quella dell'articolo che ho or ora citato.

Dopo questa domanda, avrei da far una interpellazione al Governo: se, cioè, abbia fatto osservare la legge 25 luglio 1806, secondo la quale

in Venezia dovrebbe esservi un registro esatto di tutti quelli che sarebbero assoggettati alla leva militare, perchè appunto si trovano nelle circostanze determinate dall'art. 4.º di essa legge.

Se ci fosse questo registro in piena regola, le operazioni della legge, che vogliamo fare oggi, sarebbero indubitatamente abbreviate e semplificate.

Quando fu fatta la legge che ho citato, vigeva il regno d'Italia, anzi fu questo uno dei primi decreti che si emanarono tosto che Venezia fu unita a quel regno. Mi si disse poi che, negli ultimi tempi del governo austriaco, l'esecuzione n'era quasi andata in dissuetudine, e ben m'interesserebbe sapere se, quando la Marina veneta cominciò ad avere altri destini, quando si poteva sperare che diventasse di nuovo Marina nazionale, il Governo abbia fatto eseguire questa legge.

Il presidente: Devo premettere che, non essendo presente il capo del Governo, perchè, come ieri ebbi ad annunziare, è malato, ogni interpellazione, fatta oggi al Governo medesimo, sarebbe inutile.

Il rappresentante Varè: Chiederò dunque alla Commissione se sia informata che il Governo abbia o no fatto eseguire questa legge.

Il rappresentante Ferrari Bravo, membro della Commissione: Quanto all'osservazione fatta sulla necessità di discutere il 2.º articolo congiuntamente all'ultimo, rispondo al rappresentante Varè che, appunto perchè la legge generale deve obbligare tutti alla chiamata, tutti quelli che sono tenuti ad obbedire alla chiamata, devono essere obbligati alla iscrizione. E fu poi così concepito l'articolo 2., appunto in vista che noi abbiamo mobilitato a Venezia unicamente 1000 guardie nazionali. Del resto, il legame che ha quest'articolo con quello citato dal Varè, consiste in ciò solamente che noi abbiamo riservato all'autorità del Governo di fissare la misura del contingente, da attribuirsi rispettivamente ai circondarii di Venezia e di Chioggia. Perciò io credo che non occorra di fare una discussione congiunta, ma possa reggere la discussione separata.

Quanto all'interpellazione, che l'onorevole preopinante ha diretto al Governo, la Commissione è in caso di rispondervi.

Il motivo, per cui fu inserito nella legge l'ordine di aprire un'altra iscrizione, sta in ciò che, sebbene l'iscrizione ordinata dal decreto 1806 sia stata sempre conservata sotto il governo austriaco e sotto il Governo attuale, le circostanze degli ultimi tempi impedirono però di tenere in evidenza la condizione dei marinai. Dai registri del Capitanato del porto non emerge quali siano gli ammogliati, se siano qui od altrove; per cui la Commissione, anche all'oggetto di evitare il pericolo di una lungaggine, determinò di rinnovare la chiamata per la iscrizione.

Il rappresentante Varè: Quanto all'ultima parte, le spiegazioni date in nome della Commissione, sono soddisfacenti certamente. Quanto alla prima parte, crederei che fosse più chiaro, anche per togliere sinistre impressioni nel pubblico, che i due articoli de' quali si ragiona fossero collocati successivamente l'uno all'altro; anzi vorrei aggiunte le seguenti espressioni: *che il contingente resterà fissato dal Governo, con avvertenza al numero delle guardie mobilitate, e con gli equi riguardi alle guardie stesse.*

Il rappresentante Ferrari Bravo dichiara non avervi alcuna difficoltà.

Il rappresentante *Triffoni*: Io debbo rettificare dei fatti. Quando il governo austriaco ha stabilito, per le difficoltà che incontravano le leve di mare, di fare una leva complessiva di terra e di mare, fu quasi ommesso di tenere il registro d'iscrizione marittima con quell'esattezza che esige tale argomento; ma però, annessi all'Ufficio dei porti, i registri sussistono, per tenere in evidenza i movimenti della gente di mare. Che se ne' registri di leva marittima mancavano indicazioni di circostanze famigliari, era già uso in ogni leva di fare che i requisiti si producessero, perchè, se tal genere di circostanze non può essere tenuto in evidenza nell'Ufficio dei porti, deve però essere constatato al momento della leva per fare giustizia a tutti. Quindi, anche come sono, i registri di leva dell'Ufficio dei porti potrebbero servire per base della leva, ed abbrevierebbero moltissimo le operazioni. Basterebbe soltanto prescrivere che, in base dei registri dell'Ufficio dei porti, si procedesse alla requisizione, salvo però ai requisiti di far constare i loro titoli alla esenzione o posticipazione. In tal modo, si risparmierebbe una operazione di fatica agli Uffici ed allo stesso coscritto, che dovrebbe presentarsi due volte; poichè dobbiamo rammentarci che si tratta di barcaiuoli, di pescatori, che ogni dì hanno da fare il loro mestiere, che non possono fare come il coscritto di terra, che sta a casa e ad ogni occorrenza può comparire. Quindi io crederei che la legge in questa parte potrebbe venire modificata, come diceva il rappresentante *Varè*, cioè dichiarando applicate le disposizioni del decreto 1806.

Quanto poi alla proporzione del contingente, non credo che venga lasciare in arbitrio del Governo il determinarlo e credo che la legge stessa debba fissarla. È cosa interessante pei chiamati alla leva che tutti i paesi conoscano in quale misura debbano concorrervi.

Si soleva sempre, ed è di giustizia, determinare il contingente in base della forza dei chiamati a concorrere alla leva. Quindi la legge deve dichiarare che il Governo dividerà il contingente in base della forza delle matricole di marina, senza che vi sia lasciato alcun arbitrio, ch'è sempre da evitarsi e massime in affari che riguardano le persone.

Avverto, infine, che la mobilizzazione delle 1000 guardie civiche, decretata ieri, potrebbe portare una qualche difficoltà pratica, e perciò sarebbe fin d'ora da stabilire precisamente che dalla lista dei requisibili fossero escluse tutte le guardie mobilizzate dai 18 ai 30 anni, e stabilita la divisione del contingente sul risultante numero degl'inscritti nelle matricole dei marinai: così si avrà un equo riguardo a Venezia pei fucilieri, e vi sarà un dato positivo su cui basare il contingente.

Il rappresentante *De Giorgi*: Da tutte le cose che sono state dette, mi sembra che si tratti in ultimo risultato di rifare da capo la legge. Nacque discussione sopra i due punti vitali d'ogni legge di leva. Ogni leva dev'essere considerata da varii lati, il numero delle persone, la fonte, dirò così, o la lista da cui si vogliono trarre, e la ripartizione sopra varie porzioni del territorio; quanto al numero, non c'è finora discussione, bensì quanto alle fonti da cui cavarlo. Chi propose delle liste nuove e chi di partire dalla lista esistente presso i Capitanati dei porti. Quanto alla ripartizione sopra le diverse parti del territorio, la Commis-

sione propose di lasciarla al Governo. Invece il rappresentante Triffoni propone venga determinata dall'Assemblea stessa; sicchè mi pare che la legge sia avversata nei due punti capitali, e che su questi convenga intendersi prima di votare sull'articolo.

Il *presidente*: Non chiedendo nessun altro la parola, passeremo ai voti sull'articolo 2., se l'Assemblea aderisce, sostituendo, giusta proposta del rappresentante Varè alle parole: *leggi anteriori*, queste: *la legge 25 luglio 1806*.

È ammesso, e si ammette anche l'art. 3.

La Commissione ha aderito che l'articolo 17. diventi l'articolo 4. In conseguenza io leggerò adesso quest'articolo (*legge*). Quindi invito il rappresentante Triffoni a proporre la sua emenda.

Il *rappresentante Triffoni*: Ecco l'emenda che io proporrei:

« La divisione pel contingente fra' circondarii marittimi sarà fatta dal Governo in ragione del numero degl'iscritti, giusta l'articolo 2., nelle matricole degli Uffizii di porto, dedotti per Venezia quelli che risultassero compresi fra le guardie civiche mobilizzate. »

Il *presidente*: Alcuni membri della Commissione dimandano che la seduta sia sospesa per mezz'ora, affine di proporre una nuova redazione dell'articolo.

L'Assemblea acconsente; l'adunanza resta sospesa per mezz'ora.

Alle ore 3 e 3/4 l'adunanza è ripresa.

Il *presidente*: Invito il rappresentante Ferrari Bravo a riferire, in nome della Commissione, l'operato.

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Finchè si avesse dovuto calcolare il conguaglio in ragione dell'iscrizione, era impossibile che l'Assemblea potesse stanziarne una che fosse in termini di giustizia, attesochè non avevamo i materiali necessarii per poter determinare sulle liste dei rispettivi Capitanati del porto il contingente. Siccome però è necessario di mettere in armonia le due leggi, cioè quella di coscrizione marittima e quella che riguarda la mobilizzazione della Guardia civica, ci siamo fermati sul dato della popolazione, con che abbiamo tolto del tutto l'articolo 17. Per aderire poi a' desiderii di altri rappresentanti, che volevano che questo articolo avesse una differente collocazione, saremmo d'avviso di porlo dopo l'articolo 3., ridotto come segue:

« La divisione del contingente sarà eseguita in ragione delle rispettive popolazioni, in guisa che sulla somma degl'individui chiamati al servizio militare, tanto colla legge 19 luglio corrente, che colla presente, sia imputato per Venezia il numero delle guardie civiche mobilizzate. »

Ciò diviene anche giusto, perchè, in ultima analisi, il solo comune di Venezia darebbe le guardie mobilizzate, mentre gli altri comuni non darebbero nessuna guardia.

Così noi speriamo d'aver ottenuto l'intento da tutti desiderato.

Il *presidente*: Ora porrò ai voti l'articolo 4., ch'è proposto dalla Commissione in luogo del 17. da eliminare, se nessun altro chiede di parlare.

Il *rappresentante Errera*: Il numero dei mobilizzati per la città di Venezia è già stabilito. Dunque non mi sembra che resti altro che dire:

« imputando a favore del comune di Venezia la mobilitazione ordinata dal decreto 19 corrente. »

Un rappresentante: Il numero dei mobilizzati non è definitivamente conosciuto, perchè ci sono compresi anche gli artiglieri.

Il rappresentante Errera: Io formulerei come segue la mia emenda:

« Il riparto tra le comuni di Venezia e le altre sarà fatto in modo che, calcolata la somma degli individui mobilizzati colla legge d'ieri, e quelli della leva d'oggi, ogni comune abbia il carico d'un numero proporzionato alla sua popolazione. »

L'emenda del rappres. Errera vien posta ai voti e non è ammessa.

Il presidente: Ora porrò ai voti l'articolo 4, come fu nuovamente redatto dalla Commissione.

Il rappresentante Pincherle: L'effetto, che vuoi ottenere con quest'articolo, mi pare il seguente: 1000 guardie si sono mobilizzate ieri; 600 marinai vuoi oggi che sieno levati: sono in tutto 1600 uomini. Ogni paese deve contribuire la sua quota del totale contingente. A Venezia vengono abbuonati in proporzione i 1000 mobilizzati. Sul senso siamo tutti d'accordo, ma l'articolo della Commissione non ha chiaramente questo significato.

Il rappresentante Avesani: Appoggio la redazione come è col seguente calcolo. Supposto che Venezia abbia 110,000 abitanti, 30,000 Chioggia e 9000 Pellestrina, San Pietro e Porto Secco, dati che mi furono testè forniti, saranno un totale di 149,000. Se dunque 149,000 mi danno 1000 fucilieri; quanti me ne daranno 39,000 abitanti di Chioggia, Pellestrina, ec.? me ne daranno 268. Se 149,000 abitanti mi danno 600 marinai, quanti me ne daranno 39,000 di Chioggia, Pellestrina, ec.? Evidentemente 157. In tutto dunque Chioggia, Pellestrina ec. mi daranno 268 fucilieri e 157 marinai; od uomini 425.

Ecco l'origine della redazione. La divisione del contingente, cioè di quello contemplato dalla legge attuale, sarà eseguita in ragione della rispettiva popolazione, ed in guisa che sulla somma degli individui chiamati al servizio militare, tanto colla legge d'ieri che colla presente, vale a dire sui 1600, sia imputato al comune di Venezia il numero delle guardie civiche che saranno mobilizzate. La conseguenza è chiarissima; se 421 danno Chioggia, Pellestrina, ec., il resto per giungere ai 1600 è 1175 per Venezia. Su questi 1175 vanno abbuonati 1000 fucilieri; dunque Venezia darà 175 marinai.

Mi pare chiarissimo e redatto perfettamente l'articolo, e mediante questa operazione aritmetica la divisione del contingente sarà eseguita in ragione della rispettiva popolazione, in guisa che sulla somma degli individui chiamati al servizio militare (tanto colla legge del 19 corrente che mobilizza 1000 fucilieri, quanto colla presente che leva 600 marinai) sia eccipito per la comune di Venezia il numero delle guardie civiche mobilizzate, che saranno 1000.

Il rappresentante Pincherle: In questo siamo d'accordo; il calcolo è esatto, giustissima la dimostrazione; ma l'articolo non rende l'idea: *la divisione del contingente* (e non si parla che dell'attuale) *sarà eseguita in ragione delle rispettive popolazioni.*

Bisogna dire che vien diviso colla proporzione del contingente d'ieri e quello d'oggi, altrimenti il conto per Venezia è giustissimo, ma non è provato che Chioggia e le altre comuni debbano contribuire in ragione dei 1600, e la legge per conseguenza non ha un chiaro significato.

L'emenda, che io proporrei, è la seguente:

« La divisione del contingente sarà eseguita, sommando il numero di guardie civiche mobilizzate per il comune di Venezia col decreto 19 luglio, ed il numero di marinai richiesti colla presente legge; poscia cercando quale sarebbe insieme il contingente di cadaun comune in proporzione de'suoi abitanti, e imputando nel contingente complessivo del comune di Venezia le guardie civiche mobilizzate col citato decreto. Gli altri comuni forniranno il loro contingente esclusivamente con marinai. »

Il rappresentante Scarpa: Secondo l'ultima redazione che si è fatta, noi dovremo dare appunto dei marinai in proporzione della popolazione complessiva; credo che, adottando questa legge, potrebbe nascere l'inconveniente che alcuni paesi dell'Estuario non avessero tanti uomini speciali come marinai, quanti sarebbero richiesti nella proporzione complessiva per tutta la popolazione dello stato; in questo caso, come si farebbe a soddisfare al bisogno ed evitare l'inconveniente?

Qui a Venezia io credo che abbiamo pochissimi che sieno marinai, e quindi, essendovi la Guardia mobilizzata, con questa veniamo a supplire la loro mancanza e ad evitare l'inconveniente, che s'incontrerebbe adottando varie misure generali di proporzione per tutti i paesi.

Non so, se per esempio, a Murano, vi sieno molti marinai, quando invece in proporzione quel paese potrà dare il contingente necessario di guardie mobilizzate.

Perciò vorrei fosse scartata la nuova redazione dell'articolo, e fosse tenuta la primitiva, cioè quella della Commissione.

Un'altra osservazione mi fa insistere in quest'avviso, ed è che, se sarebbe giustissimo riguardo a Venezia, mantenere la nuova redazione, mentre in questo caso tutti sopporterebbero il peso, tanto quelli della classe dei marinai, quanto gli altri; per le altre popolazioni invece dell'estuario avremmo che solamente la classe dei marinai dovrebbe sopportare quel peso, che dovrebbe esser comune colla Guardia civica.

Il presidente, a richiesta di alcuni rappresentanti, dà lettura di alcuni documenti, trasmessi dai Capitanati del porto di Venezia e di Chioggia, contenenti dati statistici sulla iscrizione marittima.

Il rappresentante Pincherle: Nello stato attuale della discussione, e tenendo conto dei dati offertici dai documenti testè letti, e di alcune difficoltà pratiche cui bisogna ovviare, proporrei che la legge, per un più maturo esame, fosse stampata e distribuita a' rappresentanti.

Il rappresentante Tommaseo: Dai numeri che recano le lettere or ora lette, apparisce che la legge è di esecuzione per lo meno possibile. Aggiungerò un fatto narratomi dal comandante Grondoni, ch'è a Pellestrina, negli abitanti della quale egli promosse l'arrolamento volontario; ma per le ragioni che ognuno sa, e per le altre che tutti immaginano, l'arrolamento volontario non ebbe quell'effetto che se ne poteva aspettare. Ora il comandante Grondoni mi affermò che, nel solo distretto di

Pellestrina, sotto quattrocento sarebbero più o meno disposti alla leva. E se solo il distretto di Pellestrina ci dà questo numero; se da quella lettera di Chioggia apparisce un numero tanto sovrabbondante, l'obbiezione del collega Pincherle non ha più luogo. L'osservazione del collega signor Scarpa ha certamente un'importanza a cui bisogna por mente. Egli mi dice che nel numero de' soggetti alla leva nel circondario di Chioggia, e negli attenenti, non sarebbero compresi che i soli marinai, e gli altri che non fossero marinai, andrebbero liberi dall'obbligo della leva. Certo che questa a prima vista apparisce ingiustizia; se non che considerando che il maggior numero di quegli abitanti son genti avvezze alla vita del mare, considerando le presenti necessità del paese, dee, come fu saviamente osservato, dee a moli di loro parere desiderabile questa leva, siccome quelli a cui il nutrimento manca: ond'io affermo che l'apparente ingiustizia si converte, direi così, in carità.

Nondimeno, nell'osservazione del signor Scarpa e degli altri che precedettero, è un lato di vero. Io credo che voler determinare per l'appunto le proporzioni nelle quali si dee fare la leva, sia un entrare in particolarità che non sono proprie della legge. Perciò proporrei che ci attenessimo alla prima forma dataci dalla Commissione, aggiungendovi parole che limitassero le facoltà del Governo, e a un dipresso proporrei le seguenti:

« La misura del contingente da fornirsi, da ciascun Circondario soggetto ai rispettivi Capitanati del porto, sarà fissata dal Governo, osservate al possibile le proporzioni del numero e della giustizia. »

Il rappresentante Scarpa: Ho preso la parola poco fa perchè conosco qualche cosa delle condizioni etnografiche dell'estuario di Pellestrina e della città di Chioggia; sapeva che tanto la città di Chioggia quanto Pellestrina potevano dare il contingente di marinai senza che vi fosse nessuno ostacolo; quindi la mia obbiezione non si riferiva menomamente ad altri paesi, in cui anzi c'è sovrabbondanza: il mio discorso si riferiva ad altri paesi, come a Murano e qualche altro punto dell'estuario, dove, non essendo la classe dei marinai molto abbondante, seguendo la proporzione del numero degli abitanti, non si potrebbe forse trovare abbastanza da soddisfare al contingente. Per ciò Chioggia e Pellestrina si troverebbero in miglior condizione; ecco spiegato meglio il mio pensiero.

Il rappresentante Francesco Baldisserotto: Occorre una breve spiegazione.

Noi non abbiamo bisogno di 600 marinai propriamente detti, ma di 600 uomini atti a servire a bordo dei bastimenti. Vi domandiamo 600 uomini, che abbiano qualche abitudine del mare, delle barche e del servizio marittimo. Tutte le obbiezioni fatte in proposito, cadono a questa dilucidazione.

Se Burano non ha marinai; ha uomini che sanno stare in laguna, e questi uomini li metteremo nelle barche che guardano la laguna, e leveremo i marinai che vi teniamo; e così noi troveremo 600 marinai coll'offrirne semplicemente alla Marina 600 uomini, che abbiano l'abitudine del mare.

Il presidente: Il rappresentante Pincherle ha chiesto poco fa che sia

differita la discussione, ed il progetto di legge stampato e distribuito. Altri rappresentanti appoggiano la sua domanda; io mi credo in debito di consultare l'Assemblea sul differimento della discussione.

La prova per alzata e seduta riesce dubbia: si procede all'appello nominale, e 48 rappresentanti contro 21 adottano che la discussione non sia interrotta.

Il *presidente*: C'è nessuno che abbia altre emende a proporre? L'emenda, che più si discosta dall'ultima redazione della Commissione, è quella del rappresentante Tommaseo, in cui sta compresa quella del rappresentante Scarpa. Seguono le emende del rappresentante Pincherle e del rappresentante Errera. Finalmente vi è l'articolo della Commissione. Porrò a'voti prima l'emenda del rappresentante Tommaseo. (*Non è adottata.*) Ora porremo a'voti l'emenda del rappresentante Pincherle.

Il *rappresentante Errera* dichiara di ritirare la propria, ed il *rappresentante Ferrari Bravo*, in nome della Commissione dichiara di aderire all'emenda Pincherle, purchè sia ritenuta l'espressione di *uomini di mare*, anzichè quella esclusivamente di *marinai*.

L'emenda del rappresentante Pincherle con questa mutazione, cui egli dà il suo assenso, è posta a'voti ed approvata, e diventa l'articolo 4. della legge.

Poscia è data lettura degli articoli 4., 5., 6., 7., del progetto i quali, posti ai voti singolarmente, sono approvati.

Si legge l'articolo 8. Il rappresentante Tornielli chiede la parola.

Il *rappresentante G. B. Tornielli*: Nella legge d'ieri, l'Assemblea credette, dietro proposta della Commissione, fare atto di giustizia, accordando un particolare privilegio ai figli unici, e li collocò nella quarta lista, e nella sesta lista collocò i figli unici di madre vedova. Non comprendo perchè in questa leva non sia stato dato un privilegio ai figli unici; ad ogni modo, me ne faccio io il proponente.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Questa sarebbe veramente un'innovazione a tutte le leggi che esistono per l'iscrizione marittima. Questa distinzione non la si fece mai, poichè gli uomini di mare, se anche figli unici, non si trovano in condizione differente, sia che servano nella marina di guerra o nella marina mercantile. La paga che ricevono servendo il mercante, la ricevono egualmente servendo il militare; e possono così essere di sussidio alle famiglie sì in un caso che nell'altro. È per questo che io ritengo non aver i legislatori fatto mai alcuna distinzione riguardo ai figli unici per la iscrizione militare marittima.

Il *rappresentante Tornielli* propone che la sua aggiunta abbia il terzo posto, o formi la terza lista.

Posta a'voti, l'aggiunta è scartata.

Poscia è messo a'voti l'articolo 8. come fu letto, ed accettato. Esso diviene l'art. 9. della legge.

Si leggono quindi gli articoli 9., 10., 11. e 12.

Posti a'voti, sono accettati.

Letto l'articolo 13., il *rappresentante Costantino Alberti* propone che la cifra di lire 12 sia portata fino a 20.

L'Assemblea rigetta l'emenda Alberti.

L'articolo 15. è approvato, e diventa il 14. della legge.

Il *presidente* legge l'articolo 14. del progetto.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Opinerei per la totale soppressione di quest'articolo, perchè inutile interamente. È naturale che quando un soldato entra in un corpo deve percepire le competenze relative al suo grado.

Il *presidente*: La Commissione ha nulla da osservare sulla eliminazione dell'articolo?

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: Siccome negli arrolamenti il Governo ha usato differenti norme di pagamento, così, per assicurare i nuovi arrolandi, fu posto che il loro trattamento sarà quello attuale. Per questo la Commissione ha creduto necessario l'articolo.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Quando un corpo non è regolare, andrà bene; ma nella Marina, anche non volendo, non si potrebbero diminuire, perchè gli stipendii sono fissi, normali.

Il *presidente* pone ai voti l'eliminazione proposta dal Baldisserotto, che non è ammessa. Resta quindi approvato l'articolo 14, che diventa il 15 della legge.

Il *presidente* legge gli articoli 15 e 16 del progetto, che sono approvati e diventano il 14 e 15 della legge.

Poi si legge l'art. 18 del progetto.

Alcuni rappresentanti chieggono se le operazioni potranno essere terminate nel tempo dall'articolo indicato.

Il *rappresentante Baldisserotto*: Siccome qui abbiamo il nostro collega Triffoni, conoscitore profondo dell'argomento, così lo pregherei che dicesse una parola in proposito.

Il *rappresentante Triffoni*: Io aveva già detto che il termine è troppo ristretto; se però la Commissione intende che in questo termine si compiano le operazioni preparatorie, allora io convengo. Che se intende che l'arrolamento debba essere compiuto, mi pare che il tempo sia troppo breve.

Il *rappresentante Avesani*: Tutti i nostri termini sono brevi; mi pare dunque che bisogna stare alla redazione.

Il *presidente*: Se nessuno propone di mutare il termine, metto ai voti l'articolo com'è.

Per alzata e seduta, è approvato l'articolo 18 del progetto e della legge.

L'articolo 19 viene pure, per alzata e seduta, approvato.

Il *presidente*: Resta adesso a votare sul preambolo della legge. (Vedi addietro.)

Il *rappresentante Varè*: Crederei opportuno, anzi necessario, che alla legge fatta oggi da noi si desse, nella sua pubblicazione, quel carattere che corrispondesse esattamente al motivo principale per cui fu fatta. Questo motivo fu nobilmente espresso questa mattina nelle brillanti parole del collega Tommaseo. Non troverei questo motivo espresso nei *Considerando* proposti dalla Commissione, e trovo anche che sono un po' troppo minuziosi, per una determinazione che viene dal corpo sovrano del paese; e trovo oltre a ciò che ci sono certe espressioni, come quel-

l'indispensabile, che potrebbero a taluno far credere dover noi differire tutti i nostri desiderii, le nostre speranze dal lato del mare fino al di in cui fossero arrolati i 600 marinai.

Vorrei che di questo non ci fosse neppur sentore, perchè ho desiderii e speranze molto più vicini. Perciò proporrei per preambolo alla legge le seguenti parole, che sono pochissime (*Legge*):

« Considerando essere necessario che le forze della Marina militare di Venezia siano proporzionate ai suoi alti doveri ed alle speranze che in lei ripone la patria, decreta, ec. »

Il *rappresentante Ferrari Bravo*: La Commissione non ha difficoltà di aderire a questa emenda.

Il *presidente*: In conseguenza non resta che porla a' voti (*Essa è adottata dall'Assemblea.*)

Adesso metteremo ai voti il complesso della legge a scrutinio segreto.

Risultato della votazione:

Votanti	68
Per il sì	60
Contrarii	8

La legge è adottata.

Il *presidente* annunzia una proposta del rappresentante G. B. Giustinian, presentata dapprima come d'urgenza, e poscia, a richiesta del proponente, ritenuta come proposta ordinaria, da prendersi in considerazione nella prossima adunanza. Essa concerne la conservazione del posto e degli stipendii per quegl'impiegati, che rimanessero compresi nella Guardia civica mobilizzata.

Il *presidente* legge il seguente ordine del giorno per la successiva adunanza, che sarà tenuta il 24 luglio corrente ad un'ora pomeridiana, e ch'è approvato.

La seduta è levata alle ore 6 e $1\frac{1}{4}$ pomeridiane.

ORDINE DEL GIORNO PER MARTEDI' 24 LUGLIO.

Alle ore 12, riunione delle Sezioni per la nomina di Commissarii.

Ore 1 pom. — *Seduta pubblica.*

1. Presa in considerazione d'una proposta del rappresentante Giustinian, relativa agl'impiegati compresi nella Guardia civica mobilizzata.

2. Terza deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, riguardante la comunicazione de' motivi nelle sentenze de' giudici superiori anche ne' casi di conferma.

3. Sanzione del governativo decreto 18 marzo 1849, con cui fu abrogato l'antecedente decreto 30 aprile 1848, che deferiva ai tribunali ordinarii la competenza pei delitti dei militari.

4. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante Lunghi, di concentrare in apposito Ufficio i protesti cambiarii.

5. Seconda deliberazione sulla proposta del rappresentante B. Benvenuti, relativa alla trattazione delle cause civili.

6. Seconda deliberazione sull'altra proposta Benvenuti, relativa ai processi criminali.